

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MARSEILLE PROVENCE**

# **CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE**

**Territoire d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons**

## **LES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE**

**SÉANCE DU 12 DECEMBRE 2017**

# **SOMMAIRE**

↳ <b><u>Fonctionnement</u></b>	page 5
↳ <b><u>Vie urbaine</u></b>	page 62
↳ <b><u>Proximité</u></b>	page 157
↳ <b><u>Vie économique</u></b>	page 303

---

## METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

### Conseil de Territoire Marseille Provence

12 DÉCEMBRE 2017

---

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du 15 décembre 2017 et ce, pour une durée d'un mois.



#### ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALLETTI - Mireille BALOCCO - Marie-Josée BATTISTA - Mireille BENEDETTI - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Nicole BOUILLLOT - Nadia BOULAINSEUR - Frédéric BOUSQUET - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Michel CATANEO - Sophie CELTON - Catherine CHAZEAU - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Sandrine D'ANGIO - Monique DAUBET-GRUNDLER - Anne DAURES - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nouriati DJAMBÆ - Emilie DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Georges GOMEZ - Vincent GOMEZ - Régine GOURDIN - Andrée GROS - Albert GUIGUI - Louisa HAMMOUCHE - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Gisèle LELOUIS - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Marie-Louise LOTA - Laurence LUCCIONI - Patrick MAGRO - Hélène MARCHETTI - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Bernard MARTY - Janine MARY - Florence MASSE - Martine MATTEI - Marcel MAUNIER - Xavier MERY - Danielle MILON - Richard MIRON - André MOLINO - Claudette MOMPRIVE - Virginie MONNET-CORTI - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Christian PELLICANI - Elisabeth PHILIPPE - Claude PICCIRILLO - Stéphane PICHON - Nathalie PIGAMO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Gérard POLIZZI - Marine PUSTORINO-DURAND - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Carine ROGER - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Dominique TIAN - Maxime TOMMASINI - Cédric URIOS - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Brigitte VIRZI - Kheira ZENAFI.

#### ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Sabine BERNASCONI représentée par Céline FILIPPI - Jean-Louis BONAN représenté par André GLINKA-HECQUET - Patrick BORE représenté par Patrick GHIGONETTO - Valérie BOYER représentée par Laurence LUCCIONI - Marie-Christine CALATAYUD représentée par Nathalie FEDI - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Catherine CHAZEAU - Sandra DALBIN représentée par Solange BIAGGI - Michel DARY représenté par Gérard CHENOZ - Christophe DE PIETRO représenté par Brigitte VIRZI - Frédéric DOURNAYAN représenté par Emilie DOURNAYAN - Josiane FOINKINOS représentée par Nicole BOUILLLOT - Josette FURACE représentée par Louisa HAMMOUCHE - Bruno GILLES représenté par Marine PUSTORINO-DURAND - Martine GOELZER représentée par Claudette MOMPRIVE - José GONZALEZ représenté par Jeanne MARTI - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Patrick PADOVANI représenté par Monique DAUBET-GRUNDLER - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC représentée par Danielle MILON - Roland POVINELLI représenté par Paule JOUVE - Marlène PREVOST représentée par Jean-Pierre GIORGI - Muriel PRISCO représentée par Nathalie PIGAMO - Julien RAVIER représenté par Stéphane PICHON - Marie-Laure ROCCASERRA représentée par Xavier MERY - Nathalie SUCCAMIELE représentée par Grégory PANAGOUDIS - Guy TEISSIER représenté par Jean MONTAGNAC - Jean-Louis TIXIER représenté par Andrée GROS - Jocelyne TRANI représentée par Gisèle LELOUIS.

#### ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Roland CAZZOLA - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Jean-Claude DELAGE - Dominique DELOURS - Pierre DJIANÉ - Yann FARINA - Arlette FRUCTUS - Jean-Claude GAUDIN - Samia GHALI - Annie GRIGORIAN - Nathalie LAINE - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Antoine MAGGIO - Bernard MARANDAT - Guy MATTEONI - Georges MAURY - Patrick MENNUCCI - Marie MUSTACHIA - Didier PARAKIAN - Christyane PAUL - Véronique PRADEL - Stéphane RAVIER - Jean ROATTA - Georges ROSSO - Eric SCOTTO - Emmanuelle SINOPOLI - Patrick VILORIA - Didier ZANINI - Karim ZERIBI.

\*\*\*\*\*  
**Commission "Fonctionnement"**  
\*\*\*\*\*

**FCT 001-857/17/CT**

■ **FCT - Composition des commissions de travail et d'études - complément**  
**DAJA 17/16095/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération n°FCT 001-18/10/CT du 18 octobre 2017, le Conseil de Territoire Marseille Provence a créé à titre permanent, quatre commissions de travail et d'études dont le rôle est d'émettre des avis et des propositions sur les questions soumises au Conseil. Leurs domaines de compétences sont les suivants :

- Commission de la proximité : voirie, propreté, déchets, eau, assainissement, mobilité.
- Commission du fonctionnement : finances, état spécial, patrimoine.
- Commission vie économique : ports, nautisme, développement durable, agriculture, tourisme, culture, emploi, numérique.
- Commission vie urbaine : habitat, politique de la ville, urbanisme, PLUI.

Par délibération FCT 001-17/11/17 CT du 17 novembre 2017, la composition de ces commissions a été adoptée. Il convient de compléter la composition de la commission du fonctionnement par la désignation de Monsieur Roland BLUM et de Madame Virginie MONNET-CORTI.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°FCT 001-17/11/17 CT du Conseil de Territoire du 17 novembre 2017.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- La nécessité de désigner les membres de chaque commission permanente de travail et d'études.

**DELIBERE**

**Article unique :**

Monsieur Roland BLUM et madame Virginie MONNET-CORTI sont désignés en qualité de membres de la commission Fonctionnement.

Adopté à l'unanimité, des membres présents et représentés

**FCT 002-858/17/CT**

■ **FCT - Budget Primitif 2018 - Approbation des budgets annexes du Territoire Marseille Provence**

**Avis du Conseil de Territoire**  
**DBP 17/15879/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Le Budget Primitif de la Métropole Aix-Marseille-Provence est établi selon la nomenclature M57 pour les budgets annexes Collecte et traitement des déchets et Opérations d'aménagements, votés par nature avec présentation fonctionnelle, et selon la nomenclature M4 pour les Budgets Annexes des Services, Eau et Assainissement, des Ports de Plaisance, et du Crématorium.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **DELIBERE**

##### **Article unique**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'approbation par la Métropole Aix-Marseille-Provence du Budget primitif 2018 des budgets annexes, comme indiqué ci-après :

Le Budget Primitif 2018 de la Métropole Aix-Marseille-Provence est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes Collecte et traitement des déchets, des Services de l'Eau et de l'Assainissement, des Ports de Plaisance, du Crématorium et des Opérations d'aménagement. Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Concernant le Budget Collecte et traitement des déchets :

Section de Fonctionnement	230 550 075,00 euros
Section d'Investissement	30 518 267,00 euros

Concernant le Budget Eau :

Section de Fonctionnement	22 621 088,00 euros
Section d'Investissement	15 910 492,00 euros

Concernant le Budget Assainissement :

Section Fonctionnement	34 877 083,00 euros
Section d'Investissement	28 054 816,00 euros

Concernant le Budget Ports de plaisance :

Section de Fonctionnement	11 106 654,00 euros
Section d'Investissement	3 680 124,00 euros

Concernant le Budget Crématorium :

Section de Fonctionnement	1 946 512,00 euros
Section d'Investissement	702 394,00 euros

Concernant le Budget Opérations d'aménagements

Section de Fonctionnement	66 844 958,93 euros
Section d'Investissement	70 084 616,93 euros

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	117
Voix Contre	0
Abstentions	20

#### **Adoptée**

Se sont abstenus :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE  
René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

#### **FCT 030-859/17/CT**

■ **FCT - Définition de l'intérêt métropolitain en matière de création - gestion - extension et translation des cimetières et sites cinéraires**

**Information du Conseil de Territoire  
DGEDP 17/16092/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation de la République (NOTRe).

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du code général des collectivités territoriales, il est énoncé que « *la métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du présent code* », et ce sans préjudice de l'exercice des compétences dévolues de plein droit par le législateur aux métropoles et énumérées à l'article L. 5217-2 du même code, à l'exception, néanmoins, des compétences d'autorité concessionnaire de l'Etat pour les plages énoncées au k du 6° du I du même article L. 5217-2 et à l'article L. 2124-4 du code général de la propriété des personnes publiques, qui ne relèvent pas des compétences d'attribution de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ainsi la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, notamment, les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux EPCI fusionnés, en particulier sur la base des définitions adoptées par ces EPCI lorsque les compétences en cause étaient soumises à déclaration d'intérêt communautaire.

Par ailleurs, le même article précise que les communes continuent d'exercer les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux EPCI fusionnés jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à l'exception de deux compétences.

Dès lors, au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence exercera les compétences obligatoires attribuées à toutes les métropoles dont celle relative à la « création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires ».

Toutefois, conformément aux dispositions de l'article L5217-2 du CGCT, cette compétence est soumise à la définition de son intérêt communautaire qui a pour objet de distinguer ce qui relèvera de l'échelon métropolitain ou de l'échelon communal. A défaut de définition, la Métropole exercera l'intégralité de la compétence

Le conseil de la Métropole conserve toutefois la possibilité de faire évoluer, au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 2018,

la définition de l'intérêt métropolitain. Hormis cet aspect formel, le législateur n'a pas fixé de méthodes ou critères permettant de définir l'intérêt métropolitain.

L'absence de critères prédéfinis par la loi permet à chaque EPCI, et en particulier aux métropoles, de graduer le degré des transferts de compétences pour tenir compte des circonstances locales. Elle permet à chaque EPCI d'exercer certaines compétences pour assurer la continuité de l'action publique tout en permettant de mener une réflexion prospective sur ses compétences et son projet métropolitain.

C'est pourquoi, par délibération n° MET 17/3162/CM du 30 mars 2017, le conseil de la Métropole a approuvé une délibération cadre relative à l'intérêt métropolitain. A cette occasion, il a été acté que celui-ci soit défini à partir des orientations stratégiques s'inscrivant dans la logique du projet métropolitain qui permettront ensuite d'établir, lorsque cela sera possible, une liste de critères et une liste d'opérations ou d'équipements s'inscrivant dans ces grandes orientations.

Conformément à la délibération du 30 mars susmentionnée et aux principes fixés par le Pacte de Gouvernance Financier et Fiscal, la définition des équipements et des opérations d'intérêt métropolitain a fait l'objet d'une consultation formalisée auprès de chaque Maire qui a été invité à proposer les équipements et opérations d'aménagement pouvant revêtir un intérêt métropolitain situés sur le périmètre de sa commune, aucun transfert n'étant envisageable sans son accord préalable.

Dans le cadre de cette consultation, seule la commune de la Roque d'Antheron a proposé de transférer son cimetière à la Métropole.

Cette démarche de concertation menée par le Vice-président délégué au patrimoine, à la logistique et aux moyens généraux avec l'ensemble des communes, a permis de déterminer les critères qualifiant les cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain conformément aux axes fixés par la délibération précitée du 30 mars.

Le travail préparatoire à la définition de cet intérêt métropolitain a porté sur l'analyse des éléments permettant de caractériser les cimetières et sites cinéraires concernés, à savoir leur superficie, leur capacité, leur spécificité et leur emplacement stratégique sur le territoire métropolitain.

Pour mémoire, la Métropole est actuellement gestionnaire de deux cimetières intercommunaux situés à Ensues-la-Redonne et à Ceyreste. Elle conduit également la maîtrise d'ouvrage pour la construction d'un cimetière à La Ciotat et une extension de cimetière sur la commune de Gémenos.

Cinq cimetières ou projets de cimetières sont donc concernés par la définition de l'intérêt métropolitain, à

savoir les quatre cimetières ou projets de cimetière issus du patrimoine des ex-EPCI ainsi que le cimetière communal de la Roque d'Antheron. Ces derniers ont tous une capacité inférieure ou égale à 1000 caveaux et une superficie n'excédant pas 1,4 hectare. Par conséquent, leur rayonnement ne dépasse pas le périmètre communal compte-tenu de leur capacité limitée et dans la mesure où ils accueillent essentiellement des défunts historiquement liés à la commune.

Dans un souci de cohérence et compte-tenu de l'analyse des caractéristiques de ces cimetières à l'échelle du territoire métropolitain, il est proposé de ne pas déclarer d'intérêt métropolitain les quatre équipements funéraires issus du patrimoine des ex-EPCI fusionnés. Par ailleurs, au regard des critères définis dans la présente délibération, aucun autre équipements funéraires ne relève de l'intérêt métropolitain.

- Le transfert du cimetière intercommunal de Gémenos dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018 dans la mesure où le projet de réalisation de cet équipement n'est qu'au stade des études ;
- Le transfert des cimetières intercommunaux de Ceyreste et d'Ensues-la-Redonne prendra effet au 1<sup>er</sup> octobre 2018, afin de permettre à la CLECT de procéder à l'évaluation des charges à transférer ;
- Le transfert différé du cimetière de La Ciotat à la date de réception des travaux de construction.

Par conséquent, et conformément au cadre législatif applicable, il est proposé de saisir la CLECT de cette liste afin qu'elle puisse procéder à l'évaluation des charges à transférer. Le transfert effectif s'effectuera ensuite au regard des travaux de la CLECT.

Par conséquent, suite à la volonté exprimée lors de la concertation territoriale, et conformément au cadre législatif applicable, il est proposé de saisir la CLECT de cette liste afin qu'elle puisse procéder à l'évaluation des charges à transférer. Le transfert effectif s'effectuera ensuite au regard des travaux de la CLECT.

La liste d'équipements, qui résulte de ce processus, a un caractère évolutif et pourra être reconsidérée au regard des évolutions institutionnelles de la Métropole et du Projet métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

## **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de la définition de l'intérêt métropolitain en matière de création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de la définition de l'intérêt métropolitain en matière de création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires.

## **FCT 003-860/17/CT**

### **■ FCT - Approbation des tarifs 2018 des concessions funéraires et caveaux du cimetière intercommunal d'Ensues-la-Redonne**

**Information du Conseil de Territoire  
DGEDPSV 17/15849/CT**



Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

En application des dispositions de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour la gestion des services d'intérêt collectif et notamment en matière de création de cimetières.

Le cimetière communautaire d'Ensues-la-Redonne, mis en service pour la 1<sup>ère</sup> tranche en 2008 et pour la 2<sup>ème</sup> tranche en 2011, comporte 200 concessions équipées de caveaux et 45 cases de columbarium.

Il est proposé pour l'année 2018 de ne pas augmenter les tarifs des concessions funéraires fixés en 2017. En effet, il n'y a pas eu d'évolution des charges en 2017 concernant le cimetière intercommunal d'Ensues-la-Redonne, et, de plus, celles-ci ont été compensées par les recettes liées à la vente des concessions et des caveaux.

Par ailleurs, la fixation du tarif des caveaux s'inscrit dans le cadre de la circulaire n° 76-160 du 15 mars 1976 qui confère aux collectivités territoriales le droit de procéder à la construction de « caveaux d'avance » qui seront vendus aux familles avec les concessions de terrain. Ainsi, les tarifs des caveaux du cimetière d'Ensues-la-Redonne restent inchangés dans la mesure où la circulaire prévoit que ces derniers doivent être exclusivement établis sur la base du prix réel de leur construction.

Dans le souci d'une meilleure lisibilité, le montant HT des caveaux est arrondi à l'euro inférieur ou supérieur en fonction du montant initial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La circulaire n°76-160 du 15 mars 1976 du Ministère de l'Intérieur relative à la construction des caveaux par les communes ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération MET n°16/2027/CM du 15 décembre 2016, relative à la fixation des tarifs 2017 des concessions funéraires et des caveaux du cimetière communautaire d'Ensues-La-Redonne ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation des tarifs 2018 des concessions funéraires et caveaux du cimetière intercommunal d'Ensues-la-Redonne.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire prendra acte du projet de délibération portant sur l'approbation des tarifs 2018 des concessions funéraires et caveaux du cimetière intercommunal d'Ensues-la-Redonne.

#### **FCT 004-861/17/CT**

#### **■ FCT - Approbation des tarifs 2018 des concessions funéraires et caveaux du cimetière intercommunal de Ceyreste**

#### **Information du Conseil de Territoire**

#### **DGEDPSV 17/15861/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

En application des dispositions de l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour la gestion des services d'intérêt collectif et notamment en matière de création de cimetières.

Le cimetière communautaire de Ceyreste, mis en service en 2011, comporte 258 caveaux et 62 cases de columbarium.

Il est proposé pour l'année 2018 de ne pas augmenter les tarifs des concessions funéraires fixés en 2017. En effet, il n'y a pas eu d'évolution des charges en 2017 concernant le cimetière intercommunal de Ceyreste, et, de plus, celles-ci ont été compensées par les recettes liées à la vente des concessions et des caveaux. Par ailleurs, la fixation du tarif des caveaux s'inscrit dans le cadre de la circulaire n° 76-160 du 15 mars 1976 qui confère aux collectivités territoriales le droit de procéder à la construction de « caveaux d'avance » qui seront vendus aux familles avec les concessions de terrain. Ainsi, les tarifs des caveaux du cimetière de Ceyreste restent inchangés dans la mesure où la circulaire prévoit que ces derniers doivent être exclusivement établis sur la base du prix réel de leur construction. Dans le souci d'une meilleure lisibilité, le montant HT des caveaux est arrondi à l'euro inférieur ou supérieur en fonction du montant initial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La circulaire n°76-160 du 15 mars 1976 du Ministère de l'Intérieur relative à la construction des caveaux par les communes ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation des tarifs 2018 des concessions funéraires et caveaux du cimetière intercommunal de Ceyreste.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le conseil de Territoire prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation des tarifs 2018 des concessions funéraires et caveaux du cimetière intercommunal de Ceyreste.

#### **FCT 005-862/17/CT**

#### **■ FCT - Approbation du montant des Redevances de Crémation pour l'Année 2018**

#### **Information au Conseil de Territoire DGEDPSV 17/15910/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente dans la gestion des services d'intérêts collectifs et notamment en matière de Crématorium. Dans ce cadre, il lui appartient de fixer les tarifs de crémation concernant le Crématorium Saint-Pierre pour l'année 2018.

Par délibération FAG 030-1033/16/CM du 17 octobre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a fixé les tarifs des différentes redevances de crémation pour l'année 2017 du Crématorium Saint-Pierre. Les Valeurs applicables étaient alors les suivantes :

LIBELLE	TARIF EURO HT	TARIF EURO TTC
Crémation Adultes	465.83	559.00
Crémation Adultes Cercueil carton	592.50	711.00
Crémation Enfants – 12 ans	233.33	280.00
Crémation Enfants -12ans Cercueil carton	292.50	351.00
Crémation Corps Réduits + 5 ans	116.67	140.00
Crémation Corps Réduits – 5 ans	465.83	559.00
Crémation Pièces Anatomiques	95.00	114.00
Dépôt d'urne (3 1er mois gratuits)	20.83	25.00
Crémation Don de Corps à la Science (à partir de la 101ème crémation)	185.83	223.00

Il est proposé pour l'année 2018 une revalorisation des anciens tarifs du Crématorium Saint-Pierre de 1% à l'arrondi supérieur, en tenant compte de l'évolution probable des différents indices intervenants dans le coût du service.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence,

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- L'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie du Crématorium Saint-Pierre rendu le 28 Septembre 2017.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation du montant des Redevances de Crémation pour l'année 2018.

**DELIBERE**

**Article unique :**

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation du montant des Redevances de Crémation pour l'année 2018.

**FCT 006-863/17/CT**

**■ FCT - Affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement relative à la réalisation d'un cimetière intercommunal à La Ciotat**

**Information du Conseil de Territoire  
DGEDPSV 17/15862/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

En application des dispositions de l'article L 5217-2 du Code des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour la gestion des services d'intérêt collectif.

Dans ce cadre, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a créé par la délibération n° FCT 005-2085/10/CC, du 28 juin 2010, une opération d'investissement relative à la création d'un cimetière intercommunal sur le territoire de la commune de La Ciotat, pour un montant de 500 000 euros TTC ne prenant en compte que les études.

Par délibération n° EPPS 001-828/15/CC, en date du 19 février 2015, cette autorisation de programme a été augmentée de 2 000 000 euros TTC, afin d'intégrer les coûts de travaux du cimetière.

Une nouvelle augmentation de 300 000 euros TTC a été votée, par délibération n° MET 16/1956/CM, en date du 15 décembre 2016, afin de permettre la création d'une voie d'accès au cimetière.

Pour permettre la réalisation de ces aménagements, il est nécessaire de prévoir l'affectation de la revalorisation de cette opération d'investissement, pour un montant de 2 300 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FCT 005-2085/10/CC du 28 juin 2010 portant création de l'opération d'investissement relative à la réalisation du cimetière communautaire de La Ciotat ;
- La délibération EPPS 001-828/15/CC du 19 février 2015 portant revalorisation de l'opération d'investissement relative à la réalisation du cimetière communautaire de La Ciotat ;
- La délibération FAG 062-1342/16/CM du 15 décembre 2016 portant revalorisation de l'opération d'investissement relative à la réalisation du cimetière communautaire de La Ciotat ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement relative à la réalisation d'un cimetière intercommunal à La Ciotat.

**DELIBERE**

**Article unique :**

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération portant sur l'affectation de la

revalorisation de l'opération d'investissement relative à la réalisation d'un cimetière intercommunal à La Ciotat.

#### **FCT 007-864/17/CT**

#### **■ FCT - Approbation de la création et de l'affectation de l'autorisation de programme relative à l'embellissement et la restructuration du hall d'accueil du Crématorium Saint-Pierre**

#### **Information au Conseil de Territoire DGEDPSV 17/15909/CT**

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente pour la gestion des services d'intérêt collectif et notamment le Crématorium Saint-Pierre.

Le Crématorium Saint-Pierre, construit il y a plus d'un siècle assure près de 4000 crémations par an. Les infrastructures du Crématorium Saint-Pierre sont aujourd'hui devenues vieillissantes ou inadaptées aux besoins du public accueilli.

C'est dans ce cadre que le Crématorium a engagé depuis plusieurs années un programme d'investissements visant à améliorer la qualité et la sécurité de ses équipements, démarche devenue indispensable dans un secteur relativement concurrentiel. Il s'avère notamment nécessaire d'effectuer des travaux de restructuration du hall afin d'accueillir dans les meilleures conditions les familles endeuillées.

Afin de réaliser ces différents travaux d'amélioration, il est proposé de créer une autorisation de programme intitulée « Embellissement et Restructuration du Hall d'Accueil du Crématorium Saint-Pierre » pour un montant de 600 000 euros HT.

Cette nouvelle opération comprendra notamment l'agencement d'un patio intérieur, la pose d'un revêtement mural afin de rendre la hall plus accueillant au public, l'agencement de deux salles d'attente, la création d'un plancher porteur et le changement du mobilier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- L'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la Régie du Crématorium Saint-Pierre rendu le 28 septembre 2017.

**OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Que la Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de programme relative à l'embellissement et la restructuration du hall d'accueil du Crématorium Saint-Pierre.

**DELIBERE**

**Article unique :**

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de programme relative à l'embellissement et la restructuration du hall d'accueil du Crématorium Saint-Pierre.

## **FCT 008-865/17/CT**

### **■ FCT - Présentation du rapport d'activités 2016 du Déléataire de Service Public pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis**

#### **Information du Conseil de Territoire DGEDPSV 17/16041/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibération EPPS 002-683/13/CC du 31 octobre 2013, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a délégué par contrat d'affermage la gestion et l'exploitation de la piscine Cap Provence à la Société S2G (Société d'Exploitation du stade nautique Cap Provence). Ce contrat a été conclu pour une durée de six ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution qualitative, technique et financière du service.

L'examen du rapport 2016 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante du délégant qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services intercommunaux, dont la synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-

187/16/CM

du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération EPPS n° 002-683/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire et du contrat ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2016 a été remis par la société S2G.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2016, remis par la société S2G, titulaire du contrat de délégation de service public n°13/218 relatif à la gestion et à l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence à Cassis, ci-annexé.

## **FCT 009-866/17/CT**

### **■ FCT - Approbation d'un protocole transactionnel de fin de contrat avec la société Saumabat - MIN de Saumaty**

#### **Information du Conseil de Territoire DGEDPSV 17/16057/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le site de Saumaty comprend un port de pêche, une halle à marée et des équipements connexes rattachés au Marché d'Intérêt National. Par délibération n°FCT

011-587/12/CC du 26 octobre 2012, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de la gestion en régie directe du service Public Industriel et Commercial du « Marché d'Intérêt National de Saumaty ».

L'ensemble des occupants du site de Saumaty ont ainsi fait l'objet d'un nouveau contrat avec la Communauté urbaine pour une période de 15 ans courant jusqu'à 2027.

Dans ce cadre, la société Saumaty Services a signé une convention l'autorisant à exploiter une station d'avitaillement et à occuper un ensemble immobilier à usage d'ateliers et de bureaux afin d'exploiter des activités portuaires.

Or, les conditions d'exploitation des activités liées à la pêche sur le site de Saumaty se sont dégradées au fil des années et l'équilibre économique du site est aujourd'hui précaire. Face à ce constat, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'engager un projet de restructuration du site et de diversification du modèle économique pour permettre l'accueil de nouvelles activités.

Dans ce contexte et afin de mener à bien ce projet de restructuration, il s'avère nécessaire de résilier le contrat conclu avec la société Saumaty Services en s'appuyant sur l'article 8 de la convention qui autorise une résiliation pour motif d'intérêt général, la réalisation du projet de restructuration sur le domaine public de Saumaty entrant dans cette catégorie.

Le contrat prévoit qu'en cas d'abrogation de l'autorisation avant le terme prévu, le bénéficiaire doit être indemnisé. Cette indemnité correspond à la part d'investissements non amortie à la date de la résiliation de l'autorisation. Le calcul en est effectué sur la base de l'amortissement linéaire sur 15 ans pratiqué par l'occupant.

Les parties se sont rapprochées afin d'éviter tout contentieux et de s'entendre sur les modalités de la transaction. Suite à l'analyse comptable des trois bilans de la société, il est proposé d'approuver le protocole transactionnel pour le règlement d'un montant de 116 626 euros à la société Saumaty Services.

Conformément au contrat, ce montant correspond à la valeur nette comptable des actifs hors équipements calculé sur la base d'un amortissement sur 15 ans et pris au 31 décembre 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°77-833 du 13 juillet 1977 rattachant le Marché de gros du poisson de Saumaty au MIN ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération FCT n°011-587/12/CC du 26 octobre 2012 approuvant l'exploitation en régie directe du site de Saumaty ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La convention N°131300CO de mise à disposition du complexe de Saumaty entre le Grand Port Maritime de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, signée le 1er juillet 2013.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel de fin de contrat avec la société Saumaty Services.

**DELIBERE**

**Article unique :**

Le conseil de Territoire prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel de fin de contrat avec la société Saumaty Services.

**FCT 010-867/17/CT****■ FCT - Assurances - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels****Information du Conseil de Territoire  
DAJASV 17/16087/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Six dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 18 849,19 euros (dix-huit mille huit cent quarante-neuf euros et dix-neuf centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. Franck QUENELLE – Sinistre du 7 février 2017– Montant : 900,00 euros,
- Mme Elodie CAZABAN – Sinistre du 28 juin 2017– Montant : 518,74 euros,
- M. Alain TEISSIER – Sinistre du 1er mars 2017– Montant : 2568,34 euros,
- SOGIMA – Sinistre du 6 mars 2017– Montant : 3612,76 euros,
- M. Damien MUTI – Sinistre du 12 mai 2017– Montant : 280.91 euros,
- M. Jean Pierre CANAVESE – Sinistre du 27 septembre 2016– Montant : 10 968,44 euros,

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,****Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 26 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,****Entendues les conclusions du rapporteur,****DELIBERE****Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'indemnisation de tiers victimes de dommages matériels.

**FCT 031-868/17/CT****■ FCT - Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opération d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence****Information du Conseil de Territoire  
FCT 031-12/12/17 CT**



Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa dernière séance, la Commission d'Indemnisation Amiable s'est prononcée d'une part, sur la recevabilité de nouvelles demandes, et d'autre part, sur les montants des indemnités accordées selon la délibération ci-jointe. Cinq dossiers de demande d'indemnisation ont été déclarés recevables : Café des Arts, Armenak Chausseur, Faubourg, Veni Vidi Opticiens et le Tabac le Diplomate. Par ailleurs, la commission a proposé d'indemniser à hauteur de 40 774 euros RNM/La Nautique – Quai de Rive Neuve dans le cadre de l'opération Vieux Port II.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence prend acte de la délibération portant sur l'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **FCT 011-869/17/CT**

**■ FCT - Approbation de la convention de gestion conclue entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence Aménagement**

#### **Avis du Conseil de Territoire DGDU 17/16091/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de

la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de la convention des gestionnaires conclue entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence Aménagement » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'exercice de ces nouvelles compétences impliquait la mise en place par la Communauté Urbaine devenue la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une organisation administrative et opérationnelle conséquente et complexe.

Une convention visant à accompagner de manière transitoire l'exercice des compétences « Aménagement, Logement et Habitat » par l'ex EPCI Marseille Provence Métropole sur le territoire de la commune de Marseille a été adoptée par délibération FCT 027-1582/15/CC du 21 décembre 2015. Par délibération n°15/1264/EFAG, le Conseil Municipal en sa séance du 16 décembre 2015 a également approuvé cette convention de gestion.

Par délibération n°16/1116/EFAG du 5 décembre 2016, le Conseil Municipal a approuvé l'avenant n°1 à ladite convention, permettant de proroger les effets de cette dernière pour une durée d'un an.

Le processus d'intégration n'étant pas totalement finalisé et encore complexifié par la mise en place d'une organisation métropolitaine, et afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est proposé la mise en place d'une nouvelle convention qui permet, dans la continuité des dispositions prévues dans la convention de gestion transitoire cadre n°2016-81691, de régler les moyens humains, matériels et immatériels, biens mobiliers et immobiliers nécessaires à l'exercice de ses compétences.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la demande d'approbation de la convention de gestion conclue entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence Aménagement.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'« Approbation de la convention de gestion conclue entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence Aménagement » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

#### **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'« Approbation de la convention de gestion conclue entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre de la compétence Aménagement ».

Présents	110	
Représentés	27	
Voix Pour	125	
Voix Contre	0	
Abstentions	0	
Ne prennent pas part au vote	12	

### **Adoptée**

#### **Ne prennent pas part au vote :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

### **FCT 012-870/17/CT**

■ **FCT - Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Septèmes-les-Vallons transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence**

### **Avis du Conseil de Territoire DAJA 17/16127/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par

l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

### 3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

### 4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

### 5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

### 6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code

de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Septèmes-les-Vallons des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI ».

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,  
DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Septèmes-les-Vallons transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	0
Ne prennent pas part au vote	12

#### **Adoptée**

#### **Ne prennent pas part au vote :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

#### **FCT 014-871/17/CT**

**■ FCT - Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Saint-Victoret transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence**

#### **Avis du Conseil de Territoire DAJA 17/16125/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de

l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de

gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Saint-Victoret des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les

modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

### **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Saint-Victoret transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Présents	110	
Représentés	27	
Voix Pour	125	
Voix Contre	0	
Abstentions	0	
Ne prennent pas part au vote	12	

### **Adoptée**

#### **Ne prennent pas part au vote :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

#### **FCT 014-872/17/CT**

■ **FCT - Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Roquefort-la-Bédoule transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence**

#### **Avis du Conseil de Territoire DAJA 17/16124/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :



- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou

hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Roquefort-la-Bédoule des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la

progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Roquefort-la-Bédoule transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	0
Ne prennent pas part au vote	12

#### **Adoptée**

#### **Ne prennent pas part au vote :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

#### **FCT 015-873/17/CT**

#### **■ FCT - Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Sausset-les-Pins transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence**

#### **Avis du Conseil de Territoire**

#### **DAJA 17/16126/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article

1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une

décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Sausset-les-Pins des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Sausset-les-Pins transférées au 1<sup>er</sup> janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	0
Ne prennent pas part au vote	12

#### **Adoptée**

#### **Ne prennent pas part au vote :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

**FCT 016-874/17/CT**

**■ FCT - Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Ensuès-la-Redonne transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence**

**Avis du Conseil de Territoire  
DAJA 17/16117/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels,

socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune d'Ensuès-la-Redonne des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Ensuès-la-Redonne transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	0
Ne prennent pas part au vote	12

#### **Adoptée**

#### **Ne prennent pas part au vote :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

#### **FCT 017-875/17/CT**

■ **FCT - Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Plan-de-Cuques transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence**

#### **Avis du Conseil de Territoire DAJA 17/16123/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

### 3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

### 4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

### 5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

### 6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.



Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Plan-de-Cuques des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Aires et parcs de stationnement
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Plan-de-Cuques transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	0
Ne prennent pas part au vote	12

#### **Adoptée**

**Ne prennent pas part au vote :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

#### **FCT 018-876/17/CT**

**■ FCT - Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Gémenos transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence**

#### **Avis du Conseil de Territoire DAJA 17/16118/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et

d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;

- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Gémenos des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Tourisme

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

## **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Gémenos transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	0
Ne prennent pas part au vote	12

#### **Adoptée**

##### **Ne prennent pas part au vote :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

#### **FCT 019-877/17/CT**

■ **FCT - Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Gignac-la-Nerthe transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence**

#### **Avis du Conseil de Territoire DAJA 17/16119/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses

communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;

b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
  - b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
  - c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
  - d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;
- 4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Gignac-la-Nerthe des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les

modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Gignac-la-Nerthe transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	0
Ne prennent pas part au vote	12

#### **Adoptée**

#### **Ne prennent pas part au vote :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

#### **FCT 020-878/17/CT**

**■ FCT - Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Ceyreste transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence**

#### **Avis du Conseil de Territoire DAJA 17/16109/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les

communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Ceyreste des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI ».

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Ceyreste transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Présents	110	
Représentés	27	
Voix Pour	125	
Voix Contre	0	
Abstentions	0	
Ne prennent pas part au vote	12	

#### **Adoptée**



Ne prennent pas part au vote :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

**FCT 021-879/17/CT**

**■ FCT - Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Châteauneuf-les-Martigues transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille Provence**

**Avis du Conseil de Territoire  
DAJA 17/16110/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans la cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Châteauneuf-les-Martigues des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

## OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

### Entendues les conclusions du rapporteur,

### DELIBERE

#### Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Châteauneuf-les-Martigues transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Présents	110	
Représentés	27	
Voix Pour	125	
Voix Contre	0	
Abstentions	0	
Ne prennent pas part au vote	12	

#### Adoptée

#### Ne prennent pas part au vote :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

#### FCT 022-880/17/CT

#### ■ FCT - Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Marignane transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence

#### Avis du Conseil de Territoire DAJA 17/16122/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels,

socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des

services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Marignane des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Politique de la Ville
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Marignane transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	0
Ne prennent pas part au vote	12

#### **Adoptée**

#### **Ne prennent pas part au vote :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

#### **FCT 023-881/17/CT**

**■ FCT - Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Carry-le-Rouet transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille Provence**

#### **Avis du Conseil de Territoire DAJA 17/16107/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans la cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Carry-le-Rouet des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie.

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au  
Conseil de Territoire Marseille Provence.

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Carry-le-Rouet transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	0
Ne prennent pas part au vote	12

#### **Adoptée**

##### **Ne prennent pas part au vote :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

#### **FCT 024-882/17/CT**

**■ FCT- Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Carnoux-en-Provence transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence**  
**Avis du Conseil de Territoire**  
**DAJA 17/16106/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans la cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de

modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et



aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Carnoux-en-Provence des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Carnoux-en-Provence transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	0
Ne prennent pas part au vote	12

#### **Adoptée**

Ne prennent pas part au vote :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

#### **FCT 025-883/17/CT**

**■ FCT - Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Cassis transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence**

#### **Avis du Conseil de Territoire DAJA 17/16108/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont

continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de

télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;  
h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;  
j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Cassis des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur

l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Cassis transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	0
Ne prennent pas part au vote	12

### **Adoptée**

#### **Ne prennent pas part au vote :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

#### **FCT 026-884/17/CT**

■ **FCT - Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune Le Rove transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence**

#### **Avis du Conseil de Territoire DAJA 17/16121/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été

transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

#### 4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

#### 5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

#### 6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou

hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune Le Rove des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la

progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune Le Rove transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	0

Ne prennent pas part au vote 12

#### **Adoptée**

Ne prennent pas part au vote :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

#### **FCT 027-883/17/CT**

**■ FCT - Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Allauch transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence**

#### **Avis du Conseil de Territoire DAJA 17/16105/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;
- c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;
- d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi

n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel



relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune d'Allauch des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI ».

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**DELIBERE**

**Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune d'Allauch transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	0
Ne prennent pas part au vote	12

**Adoptée**

**Ne prennent pas part au vote :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

**FCT 028-886/17/CT**

**■ FCT - Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de La Ciotat transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole**

**Aix-Marseille-Provence**

**Avis du Conseil de Territoire**

**DAJA 17/16120/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels,

socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;
- j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de La Ciotat des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de La Ciotat transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	0
Ne prennent pas part au vote	12

#### **Adoptée**

#### **Ne prennent pas part au vote :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

#### **FCT 029-887/17/CT**

■ **FCT - Approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Marseille transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence**

#### **Avis du Conseil de Territoire DAJA 17/16104/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans la cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel :

a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;

b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;

c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;

d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;

e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;

b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du code des transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;

c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;

d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain ;

e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent code ;

### 3° En matière de politique locale de l'habitat :

a) Programme local de l'habitat ;

b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

### 4° En matière de politique de la ville :

a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;

b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;

c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

### 5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

a) Assainissement et eau ;

b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;

c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;

d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;

e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

### 6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

a) Gestion des déchets ménagers et assimilés ;

b) Lutte contre la pollution de l'air ;

c) Lutte contre les nuisances sonores ;

d) Contribution à la transition énergétique ;

e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;

g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Les charges liées à ces transferts seront imputés sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences susvisées ne pourront intervenir au 1<sup>er</sup> janvier 2018, les assemblées délibérantes devant se prononcer sur les modalités de transfert de ces compétences et mener le dialogue social avec les personnels transférés, notamment, dans le cadre du comité technique, conformément aux dispositions précitées.

Afin de garantir la continuité du service public jusqu'à la date à laquelle la Métropole sera en mesure d'assurer le plein exercice des compétences transférées, il est donc nécessaire de pouvoir disposer du concours des communes concernées pour l'exercice des compétences transférées en leur confiant, par convention, conformément à l'article L.5215-27 du CGCT, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant des attributions de la Métropole.

Ainsi, il est proposé de conclure avec la commune de Marseille des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »

Il est précisé que les missions et tâches confiées à la Commune seront exécutées en contrepartie d'une prise en charge des coûts par la Métropole selon les modalités définies à l'article 5 de la convention de gestion.

Les conventions seront conclues pour une durée d'un an et pourront être modifiées dans leur étendue et leurs modalités d'exécution en fonction de la progression des opérations de transfert à la Métropole de la compétence donnée en gestion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM

du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **DELIBERE**

##### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation des conventions de gestion relatives aux compétences de la commune de Marseille transférées au 1er janvier 2018 à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	0
Ne prennent pas part au vote	12

##### **Adoptée**

##### **Ne prennent pas part au vote :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

\*\*\*\*\*  
**Commission "Vie Urbaine"**  
\*\*\*\*\*

##### **VU 001-888/17/CT**

■ **URB - Budget Etat Spécial du Territoire - Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Elaboration du SCOT et du PLUi**

##### **Avis du Conseil de Territoire DGDU 17/15932/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Une autorisation de programme a été votée en 2013 pour réaliser les études nécessaires à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

En 2018, l'ensemble des travaux prévus seront engagés. Si certains aboutiront (évaluation environnementale, études urbaines lancées dans le cadre des Orientations d'Aménagement et de Programmation, étude sur les boisements...), d'autres marchés seront fortement sollicités (assistance juridique, formation des instructeurs...) au regard des étapes de procédures et du calendrier retenu par les élus.

L'année 2018 verra également le lancement opérationnel de l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal.

Sa mise en œuvre dans un calendrier contraint va nécessiter une forte mobilisation du prestataire retenu notamment sur la construction du rapport de présentation mobilisant l'ensemble des 18 communes du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Afin de permettre la réalisation de l'ensemble de ces études, l'opération d'investissement inscrite au budget pour un montant initial de 4 000 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 141064BP du programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 2 500 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 6 500 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement « Elaboration du SCOT et du PLUi ».

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le rapport « Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement « Elaboration du SCOT et du PLUi »

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	117
Voix Contre	20
Abstentions	0

#### **Adoptée**

#### **Ont voté contre :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI  
Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE

#### **VU 002-889/17/CT**

■ **URB - Budget Métropole - Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Etude urbaine et de planification -**

#### **Avis du Conseil de Territoire DGDU 17/15933/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La mise en œuvre du Schéma de Cohérence Territoriale approuvé en 2012 sur le périmètre de l'ancienne Communauté urbaine Marseille Provence Métropole se poursuit, ce document d'urbanisme étant juridiquement toujours en vigueur.

En lien avec les premières orientations métropolitaines, plusieurs réflexions et études doivent être engagées à l'image du Schéma de Référence de la Vallée de l'Huveaune.

Ainsi, les franges nord de l'Opération d'Intérêt National Euroméditerranée doivent être étudiées tout comme le secteur de la zone aéroportuaire de Marignane.

La création de la Métropole Aix-Marseille-Provence et la mise en œuvre de nombreuses politiques publiques (habitat, déplacement, économie ...) vont nécessiter le lancement de nouvelles réflexions.

Afin de permettre la réalisation de l'ensemble de ces études, l'opération d'investissement « Etude urbaine et de planification » inscrite au budget pour un montant initial de 1 000 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 2 000 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 3 000 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement « Etude urbaine et de planification ».

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **DELIBERE**

##### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le rapport « Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement « Etude urbaine et de planification » .

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	12
Abstentions	0

##### **Adoptée**

##### Ont voté contre :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

#### **VU 003-890/17/CT**

**■ URB - Budget Etat Spécial du Territoire - Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement- Aire d'accueil des gens du voyage Gignac**

#### **Avis du Conseil de Territoire DGDU 17/15934/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :



Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La loi n°2014-58 du 27 janvier de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles a transmis aux communautés urbaines la compétence « aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ».

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, date de sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce désormais cette compétence.

L'opération d'investissement n°2014103100 « Aire d'accueil des gens du voyage Gignac » a été créée en 2014, et entre désormais dans une phase opérationnelle.

Le cahier des charges pour la désignation de la maîtrise d'œuvre est prêt et l'appel d'offres sera lancé d'ici la fin de l'année 2017.

Concomitamment à la Déclaration d'Utilité Publique dont le dépôt est prévu en décembre 2017, se dérouleront en 2018 les études de maîtrise d'œuvre jusqu'au projet et des études d'accompagnement (sol, pollution ...) si l'accord foncier est obtenu.

Afin de permettre la réalisation de l'ensemble de ces études et travaux, l'opération d'investissement n°2014103100 « Aire d'accueil des gens du voyage Gignac » inscrite au budget pour un montant initial de 80 000 euros HT et enregistrée dans l'autorisation de programme 141093BP du programme 09, doit être affectée d'une revalorisation de 150 000 euros HT, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 230 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement « Aire d'accueil des gens du voyage Gignac ».

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le rapport « Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement « Aire d'accueil des gens du voyage Gignac ».

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	12

#### **Adoptée**

#### **Se sont abstenus :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

#### **VU 004-891/17/CT**

■ **URB- Opération Grand centre Ville - du 1er au 8ème arrondissements - approbation du CRAC au 31 décembre 2016 - Approbation de la prorogation de la durée de la concession d'aménagement passée avec SOLEAM - Approbation de l'avenant 8 à la concession - Approbation de l'avenant 1 à la convention tripartite sur la participation financière de la Ville de Marseille**

#### **Avis du Conseil de Territoire**

## DUFSV 17/15974/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Opération Grand centre Ville – du 1<sup>er</sup> au 8<sup>ème</sup> arrondissements de Marseille – Approbation du CRAC au 31 décembre 2016 – Approbation de la prorogation de la durée de la concession d'aménagement passée avec SOLEAM – Approbation de l'avenant 8 à la concession – Approbation de l'avenant 1 à la convention tripartite sur la participation financière de la Ville de Marseille » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la ville de Marseille et l'EPCI Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Par concession d'aménagement notifiée le 20 janvier 2011, l'opération « Grand Centre Ville » a été confiée à la SOLEAM pour contribuer à cette requalification sur 35 pôles de renouvellement urbain, avec pour objectif :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,

- la production de locaux d'activité et d'équipements,

- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif auprès des propriétaires,

- le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette.

- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement des espaces publics existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

L'opération s'inscrit dans un périmètre de cohérence de 1 000 hectares au sein duquel doit être assurée une coordination avec les opérations sur les grandes infrastructures, telles la piétonisation du Vieux-Port et le plan-guide des espaces publics lié, les projets de rénovation urbaine du Centre Nord et de Saint-Mauront contractualisés avec l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), ainsi que les opérations pilotées par l'établissement public Euroméditerranée.

Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, l'opération d'aménagement a été transférée à l'EPCI compétent auquel s'est substituée la métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016. Ce transfert a été constaté par l'avenant 6 à la concession, exécutoire le 23 juin 2016, à l'occasion duquel le contrat s'est vu attribuer le numéro T1600914CO pour son suivi administratif et comptable (remplaçant le numéro de contrat municipal 11/0136).

Depuis le début de l'opération, les Comptes Rendus Annuels à la Collectivité (CRAC) ont été régulièrement approuvés par les assemblées délibérantes successivement compétentes :

- par délibérations du Conseil Municipal de Marseille pour les exercices 2011, 2012, 2013,

- par délibération du Conseil Communautaire Marseille Provence Métropole pour l'exercice 2014,

- par délibération URB 020-1424/16/CM du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016 pour l'exercice 2015 ; à cette occasion a été approuvé l'avenant n°7 à la concession d'aménagement T1600914CO.

Cet avenant a repris les objectifs ajustés sur 25 pôles de projet, visant à échéance de l'opération :

- la production de 1 400 logements nouveaux ou restructurés locatifs et en accession à la propriété,

- la production de 11 600 m2 locaux d'activité ou commerce et 9 000 m2 d'équipements,

- l'amélioration 2 000 logements par les propriétaires grâce à un système incitatif d'aides aux travaux,

- le ravalement de 1 000 immeubles le long des axes emblématiques du centre ville,

- la création et l'amélioration de 47 000m<sup>2</sup> de voiries et d'espace public pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle et commerciale des quartiers centraux.

L'échéance contractuelle est aujourd'hui fixée au 19 janvier 2021. Toutefois l'article 4 du traité de concession prévoit un bilan d'étape à échéance du 31 décembre 2017 pour permettre d'adapter le contrat aux évolutions de contexte.

Compte tenu des opérations engagées, du délais des procédures d'urbanisme nécessaires à leur mise en œuvre, notamment les Déclarations d'Utilité Publiques, il est proposé de proroger de 5 ans la concession d'aménagement dont le terme est ainsi portée au 31 décembre 2025.

C'est dans cette perspective qu'est examiné le Compte Rendu Annuel de l'opération au 31 décembre 2016, notamment pour la partie prévisionnelle.

Il est en particulier prévu à cette occasion de consolider le sous-bilan financier prévisionnel du pôle Flammarion après que le projet de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Flammarion ait été soumis à concertation publique du 21 juin au 21 juillet 2017 dont le bilan a été approuvé par délibération métropolitaine du 19 octobre 2017.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil de Métropole :

-le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement « Grand Centre Ville » présentant le bilan de l'exercice écoulé, et les prévisions sur les exercices à venir jusqu'à la nouvelle échéance en fonction de la consolidation des sous-bilans par pôle,

-l'avenant 8 à la dite concession prorogeant l'opération jusqu'au 31 décembre 2025 et actualisant l'échéancier de versement des participations,

-l'avenant 1 à la convention tripartite entre la Métropole, la SOLEAM et la ville de Marseille pour le financement d'investissements municipaux, actualisant le programme et fixant l'échéancier de versement de la participation municipale.

La prorogation est proposée sans modification substantielle des équilibres financiers de l'opération :

- Le montant total des dépenses de 235 289 135 euros est inchangé.

- Le montant total des recettes passe de 103 381 179 euros à 102 750 782 euros

Les participations publiques à l'équilibre de l'opération évoluent de manière suivante :

- la participation d'équilibre passe de 73 519 208 euros à 60 700 747 euros dont 45 560 747 euros à la charge de la Métropole et 15 140 000 euros déjà acquittés par la ville de Marseille,

- la participation aux aménagements métropolitains passe de 34 733 974 euros à 47 552 435 euros sur laquelle la TVA est récupérable,

- la participation aux équipements municipaux passe pour la ville de Marseille de 19 192 824 euros à 20 541 671 euros.

- l'apport de foncier en nature passe de 4 426 835 euros à 3 743 500 euros, le différentiel de 683 350 Euros correspond au foncier qui restait à apporter à la concession par la ville de Marseille au moment où la Métropole est devenue concessionnaire ; l'apport foncier sera réévalué à due concurrence du foncier que la ville de Marseille aura pu transférer gratuitement à la Métropole concessionnaire.

Le Compte Rendu Annuel pour l'exercice 2016 affiche les résultats suivants :

#### DEPENSES :

\*Etudes :

Pour 2016 il était prévu 410 356 euros de dépense sur ce poste. Il a été versé 310 139 euros TTC. Il s'est notamment agit :

de conduire les diagnostics techniques nécessaires aux campagnes de ravalement,

.de conduire les études techniques concernant le projet de requalification de la place Jean-Jaurès,

.d'engager des études de programmation et de faisabilité pour la restructuration de l'îlot Nationale et la requalification de la place de la Providence,

.de réaliser les études de marché et de programmation urbaine pour définir les grands objectifs sur l'îlot Flammarion.

Globalement ce poste passe de 2 703 150 euros à 3 989 269 euros TTC pour tenir compte du besoin d'études à conduire sur la période 2020 à 2023.

Il est prévu un budget de 424 310 euros pour l'exercice 2017.

\*Acquisitions foncières, gestion et relogements :

Pour 2016 il était prévu 3 314 870 euros de dépenses, relogements et gestion compris. Ont été constatés en dépenses 839 191 euros dont 684 031 euros d'acquisitions foncières, l'écart est dû essentiellement au différé d'acquisition d'un tènement de 2 millions d'euros à l'Etablissement Public Foncier.

La dépense cumulée depuis le début de l'opération est de 9,5 millions d'euros. Ils correspondent :

.13 152 m<sup>2</sup> d'immeuble sur un objectif porté de 47 000 m<sup>2</sup> à 51 000 m<sup>2</sup>,

.1 343 m<sup>2</sup> de logements diffus sur un objectif ramené de 9 100 m<sup>2</sup> à 5 640 m<sup>2</sup>,

.3 760 m<sup>2</sup> de locaux sur un objectif porté de 6 700 m<sup>2</sup> à 20 539 m<sup>2</sup> pour inclure de grands tènements à maîtriser sur le pôle Flammarion,

.433 m<sup>2</sup> de terrains sur un objectif ramené de 20 000 m<sup>2</sup> à 8 610 m<sup>2</sup>, compte tenu de la rareté des tènements libres en tissu dense ancien.

Globalement, sur la durée de la concession prorogée, le poste diminue légèrement de 106 469 996 euros à 102 104 374 euros essentiellement par une révision des évictions commerciales et du coût de gestion du patrimoine.

Il est prévu un budget de 10 475 167 euros pour l'exercice 2017, dont 6,2 millions d'euros d'acquisition ferme de locaux sur le pôle Flammarion auprès de l'Etablissement Public Foncier.

#### \*Travaux :

Ces dépenses comprennent à la fois les travaux conservatoires et préparatoires sur le foncier acquis, y compris démolitions, mais aussi les travaux de réalisation des programmes d'habitat, d'équipements et d'aménagement des espaces publics dont SOLEAM s'est vue confier la maîtrise d'ouvrage.

En 2016 était prévu un budget de 1 826 458 euros TTC honoraires compris, il a été dépensé 512 627 euros du fait d'un démarrage plus tardif des travaux d'aménagement de la Place Fare-Petites Maries et d'un coût à la baisse des honoraires de maîtrise d'œuvre initialement prévus pour la place Jean Jaurès.

La dépense cumulée depuis le début de l'opération est de 4,6 Millions d'euros comprenant les démolitions des immeubles insalubres Fonderie-Vieille, les démolitions et le confortement de l'îlot Korsec, l'aménagement sur les terrains libérés d'un city-stade, la restauration complète des immeubles 23, rue de Rome et 23, rue Sénac de Meilhan, l'aménagement des locaux 6, rue de Pressensé pour le relogement d'un commerçant, le démarrage des

travaux d'aménagement de la place Fare-Petites Maries.

Il est prévu un budget de 2 673 896 euros pour l'exercice 2017.

Globalement, sur la durée de la concession, ce poste passe de 78 107 557 euros à 75 464 410 euros. Cette baisse de 2,6 millions d'euros s'explique essentiellement par la diminution du poste de réhabilitation complète de logements et de locaux, suite à la diminution de moitié du volume d'acquisition de logements diffus en mauvais état et de l'option de privilégier la cession de foncier à réhabiliter avec cahier des charges.

#### \*TVA reversée :

Le montant total de la TVA reversée passe globalement de 3 293 777 euros à 8 076 658 euros, soit une augmentation de près de 4,8 millions d'euros. Cette variation s'explique par une augmentation substantielle de TVA collectée en recettes passant de 20,4 à 24 millions d'euros.

#### RECETTES :

##### \*Cessions foncières :

Il était prévu 144 084 euros de recettes foncières en 2016. Ce sont 26 483 euros qui ont été encaissés du fait du décalage de la recette prévue sur l'îlot Korsec.

Globalement, sur la durée prorogée de la concession, ce poste passe de 85 588 454 euros à 84 531 266 euros par ajustement des prix de commercialisation.

Il correspond à un objectif total actualisé de cession de :

.76 534 m<sup>2</sup> de logements, soit environ 1 400 logements ;

.7 234 m<sup>2</sup> de locaux d'activité ou commerces, au lieu des 11 600 précédemment prévus, du fait de l'augmentation des surfaces d'équipement programmées ;

.250 places de stationnement.

Une recette foncière de 4 569 930 euros est prévue pour l'exercice 2017 dont 2 650 000 euros fermes issus de la vente des cinq immeubles de l'îlot Canebière-Feuillants à AGIR Promotion pour la réalisation d'un hôtel et d'une brasserie sur la Canebière ; signée le 2 décembre 2015, l'acte prévoyait un différé de versement de 18 mois. Le complément de recettes escompté correspond au projet de cession en bloc à un bailleur de trois biens réhabilités ayant servi aux relogements nécessaires à l'opération du pôle Canebière-Feuillants.

**\*Recettes locatives :**

La recette locative prévisionnelle pour 2016 était de 67 853 euros ; une recette de 54 190 euros a été encaissée.

Globalement, sur la nouvelle durée de la concession, le poste est revu à la hausse ; il passe de 1 867 852 euros à 2 429 361 euros du fait de la durée plus longue de portage des locaux loués.

Il est prévu une recette de 108 856 euros sur l'exercice 2017.

**\*Subventions et participations aux investissements :**

Dans le cadre de ses missions SOLEAM est appelée à être maître d'ouvrage d'opérations subventionnées. Il s'agit essentiellement des subventions mobilisées auprès de l'ANRU dans le cadre des projets de renouvellement urbain déjà contractualisés entre les collectivités, l'État et l'Agence. SOLEAM est subventionnée principalement pour :

.le déficit d'Ilot Abadie, dans le quartier du Panier,

.le déficit d'îlot Korsec dans le quartier Belsunce,

.l'aménagement de la place Fare Petites Maries, mitoyenne de l'opération précédente.

SOLEAM a encaissé 213 668 euros en 2016.

Globalement le montant des subventions est révisé de 2 924 541 Euros à 5 632 158 Euros pour tenir compte de subventions nouvelles mobilisées auprès de l'ANRU dans le cadre du comité d'engagement de décembre 2016 pour le nouveau programme national de rénovation urbaine (NPNRU).

Le montant prévisionnel d'encaissement est de 663 314 euros en 2017.

Les participations publiques au bilan de concession se répartissent comme suit :

**\*Participation aux équipements publics métropolitains :**

Le programme actualisé des aménagements publics métropolitains concédés dans le cadre de cette opération de renouvellement urbain concerne :

- pôle Mazagran : requalification des rues du Théâtre & Mazagran - Place du Lycée,

- pôle Korsec : aménagement de la Place Fare Petites Maries,

- pôle Flammarion : réalisation d'une trame viaire pour désenclaver des friches mutables.

- pôles Trois Rois / Curial / Olivier / Nau : requalification de la place Jean Jaurès,

- pôle Nationale-Providence : aménagement de la Place de la Providence,

- pôles Noailles : piétonisation.

Ce programme, détaillé en annexe, correspond à une surface créée ou requalifiée passant de 47 000 m<sup>2</sup> à 56 500 m<sup>2</sup> du fait de l'ajustement du programme de voirie du projet de ZAC Flammarion et de l'extension des emprises requalifiées autour de la place Jean Jaurès.

L'aménagement de l'impasse Fonderie Vieille du pôle Fonderie Vielle est retiré du champ de la concession ; il sera réalisé directement par la Métropole.

Le budget passe de 34 733 974 euros TTC à 47 552 435 euros TTC. Cette évolution est notamment liée :

.à l'introduction des travaux de piétonisation de la rue d'Aubagne à Noailles,

.à la prise en compte de toutes les dépenses subventionnables liées à ces aménagements pour lesquelles la TVA est récupérable.

L'augmentation globale de 12,8 millions euros est compensée par la diminution à due concurrence de la participation métropolitaine à l'équilibre du bilan global.

Des versements à hauteur de 261 365,19 euros ont été effectués en 2016, encaissés en 2017 par SOLEAM. Le versement de participation prévu pour l'année 2017 est de 1 842 533 euros.

Participation numéraire du concédant à l'équilibre du bilan :

La participation d'équilibre passe de 73 519 208 euros à 60 700 747 euros

La Ville concédante jusqu'au 31 décembre 2015 a versé 15 140 000 euros – dont un solde de 640 000 euros perçu par SOLEAM sur l'exercice 2016.

45 560 747 euros sont à la charge de la Métropole concédante à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. La Métropole a versé 6 500 000 euros pour 2016.

Il est prévu un versement de 8 000 000 euros pour 2017.

**\*Participation aux équipements municipaux :**

Le programme actualisé des équipements municipaux et prestations réalisés dans le cadre de l'opération, objet d'une convention tripartite associée, concerne :

- pôle Korsec : city-stade Korsec et parvis du 3 rue Maurice Korsec auquel s'ajoute les équipements 5 rue Maurice Korsec,

- pôles Noailles : équipement socio-culturel intergénérationnel Domaine Ventre ; équipement jeunesse 44, rue d'Aubagne,

- pôle Nationale-Providence : équipement péri-scolaire (hors achat coque et aménagements),

- pôle Nadar-Pouillon : Jardin des Récollettes – création passage vers le cœur d'îlot ; requalification légère du cœur d'îlot ; mise en sécurité et confortement du 15, rue Thubaneau,

- pôle Folies Bergères : requalification du passage des Folies Bergères,

- pôle Flammarion : réalisation d'un groupe scolaire 8 classes (hors aménagements intérieurs ; sans charge foncière) et provision pour un équipement de proximité,

- pôle Opéra : réalisation de locaux à usage de l'Opéra Municipal.

Ce programme, détaillé en annexe, correspond à une surface d'équipement passant de 9 000 m<sup>2</sup> à 9 935 m<sup>2</sup> lié notamment à l'introduction du traitement des immeubles 3-5, rue Molière dans le pôle Opéra.

Les prestations concernant la mission d'aide aux ravalements de façades et travaux d'office liés seront prises en charge à compter de 2018 par la convention de mandat spécifique entre la ville de Marseille et la SOLEAM mise en place par délibération du Conseil Municipal du 27 juin 2016, ce qui conduit à réduire l'enveloppe prévue au réalisé à fin 2017.

Le budget passe de 19 192 824 euros TTC à 20 541 671 euros TTC. Cette évolution est notamment liée :

.à la réduction du coût de la mission ravalements de façades sortie du champ de la concession,

.à la restauration des vestiges du 5, rue Maurice Korsec, suite à l'abandon du projet immobilier privé,

.à l'introduction d'une enveloppe prévisionnelle pour la réalisation d'un équipement de proximité dans le pôle Flammarion, actuellement à l'étude,

.à l'introduction de la réalisation des locaux à usage de l'Opéra Municipal dans le cadre de la concession.

Les évolutions de ce programme font l'objet d'un avenant n°1 à la convention de financement tripartite des investissements municipaux.

Un versement de 953 946 euros a été effectué en 2016, encaissé par la SOLEAM en 2017. Le versement de participation prévu pour l'année 2017 est de 1 498 288 euros.

\*Apport en nature :

Les apports en nature transférés à la concession par la ville de Marseille sont valorisés à hauteur de 3 743 500 euros détaillé en annexe.

Le différentiel de 683 350 euros restant à apporter par rapport 4 426 835 euros approuvés au précédent compte rendu sera consolidé lors du prochain compte rendu annuel à hauteur du foncier effectivement transféré par la Ville à la Métropole.

Concernant la trésorerie de l'opération, un emprunt de 2 000 000 euros a été contracté sur l'exercice 2012. Au 31 décembre 2016 cet emprunt est remboursé à hauteur de 1 700 000 euros

Le remboursement de l'avance de 2 000 000 euros est reporté à la nouvelle échéance de fin de la concession.

Le solde de trésorerie cumulé au 31 décembre 2016 est de +2 779 430 Euros. Un solde positif équivalent est projeté pour 2017. Toutefois compte tenu du lissage dans le temps des participations publiques, SOLEAM envisage de contracter un emprunt de 10 000 000 euros en 2018 remboursé sur 6 ans pour faire face au pic de dépenses de travaux notamment sur les exercices 2019-2020.

Dans le cadre de ses missions d'assistance de la ville de Marseille pour les campagnes de ravalement de façades, la SOLEAM fait état du bilan suivant :

En 2016, des injonctions de façade ont été envoyées sur 52 immeubles (axe rue St Ferréol) portant à 503 le nombre total d'immeubles soumis à l'obligation de ravalement.

133 immeubles sont aujourd'hui ravalés.

A compter de 2018 les missions d'aide au ravalement de façade seront assurées par la SOLEAM dans le cadre d'une convention spécifique passée avec la ville de Marseille.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

## OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

### Entendues les conclusions du rapporteur,

### CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Opération Grand Centre-Ville – 1<sup>er</sup> et 8<sup>ème</sup> arrondissements de Marseille – Approbation du CRAC au 31 décembre 2016 – Approbation de la prorogation de la durée de la concession d'aménagement passée avec SOLEAM – Approbation de l'avenant 8 à la concession – Approbation de l'avenant 1 à la convention tripartite sur la participation financière de la Ville de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

### DELIBERE

#### Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur à l'Opération Grand Centre-Ville – 1<sup>er</sup> et 8<sup>ème</sup> arrondissements de Marseille – Approbation du CRAC au 31 décembre 2016 – Approbation de la prorogation de la durée de la concession d'aménagement passée avec SOLEAM – Approbation de l'avenant 8 à la concession – Approbation de l'avenant 1 à la convention tripartite sur la participation financière de la Ville de Marseille.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	108
Voix Contre	8
Abstentions	21

#### Adoptée

#### Se sont abstenus :

Nadia BOULAINSEUR - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB - Josette FURACE - Vincent GOMEZ - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Stéphane MARI - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Nathalie PIGAMO - Muriel PRISCO - Roger RUZÉ

Nouriati DJAMBAE  
Gérard POLIZZI  
Lisette NARDUCCI

#### Ont voté contre :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE

#### **VU 005-892/17/CT**

■ **URB - Grand Centre Ville - Dispositions relatives à la concertation publique dans le cadre de l'Opération Grand Centre Ville concédée à la SOLEAM - Approbation des modalités de concertation publique pour le projet de requalification des espaces publics situés dans le pôle Mazagran à Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement**

#### **Avis du Conseil de Territoire DUFVS 17/15983/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence

dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Grand Centre Ville – Dispositions relatives à la concertation publique dans le cadre de l'Opération Grand Centre Ville concédée à la SOLEAM – Approbation des modalités de concertations publiques pour le projet de requalification des espaces publics situés dans le pôle Mazagran à Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la Ville de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le Centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Le Conseil Municipal de Marseille a approuvé, le 25 octobre 2010, la mise en place de l'Opération « Grand Centre Ville » pour contribuer à cette requalification sur 35 pôles de renouvellement urbain, avec pour objectif :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,
- la production de locaux d'activité et d'équipements,
- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif auprès des propriétaires,
- le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette,
- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement de l'espace public existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

L'opération s'inscrit dans un périmètre de cohérence de 1 000 hectares au sein duquel doit être assurée une coordination avec les opérations sur les grandes infrastructures, telles la piétonisation du Vieux-Port et le plan-guide des espaces publics lié, les projets de rénovation urbaine du Centre Nord et de Saint-Mauront contractualisés avec l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), ainsi que les opérations pilotées par l'établissement public Euroméditerranée.

Cette opération d'aménagement a été concédée à la société publique locale d'aménagement SOLEAM.

Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, cette concession a été transférée à l'EPCI compétent auquel s'est substituée la métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016. La concession porte désormais le n°T1600914CO (ex-n°11/0136).

Le mode opératoire de l'Opération « Grand Centre Ville » prévoit des concertations spécifiques par pôle, au fur et à mesure de la définition des projets.

Par délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016, le nouveau concédant a pris acte des dispositions relatives aux concertations prévues pour l'opération « Grand Centre Ville ».

Aujourd'hui, il est proposé de poursuivre le processus de consultation par l'organisation de concertation pour le projet de requalification des espaces publics du pôle Mazagran. Cette requalification concerne la rue du théâtre Français, la rue Mazagran, la rue Guy Mocquet et la place du Lycée en vue de limiter la place de la voiture et redonner de l'amplitude aux piétons et modes doux de déplacement.

Les modalités de concertation adoptées consisteront en :

- une exposition publique des documents explicitant le projet pendant un mois, dans un lieu public.
- des registres mis à disposition du public, permettant de consigner les remarques, questions et observations des habitants et usagers.
- une permanence technique, dont le calendrier sera précisé dans l'avis public, permettant d'apporter des explications et répondre aux questions.

Les dates et lieux de l'exposition seront portés à la connaissance du public par un avis qui sera publié dans deux journaux locaux, affiché en mairie de Marseille et au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et mis en ligne sur les sites internet des collectivités concernées.

A l'issue de cette concertation, un bilan sera soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante compétente. Une synthèse du bilan de la concertation sera consultable en ligne sur le site internet indiqué par les collectivités concernées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**



- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur les dispositions relatives à la concertation publique dans le cadre de l’Opération Grand Centre Ville concédée à la SOLEAM et l’approbation des modalités de concertations publiques pour le projet de requalification des espaces publique situés dans le pôle Mazagran à Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement.

## OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

### Entendues les conclusions du rapporteur,

### CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d’adopter une délibération relative aux dispositions relatives à la concertation publique dans le cadre de l’Opération Grand Centre Ville concédée à la SOLEAM et l’approbation des modalités de concertations publiques pour le projet de requalification des espaces publique situés dans le pôle Mazagran à Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

## DELIBERE

### Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur les dispositions relatives à la concertation publique dans le cadre de l’Opération Grand Centre Ville concédée à la SOLEAM et l’approbation des modalités de concertations publiques pour le projet de requalification des espaces publique situés dans le pôle Mazagran à Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	129
Voix Contre	8
Abstentions	0

### Adoptée

### Ont voté contre :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE

### **VU 006-893/17/CT**

**■ URB - Opération Grand Centre Ville - concession d'aménagement passée avec la SOLEAM pour la requalification du centre ville de Marseille - Opération de restauration immobilière concernant des immeubles de l'OPAH RU multisites centre ville - 1er et 2ème arrondissements - Approbation des modalités de la concertation**

### **Avis du Conseil de Territoire**

### **DUFVS 17/16029/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence

dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Opération Grand Centre Ville - concession d'aménagement passée avec la SOLEAM pour la requalification du centre ville de Marseille - Opération de restauration immobilière concernant des immeubles de l'OPAH RU multisites centre ville - 1er et 2ème arrondissements - Approbation des modalités de la concertation. » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibérations conjointes des 9 février 2009 et 19 février 2009, la ville de Marseille et l'EPCI Marseille Provence Métropole ont approuvé un engagement renforcé pour le centre-ville de Marseille actant le cadre des actions à conduire pour dynamiser son attractivité et affirmer sa centralité.

Par concession d'aménagement notifiée le 20 janvier 2011, l'opération « Grand Centre Ville » a été confiée à la SOLEAM pour contribuer à cette requalification sur 35 pôles de renouvellement urbain, avec pour objectif :

- la production de logements nouveaux ou restructurés à remettre sur le marché locatif et d'accession à la propriété,
- la production de locaux d'activité et d'équipements,
- l'amélioration d'immeubles et de logements privés par un système incitatif auprès des propriétaires,
- le ravalement des immeubles le long d'axes emblématiques – Canebière, Athènes, Rome, Jean Jaurès, Puget, National, Tourette.
- la création de voiries et réseaux nécessaires à la viabilisation du foncier recyclable, et à l'embellissement des espaces publics existant pour stimuler l'investissement en renouvelant l'attractivité résidentielle, commerciale et touristique des quartiers centraux.

L'opération s'inscrit dans un périmètre de cohérence de 1 000 hectares au sein duquel doit être assurée une coordination avec les opérations sur les grandes infrastructures, telles la piétonisation du Vieux-Port et le plan-guide des espaces publics lié, les projets de rénovation urbaine du Centre Nord et de Saint-Mauront contractualisés avec l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine), ainsi que les opérations pilotées par l'établissement public Euroméditerranée.

Par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, l'opération d'aménagement a été transférée à l'EPCI compétent auquel s'est substituée la métropole Aix-

Marseille-Provence à compter du 1er janvier 2016. Ce transfert a été constaté par l'avenant 6 à la concession, exécutoire le 23 juin 2016, à l'occasion duquel le contrat s'est vu attribuer le numéro T1600914CO pour son suivi administratif et comptable (remplaçant le numéro de contrat municipal 11/0136).

Pour répondre à l'objectif d'améliorer 2 000 logements privés pendant la durée de la concession par une incitation des propriétaires à réaliser des travaux d'amélioration des immeubles et des parties communes de copropriétés, ou de mise aux normes des logements, en particulier ceux voués à la location, la SOLEAM a conduit une étude pour cibler une première tranche opérationnelle.

Elle a abouti à la mise en place de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) multisites à volet copropriétés dégradées « Grand Centre-Ville » approuvée par délibération du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole n°HPV 007-1273/15/CC du 25 septembre 2015 ainsi que la convention afférente dûment notifiées à l'ensemble des partenaires signataires et exécutoire à compter du 25 janvier 2016.

Cette convention met en place pour 5 ans des dispositifs d'accompagnement financier et technique permettant de favoriser les projets privés de réhabilitation de l'habitat en complément des opérations de renouvellement urbain sous maîtrise d'ouvrage publique ou institutionnelle.

L'OPAH-RU multisites porte sur cinq pôles de la concession « Grand Centre Ville » situés en hypercentre : Opéra, Mazargan, Coutellerie, Fonderie Vieille, Korsec-Velten tels que délimités sur le plan annexé.

Ils ont été retenus pour leur localisation stratégique et pour l'enjeu que représente la requalification des immeubles d'habitation privés qui les constituent : il s'agit d'un patrimoine vétuste ou dégradé, souffrant d'un déficit d'entretien patent malgré sa qualité architecturale ou historique, et présentant de graves dysfonctionnements sous le régime de la copropriété, une exploitation indélicate ou une vacance structurelle.

Le volet copropriétés dégradées de l'OPAH vise le redressement juridique, financier et physique pérenne d'une vingtaine de copropriétés diagnostiquées sur site.

Le volet renouvellement urbain, permet d'identifier les « duretés » et de préparer les procédures de droit qui permettront d'imposer des travaux et, le cas échéant, de recourir à la maîtrise foncière d'utilité publique (carence, loi Vivien, Restauration Immobilière).

L'ensemble des cinq pôles regroupe 1 700 logements privés.

Sur les cinq ans, ce sont quelques 700 logements qui sont visés par l'opération :

- 83 immeubles réhabilités en parties communes, soit 600 logements concernés par des améliorations, dont 20 copropriétés dégradées redressées représentant 160 logements,
- 132 logements réhabilités dont 80 % de logements locatifs ou sortis de vacance.

Ainsi cette opération doit permettre d'atteindre 35 % de l'objectif global de 2 000 logements améliorés visés par l'opération Grand Centre Ville.

Cette opération, de par les caractéristiques des immeubles, le profil des propriétaires et la fragilité des occupants, est inscrite dans le troisième protocole de lutte contre l'habitat indigne à signer avec l'État, délibéré par le Métropole le 18 mai 2017.

La convention d'OPAH-RU multisites dispose :

*« Au volet incitatif des aides financières et du conseil gratuit sera adjoint le volet contraignant de l'utilité publique de restauration, et des actes contre l'insalubrité, le péril ou la carence.*

*L'expérience acquise par la Ville de Marseille depuis 2008 en matière d'Éradication de l'Habitat Indigne montre que la Restauration Immobilière est susceptible d'imposer des travaux plus complets et pérennes sur des immeubles dégradés que ne le font les actes contre l'insalubrité et le péril qui visent essentiellement à faire cesser la dangerosité ou le risque pour les personnes.*

*La SOLEAM assurera – en tant que concessionnaire de l'opération d'aménagement – la maîtrise des lots ou des immeubles auprès des propriétaires privés détaillants afin d'aboutir à la réhabilitation de ces biens.*

*Compte tenu de l'avancée des projets de renouvellement qui concernent 5 pôles de l'hypercentre, ou des opérations structurantes qui les bordent, un premier secteur à enjeu a été identifié qui est aujourd'hui mûr pour une démarche de requalification de l'habitat par les propriétaires privés. Ce secteur est entièrement inclus en Zones de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (ZPPAUP). » (page 10).*

Depuis le 25 janvier 2016, date d'entrée en vigueur de la convention d'OPAH-RU, l'équipe dédiée mise en place par la SOLEAM concessionnaire, est animateur du dispositif d'OPAH-RU.

Durant les 18 mois écoulés l'équipe opérationnelle a communiqué autour de l'opération auprès des propriétaires et des professionnels de l'immobilier. Elle a procédé à des investigations de terrain et des visites d'immeubles et de logements ; elle a rencontré des syndics et des propriétaires afin de les inciter à engager des travaux d'amélioration, elle a participé à

des assemblées générales de copropriété pour expliquer les avantages de la démarche publique.

A l'issue de cette période seulement deux dossiers de demande de subvention ont pu être engagés pour des travaux partiels et sur deux immeubles qui ne sont pas parmi les plus dégradés.

Il est ainsi confirmé que le volet incitatif de l'OPAH-RU ne saurait suffire à obtenir la réhabilitation des immeubles privés qui en sont la cible.

Afin d'obtenir la réhabilitation des immeubles privés nécessitant, il est donc proposé de recourir à la restauration immobilière prévue aux articles L.313.4 et suivants du code de l'urbanisme au sein du périmètre de l'OPAH-RU multisites à volet copropriétés dégradées « Grand Centre-Ville » joint en annexe.

La procédure prévoit de déclarer d'utilité publique le programme général des travaux de restauration des immeubles d'habitation concernant les parties communes – y compris structurelles –, ainsi que la mise aux normes et l'amélioration de l'habitabilité des logements.

Après la déclaration d'utilité publique, le programme détaillé des travaux sera précisé. A cet effet il pourra être fait appel à l'Homme de l'Art prévu à l'article R. 313-36 du code de l'urbanisme pour visiter les immeubles et les logements.

À partir de l'enquête parcellaire, le programme détaillé des travaux sera notifié individuellement aux propriétaires et copropriétaires qui disposeront d'un délai fixé pour le réaliser, délai tenant compte de l'importance du programme de restauration à mettre en œuvre.

Les propriétaires et copropriétaires bénéficieront des subventions mises en place dans le cadre de l'OPAH-RU pour les aider à mener à bien la restauration de leur patrimoine.

A défaut d'engagement à réaliser les travaux au moment de l'enquête parcellaire, ou de les avoir achevés à l'issue du délai imposé, les propriétaires carents s'exposeront à l'expropriation de leur bien au profit de la puissance publique ou de son représentant, la SOLEAM en tant que concessionnaire de l'opération de renouvellement urbain « Grand Centre Ville ».

Par délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016, le nouveau concédant a pris acte des dispositions relatives aux concertations prévues pour l'opération « Grand Centre Ville ».

Monsieur le Président de la Métropole est habilité à lancer la concertation publique concernant l'opération de restauration immobilière (ORI) visant des

immeubles de l'OPAH-RU multisites à volet copropriétés dégradées « Grand Centre-Ville ».

Les modalités de concertation adoptées consisteront en :

- une exposition dans un lieu public pendant un mois des documents rappelant le dispositif d'OPAH-RU et présentant la procédure de Restauration Immobilière dans ses phases administratives et judiciaires.

- des registres mis à disposition du public, permettant de consigner les remarques, questions et observations des habitants et usagers.

- une permanence technique, dont le calendrier sera précisé dans l'avis public, permettant d'apporter des explications et répondre aux questions.

Les dates et lieux de l'exposition seront portés à la connaissance du public par un avis qui sera publié dans deux journaux locaux, affiché en mairie de Marseille et au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et mis en ligne sur les sites internet des collectivités concernées.

A l'issue la concertation, un bilan sera soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante compétente. Une synthèse du bilan de la concertation, apportant les réponses aux questions soulevées le cas échéant par le projet, sera consultable en ligne sur le site internet indiqué par les collectivités concernées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'Opération Grand Centre Ville - concession d'aménagement passée avec la SOLEAM pour la requalification du centre ville de Marseille - Opération de restauration immobilière concernant des immeubles de l'OPAH RU multisites centre ville - 1er et 2ème arrondissements - Approbation des modalités de la concertation.»

#### **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Opération Grand Centre Ville - concession d'aménagement passée avec la SOLEAM pour la requalification du centre ville de Marseille - Opération de restauration immobilière concernant des immeubles de l'OPAH RU multisites centre ville - 1er et 2ème arrondissements - Approbation des modalités de la concertation ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'Opération Grand Centre Ville - concession d'aménagement passée avec la SOLEAM pour la requalification du centre ville de Marseille - Opération de restauration immobilière concernant des immeubles de l'OPAH RU multisites centre ville - 1er et 2ème arrondissements - Approbation des modalités de la concertation.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	129
Voix Contre	8
Abstentions	0

#### **Adoptée**

Ont voté contre :

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE

**VU 007-894/17/CT**

**■ URB - Approbation du Compte rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement de la ZAC Valentine à Marseille 11ème arrondissement - Approbation de l'avenant 18 à la convention de concession**

**Avis du Conseil de Territoire  
DUFSV 17/15978/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du Compte rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement de la Valentine à Marseille 11<sup>ème</sup> arrondissement – Approbation de l'avenant 18 à la convention de concession » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La ZAC de la Valentine a été créée, à l'initiative de la Ville de Marseille, par arrêté préfectoral du 12 mars 1974.

Son dossier de réalisation a été adopté par délibération du Conseil Municipal n° 78/261/U du 19 mai 1978.

Son PAZ (Plan d'Aménagement de Zone) a été approuvé par arrêté préfectoral du 30 juin 1980.

Son programme des équipements publics a été approuvé par arrêté préfectoral du 26 mai 1981.

Par convention de concession d'aménagement adoptée par délibération du Conseil Municipal 79/645/U du 28 janvier 1980 et approuvée par arrêté préfectoral du 24 juin 1981, la Ville de Marseille a confié à la SOMICA (Société Mixte Communale d'Aménagement et d'équipement), devenue par la suite Marseille Aménagement puis SOLEAM, la réalisation de l'opération d'aménagement de la ZAC de la Valentine.

L'avenant n°14 à cette convention notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession d'aménagement de la ZAC de la Valentine à la SPL SOLEAM, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la suite de l'opération. Dans ce cadre un avenant à la convention de concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de la Valentine qui s'étend sur 229 ha dans les quartiers Est de Marseille (11ème arrdt.) avait pour objectif de créer une zone d'accueil d'activités économiques d'envergure afin de proposer une offre d'emplois conséquente dans un secteur géographique où celle-ci était peu développée. Le choix de cette zone a été guidé par la qualité de la desserte viaire, dans un couloir entre Marseille et Aubagne. Sa vocation était initialement à dominante industrielle et artisanale. Elle a ensuite été diversifiée en s'ouvrant aux commerces et aux bureaux.

Les objectifs en terme de production de surfaces de locaux à vocations diverses ayant été atteints, le programme de travaux quasi réalisé et les terrains propriété de l'Aménageur totalement commercialisés ou pré-commercialisés, la ZAC de la Valentine a été supprimée par délibération du conseil de Métropole du 17 octobre 2016 n°URB 019-1099/16/CM. Cette suppression est entrée en vigueur le 6 décembre 2016 à l'issue des formalités légales de publicité et d'affichage.

L'opération d'aménagement de la Valentine est quant à elle maintenue pour permettre de compléter le programme initialement fixé dans la ZAC. Sa réalisation est poursuivie par le Concessionnaire en ayant recours aux procédures de droit commun prévues dans le Code de l'Urbanisme. Un avenant 17 à la convention de concession d'aménagement en date du 22 mars 2017 est venu prendre en compte les modifications intervenues et préciser les missions d'aménagement à poursuivre par SOLEAM, à savoir :

- mener à leur terme les remises d'ouvrages des équipements publics et cessions foncières correspondantes aux collectivités compétentes,
  - achever les aménagements en cours,
  - finaliser les commercialisations engagées (signatures d'actes authentiques),
  - percevoir les recettes encore dues, notamment au titre des conventions de participations constructeurs déjà signées,
  - poursuivre les études engagées (étude de déplacement/trafic/circulation) et réaliser les études et travaux d'aménagement nécessaires à l'amélioration et au maillage de la trame viaire du secteur :
- Secteur UEa7 - Parc de la Valentine 1 : requalification de la voie de desserte du parc d'activité
  - Desserte UEa7 - Saint Antoine et travaux divers : desserte du secteur du château Saint Antoine, ouvrage de franchissement de l'Huveaune
  - Desserte UEa11 - La Buzine : liaison douce Chemin de Saint Menet aux Accates
  - Réseaux extérieurs divers
  - Secteur UE7 – aménagement du solde du secteur Valentine Vallée Verte : maillage Est de la montée du commandant de Robien.

#### AVANCEMENT DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT DE LA VALENTINE :

##### - Maîtrise foncière :

Les emprises foncières appartenant encore à l'aménageur correspondent principalement :

- aux terrains d'assiette des voies publiques qui ont été aménagées par la SOLEAM dans le cadre du programme des équipements publics de la ZAC mais n'ont pas encore été rétrocédés à la Métropole.
- aux terrains que la SOLEAM a acquis pour l'aménagement des derniers ouvrages d'infrastructure (voies publiques et modes de déplacement doux) nécessaires au maillage viaire et au désenclavement du secteur.

##### - Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire :

Tous les terrains constructibles et valorisables de la SOLEAM ont été commercialisés ou ont fait l'objet de compromis de vente pour une SDP autorisée d'environ 70 000 m<sup>2</sup> exclusivement dédiée à l'Activité.

Plus de 80% (la majorité) des programmes immobiliers (Activité et Logement confondus) sont issus d'initiatives privées, sur du foncier non maîtrisé par l'Aménageur.

Le cumul des commercialisations engagées (surfaces de planchers autorisées dans le cadre des cessions et des conventions de participations constructeurs) représente environ 378 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher.

##### - Aménagement des équipements publics :

Quasiment toutes les voies publiques (y compris les réseaux) nécessaires à la desserte de la ZAC ont été aménagées et sont ouvertes à la circulation publique:

Parmi les dernières réalisations figurent la voie de desserte du "château St Antoine" et du parc d'activité "Redman" mitoyen qui a été réalisée en 2016 ainsi que la dernière phase des travaux de prolongement Est de la Montée du Commandant de Robien jusqu'à la rue de la Vallée Verte qui sera terminée en 2017.

Il reste également à réaliser des travaux ponctuels de requalification d'ouvrages existants ne répondant plus aux critères qualitatifs actuels de l'espace public et à lancer les études et travaux d'aménagement de dernières voies devant contribuer à l'amélioration et au maillage de la trame viaire du secteur.

##### -Réflexions en cours :

La SOLEAM a lancé en 2015 une étude de déplacement / trafic / circulation, confiée à la société SCE, portant sur le périmètre de la ZAC de la Valentine élargi aux axes routiers (voies primaires) traversant ou jouxtant la ZAC et aux connexions avec les échangeurs les plus proches de l'autoroute A50. Cette étude devrait permettre de déboucher sur un programme d'interventions pour améliorer la trame viaire existante et ses connexions avec les axes de communication les plus proches. Les modalités de réalisation de ces travaux (concession d'aménagement actuelle, nouvelle opération, maîtrise d'ouvrage Métropole), seront précisées selon le calendrier des interventions restant à valider par la Métropole.

Pour mémoire, cette étude de déplacement / trafic / circulation a été engagée pour compléter et nourrir une étude urbaine et paysagère qui avait été réalisée en 2013 par le groupement NSL Architectes / Atelier Lefevre Petrini, pour la SOLEAM. Cette première étude avait débouché sur un diagnostic du secteur de la Valentine, mis en évidence ses dysfonctionnements et préconisé des aménagements de l'espace public

qui n'avaient pu être validés à l'époque faute d'une connaissance suffisante du trafic traversant la ZAC.

Le dernier CRAC (Compte Rendu Annuel à la Collectivité) approuvé par le Conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 est celui arrêté au 31 décembre 2015.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil de la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 et l'avenant n°18 à la convention de concession d'aménagement passée avec la société SOLEAM.

#### ACTIVITÉ DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ÉCOULÉ :

##### - Maîtrise foncière :

L'aménageur a acquis à l'euro symbolique le foncier d'assiette de voiries réalisées pour la desserte de Valentine Vallée Verte (phases 1 et 2 : jonction entre l'avenue de St-Menet et l'avenue de la Gare).

##### - Commercialisation des terrains :

En 2016, l'aménageur a signé les actes authentiques pour la cession d'une partie du site du château St-Antoine, pré-commercialisé dans son ensemble en 2015, et correspondant à :

- 17 000 m<sup>2</sup> de terrains occupés par le bâtiment délabré du Château St Antoine et une partie de son ancien parc, et cédés à la Grande Loge de France pour une SDP autorisée de 4 800 m<sup>2</sup> comprenant notamment la restauration du bâtiment du château St Antoine et son extension dans le cadre d'un programme de locaux associatifs (temples),

- 13 387 m<sup>2</sup> de terrain cédés à Redman Méditerranée pour une SDP autorisée de 3 032 m<sup>2</sup> de locaux d'activités et bureaux (lot A).

##### - Études :

Marchés de maîtrise d'œuvre pour la conception des travaux d'aménagement de la voie de desserte du secteur du Château St Antoine (phase 1) et de la voie devant prolonger la Montée du Commandant de Robien jusqu'à la rue de la Vallée Verte (phase 3).

Études de géomètre et études géotechniques réalisées préalablement à la réalisation de ces mêmes voies.

Études de maîtrise d'œuvre pour le réaménagement de l'espace public aux abords du projet de Décathlon.

##### - Travaux d'aménagement des équipements publics :

Achèvement de la phase 1 des travaux de desserte du château St-Antoine et du parc d'activité St-Antoine (bd Jules Sébastienelli).

##### - Permis de Construire :

6 autorisations d'urbanisme ont été délivrées en 2016 représentant une SDP totale de 1 887 m<sup>2</sup> :

- PC n° 16 00123 portant sur la réhabilitation et l'extension du château St Antoine par la Grande Loge de France, soit 1040 m<sup>2</sup> SDP de locaux associatifs, dont le PC a été délivré le 29/07/2016.

- PC n°150044M1 déposé en 2015 par l'Immobilière Casino pour la construction de 45 m<sup>2</sup> SDP de locaux commerciaux, délivré le 26/07/2016.

- PC n°16 00047 portant sur la transformation du restaurant "Le Chalet Suisse" en enseigne "les 3 Brasseurs, avec la création de 287 m<sup>2</sup> SDP supplémentaires, délivré le 31/05/2016.

- PC n°15\*00014 portant sur la réhabilitation de locaux d'activités existants du site de Valentine Vallée Verte transformés en bureaux d'une SDP de 275 m<sup>2</sup>, délivré le 7/11/2016.

- DP n°16 00009 portant sur la création de 200 m<sup>2</sup> de commerce par changement de destination partiel de locaux du bâtiment le Bourbon sur le site Valentine Vallée Verte, délivré le 13/09/2016.

- PC n°16 00293 portant sur le changement d'enseigne de Quick en Burger King incluant la création de 40 m<sup>2</sup> locaux commerciaux supplémentaires, délivré le 15/11/2016.

Les principaux programmes immobiliers en cours de construction en 2016 portant sur des terrains non bâtis ont concerné les magasins Décathlon et les bâtiments du parc d'activités du Château St-Antoine.

Programmes immobiliers significatifs livrés en 2016 : magasins Electro Dépot et Carter Cash dans le secteur de Valentine Vallée Verte.

#### ACTIVITÉ DE LA CONCESSION PRÉVUE SUR LES PROCHAINES ANNÉES:

##### - Maîtrise foncière :

Les acquisitions envisagées en 2016 sont reportées à 2017

En 2017, acquisition auprès de "Valentine Vallée Verte", à l'euro symbolique, des terrains d'assiette du dernier tronçon de la voie de bouclage de la Montée du Commandant de Robien (phase 3)

En 2017, acquisition auprès du Ministère de la Justice (Etablissement Pénitencier pour Mineurs) de 688 m<sup>2</sup> de terrain nécessaires à l'élargissement du bd Jules Sébastienelli dans le cadre de la 1ère phase d'aménagement de la voie de desserte du secteur du château St Antoine .

A noter qu'il n'est plus nécessaire d'acquérir du foncier pour la requalification du chemin de St Menet aux Accates entre la route des Camoins et la traverse de la Buzine compte tenu de la décision validée par la Métropole de réaliser un bouclage uniquement mode doux en requalifiant les emprises existantes.

#### - Commercialisation de terrains :

La commercialisation du foncier avec autorisations de SDP ayant été achevée en 2015, aucune nouvelle commercialisation n'est programmée jusqu'à la clôture de la concession d'aménagement.

La cession à Valentine Vallée Verte des emprises et des ouvrages de la voie "Ouest" aménagée par la SOLEAM mais qui n'a plus vocation à être intégrée au domaine public routier de la Métropole, suite à l'évolution du tracé de la voie de bouclage de la Montée du Commandant de Robien est décalée à 2017.

Comme la cession à la SNCF des emprises foncières utilisées pour la réalisation de la 3ème voie de la ligne Marseille-Aubagne.

En 2017 est prévue la cession du lot F du plan de division du parc d'activité du château St-Antoine correspondant à l'accès au site réalisé par Soleam en continuité de la voie publique Jules Sebastienelli.

#### - Etudes :

En 2017-2018, poursuite de l'étude de Déplacement – Trafic - Circulation (SCE) en vue d'identifier les voies et aménagements devant favoriser le désengorgement du secteur et le développement de modes de déplacements alternatifs. Un comité de pilotage est prévu fin 2017 pour la présentation du diagnostic.

Jusqu'en 2020, poursuite des missions de maîtrise d'œuvre en cours et engagement des études de maîtrise d'œuvre préalables à l'aménagement des dernières voies publiques déjà provisionnées au CRAC au 31 décembre 2015 et dont le détail est donné dans le paragraphe suivant :

#### - Travaux d'aménagement des équipements publics :

En 2017 achèvement du bouclage de la Montée du Commandant de Robien avec la rue de la Vallée Verte (finalisation de la desserte du parc d'activité "Valentine Vallée Verte").

En 2017 réaménagement de l'espace public au droit de Décathlon, en bordure de la RD2d (Av de St Menet).

En 2018 requalification du chemin de St Menet aux Accates entre la route des Camoins et la traverse de la Buzine, sans maillage viaire (tronçon central

aménagé en liaison dédiée aux modes de déplacements doux).

A l'horizon 2019-2020, en fonction de la décision de la Métropole et du calendrier retenu, prolongement Sud de la voie de desserte du secteur du château St Antoine jusqu'à la rive droite de l'Huveaune et aménagement d'un ouvrage de franchissement de l'Huveaune entre le parc d'activités de la Valentine et le secteur du château St-Antoine.

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 est analysé ci après, les CRAC au 31/12/2015 et au 31/12/2016 n'ayant pas été établis à l'aide du même logiciel, tous les postes portant un libellé identique ne peuvent pas systématiquement être comparés entre ces deux CRAC.

#### DEPENSES :

##### • sur l'exercice 2016 écoulé :

Les dépenses réalisées s'élèvent à 2 021 570 euros, soit une augmentation de 37 798 euros par rapport aux prévisions.

##### • état d'avancement cumulé au 31 décembre 2016 :

Le montant total des dépenses s'élève à 42 583 973 euros hors coût de la TVA résiduelle, soit un taux d'avancement de 87 % par rapport au budget prévisionnel actualisé.

Les dépenses réalisées se répartissent de la manière suivante :

- dépenses foncières : 10 252 526 euros, soit 99,9 % du budget foncier à terme.

- études : 1 751 052 euros soit 96 % du budget à terme

- dépenses de travaux d'aménagement : 22 671 248 euros, soit 81 % du budget travaux à terme.

- dépenses annexes : 1 981 761 euros, soit 92 % du budget à terme.

- rémunération de l'aménageur : 2 980 885 euros, soit 86% de réalisation par rapport au budget à terme.

- frais financiers à court et long termes : 2 946 501 euros, soit 100 % du budget Frais Financiers à terme. Pour mémoire, l'intégralité des emprunts à long terme est à ce jour remboursée.

##### • Au terme de l'opération :

Le montant total des dépenses envisagées, au terme de l'opération s'élève à 48 719 997 euros TTC hors coût de la TVA résiduelle dont le montant prévisionnel s'élève à 1 694 185 euros.



Il se répartit selon les postes suivants :

- Foncier : 10 265 848 euros, soit 21% du coût de l'opération

- Études : 1 812 307 euros, soit 4% du coût de l'opération

- Travaux : 28 068 188 euros, soit 58% du coût de l'opération

- Dépenses annexes : 2 159 173 euros, soit 4% du coût de l'opération

- Rémunérations : 3 467 980 euros, soit 7% du coût de l'opération

- Frais financiers : 2 946 501 euros, soit 6% du coût de l'opération

Le montant total des dépenses à terme est en augmentation de 394 821 euros HT. Ce écart se justifie par :

- une augmentation de 11 583 euros du budget foncier liée à la réévaluation des frais de notaire sur les cessions de terrain à l'euro symbolique de Valentine Vallée Verte calculé sur la valeur vénale et non le prix de cession réel.

- une augmentation de 22 945 euros du budget études s'expliquant principalement par des provisions d'études de géomètre.

- une diminution de 541 702 euros du budget de l'ensemble des travaux comprenant une augmentation des travaux de requalification de la voie du parc de la Valentine compensée par une diminution des prévisions pour aléas et une diminution des travaux de la phase 2 de desserte du château St-Antoine (voie et ouvrage de franchissement de l'Huveaune) en l'attente des résultats des études de maîtrise d'œuvre. Cette enveloppe sera réévaluée à la hausse si la décision est prise de réaliser un ouvrage d'art pour le franchissement de l'Huveaune dans la temporalité de la concession.

Il convient de préciser que le budget travaux a fait l'objet d'une restructuration de sa présentation avec la création de plusieurs sous-totaux et l'introduction de nouvelles lignes budgétaires permettant de mieux détailler les dépenses.

- une augmentation des dépenses annexes de 150 000 euros, réévaluées sur la base des dépenses des dernières années et compte tenu de la prolongation de l'opération,

- une augmentation de 2 513 euros de rémunérations de l'aménageur,

- une baisse de 40 161 euros de frais financiers court terme compte tenu de la trésorerie plus favorable de l'opération.

#### RECETTES:

##### • Sur l'exercice 2016 écoulé :

Le montant des recettes perçues s'élève à 2 636 985 euros, en augmentation de 990 818 euros. Cet écart s'explique principalement par la cession du château St-Antoine à la Grande Loge de France avec un exercice d'avance par rapport aux prévisions (en 2016 au lieu de 2017) pour un montant de 1 008 000 euros

##### • Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2015 :

Le montant cumulé des recettes (hors participations à l'équilibre du bilan) s'élève à 41 944 146 euros, soit 98 % du montant des recettes figurant au bilan prévisionnel de l'opération. Ce montant se répartit essentiellement entre les postes suivants :

- 20 927 176 euros de cessions de terrains, soit 96 % du budget prévisionnel à terme.

- 18 919 100 euros de participations constructeurs, soit 99,9% du budget prévisionnel à terme.

- 2 097 870 euros de produits financiers et recettes diverses soit 95% du budget prévisionnel à terme.

##### • Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des recettes (hors participations à l'équilibre du bilan ) s'élève à 42 965 727 euros.

Il se répartit principalement entre participations constructeurs (soit 44%), cessions de foncier (51%) et le cumul de divers postes tels que produits financiers, produits et remboursements divers (5%).

Le montant prévisionnel total des recettes connaît une baisse de 394 696 euros par rapport au bilan prévisionnel arrêté au 31 décembre 2015. Cette diminution des recettes s'explique par :

- la suppression des participations attendues pour l'extension du centre commercial Géant Casino et pour l'extension des locaux de Renault (soit 461 722 euros).

- la réalisation d'une cession non prévue auprès de la SNCF dans le cadre du projet de 3ème ligne nouvelle ferroviaire (soit 10 668 euros).

- l'augmentation du prix de cession de l'ouvrage de voirie correspondant au lot F pour l'accès au parc d'activité du château St-Antoine (55 744 euros).

- l'augmentation de produits financiers (614 euros).

## PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS

La suppression de la ZAC par délibération du 17 octobre 2016 a pour effet la suppression du régime de participations constructeurs et le rétablissement de la taxe d'aménagement. D'où la suppression des participations initialement prévues pour le centre commercial Géant Casino et pour l'extension des locaux de Renault.

Les dernières conventions de participations signées en 2016, avant la suppression de la ZAC font l'objet d'un solde de paiement en 2017 de 24 234 euros.

Ces participations correspondent aux projets d'extension de 45 m<sup>2</sup> de Casino et d'installation de l'enseigne Burger King.

## PARTICIPATION A L'ÉQUILIBRE DE L'OPÉRATION :

La participation d'équilibre correspondant à l'écart entre dépenses et recettes à terme est inchangée en regard du bilan précédent, soit 7 448 455 euros.

5 440 297 euros ayant déjà été versés par la Ville de Marseille, précédent concédant, le solde de participation de 2 008 158 euros sera versé par la Métropole à la SOLEAM en 2019 et 2020.

## AVANCE :

L'opération n'a pas fait l'objet d'une convention d'avance.

## SOLDE DE TRESORERIE :

Au 31 décembre 2016, le solde cumulé de trésorerie est positif et s'élève à 2 138 962 euros.

## EMPRUNTS :

4 573 471 euros d'emprunts ont été contractés pour financer la ZAC. Ces emprunts ont été intégralement remboursés.

## AVENANT A LA CONCESSION D'AMENAGEMENT:

L'avenant n°18 à la convention de concession d'aménagement permettra d'acter la modification de l'échéancier de versement du solde de la participation, programmé en 2 versements de 1 500 000 euros et 508 158 euros, respectivement en 2019 et 2020 (au lieu d'un seul versement en 2021).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation du Compte rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement de la Valentine à Marseille 11<sup>ème</sup> arrondissement et de l'approbation de l'avenant 18 à la convention de concession.

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

## **Entendues les conclusions du rapporteur,**

## **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement de la Valentine à Marseille 11<sup>ème</sup> arrondissement et de l'approbation de l'avenant 18 à la convention de concession.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement de la Valentine à Marseille 11<sup>ème</sup> arrondissement et de l'approbation de l'avenant 18 à la convention de concession.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	105
Voix Contre	0
Abstentions	32

### **Adoptée**

#### **Se sont abstenus :**

Nadia BOULAINSEUR - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB - Josette FURACE - Vincent GOMEZ - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Stéphane MARI - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Nathalie PIGAMO - Muriel PRISCO - Roger RUZÉ

Nouriat DJAMBAE  
Gérard POLIZZI

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

### **VU 008-895/17/CT**

#### **■ URB -Extension du périmètre de la concession de la Savine à Marseille 15<sup>ème</sup> arrondissement - approbation de l'avenant 6 au contrat de concession**

#### **Avis du Conseil de Territoire DUFVS 17/16031/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du

territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Extension du périmètre de la concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15<sup>ème</sup> arrondissement – approbation de l'avenant 6 au contrat de concession » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La convention pluriannuelle n°755 de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine (PRU) de la Savine dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement a été signée le 30 mars 2009 par l'ANRU, la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine MPM et les partenaires locaux.

Suite à la découverte d'amiante dans les logements, l'ensemble des partenaires ont validé un nouveau projet en 2015 et signé l'avenant n°3 à la convention pluriannuelle n°755 avec l'ANRU pour mobiliser les financements de la première phase de réalisation du projet.

Pour mener à bien l'opération en phase 1 la Ville de Marseille a confié l'aménagement du site bas de la Savine à la SOLEAM par la concession d'aménagement n°11/1342 d'une durée de sept ans qui a été prorogée de deux années par avenant n°2 portant son échéance au 15 décembre 2020.

Cette opération relevant de la compétence de la Métropole créée au 01/01/2016, un avenant n° 3 à la convention de concession d'aménagement notifié le 3 juin 2016 à la Soléam a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Cette phase 1 à échéance de 2020 vise à assurer le relogement des habitants et à amorcer la transformation urbaine du territoire en créant une centralité au bas du Vallon des Tuves, en améliorant la desserte viaire entre le Vallon et la lisière haute du futur Parc du Canal qui accueille d'ores et déjà les premières opérations d'habitat du site haut de la Savine (145 logements sociaux livrés en 2017).

La seconde phase permettra, dans le cadre du NPNRU, de renforcer et de diversifier l'offre en logements sur un périmètre élargi au plateau de la Savine et le long du boulevard du Bosphore.

Le protocole de préfiguration du NPNRU en cours de finalisation entre l'ANRU et les collectivités, prévoit la cession aux collectivités par LOGIREM, des terrains libres d'occupation et la mise en place de leur gestion transitoire par les collectivités.

Un protocole d'accord foncier définira les modalités de ces cessions qui englobent, des emprises nécessaires aux aménagements en phase 1 (le parc du canal, le boulevard circulaire Sud et la nouvelle voie de liaison avec le Vallon des Tuves), les terrains à aménager dans le cadre du NPNRU et des espaces de colline non destinés à la construction.

Les terrains destinés à recevoir des aménagements concédés seront acquis et aménagés par la SOLEAM puis rétrocédés aux collectivités, Ville de Marseille ou Métropole en fonction de la destination qui leur aura été donnée. Les terrains ne supportant pas d'aménagement concédés à SOLEAM pourront être acquis directement par les collectivités.

Pour permettre les acquisitions par SOLEAM, il est nécessaire d'étendre le périmètre de la concession, de proroger sa durée de deux années soit jusqu'au 15 décembre 2022 et de mettre en place le budget correspondant aux nouvelles interventions de l'aménageur en actualisant (au 31/10/2017) le bilan prévisionnel de l'opération d'aménagement :

### **Les dépenses**

le montant prévisionnel des dépenses augmente de 28 415 380 Euros TTC à 30 427 003 euros TTC soit une hausse de 2 011 623 euros TTC liée à l'acquisition des terrains de LOGIREM estimés au montant prévisionnel de 1 740 000 euros et aux dépenses annexes (frais de notaires, rémunération supplémentaire de la Soléam et frais divers) pour un montant de 271 623 euros TTC.

### **Les recettes**

Le montant global prévisionnel des recettes hors participations du concédant (cessions aux constructeurs, cession des biens de retour à la Métropole, subventions ANRU et collectivités partenaires, produits divers) augmente de 19 645 051 euros TTC à 19 862 902 euros TTC. Cette hausse de 217 851 euros TTC correspond à des recettes supplémentaires (1 200 000 euros de cession des biens de retour et 1961 euros de produits divers), compensées par une baisse du crédit de TVA au bénéfice de l'opération de 984 109 euros (le crédit de TVA est ramené de 2 555 278 euros à 1 271 168 euros).

L'écart entre les dépenses et les recettes conduit à une participation du concédant de 10 564 101 euros en hausse de 1 793 773 euros.

La Ville de Marseille autorité concédante de cette opération jusqu'au 31/12/2015 a versé à l'opération un montant de 500 000 euros au titre de la participation à l'équilibre du bilan.

La participation prévisionnelle de la Métropole à l'opération est ainsi ramenée à 10 064 101 euros.

A ce jour, le poste de recettes sur les biens de retour représente le rachat par la Métropole, au terme de la concession, des terrains acquis par l'aménageur dont la vocation n'est pas arrêtée à l'heure de l'établissement du bilan de l'opération.

En fonction de leur destination finale, liée au programme du NPNRU restant à finaliser (équipement public ou terrains à céder à un constructeur), ces terrains pourront soit constituer définitivement une charge pour la concession, soit dégager des recettes.

En l'attente, l'acquisition de ces biens par la Métropole n'est pas budgétisée.

### **La participation de la Métropole**

Au CRAC établi au 31/12/2016 la participation globale de la Métropole s'élevait à 8 270 328 euros TTC dont 3 000 000 euros au titre des équipements publics prévus au conventionnement ANRU, 4 852 051 euros au titre de la participation à l'équilibre du bilan et 418 277 euros d'apport foncier en nature.

Le nouveau bilan actualisé au 31 octobre 2017 prévoit de répartir la participation prévisionnelle de la Métropole d'un montant de 10 064 100 euros TTC, en hausse de 1 793 772 euros par rapport au CRAC du 31 décembre 2016, de la manière suivante :

9 056 109 euros TTC au titre des équipements AMP, correspondant au prix de revient des voies nouvelles (voies de maillage et circulaire Sud),

589 714 euros TTC au titre de la participation à l'équilibre du bilan,

418 277 euros TTC d'apport foncier en nature, inchangé par rapport au CRAC du 31 décembre 2016.

L'échéancier prévisionnel de versement de la participation de la Métropole prévu au le bilan actualisé est le suivant :

- la participation aux équipements publics de 9 056 109 euros TTC dont 2 400 000 euros déjà versés et 6 656 109 euros restant à verser en

2018 : 600 000 euros,

2019 : 3 538 231 euros,

2020 : 2 517 878 euros,

- la participation à l'équilibre du bilan de 589 714 euros en 2019,

- et la participation par apport foncier en nature de 418 277 euros en 2018.

En conséquence, Il est soumis à l'approbation de notre assemblée l'avenant n°6 à la concession d'aménagement qui a pour objet :

- l'extension du périmètre de la concession de la Savine, en englobant les parcelles du site haut de la Savine concernées par la phase 2 du PRU de la Savine, suivant le plan annexé à l'avenant,

- de modifier le libellé de la concession d'aménagement, désormais dénommée « Concession de la savine »,

- de proroger de deux années la durée de la concession portant son échéance au 15 décembre 2022,

- de prendre en compte la modification de la participation de la Métropole concédante de l'opération et de son échéancier prévisionnel des versements suivant le bilan prévisionnel actualisé annexé à l'avenant,

- d'acter la rémunération forfaitaire qui sera versée à la Soléam pendant la période prorogée de l'opération de 50 000 euros par an.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'extension du périmètre de la concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15<sup>ème</sup> arrondissement – approbation de l'avenant 6 au contrat de concession ».

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'extension du périmètre de la concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15<sup>ème</sup> arrondissement – approbation de l'avenant 6 au contrat de concession.
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'extension du périmètre de la concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15<sup>ème</sup> arrondissement – approbation de l'avenant 6 au contrat de concession.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	97
Voix Contre	28
Abstentions	12

#### **Adoptée**

#### **Ont voté contre :**

Nadia BOULAINSEUR - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB - Josette FURACE - Vincent GOMEZ - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Stéphane MARI - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Nathalie PIGAMO - Muriel PRISCO - Roger RUZÉ

Nouriati DJAMBAE  
Gérard POLIZZI.

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE

Se sont abstenus :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

**VU 009-896/17/CT**

■ **URB- Approbation du Compte rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession de la Zone d'Aménagement Concerté du Garoutier à La Ciotat**  
**Avis du conseil de Territoire**  
**DUF 17/15887/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Approbation du Compte rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession de la Zone d'Aménagement Concerté du

Garoutier à La Ciotat» satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°14 du 14 mai 2009, le Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat a approuvé l'initiative de la création de la ZAC du Garoutier, sise Chemin des Séveriers et Avenue Guillaume Dulac à La Ciotat et engagé la concertation préalable avec les habitants, les associations locales et autres personnes concernées pendant la durée d'élaboration du projet en recueillant leurs avis sur les études préalables.

Par délibération n°21 du 5 juillet 2010, le Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat a tiré le bilan de la concertation préalable et arrêté le projet de ZAC du Garoutier sise au Nord Est de la Commune de La Ciotat.

Par délibération n°23 du 5 juillet 2010, le Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat a décidé de créer une Zone d'Aménagement Concerté dénommée « ZAC du Garoutier » en tant qu'éco quartier résidentiel.

Par délibération n°20 du 9 juillet 2012, et à l'issue d'une mise en concurrence, le Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat a désigné la Société OGIC SA comme concessionnaire de la ZAC du Garoutier.

Par délibération du 31 octobre 2013, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a émis un avis favorable sur les équipements publics de la ZAC du Garoutier relevant de sa compétence.

Par délibération n°10 du 25 novembre 2013, le Conseil Municipal de la Commune de La Ciotat a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC du Garoutier, du programme des équipements publics ainsi que l'avenant n°1 à la concession d'aménagement.

Par arrêté municipal n°116 du 11 mars 2014, le Maire de la Commune de La Ciotat a approuvé le cahier des charges de cession de terrains ainsi que ses annexes.

Conformément à l'article 24 de la concession d'aménagement pour la réalisation de la ZAC du Garoutier signée le 6 août 2012, la Société OGIC SA, par courrier du 6 octobre 2015, a demandé à substituer dans ses droits et obligations découlant de la concession d'aménagement, la SAS LA CIOTAT GAROUTIER AMENAGEMENT, filiale à 100% de la Société OGIC SA.

Par délibération du 16 novembre 2015, le Conseil municipal de la Commune de La Ciotat a approuvé l'avenant n°2 à la concession d'aménagement afin de prendre en compte la substitution du concessionnaire par la SAS La Ciotat Garoutier Aménagement.

Conformément aux délibérations FAG 5-519/CC du 26 juin 2006 et FCT 008-23/10/15 CC du 23 octobre 2015 définissant l'intérêt communautaire, sont considérées d'intérêt communautaire les opérations d'aménagement dont l'objet consiste à titre principal en la mise en œuvre des compétences communautaires en matière de politique de la ville et ou d'équilibre social en matière d'habitat sur le territoire communautaire.

En conséquence, 22 opérations d'aménagement répondant aux critères ont été transférées par délibération FCT 030-1585/15/CC à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, parmi lesquelles la ZAC du Garoutier à La Ciotat.

L'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 prend acte de ces transferts.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, qui se substitue en droits et obligations de Marseille Provence métropole, est devenue depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 le concédant de l'opération.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'assemblée délibérante le compte rendu annuel au 31 décembre 2016 fourni par le concessionnaire.

La ZAC du Garoutier, qui s'étend sur 22 ha, a pour objectif d'accueillir 579 logements dont des logements sociaux et des logements à coûts maîtrisés.

L'aménageur maîtrise à ce jour plus de la moitié du foncier sur lequel il construit un quota de logements en tant que constructeur sur le secteur.

En ce qui concerne le foncier non maîtrisé par le concessionnaire, il fera l'objet de conventions de participation financière au programme des équipements publics de la ZAC développé par le concessionnaire avec les titulaires d'autorisation d'urbanisme.

Le contrat de concession initial présentait un bilan équilibré.

Entre temps, l'Architecte des Bâtiments de France a procédé à l'inscription au titre des monuments historiques de la « Bastide Marin », située hors du périmètre de la ZAC mais à proximité immédiate de celle-ci. Dans ce contexte, l'architecte a émis des avis négatifs sur certains permis situés en partie basse de la ZAC.

La commune de La Ciotat a lancé des études paysagères afin de trouver un consensus entre l'urbanisation du secteur telle que prévue initialement, et la protection du site de la « Bastide Marin ».

Dans l'attente des résultats de cette étude, et afin de poursuivre la réalisation de la ZAC, la SAS La Ciotat Garoutier Aménagement a opéré des modifications dans son programme de travaux :

La répartition des logements sociaux au sein de la ZAC a été revue, afin de reprendre les permis ayant

fait l'objet d'avis négatifs de la part de l'ABF, les accords fonciers concernant les parties gelées par l'ABF ont été renégociés, et la réalisation du réseau viaire a été modifiée, conformément à l'avenant 3 de la concession d'aménagement, délibéré par le Conseil Métropolitain dans sa séance du 15 décembre 2016.

Le bilan prévisionnel actualisé en tenant compte de ces éléments comprend :

- Dépenses : 23 945 euros, soit un résultat identique à 2015.
- Recettes 21 189 euros, soit un montant supérieur à celui présenté en 2015. Cette différence s'explique par la prise en compte de perception de participations pour la réalisation d'équipements auprès des constructeurs titulaires d'autorisation d'urbanisme sur la ZAC.

Le résultat du bilan prévisionnel 2016 est de – 2 756 euros. Il prend en compte l'hypothèse de non constructivité de la partie basse de la ZAC. Néanmoins après résultat des études paysagères que l'on connaît à ce jour, la constructivité de la zone Sud est approuvée par l'architecte des Bâtiments de France, et le résultat devrait être à l'équilibre comme initialement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;

- Le Code de l'Urbanisme ;
- L'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 prenant acte des transferts des opérations d'aménagements ;
- La délibération du Conseil de Communauté n° FCT 030-1585/05/CC du 21 décembre 2015 concernant le transfert à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et de la Ciotat ;
- La lettre de saisine au Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Approbation du Compte rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession de la Zone d'Aménagement Concerté du Garoutier à La Ciotat ».

## OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

### Entendues les conclusions du rapporteur,

### CONSIDERANT

- Qu'il convient de poursuivre l'opération d'aménagement de la ZAC du Garoutier sur la commune de La Ciotat.

### DELIBERE

#### Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'approbation du Compte rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession de la Zone d'Aménagement Concerté du Garoutier à La Ciotat.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	12

#### Adoptée

#### Se sont abstenus :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

#### VU 010-897/17/CT

■ **URB- Approbation de l'avenant 5 à la convention cadre conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise - AGAM - relatif à l'attribution d'une subvention**

#### **Avis du Conseil de Territoire DGDU 17/16044/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après .

Par délibération du 15 décembre 2000, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a adhéré à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM).

En effet, il est apparu indispensable pour l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale de suivre les évolutions urbaines et de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement du territoire communautaire.

Ainsi, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), association régie par la loi de 1901, a pour mission, de par ses statuts, de suivre les évolutions urbaines, de mener des études concourant à la définition des politiques d'aménagement et de développement, et de préparer les projets à l'échelle de l'agglomération dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

Cette démarche, menée en concertation avec les Commissions Techniques de la Communauté Urbaine, a permis notamment l'élaboration d'une approche globale du territoire communautaire.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confié à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) portent sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en urbanisme réglementaire avec la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques communautaires.

Dans ce contexte, une convention-cadre n°151744SUB a été passée avec l'Agence, et



approuvée par la délibération FCT 003-1386/15/CC du Conseil de Communauté du 23 octobre 2015.

En application de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, la Métropole Aix-Marseille-Provence est substituée de plein droit aux EPCI transformés et l'ensemble des biens, droits et obligations de Marseille Provence Métropole lui est ainsi transféré.

Cette convention, d'une durée de trois années à compter du 1er janvier 2016 définit les règles présidant au fonctionnement entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM), dont notamment les modalités de financement avec l'approbation des subventions annuelles.

Dans l'attente de la création d'une Agence Métropolitaine au 1er janvier 2019, il convient d'arrêter par avenant n°5 à la convention-cadre le montant de la subvention annuelle au titre de l'exercice 2018 et de confirmer les modalités de versement.

Les modalités spécifiques à l'année 2018 sont ainsi précisées dans l'avenant n°5 à la convention-cadre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°5 à la

convention – cadre conclue avec l'AGAM relatif à l'attribution d'une subvention .

#### **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le rapport portant sur l'approbation de l'avenant n°5 à la convention – cadre conclue avec l'AGAM relatif à l'attribution d'une subvention .

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	12

#### **Adoptée**

#### **Se sont abstenus :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

#### **VU 011-998/17/CT**

**■ URB - Approbation de la convention relative à l'attribution d'une subvention à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix - Durance**

#### **Information du Conseil de Territoire DGDU 17/16045/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi d'un rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etat et la Ville d'Aix-en-Provence, ainsi que d'autres partenaires, sont regroupés dans une association loi de 1901, l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA), leur permettant de mener des études, des réflexions, des observations, en toute indépendance et dans l'intérêt commun de chacun, dans l'esprit de l'article

L.110 du Code de l'urbanisme qui dispose notamment : « Le territoire français est le patrimoine commun de la nation . Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences (...). Les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace ».

Le programme d'actions partenariales de l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance et son financement étaient jusqu'à présent régis par les termes de la convention cadre 2015-2017 conclue entre l'AUPA et la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix.

Toutefois, en application de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014, la Métropole Aix-Marseille-Provence est désormais substituée aux EPCI et l'ensemble des biens, droit et obligations de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix lui ont ainsi été transférés.

Afin de poursuivre le travail engagé et dans l'attente de la création d'une Agence Métropolitaine au 1<sup>er</sup> janvier 2019, il est proposé de maintenir le partenariat avec l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance en participant financièrement à la mise en œuvre d'outils métropolitains de planification pour l'année 2018.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confié à l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance et inscrites dans la convention portent sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en urbanisme réglementaire avec la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques communautaires.

Pour ce faire, il est proposé d'accorder une subvention de 1 300 000 euros pour l'exercice 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la convention relative à l'attribution d'une subvention à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de la convention relative à l'attribution d'une subvention à l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance.

#### **VU 012-999/17/CT**

**■ URB - Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC STIM Promotion d'une parcelle de terrain sise chemin des Martegaux à Marseille 13ème arrondissement nécessaire à la création de la voie U365**

#### **Avis du Conseil de Territoire**

#### **DUFVS 17/15852/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de

délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC STIM Promotion d'une parcelle de terrain sise chemin des Martegaux à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement, nécessaire à la création de la voie U365 » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour un avis du projet de délibération précité.

Par décret n° 2015-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L 5217-2 du Code Général des collectivités territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Dans le cadre de la création de la voie U365, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence se sont assurées de la maîtrise foncière de la quasi-totalité des emprises nécessaires à la création de cette voie impactée par la réservation n° 13/303 au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille.

C'est pourquoi, cette réalisation nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès de la SNC STIM Promotion, représentée par Madame Céline Bilet, d'une emprise de terrain de 705 m<sup>2</sup> environ située chemin des Martégaux à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement cadastrée 884 D 0613.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence Métropole du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Protocole Foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC STIM Promotion d'une parcelle de terrain sise chemin des Martegaux à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement, nécessaire à la création de la voie U365 ».

#### **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que l'acquisition de cette parcelle de terrain sise chemin des Martégaux cadastrée 884 D 613 d'une superficie de 705 m<sup>2</sup> environ, permettra la création de la voie U365 à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;

- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique auprès de la SNC STIM Promotion d'une parcelle de terrain sise chemin des Martegaux à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement, nécessaire à la création de la voie U365.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

### **VU 013-1000/17/CT**

■ **URB- Approbation de l'avenant 1 à la convention d'intervention foncière sur le secteur des Embus conclue entre l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur la commune d'Allauch et la Métropole Aix-Marseille-Provence**

### **Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15882/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière sur le secteur des Embus conclue entre la commune d'Allauch, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etablissement

Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur », satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Avec la loi Duflot du 18 janvier 2013, les communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont tenues d'augmenter significativement leur production de logements locatifs sociaux par an.

Dans ce contexte, le PLH de Marseille Provence Métropole (MPM) substituée depuis par la Métropole a préconisé, afin de soutenir la production foncière, le recours à une convention cadre multi-sites Habitat qui a été conclue entre MPM et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) en 2013 et à laquelle la commune d'Allauch a adhéré en septembre 2015.

Ce dispositif a pour objet de faciliter, sur des sites d'intervention potentiels identifiés de moins de 1 hectare, la production de logements à court terme.

Parallèlement, la commune d'Allauch qui a fait l'objet d'un constat de carence le 24 juillet 2014 a approuvé par délibération du conseil municipal du 30 mai 2016 un contrat de mixité sociale conclu avec l'Etat et la Métropole et dans ce cadre a orienté l'action publique des partenaires sur le secteur stratégique des Embus situé au sud du centre village entre le chemin des Aubagnens et l'avenue Provence (la RD4d). Actuellement classé au PLU en zone AU1, il s'étend sur environ 8,7 ha et est concerné par une servitude de mixité sociale et un taux de 30 % de logements sociaux.

Compte tenu de l'étendue du périmètre d'aménagement, il apparaît que la convention susvisée destinée à cibler des sites restreints, n'est pas adaptée en l'espèce.

C'est pourquoi, la commune d'Allauch et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont manifesté leur volonté de s'engager dans une démarche conventionnelle d'intervention publique ad hoc soutenue et ont sollicité à cet effet l'EPF PACA pour les accompagner dans une mission d'intervention foncière en phase d'impulsion pour favoriser l'aménagement du secteur des Embus.

Ainsi par délibération n° URB 005-1223/16/BM du 15 décembre 2015, le Bureau de la Métropole a approuvé la convention d'intervention foncière conclue entre la Commune d'Allauch et l'EPF PACA par laquelle la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Commune confient à l'EPF PACA une mission d'impulsion foncière sur le secteur des Embus d'une superficie d'environ 8,7 Ha.

Cette convention, dont le montant a été fixé à 6,5 millions d'euros pour une période de 5 ans renouvelable, doit permettre de conduire sur le long terme une politique foncière visant à développer sur des sites à enjeux des projets d'initiative publique permettant d'atteindre les objectifs généraux de la Métropole

Aix-Marseille-Provence en matière d'aménagement et de développement durable sur son territoire. L'objectif de production de logements sur le secteur des Embus représente environ 210 logements.

Néanmoins, dans le cadre des réflexions engagées au titre des réponses foncières à la production de logements sociaux, un terrain au lieu-dit « Saint Roch » d'une superficie totale de 1 ha 58 a 79 ca, cadastré section EA sous les n° 2, 3 et 6 a également été identifié comme un secteur à enjeux.

Actuellement classé au PLU en zone AU1, la commune entend développer sur ce terrain situé à l'entrée du vieux village en bordure de l'avenue du Général de Gaulle, un programme d'environ 150 logements en mixité sociale et fonctionnelle pouvant comporter des équipements publics et des parkings.

C'est pourquoi, la commune d'Allauch et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont manifesté leur volonté de s'engager dans une démarche d'intervention publique et sollicitent à cet effet l'EPF PACA pour les accompagner dans une mission d'intervention foncière en phase d'impulsion-réalisation sur ce secteur.

Ainsi, par délibération du Conseil Municipal en date du 25 septembre 2017 la Commune d'Allauch a approuvé la signature du présent avenant dont l'objet est d'intégrer un terrain situé au lieu-dit « Saint Roch » d'une superficie totale de 1 ha 58 a 79 ca aux périmètres opérationnels portés par la convention d'intervention foncière sur le site des Embus d'une superficie d'environ 8,7 ha, portant ainsi la capacité globale de production au titre de la convention à 360 logements sur les deux sites.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve ledit avenant qui acte l'extension du périmètre d'intervention foncière de l'EPF PACA en intégrant le site Saint Roch à la convention d'intervention foncière portant sur le site des Embus.

Au titre du présent avenant il est prévu d'augmenter de 1 000 000 d'euros supplémentaires l'enveloppe financière ouverte au titre de ladite convention pour la porter à 7 500 000 euros (7 millions cinq cent mille euros) pour une période de cinq ans renouvelable afin de mener à bien les acquisitions, les études et les frais de portages afférents. La Métropole Aix-Marseille-Provence se porte garante au titre d'une garantie de rachat des biens acquis dans le cadre de cette convention et qui ne trouveraient pas preneurs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La délibération RNOV 001-0093/12/CC du 13 février 2012 approuvant le bilan de la 2<sup>ème</sup> année de la mise en œuvre du Programme Local de l'Habitat de Marseille Provence Métropole 2012/2018 ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- La délibération RNOV 011-444/13/CC du 28 juin 2013 approuvant la convention Habitat à caractère multi-sites sur le territoire communautaire avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- La délibération AEC 001-1114/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la mise en œuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence Métropole ainsi que la création d'une autorisation de programme pour la politique stratégie foncière ;
- La délibération n° DEVT 001-672/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le lancement du PLH Métropolitain ;

- La délibération URB 005-1223/16/BM du 15 décembre 2016 approuvant une convention d'intervention foncière sur le secteur des Embus conclue avec l'Etablissement Public Foncier Provence Alpes Côte d'Azur et la Commune d'Allauch ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Commune d'Allauch du 25 septembre 2017 approuvant la signature de l'avenant n°1 à la convention d'intervention foncière portant sur le secteur des Embus.
- L'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière conclue entre la commune d'Allauch, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPF PACA.

## OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

### Entendues les conclusions du rapporteur,

### CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite mettre en oeuvre une politique foncière partenariale et volontariste à même de traduire une dynamique de développement durable.
- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière sur le secteur des Embus conclue entre la commune d'Allauch, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPF PACA ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

### DELIBERE

#### Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de Métropole - Approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'intervention foncière sur le secteur des Embus conclue entre la commune d'Allauch, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPF PACA.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0

Abstentions

12

#### Adoptée

#### Se sont abstenus :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

#### **VU 014-1001/17/CT**

**■ URB - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située traverse de la Balme appartenant au syndicat des copropriétaires de la Bertane nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers - La Grave à Marseille 13ème arrondissement**

#### **Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15845/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située traverse de la Balme, appartenant au syndicat des copropriétaires de la Bertane, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement » satisfait les conditions de

l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 Septembre 2000 et du 1<sup>er</sup> Décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En Septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Equipeement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,  
« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les

ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage

de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 Juin 2008, délibération reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 Juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 Octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 Novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 Août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

La loi MAPAM du 27 janvier 2014, compétée par la loi NOTRe du 7 août 2015 a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à compter du 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le syndicat des copropriétaires de La Bertrane ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 74 m² environ à détacher de la parcelle 882 D 22 et d'une emprise de terrain de 110m2 environ à détacher de la parcelle 882 D 23, moyennant la somme de 11040 euros (Onze mille quarante euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située traverse de la Balme, appartenant au syndicat des copropriétaires de la Bertane nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ».

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 74 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 22 et de cette emprise de terrain de 110m2 environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 23 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.



## DELIBERE

### Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située traverse de la Balme, appartenant au syndicat des copropriétaires de la Bertane, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers / La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ».

Adopté à l'unanimité, des membres présents et représentés

### **VU 015-1002/17/CT**

■ **URB - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 137 chemin de la Grave appartenant à Madame Vuillermoz épouse Maffeo nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers - La Grave à Marseille 13ème arrondissement**

### **Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15900/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 137 chemin de la Grave appartenant à Madame Vuillermoz épouse Maffeo nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers – La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup>

arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 Septembre 2000 et du 1<sup>er</sup> Décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En Septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,

« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones

d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées « primaires » en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n° 77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 Juin 2008, délibération reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 Juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 Octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 Novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 Août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

La loi MAPAM du 27 janvier 2014, compétée par la loi NOTRe du 7 août 2015 a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Agglopolice Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à compter du 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Vuillermoz épouse Maffeo ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 161 m² environ à détacher de la parcelle 882 D 36, moyennant la somme de 8 500 euros (huit mille cinq cents euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 86 m² environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d’une parcelle de terrain située 137 chemin de la Grave appartenant à Madame Vuillermoz épouse Maffeo nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers – la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement. »

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Que l’acquisition de cette emprise de terrain de 161 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 36 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que l’occupation temporaire d’environ 32 m<sup>2</sup> permettra la réalisation des travaux ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

**DELIBERE**

**Article Unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l’acquisition à titre onéreux d’une parcelle de terrain située 137 chemin de la Grave appartenant à Madame Vuillermoz épouse Maffeo nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers – la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement.

Adoptée à l’unanimité, des membres présents et représentés

**URB 016-1003/17/CT**

**■ URB - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 48 impasse du Vieux Chêne appartenant aux consorts Villecroze - Kaoudji - Robert nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers - la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement**

**Avis du Conseil de Territoire  
DUFSV 17/15901/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L’article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l’aménagement de l’espace métropolitain et de la politique locale de l’habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l’organe délibérant de la métropole.

A défaut d’avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d’une parcelle de terrain située 48 impasse du Vieux Chêne appartenant aux consorts Villecroze – Kaoudji – Robert nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers – la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement » satisfait les conditions de

l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 Septembre 2000 et du 1<sup>er</sup> Décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En Septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau. Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,  
« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits

transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées « primaires » en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n° 77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 Juin 2008, délibération reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 Juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 Octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 Novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 Août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

La loi MAPAM du 27 janvier 2014, compétée par la loi NOTRe du 7 août 2015 a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à compter du 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et les consorts Villecroze-Kaoudji-Robert ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 109 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle 882 E 10, moyennant la somme de 6 550 euros (six mille cinq cent cinquante euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 48 impasse du Vieux Chêne appartenant aux consorts Villecroze-Kaoudji-Robert nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers – la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement. »

#### **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 109 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 E 10 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

#### **DELIBERE**

#### **Article Unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 48 impasse du Vieux Chêne appartenant aux

consorts Villecroze-Kaoudji-Robert nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers – la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

**VU 017-1004/17/CT**

**■ URB - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 42 impasse du Vieux Chêne appartenant à Monsieur Maheza Alexandre et Madame Santoni Marine nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers - la Grave à Marseille 13ème arrondissement**

**Avis du Conseil de Territoire  
DUFSV 17/15907/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 42 impasse du Vieux Chêne appartenant à Monsieur Maheza Alexandre et Madame Santoni Marine nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers – la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 Septembre 2000 et du 1<sup>er</sup> Décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En Septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau. Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Equipement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,  
« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte

sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées « primaires » en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n° 77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 Juin 2008, délibération

reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 Juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 Octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 Novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 Août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

La loi MAPAM du 27 janvier 2014, compétée par la loi NOTRe du 7 août 2015 a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à compter du 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Maheza Alexandre et Madame Santoni Marine ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 104 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle 882 E 14, moyennant la somme de 6 000 euros (six mille euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 42 impasse du Vieux Chêne appartenant à Monsieur Maheza Alexandre et Madame Santoni Marine nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers – la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ».

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT**

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 104 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 E 14 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

## **DELIBERE**

### **Article Unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 48 impasse du Vieux Chêne appartenant à Monsieur Maheza Alexandre et Madame Santoni Marine nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers – la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

### **VU 018-1005/17/CT**

**■ URB - Constitution d'une servitude en tréfonds à titre onéreux sur une parcelle de terrain située 77 boulevard Bara appartenant au syndicat des copropriétaires du Hameau Val de Gray nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers - La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement**

### **Avis du Conseil de territoire DUFVS 17/15844/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Constitution d'une servitude en tréfonds à titre onéreux sur une parcelle de terrain située 77 boulevard Bara, appartenant au syndicat des copropriétaires du Hameau Val de Gray, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement» satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.



Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 Septembre 2000 et du 1<sup>er</sup> Décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En Septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau. Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,  
« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 Juin 2008, délibération reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 Juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 Octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 Novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 Août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

La loi MAPAM du 27 janvier 2014, compétée par la loi NOTRe du 7 août 2015 a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à compter du 1er janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le syndicat des copropriétaires du hameau Val de Gray, représenté par Madame Marchica (Syndic IPF Immo) ont trouvé un accord amiable sur la constitution d'une servitude en tréfonds d'une emprise de 50m2 environ sur la parcelle cadastrée 879 C 205, moyennant la somme de 1250 euros (mille deux-cent cinquante euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 54 m<sup>2</sup> environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette constitution de servitude.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général de Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude en tréfonds à titre onéreux sur une parcelle de terrain située 77 boulevard Bara, appartenant au syndicat des copropriétaires du Hameau Val de Gray, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ».

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 74 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 22 et de cette emprise de

terrain de 110m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 D 23 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;

- Que l'occupation temporaire de 54 m<sup>2</sup> permettra la réalisation des travaux ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération .

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Constitution d'une servitude en tréfonds à titre onéreux sur une parcelle de terrain située 77 boulevard Bara, appartenant au syndicat des copropriétaires du Hameau Val de Gray, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

### **VU 019-1006/17/CT**

■ **URB - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située Traverse de la Balme appartenant à l'Association Syndicale Libre Le Domaine de la Balme nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers - La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement**

### **Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15843/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives :

leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de

la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située Traverse de la Balme appartenant à l'Association Syndicale Libre Le Domaine de la Balme, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement. » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 Septembre 2000 et du 1<sup>er</sup> Décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En Septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,

« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées « primaires » en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n° 77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence. La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,

- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 Juin 2008, délibération reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 Juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 Octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 Novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 Août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

La loi MAPAM du 27 janvier 2014, compétée par la loi NOTRe du 7 août 2015 a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à compter du 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et L'Association Syndicale Libre Le Domaine de la Balme, représenté par Monsieur Charvin ont trouvé un accord amiable

sur la cession d'une emprise de terrain de 193 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle 882 E 305, moyennant la somme de 10795 euros (dix-mille sept-cent quatre-vingt-quinze euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 86 m<sup>2</sup> environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située Traverse de la Balme appartenant à l'Association Syndicale Libre Le Domaine de la Balme, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale Les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ».

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 193 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 882 E 305 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 86 m<sup>2</sup> permettra la réalisation des travaux ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

#### **DELIBERE**

##### **Article Unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située Traverse de la Balme appartenant à l'Association Syndicale Libre Le Domaine de la Balme, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

##### **VU 020-1007/17/CT**

**■ URB - Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain situées au Vallon de la Grave appartenant à Madame Anne-Marie Camoin nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave à Marseille 13ème arrondissement**

##### **Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15908/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain situées au Vallon de la Grave, appartenant à Madame Anne-Marie Camoin, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement» satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 Septembre 2000 et du 1<sup>er</sup> Décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En Septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,

« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence.

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,

- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible , voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 Juin 2008, délibération reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 Juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 Octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 Novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 Août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

La loi MAPAM du 27 janvier 2014, compétée par la loi NOTRe du 7 août 2015 a créé la Métropole d'Aix-Marseille-Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Agglopro Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à compter du 1er janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Madame Anne-Marie CAMOIN ont trouvé un accord amiable sur la cession d'un terrain de 7474 m<sup>2</sup> environ (qui représente la parcelle cadastrée 879 C 83 et sur la cession d'une parcelle de terrain de 26m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 244, moyennant la somme globale de 700 780 euros (sept cent mille sept cent quatre vingt euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 71 m<sup>2</sup> environ distincte de l'emprise cédée de la parcelle cadastrée 879 C 244 (plan annexé).

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain situées au Vallon de la Grave, appartenant à Madame Anne-Marie CAMOIN, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ».

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que l'acquisition de ce terrain de 7474 m<sup>2</sup> environ représentant la parcelle cadastrée 879 C 83 et l'acquisition d'une parcelle de terrain de 26m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 244 permettront la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers /La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 71 m<sup>2</sup> sur la parcelle cadastrée 879 C 244 permettra la réalisation des travaux ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération .

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux de deux parcelles de terrain situées au Vallon de la Grave, appartenant à Madame Anne-Marie Camoin, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

#### **VU 021-1008/17/CT**

**■ URB - Constitution d'une servitude en tréfonds à titre onéreux sur une parcelle de terrain située 77 boulevard Bara appartenant à l'Association Syndicale Libre Hameau du Val de Gray nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers - La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement**

### **Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15846/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude en tréfonds à titre onéreux sur une parcelle de terrain située 77 boulevard Bara appartenant à l'Association Syndicale Libre Hameau du Val de Gray, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers - la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.



Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 Septembre 2000 et du 1<sup>er</sup> Décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En Septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,  
« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées « primaires » en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n° 77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence.

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 Juin 2008, délibération reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 Juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 Octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 Novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 Août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

La loi MAPAM du 27 janvier 2014, compétée par la loi NOTRe du 7 août 2015 a créé la Métropole

Aix-Marseille-Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Conformément aux dispositions de l'article L.5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à compter du 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et L'Association Syndicale Libre Le Domaine de la Balme, représenté par Monsieur Charvin ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 193 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle 882 E 305, moyennant la somme de 10795 euros (dix-mille sept-cent quatre-vingt-quinze euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 86 m<sup>2</sup> environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Constitution d'une servitude en tréfonds à titre onéreux sur une parcelle de terrain située 77 boulevard Bara appartenant à l'Association Syndicale Libre Hameau du Val de Gray, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers – la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que l'acquisition d'une servitude en tréfonds d'une emprise de terrain de 34 m<sup>2</sup> environ sur la parcelle cadastrée 879 C 204 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 51 m<sup>2</sup> permettra la réalisation des travaux ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

#### **DELIBERE**

#### **Article Unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la constitution d'une servitude en tréfonds à titre onéreux sur une parcelle de terrain située 77 boulevard Bara appartenant à l'Association Syndicale Libre Hameau du Val de Gray, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers – la Grave à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

## **VU 022-1009/17/CT**

**■ URB - Acquisition à l'euro symbolique auprès de la Ville de Marseille de deux emprises de terrain situées rue René Chaillan à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement en vue de la réalisation d'une piste d'accès au futur bassin de rétention La Fumade**

**Avis du Conseil de Territoire  
DUFSV 17/15851/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la Ville de Marseille de deux emprises de terrain situées rue René Chaillan à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement en vue de la réalisation d'une piste d'accès au futur bassin de rétention La Fumade » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour un avis du projet de délibération précité.

La Ville de Marseille est propriétaire d'un tènement foncier, cadastré quartier Château Gombert (879) section E n° 0335 et n° 0291, situé rue René Chaillan dans le 13<sup>ème</sup> arrondissement, d'une contenance respective de 221 m<sup>2</sup> et 1 382 m<sup>2</sup>.

Dans le cadre de la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale des Xaviers – la Grave, la Métropole Aix-Marseille-Provence va réaliser dans le courant de

l'année 2018 un bassin de rétention (bassin B6) sur le ruisseau de la Fumade sur la parcelle 879 E 0323.

Afin de réaliser cet aménagement, une piste d'accès par le boulevard René Chaillan doit être créée, la Métropole s'est rapprochée de la Ville de Marseille en vue d'acquérir le périmètre foncier nécessaire à ces travaux, soit l'intégralité de la parcelle 879 E 0335 ainsi qu'une emprise d'environ 362 m<sup>2</sup> issue de la parcelle 879 E 291 en nature de terrain en friche.

Conformément à l'article L.3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques : « Les biens des personnes publiques, qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public ».

Compte tenu de l'intérêt général des travaux envisagés, de la présence d'un arrêté de Déclaration d'Utilité Publique, la cession amiable intervient à l'euro symbolique.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine n° 2017-213V1023 du 3 juillet 2017 ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la Ville de Marseille de deux emprises de terrain situées rue René Chaillan à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement en vue de la réalisation d'une piste d'accès au futur bassin de rétention La Fumade ».

## OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

### Entendues les conclusions du rapporteur,

### CONSIDERANT

- Que l'acquisition de ces emprises de terrain cadastrées 879 E 0335 pour une superficie de 221 m<sup>2</sup> et 362 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle 879 E 0291 sises rue René Chaillan à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement d'une contenance respective de 221 m<sup>2</sup> et 1 382 m<sup>2</sup>, permettra la réalisation d'une piste d'accès au futur bassin de rétention La Fumade ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

### DELIBERE

#### Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à l'euro symbolique auprès de la Ville de Marseille de deux emprises de terrain situées rue René Chaillan à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement en vue de la réalisation d'une piste d'accès au futur bassin de rétention La Fumade.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

#### VU 023-1010/17/CT

**■ URB - Acquisition à l'euro symbolique auprès de la Société Bouygues Immobilier de deux parcelles de terrain sises chemin de Château-Gombert à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement nécessaire à la création d'une voie nouvelle**  
**Avis du conseil de territoire**  
**DUFSV 17/15850/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives :

leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à l'euro symbolique auprès de la Société Bouygues Immobilier de deux parcelles de terrain sises chemin de Château-Gombert à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement nécessaire à la création d'une voie nouvelle et pour permettre leur intégration dans le domaine public métropolitain» satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée

Par décret n° 2015-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales, notamment en matière de création de voirie.

C'est pourquoi la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite régulariser la cession de deux parcelles de terrain réservées au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille n° 13-367 (création de voie nouvelle) dont les services de la voirie ont réceptionnés la voie nouvelle.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert pour un montant de un euro auprès de la Société Bouygues Immobilier, représentée par Monsieur Patrick Alary, Directeur Général, deux parcelles de terrain de 3 041 m<sup>2</sup> environ cadastrée 889 I 0479 et 1 444 m<sup>2</sup> environ cadastrée 889 I 0480 situées chemin de Château-Gombert pour permettre leur intégration dans le domaine public routier métropolitain.

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la Société Bouygues Immobilier de deux parcelles de terrain sises chemin de Château-Gombert à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement nécessaire à la création d'une voie nouvelle ».

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que l'acquisition de ces parcelles de terrain sises avenue de Château-Gombert cadastrées 889 I 0479 d'une superficie de 3 041 m<sup>2</sup> environ et 889 I 0480 d'une superficie de 1 444 m<sup>2</sup> environ à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement permettra la création d'une voie nouvelle ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur «Acquisition à l'euro symbolique auprès de la Société Bouygues Immobilier de deux parcelles de terrain sises chemin de Château-Gombert à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement nécessaire à la création d'une voie nouvelle ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

#### **VU 024-1011/17/CT**

**■ URB - Approbation d'un apport foncier par la SNC Cogedim Provence au titre du programme d'aménagement d'ensemble Les Paranges-La Claire à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement**

#### **Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15885/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un apport foncier par la SNC Cogedim Provence au titre du programme d'aménagement d'ensemble Les Parankes/La Claire à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour un avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble dans le secteur des Parankes – La Claire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé le 7 mai 2015 avec différents partenaires dont la SNC Cogedim Provence, une convention de participation à ce programme d'ensemble, afin de réaliser des équipements publics.

Le Programme d'Aménagement d'Ensemble est un outil financier de l'aménagement qui permet de mettre à la charge des constructeurs tout ou partie du coût des équipements publics nécessaires aux constructions qu'ils y édifient. Ces participations peuvent s'effectuer sous forme numéraire et/ou en apport foncier.

Conformément aux textes instituant les Programmes d'Aménagement d'Ensemble et aux conventions de participation tripartites signées entre la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine Marseille Métropole ou la Métropole Aix-Marseille-Provence et les constructeurs, l'acquisition auprès des constructeurs des terrains d'assiette nécessaires à la réalisation des divers équipements publics constitue une participation desdits constructeurs venant en déduction de leur participation en numéraire.

A ce titre, et dans le cadre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine Marseille Métropole depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, date de sa création, acquiert auprès de la SNC Cogedim Provence deux parcelles de terrain cadastrées 879 C 0264 d'une

superficie de 923 m<sup>2</sup> et 879 C 0253 d'une superficie de 1 894 m<sup>2</sup>, afin de permettre la réalisation de deux voies nouvelles U372 et U378 entre le boulevard Bara et l'avenue Dalbret à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement, et des voies connexes au Programme d'Aménagement d'Ensemble « Les Parankes/La Claire »

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération URB 002-6/7/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole en missions foncières ;
- La lettre de saisine au Président de la Métropole ;
- Le protocole foncier ;
- L'avis de France Domaine ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation d'un apport foncier par la SNC Cogedim Provence au titre du programme d'aménagement d'ensemble Les Parankes/La Claire à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement » .

#### **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que l'acquisition auprès de la SNC Cogedim Provence de deux parcelles de terrain cadastrées 879 C 0264 d'une superficie de 923 m<sup>2</sup> environ et 879 C 0253 d'une superficie de 1 894 m<sup>2</sup> permettra la réalisation de deux voies nouvelles U372 et U378 entre le boulevard Bara et l'avenue Dalbret à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement dans le cadre du programme d'Aménagement d'Ensemble Les Parankes/La Claire à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que cette acquisition foncière se fait sous forme d'un apport foncier par le constructeur, la valeur du terrain venant en déduction de sa participation globale au Programme d'Aménagement d'Ensemble ;
- Quel le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'un apport foncier par la SNC Cogedim Provence au titre du programme d'aménagement d'ensemble Les Parankes/La Claire à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

### **VU 025-1012/17/CT**

**■ URB - Approbation d'un apport foncier par la SNC Marseille Parankes Sud au titre du programme d'aménagement d'ensemble Les Parankes-La Claire à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement**

### **Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15884/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel,

l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un apport foncier par la SNC Marseille Parankes Sud au titre du programme d'aménagement d'ensemble Les Parankes/La Claire à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour un avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble dans le secteur des Parankes – La Claire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé le 7 mai 2015 avec différents partenaires dont la SNC Marseille Parankes Sud, une convention de participation à ce programme d'ensemble, afin de réaliser des équipements publics.

Le Programme d'Aménagement d'Ensemble est un outil financier de l'aménagement qui permet de mettre à la charge des constructeurs tout ou partie du coût des équipements publics nécessaires aux constructions qu'ils y édifient. Ces participations peuvent s'effectuer sous forme numéraire et/ou en apport foncier.

Conformément aux textes instituant les Programmes d'Aménagement d'Ensemble et aux conventions de participation tripartites signées entre la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine Marseille Métropole ou la Métropole Aix-Marseille-Provence et les constructeurs, l'acquisition auprès des constructeurs des terrains d'assiette nécessaires à la réalisation des divers équipements publics constitue une participation desdits constructeurs venant en déduction de leur participation en numéraire.

A ce titre, et dans le cadre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, date de sa création, acquiert auprès de la SNC Marseille Parankes Sud deux parcelles de terrain cadastrées 879 C 0258 d'une superficie de 681

m<sup>2</sup> et 879 C 0266 d'une superficie de 430 m<sup>2</sup>, afin de permettre la réalisation de deux voies nouvelles U372 et U378 entre le boulevard Bara et l'avenue Dalbret à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement, et des voies connexes au Programme d'Aménagement d'Ensemble « Les Parantes/La Claire.

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation des compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine au Président de la Métropole ;
- Le protocole foncier ;
- L'avis de France Domaine ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation d'un apport foncier par la SNC Marseille Parantes Sud au titre du programme d'aménagement d'ensemble Les Parantes/La Claire à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ».

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que l'acquisition auprès de la SNC Parantes SUD de deux parcelles de terrain cadastrées 879 C 0258 d'une superficie de 681 m<sup>2</sup> environ et 430 m<sup>2</sup> environ cadastrée 879 C 0266 permettra de réaliser deux voies nouvelles U372 et U378 entre le boulevard Bara et l'avenue Dalbret à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement dans le cadre du programme d'Aménagement d'Ensemble Les Parantes/La Claire à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que cette acquisition foncière se fait sous forme d'un apport foncier par le constructeur, la valeur du terrain venant en déduction de sa participation globale au Programme d'Aménagement d'Ensemble ;
- Quel le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

#### **DELIBERE**

##### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation d'un apport foncier par la SNC Marseille Parantes Sud au titre du programme d'aménagement d'ensemble Les Parantes/La Claire à Marseille 13<sup>ème</sup> arrondissement.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

#### **VU 026-1013/17/CT**

**■ URB - Approbation d'une convention de raccordement avec Enedis dans le cadre du Projet Urbain Partenarial de la Mirabelle à Marseille XIIème arrondissement**

#### **Avis du Conseil de Territoire DUF 17/15889/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole,



qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Approbation d'une convention de raccordement avec Enedis dans le cadre du Projet Urbain Partenarial de la Mirabelle à Marseille XIIème arrondissement» satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le secteur des Caillols se localise sur la partie est de Marseille, aux pieds des massifs du Garlaban à l'est et du Mont Carpiagne au sud, tous deux séparés par la Vallée de l'Huveaune.

Les orientations d'aménagement du secteur des Caillols, envisagées par la Ville de Marseille concourent notamment à accroître l'offre de logements, diversifier les formes d'habitat et encourager la mixité sociale.

L'article L 332-11-3 du Code de l'Urbanisme prévoit que lorsqu'une ou plusieurs opérations nécessitent la réalisation d'équipements publics, le ou les constructeurs peuvent conclure avec la personne publique compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, une convention de projet urbain partenarial prévoyant la prise en charge financière de tout ou partie de ces équipements.

La Loi n°2014-366 du 24 mars 2014, pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové, dite loi ALUR, permet désormais l'institution d'un périmètre au sein duquel l'ensemble des opérateurs amenés à intervenir participeront à la prise en charge de ces mêmes équipements publics.

Le périmètre du PUP de la Mirabelle permet la création d'une surface de plancher estimée à 20 321 m².

Le programme des équipements publics à réaliser est fixé par les conventions de PUP. Il comprend la création d'une voie nouvelle ainsi que les réseaux secs et humides y afférents.

Au titre de la réalisation des ouvrages, il est nécessaire de conventionner avec Enedis pour la réalisation de réseau public de distribution de HTA.

La participation de la Métropole à ces travaux de raccordement est de 80 856,47 euros TTC.

Il est ainsi proposé d'approuver ladite convention de raccordement et d'autoriser Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant à la signer.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération URB 016-631-16-CM du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016 approuvant la convention de PUP avec la « SCCV le Belvédère des Caillols 2007 » ;
- La lettre de saisine au Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Approbation d'une convention de raccordement avec Enedis dans le cadre du Projet Urbain Partenarial de la Mirabelle à Marseille XIIème arrondissement».

#### **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Qu'il convient d'accompagner le développement du secteur des Caillols par la mise en œuvre d'une convention de PUP ;
- Que pour la création des ouvrages de desserte électrique, il convient de conventionner avec Enedis.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'approbation d'une convention de raccordement avec Enedis dans le cadre du Projet Urbain Partenarial de la Mirabelle à Marseille XIIème arrondissement.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

### **VU 027-1014/17/CT**

■ **URB- Acquisition à l'euro symbolique auprès de 13 Habitat de l'assiette foncière de la rue des terrasses dans le cadre du projet de rénovation urbaine Flamants Iris à Marseille 14ème arrondissement**

### **Avis du Conseil de territoire DUFSV 17/15892/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à l'euro symbolique auprès de 13 Habitat de l'assiette foncière de la rue des terrasses dans le cadre du projet de rénovation urbaine Flamants Iris à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Flamants-Iris à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement, l'Office Public de l'Habitat 13 Habitat a aménagé en voie de circulation la rue des terrasses conformément aux termes de la convention pluriannuelle de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine Flamants-Iris signée entre les parties en février 2006.

Afin de permettre l'intégration de cette voie dans le domaine public routier métropolitain, l'Office Public de l'Habitat 13 Habitat cède au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence une emprise foncière de 2 978 m<sup>2</sup> à détacher de la parcelle cadastrée Section 894 A n°82 constituant l'assiette foncière de la rue des terrasses à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Office Public de l'Habitat, ce dernier accepte de céder ces terrains moyennant un euro symbolique.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire n°1 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à l'euro symbolique auprès de 13 Habitat de l'assiette foncière de la rue des terrasses dans le cadre du projet de rénovation urbaine Flamants Iris à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement.»

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT**

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à l'euro symbolique auprès de 13 Habitat de l'assiette foncière de la rue des terrasses en vue de son intégration dans le domaine public routier métropolitain - Projet de rénovation urbaine Flamants Iris à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « l'acquisition à l'euro symbolique auprès de 13 Habitat de l'assiette foncière de la rue des terrasses dans le cadre du projet de rénovation urbaine Flamants Iris à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement. »

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

### **VU 028-1015/17/CT**

**■ URB - Acquisition à titre onéreux d'emprises foncières appartenant aux copropriétaires de la résidence Côté Mer nécessaires à la réalisation de la voie nouvelle U236 - PRU Saint Joseph à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement**

### **Avis du Conseil de Territoire**

### **DUFSV 17/15923/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'emprises foncières appartenant aux copropriétaires de la résidence Côté Mer nécessaires à la création de la voie nouvelle U236- Projet de rénovation urbaine Saint Joseph Vieux Moulin à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Joseph Vieux Moulin à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé la création des voies nouvelles dénommées U236 et U299 et le réaménagement de la traverse du Vieux-Moulin afin de permettre le désenclavement du quartier conformément à l'emplacement réservé n° 14-750 au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès des copropriétaires de la résidence Côté Mer de trois emprises foncières à détacher des parcelles cadastrées Section 895 C numéros 84 et 162 pour une superficie totale de 1389 m<sup>2</sup> environ sises traverse Tour Sainte à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement.

Au terme des négociations menées par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les copropriétaires de la

résidence Côté Mer acceptent de céder ces terrains moyennant la somme totale de 33 600 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire n°1 ;
- Le protocole foncier ;
- L'avis de France Domaine n°2015-214V3491 du 11 janvier 2016;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux d'emprises foncières appartenant aux copropriétaires de la résidence Côté Mer nécessaires à la création de la voie nouvelle U236- Projet de rénovation urbaine Saint Joseph Vieux Moulin à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement».

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à titre onéreux d'emprises foncières appartenant aux copropriétaires de la résidence Côté Mer nécessaires à la création de la voie nouvelle U236- Projet de rénovation urbaine Saint Joseph Vieux Moulin à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

#### **DELIBERE**

##### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'emprises foncières appartenant aux copropriétaires de la résidence Côté Mer nécessaires à la création de la voie nouvelle U236- Projet de rénovation urbaine Saint Joseph Vieux Moulin à Marseille 14<sup>ème</sup> arrondissement ». Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

##### **VU 029-1016/17/CT**

**■ URB - Acquisition à titre onéreux de deux emprises foncières appartenant aux copropriétaires de la résidence Via Calanca nécessaires à la création d'une voie de liaison entre l'avenue Colgate et le boulevard du Chalet - Projet de rénovation Urbaine Soude Hauts de Mazargues à Marseille 9ème arrondissement**

##### **Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15915/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf

urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux de deux emprises foncières appartenant aux copropriétaires de la résidence Via Calanca nécessaires à la création d'une voie de liaison entre l'avenue Colgate et le boulevard du chalet - Projet de rénovation urbaine Soude Hauts de Mazargues à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Soude Hauts de Mazargues à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé la création d'une voie de liaison entre le boulevard du chalet et l'avenue Colgate conformément à l'emplacement réservé n° 09-728 au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille.

La réalisation de ces travaux nécessite l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès des copropriétaires de la résidence Via Calanca de la parcelle cadastrée Section 846 B n° 310 d'une contenance de 1766 m<sup>2</sup> et d'une emprise de 61 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 846 B n°309 sises 25 boulevard du chalet à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement.

Au terme des négociations menées par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les copropriétaires de la résidence Via Calanca acceptent de céder ces terrains moyennant la somme de 108 000 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire n°1 ;
- Le protocole foncier ;
- L'avis de France Domaine n° n°2014-209V3556/04 du 26 janvier 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux de deux emprises foncières appartenant aux copropriétaires de la résidence Via Calanca nécessaires à la création d'une voie de liaison entre l'avenue Colgate et le boulevard du chalet - Projet de rénovation urbaine Soude Hauts de Mazargues à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement ».

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à titre onéreux de deux emprises foncières appartenant aux copropriétaires de la résidence Via Calanca nécessaires à la création d'une voie de liaison entre l'avenue Colgate et le boulevard du chalet - Projet de rénovation urbaine Soude Hauts de Mazargues à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

#### **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'acquisition à titre onéreux de deux emprises foncières appartenant aux copropriétaires de la résidence Via Calanca nécessaires à la création d'une voie de liaison entre l'avenue Colgate et le boulevard du chalet - Projet de rénovation urbaine Soude Hauts de Mazargues à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

### **VU 030-1017/17/CT**

**■ URB - Acquisition pour le prix d'un euro d'une emprise foncière appartenant à la copropriété le Cadre Blanc nécessaire à la régularisation foncière de la rue de l'Horticulture à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement**

### **Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15913/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition pour le prix d'un euro d'une emprise foncière appartenant à la copropriété le Cadre Blanc nécessaire à la régularisation foncière de la rue de l'Horticulture à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Dans le cadre de l'acquisition pour le prix d'un euro d'une emprise foncière appartenant à la copropriété le Cadre Blanc nécessaire à la régularisation foncière de la rue de l'Horticulture à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une bande de terrain de 305 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section 849 H n° 121, propriété de la copropriété le Cadre Blanc.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la copropriété le Cadre Blanc accepte de céder la bande de terrain moyennant le prix de 1 euro.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire n°1 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition pour le prix d'un euro d'une

emprise foncière appartenant à la copropriété le Cadre Blanc nécessaire à la régularisation foncière de la rue de l'Horticulture à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement ».

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec la copropriété le Cadre Blanc afin de permettre la régularisation foncière de la rue de l'Horticulture à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

#### **DELIBERE**

#### **Article Unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition pour le prix d'un euro d'une emprise foncière appartenant à la copropriété le Cadre Blanc nécessaire à la régularisation foncière de la rue de l'Horticulture à Marseille 9<sup>ème</sup> arrondissement ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

#### **VU 031-1018/17/CT**

**■ URB - Autorisation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour déléguer le droit de délaissement d'un bien sis avenue des Platanes à Marseille 10<sup>ème</sup> arrondissement**

#### **Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15916/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel,

l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Autorisation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour déléguer le droit de délaissement d'un bien sis avenue des Platanes à Marseille 10<sup>ème</sup> arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

L'article L125-2 stipule que « le propriétaire d'un terrain bâti ou non bâti réservé par un plan local d'urbanisme en application de l'article L151-41 peut, dès que ce plan est opposable aux tiers, et même si une décision de sursis à statuer qui lui a été opposée est en cours de validité, exiger de la collectivité ou du service public au bénéfice duquel le terrain a été réservé qu'il soit procédé à son acquisition dans les conditions et délais mentionnés aux articles L230-1 et suivants. »

L'article L230-3 stipule que « l'acquisition du terrain situé en emplacement réservé peut, avec l'accord de la personne publique au bénéfice de laquelle la réserve est inscrite au plan, être réalisée par une autre personne publique ou titulaire d'une concession d'aménagement, la destination de l'emplacement réservé restant inchangée ».

La ville de Marseille a transmis une mise en demeure d'acquérir relative aux parcelles 855 L n° 72 – 73 – 74 situées avenue des Platanes à Marseille 10<sup>ème</sup> arrondissement à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce bien entre dans le cadre de l'opération de convention publique d'aménagement ZAC Capelette de compétence métropolitaine gérée par la SOLEAM.

Ainsi, conformément à l'article L230-3 du Code de l'Urbanisme, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de déléguer ce droit au titulaire de la convention d'aménagement.

Pour ce faire, il est nécessaire que le Conseil de Métropole autorise le Président à déléguer le droit de délaissement relatif au bien ci-dessus cité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire n°1 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Autorisation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour déléguer le droit de délaissement d'un bien sis avenue des Platanes à Marseille 10<sup>ème</sup> arrondissement ».

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que la délégation de l'exercice du droit de délaissement du Conseil au Président permettra au Président de confier l'acquisition des emprises concernant l'élargissement de l'avenue des Platanes sur les parcelles 855 L n° 72 – 73 – 74 à Marseille 10<sup>ème</sup> arrondissement à la SOLEAM ;

- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

#### **DELIBERE**

#### **Article Unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Autorisation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour déléguer le droit de délaissement d'un bien sis avenue des Platanes à Marseille 10<sup>ème</sup> arrondissement ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

#### **VU 032-1019/17/CT**

**■ URB - Autorisation du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence au Président pour déléguer le droit de délaissement d'un bien situé 135 boulevard Camille Flammarion à Marseille 1er arrondissement**

#### **Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15906/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.



La délibération « Autorisation du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence au Président pour déléguer le droit de délaissement d'un bien situé 135 boulevard Camille Flammarion à Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour un avis du projet de délibération précité.

L'article L 125-2 stipule que « le propriétaire d'un terrain bâti ou non bâti réservé par un plan local d'urbanisme en application de l'article L.151-41 peut, dès que ce plan est opposable aux tiers, et même si une décision de sursis à statuer qui lui a été opposée est en cours de validité, exiger de la collectivité ou du service public au bénéfice duquel le terrain a été réservé qu'il soit procédé à son acquisition dans les conditions et délais mentionnés aux articles L.230-1 et suivants ».

L'article L 230-3 stipule que l'acquisition du terrain situé en emplacement réservé peut, avec l'accord de la personne publique au bénéfice de laquelle la réserve est inscrite au plan, être réalisée par une autre personne publique ou titulaire d'une concession d'aménagement, la destination de l'emplacement réservé restant inchangée ».

La Ville de Marseille a transmis une mise en demeure d'acquérir relative à la parcelle 817 E 62 située boulevard Camille Flammarion à Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement à la métropole Aix-Marseille-Provence.

Ce bien entre dans le cadre de l'opération Grand Centre Ville de compétence métropolitaine concédée à la SOLEAM ; cette opération vise le renouvellement urbain d'îlots obsolètes et la requalification du tissu ancien dégradé par restructuration d'immeubles en vue de produire 1 500 logements diversifiés, neufs ou restaurés, ainsi que 20 000 m<sup>2</sup> de locaux d'activité et d'équipements.

C'est pourquoi, conformément à l'article L 230-3 du Code de l'Urbanisme la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de déléguer ce droit au titulaire de la concession d'aménagement.

Pour ce faire, il est nécessaire que le Conseil de Métropole autorise au Président à déléguer le droit de délaissement relatif au bien ci-dessus cité, à la SOLEAM.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code général des collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Vu l'article L 152-2 du Code de l'Urbanisme ;
- Vu l'article L 230-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Autorisation du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence au Président pour déléguer le droit de délaissement d'un bien situé 135 boulevard Camille Flammarion à Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement ».

**OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Que la délégation de l'exercice du droit de délaissement du Conseil au Président permettra au Président de confier l'acquisition de l'immeuble situé 135 boulevard Camille Flammarion à la SOLEAM ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

**DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur «Autorisation du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence au Président pour déléguer le droit de délaissement d'un bien situé 135 boulevard Camille Flammarion à Marseille 1<sup>er</sup> arrondissement ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

### **VU 033-1020/17/CT**

■ **URB - Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant à Monsieur et Madame Michel nécessaire à l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe**

### **Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15911/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant à Monsieur et Madame MICHEL nécessaire à l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Dans le cadre de l'élargissement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une bande de terrain de 138 m<sup>2</sup> environ à détacher

de la parcelle cadastrée Section AO n° 326, propriété de Monsieur et Madame Michel.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, Monsieur et Madame Michel acceptent de céder la bande de terrain moyennant la somme de 4 416,00 euros.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
  
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire n°1 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant à Monsieur et Madame Michel nécessaire à l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe ».

### **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

## CONSIDERANT

- Que les travaux d'aménagement de l'avenue du Bosquet sur la commune de Gignac-la-Nerthe seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec Monsieur et Madame Michel afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

## DELIBERE

### Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant à Monsieur et Madame Michel nécessaire à l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

### **VU 034-1021/17/CT**

■ **URB- Acquisition à titre onéreux de deux emprises foncières appartenant à la SCI MAS nécessaires à la régularisation foncière du parking Jean Jaurès à Marignane**

### **Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15912/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf

urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre onéreux de deux emprises foncières appartenant à la SCI Mas nécessaires à la régularisation foncière du parking Jean Jaurès à Marignane» satisfait les conditions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Dans le cadre de la régularisation foncière du parking Jean Jaurès à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition de deux emprises foncières à détacher des parcelles cadastrées AL n° 144 et 145 d'une surface totale d'environ 138 m², propriété de la SCI Mas.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la SCI Mas accepte de céder ces emprises foncières moyennant la somme de 33 000 euros.

Il convient que le Bureau de la métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire n°1 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire n°1 ;
- L'avis de France Domaine n° 2013-054V3517 du 23 décembre 2013 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux de deux emprises foncières appartenant à la SCI Mas nécessaires à la régularisation foncière du parking Jean Jaurès à Marignane ».

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec la SCI Mas afin de permettre la régularisation foncière du parking Jean Jaurès à Marignane ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux de deux emprises foncières appartenant à la SCI Mas nécessaires à la régularisation foncière du parking Jean Jaurès à Marignane . »

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

#### **VU 035-1022/17/CT**

■ **URB - Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant à Monsieur et Madame Party nécessaire à l'élargissement de l'avenue Lacanau à Marignane**

#### **Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15914/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant à Monsieur et Madame Party nécessaire à l'élargissement de l'avenue Lacanau à Marignane» satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Dans le cadre de l'élargissement de l'avenue Lacanau à Marignane, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée Section AV n° 219 d'une superficie de 53 m<sup>2</sup> , propriété de Monsieur et Madame Party.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, Monsieur et Madame Party acceptent de céder la parcelle moyennant la somme de 1 325 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code général des collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire n°1 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire n°1 ;
- L'avis de France Domaine n° 2016-054V1684 du 23 septembre 2016 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant à Monsieur et Madame Party nécessaire à l'élargissement de l'avenue Lacanau à Marignane.»

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que les travaux d'élargissement de l'avenue Lacanau sur la commune de Marignane seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec Monsieur et Madame Party afin de permettre la réalisation des travaux d'élargissement ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur

« Acquisition à titre onéreux d'une parcelle appartenant à Monsieur et Madame Party nécessaire à l'élargissement de l'avenue Lacanau à Marignane ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

#### **VU 036-1023/17/CT**

**■ URB - Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant aux propriétaires indivis de la parcelle cadastrée BS 123 nécessaire à l'aménagement du chemin du Revestel à Cassis**

#### **Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15920/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant aux propriétaires indivis de la parcelle cadastrée BS n°123 nécessaire à l'aménagement du chemin du Revestel à Cassis » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Les travaux d'aménagement de l'avenue du Revestel à Cassis nécessitent l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès des propriétaires indivis de la parcelle BS n°123 d'une emprise foncière de 68 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée Section BS n°123 située le clos de l'Arène à Cassis.

Au terme des négociations menées par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les propriétaires indivis de la parcelle cadastrée BS n°123 acceptent de céder ce terrain moyennant la somme de 1 360 euros.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire n°1 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant aux propriétaires indivis de la parcelle cadastrée BS n°123 nécessaire à l'aménagement du chemin du Revestel à Cassis » .

**OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant aux propriétaires indivis de la parcelle cadastrée BS n°123 nécessaire à l'aménagement du chemin du Revestel à Cassis.
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

#### **DELIBERE**

##### **Article Unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une emprise foncière appartenant aux propriétaires indivis de la parcelle cadastrée BS n°123 nécessaire à l'aménagement du chemin du Revestel à Cassis. »

Adoptée à l'unanimité,  
des membres présents et représentés

##### **VU 037-1024/17/CT**

**■ URB -Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise foncière appartenant aux co-lotis du lotissement Bellevue nécessaire à l'aménagement du chemin du Revestel à Cassis**

##### **Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15919/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise foncière appartenant aux co-lotis du lotissement Bellevue nécessaire à l'aménagement du chemin du Revestel à Cassis » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Les travaux d'aménagement de l'avenue du Revestel à Cassis nécessitent l'acquisition par la Métropole Aix-Marseille-Provence auprès du Syndicat libre du Clos Bellevue d'une emprise foncière de 22 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée Section BS n°43 située au croisement de l'avenue du Revestel avec la voie d'accès au lotissement.

Au terme des négociations menées par la Métropole Aix-Marseille-Provence, les co-lotis du lotissement Bellevue acceptent de céder ce terrain moyennant un euro symbolique.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire n°1 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;

- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique d'une emprise foncière appartenant aux co-lotis du lotissement Bellevue nécessaire à l'aménagement du chemin du Revestel à Cassis ».

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'acquisition à l'euro symbolique d'une emprise foncière appartenant aux co-lotis du lotissement Bellevue nécessaire à l'aménagement du chemin du Revestel à Cassis ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « acquisition à l'euro symbolique d'une emprise foncière appartenant aux co-lotis du lotissement Bellevue nécessaire à l'aménagement du chemin du Revestel à Cassis ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

#### **VU 038-1025/17/CT**

**■ URB - Cession à titre onéreux au profit de la commune de Gémenos d'une emprise foncière déclassée du domaine public routier métropolitain sise boulevard Vessiot à Gémenos**

#### **Avis du Conseil de territoire DUFSV 17/15891/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur

exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Cession à titre onéreux au profit de la commune de Gémenos d'une emprise foncière déclassée du domaine public routier métropolitain sise boulevard Vessiot à Gémenos» satisfait les conditions de l'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain, la Métropole Aix-Marseille-Provence a réalisé l'aménagement du boulevard Vessiot sur le territoire de la commune de Gémenos.

Cette opération a eu pour objectif de rendre un caractère urbain à cette voie située aux abords immédiats du centre-ville historique de la commune en en réduisant la largeur.

Le nouveau tracé du boulevard Vessiot a conduit à distraire une emprise de forme triangulaire du domaine public routier.

Par délibération n° VOI 009-1167/16/CM du 17 octobre 2016 le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le déclassement du domaine public routier métropolitain de l'emprise foncière d'une superficie du 895 m<sup>2</sup> environ à détacher de la parcelle cadastrée section AS n°230 en vue de sa cession au profit de la commune de Gémenos pour la réalisation d'un bâtiment à vocation d'habitations et/ou de commerces et services.

Au terme des négociations entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Gémenos, il a été convenu que ce terrain serait cédé moyennant la somme de 1 000 euros conformément à l'avis de France Domaine.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette cession foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire n°1 ;
- Le protocole foncier ;
- L'avis de France Domaine n°2017-10V0964 du 21 juin 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur la « cession à titre onéreux au profit de la commune de Gémenos d'une emprise foncière déclassée du domaine public routier métropolitain sise boulevard Vessiot à Gémenos ».

#### **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la «cession à titre onéreux au profit de la commune de Gémenos d'une emprise foncière déclassée du domaine public routier métropolitain sise boulevard Vessiot à Gémenos » ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.



## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur la « cession à titre onéreux au profit de la commune de Gémenos d'une emprise foncière déclassée du domaine public routier métropolitain sise boulevard Vessiot à Gémenos ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

### **VU 039-1026/17/CT**

■ **URB -Cession à titre onéreux du lot n° 46 dans la Zone d'Aménagement Concerté Athélia V sur la commune de La Ciotat à la SCI MECA-LIGHT**

### **Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15902/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession à titre onéreux du Lot n° 46 dans la Zone d'Aménagement Concerté Athélia V, sur la commune de La Ciotat, à la SCI MECA-LIGHT » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération en date du 1er octobre 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le dossier de création de la Zone d'Intérêt Communautaire à vocation d'activité économique Athélia V.

Cette opération s'inscrit dans la démarche que Marseille Provence Métropole a engagée en 2002 dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire et de développement économique, visant à identifier des secteurs permettant la programmation d'opération d'aménagement destinées au développement de l'action économique.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a ainsi défini à l'Est de son territoire, sur la commune de La Ciotat, un secteur stratégique pour la réalisation d'un nouveau pôle d'activités.

La future Zone d'Aménagement Concerté Athélia V s'étend sur un territoire d'environ 63 hectares au Nord de la commune de La Ciotat. Elle s'inscrit en continuité des zones existantes Athélia I, II, III et IV.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituant à la Communauté Urbaine par fusion, poursuit la commercialisation de la Z.A.C.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a donc engagé des négociations afin de vendre un lot issu des parcelles cadastrées CE n° 7P et CH n° 13p à La Ciotat, d'une surface totale d'environ 4636m<sup>2</sup> à la SCI MECA-LIGHT, pour un montant global de 329 156 Euros hors taxes outre T.V.A.

La surface de plancher envisagée par l'acquéreur étant d'environ 2104m<sup>2</sup> pour l'édification d'un ensemble immobilier à usage industriel et de bureaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux du Lot n° 46 dans la Zone d'Aménagement Concerté Athélia V, sur la commune de La Ciotat, à la SCI MECA-LIGHT ».

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que la cession du Lot n° 46 dans la ZAC Athélia V à La Ciotat doit permettre à la SCI MECA-LIGHT de réaliser un programme immobilier à usage industriel et de bureaux ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

#### **DELIBERE**

##### **Article Unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Cession à titre onéreux du Lot n° 46 dans la Zone d'Aménagement Concerté Athélia V, sur la commune de La Ciotat, à la SCI MECA-LIGHT ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

#### **VU 040-1027/17/CT**

**■ URB - Acquisition à l'euro symbolique auprès de la société Cassis Rouet d'une parcelle de terrain sise rue de Cassis à Marseille 8ème arrondissement nécessaire à son intégration dans le domaine public métropolitain**

**Avis du Conseil de Territoire  
DUFSV 17/15847/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique auprès de la société Cassis Rouet d'une parcelle de terrain sise rue de Cassis à Marseille 8<sup>ème</sup> arrondissement déjà affectée et aménagée à usage de voirie nécessaire à son intégration dans le domaine public métropolitain » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Par décret n° 215-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier Ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite régulariser la cession d'une parcelle de terrain déjà affectée et aménagée à l'usage de voirie.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence acquiert pour un montant de un euro auprès de la société « Cassis Rouet », une parcelle de terrain de 168 m<sup>2</sup> environ cadastrée 842 B 0190 située rue de Cassis à Marseille 8<sup>ème</sup> arrondissement pour

permettre son intégration dans le domaine public métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l’euro symbolique auprès de la société Cassis Rouet d’une parcelle de terrain sise rue de Cassis à Marseille 8<sup>ème</sup> arrondissement nécessaire à son intégration dans le domaine public métropolitain ».

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

##### **CONSIDERANT**

- Que l’acquisition de cette emprise de terrain d’une superficie de 168 m<sup>2</sup> environ cadastrée 842 B 0190, sise rue de Cassis à Marseille 8<sup>ème</sup> arrondissement, permettra son

intégration dans le domaine public métropolitain ;

- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

#### **DELIBERE**

##### **Article Unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l’acquisition à l’euro symbolique auprès de la société Cassis Rouet d’une parcelle de terrain sise rue de Cassis à Marseille 8<sup>ème</sup> arrondissement nécessaire à son intégration dans le domaine public métropolitain.

Adoptée l’unanimité, des membres présents et représentés

##### **VU 041-1028/17/CT**

■ HPV - Budget Etat Spécial du Territoire - Approbation de la création et de l’affectation de l’opération - NPNRU Préfiguration

##### **Avis du Conseil de Territoire DGDU 17/15936/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l’article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, de février 2014, pose le cadre et fixe les objectifs et les moyens du NPNRU.

Un investissement de 5 milliards d’euros de l’ANRU, financé avec le concours d’Action Logement, sera réparti comme suit: 83% pour les sites d’intérêt national (200 QPV), et 17% pour les sites d’intérêt régional (200 QPV), dans le cadre des Contrats de plan État-région (CPER).

Pour ce nouveau programme, le porteur et ses partenaires dispose d’une phase de préfiguration/conception qui doit permettre de mener collectivement l’ensemble des études nécessaires à la définition des objectifs d’intervention et de renouvellement urbain que la Métropole souhaite mettre en œuvre. Ce qui se contractualisera dans un second temps par le conventionnement avec l’Agence des futurs projets de Renouvellement Urbain sur les 21 Quartiers Politique de la Ville de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans cet objectif, la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec l'ANRU sur 5 Protocoles de Préfiguration, dont Marseille Provence qui couvre 9 quartiers d'intérêt National et 5 quartiers d'intérêt Régional (Marseille).

Sur Marseille, les 9 quartiers d'intérêt national (Centre Nord / Saint-Mauront, Air Bel, Saint-Paul / Malpassé / Oliviers / Lilas / Lauriers, Frais Vallon / La Rose, Flamants / Saint-Barthélemy / Font Vert, Saint-Antoine / Bricarde / Castellane, Solidarité / Kallisté, La Savine et La Cabucelle / Les Crottes) et 5 quartiers d'intérêt régional (Consolat / Ruisseau Mirabeau, Campagne Levêque, Résidence les Aygalades, La Maurelette et Bassens / Visitation) sont donc étudiés dans le cadre de ce protocole NPNRU.

Pour rationaliser et organiser ce travail, 4 grands secteurs ont été définis pour leurs cohérences territoriales et d'enjeux (Grand centre-ville GPMM, Sud Vallée Huveaune, Nord Est L2 et Hôpital Nord Saint-Antoine Mourepiane).

Pour cette phase de préfiguration de trois ans, ont été programmées 61 études réparties sur 9 maîtres d'ouvrages, classées en deux grands groupes principaux.

Le premier regroupe les études transversales et stratégiques qui devront à la fois, permettre de mieux définir les modes d'actions et les modes de faire sur ces quartiers, mais aussi permettre d'alimenter les études sectorisées.

Ce deuxième groupe qui correspond aux études sectorisées (études CA, CB, CC et CD) doit permettre de définir les projets de territoire et de construire les futures conventions que seront contractualisées avec l'ANRU.

Afin de permettre la réalisation de ces études, l'opération d'investissement DHACS 18/02, « NPNRU - Préfiguration », d'un montant de 10 000 000 euros TTC, inscrite au budget, doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - NPNRU Préfiguration.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au rapport « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - NPNRU Préfiguration ».

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	117
Voix Contre	8
Abstentions	12

#### **Adoptée**

#### **Ont voté contre :**

Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC  
- Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO  
- Christian PELLICANI - Marc POGGIALE

#### **Se sont abstenus :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

**VU 042-1029/17/CT**

**■ HPV - Budget Etat Spécial du Territoire -  
Approbation de la création et de l'affectation de  
l'opération d'investissement - Amélioration de  
l'habitat ancien - Phase 1 - 2018-2022**

**Avis du Conseil de Territoire**

**DGDU 17/15935/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Au sein du territoire Marseille Provence, plusieurs communes présentent d'importants signes de dégradation et de déqualification de leurs centres anciens.

Tel est le cas de Marseille, Marignane et La Ciotat qui ont engagé depuis plusieurs années, avec le soutien de l'ANAH et/ou de l'ANRU, des actions visant à recréer une attractivité résidentielle de leur centre.

A Marignane, la ville a adhéré, dans le cadre d'un Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés.

A Marseille, deux conventions ont été signées avec l'ANRU pour intervenir dans les ex-ZUS Centre Nord et Saint-Mauront Bellevue.

A la Ciotat, un important programme de requalification des espaces publics a été engagé.

L'intervention sur l'habitat privé dégradé doit se poursuivre pour retrouver progressivement un bon niveau de confort d'habitation et mettre un terme aux différentes situations d'habitat vétuste ou indigne.

Cette intervention commence par une connaissance fine de la situation de l'habitat dans ces secteurs qui s'obtient par la réalisation d'études pré-opérationnelles permettant de cerner les principales caractéristiques du parc : structure foncière, état d'occupation, état du bâti, état de la gestion courante, stratégies et intervention des propriétaires.

Ces études permettent de repérer les immeubles ou îlots où se concentrent les logements indignes et de vérifier les capacités d'accompagnement par l'ANAH d'opérations de résorption de l'habitat insalubre (RHI), de traitement de l'habitat insalubre réparable (THIR) ou d'opérations de restauration immobilière (ORI) visant à rétablir un niveau de confort d'usage des logements.

Couplées à des interventions de requalification des espaces publics, de redynamisation commerciale et d'accompagnement social, ces actions permettent de lutter contre la dégradation des centres anciens.

Les propriétaires les plus désireux de réhabiliter leur logement peuvent bénéficier de subventions pour la réalisation de travaux et d'assistance pour le montage et le suivi de leurs dossiers de demandes de financement dans le cadre d'opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) ou de programme d'intérêt général (PIG).

Des interventions sont d'ores et déjà projetées à Marignane, la Ciotat et Marseille qui vient de s'engager dans un troisième protocole de lutte contre l'habitat indigne.

Cette opération permettra également de mobiliser les moyens nécessaires pour accompagner la Métropole Aix-Marseille-Provence dans la conduite d'actions coercitives à l'encontre des propriétaires qui ne se mobiliseront pas pour réhabiliter leur bien.

Cette opération sera conduite sur une durée minimale de 15 années.

Une première phase couvre les années 2018-2022.

L'opération d'investissement DHACS 18/01, « Amélioration de l'habitat ancien – Phase 1 – 2018-2022 », d'un montant de 10 000 000 euros TTC, inscrite au budget et enregistrée dans le programme 09, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Amélioration de l'habitat ancien – Phase 1 – 2018-2022 ».

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au rapport « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Amélioration de l'habitat ancien – Phase 1 – 2018-2022 ».

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	12

#### **Adoptée**

#### **Se sont abstenus :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

### **VU 043-1030/17/CT**

■ **HPV - Approbation d'un avenant n 2 à la convention du Programme d'Accompagnement des Risques Industriels du Plan de Prévention des Risques Technologiques d'Arkema à Marseille 11ème arrondissement**

### **Avis du Conseil de Territoire DHCS 17/15897/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie,

dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un avenant n°2 à la convention du Programme d'Accompagnement des Risques Industriels (PARI) du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) d'Arkema à Marseille, 11<sup>ème</sup> arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 13 décembre 2013, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, à laquelle s'est substituée la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1<sup>er</sup> janvier 2016, a approuvé le financement des mesures du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) de l'usine Arkema à Marseille 11ème arrondissement. Ce Plan a donné lieu à un Programme d'Accompagnement des Risques Industriels (PARI) dont la convention partenariale a été signée entre la société ARKEMA France, la Ville de Marseille, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, le Département, la Région, et l'Etat. Cette convention est entrée en vigueur le 13 avril 2015, date de sa notification.

Le PARI d'Arkema Saint-Menet prévoit une obligation de réduction de la vulnérabilité face au risque toxique, qui s'impose à environ 350 logements privés. Les travaux prévoient de mettre en place dans chaque logement une pièce de confinement permettant aux habitants d'échapper à une éventuelle pollution accidentelle de l'atmosphère. Le plan inclut la mise en place de financement de ces travaux entre l'Etat, les collectivités locales et l'industriel à l'origine du risque.

L'Etat a recruté pour ce programme un opérateur dont la mission consiste à accompagner les riverains du diagnostic au paiement des travaux. La convention de gestion des aides financières relative au PARI a été signée le 27 mars 2015 pour une durée initiale de deux ans. Par avenant n°1, ladite convention a vu sa durée prolongée jusqu'au 13 avril 2018.

En octobre 2017, l'opérateur a identifié 274 logements éligibles à ce programme, a réalisé 100% des diagnostics. 274 dossiers (100%) ont été agréés et 162 ont été soldés (travaux réalisés et paiements effectués). Il reste donc 112 dossiers à contrôler et à payer.

Les entreprises réalisant les travaux sont de petites structures locales, voire des artisans indépendants. Les chantiers restent modestes (en moyenne 1400€ HT). En 2017, l'opérateur a rencontré des difficultés liées à ces entreprises : peu d'entreprises répondent aux demandes de devis, retards de chantiers, incapacité à assurer tous les chantiers demandés rapidement etc. Or, compte tenu des difficultés évoquées ci-dessus et au rythme actuel de clôture des dossiers, certains travaux pourraient être inachevés à la fin de l'année 2017, date de fin du marché de l'opérateur.

La mission de l'opérateur ne pouvant plus être prolongée, les partenaires financeurs doivent prévoir la fin du dispositif dans les meilleures conditions. En l'absence de convention de gestion des aides financières, les partenaires devront certifier eux-mêmes la complétude des dossiers et procéder individuellement au paiement. En outre, les contrôles de conformité des travaux (certification de la perméabilité à l'air de la pièce de mise à l'abri) nécessitent une mission d'accompagnement.

Le présent avenant vise donc à prolonger la convention de gestion des aides financières de six mois, soit jusqu'au 13 octobre 2018 et à autoriser le financement par les partenaires du contrôle après travaux pour les derniers chantiers restants en 2018. Postérieurement à la mission de l'opérateur, la DDTM, maître d'ouvrage de l'opération, assurera l'instruction des dossiers et le mandatement des missions de contrôle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le projet de délibération portant sur « l'Approbation d'un avenant n°2 à la convention du Programme d'Accompagnement des Risques Industriels (PARI) du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) d'Arkema à Marseille, 11<sup>ème</sup> arrondissement » ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code de l'Environnement en ses articles L515.16 et 19 sur les plans de prévention des risques technologiques ;
- Les arrêtés préfectoraux du 22 mai 2009, 20 octobre 2010, et 2 mai 2012, respectivement instituant puis prolongeant la prescription d'un plan de prévention des risques technologiques à l'usine Arkema de Marseille ;
- La délibération HN009/011/16/CM du 17 mars 2016 relative aux délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La convention de gestion des aides du Programme d'Accompagnement des Risques Industriels (PARI) dans le cadre du plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour de l'usine ARKEMA Saint Menet – 11<sup>ème</sup>, signée le 27 mars 2015 et son avenant n°1.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « l'Approbation d'un avenant n°2 à la convention du Programme d'Accompagnement des Risques Industriels (PARI) du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) d'Arkema à Marseille, 11<sup>ème</sup> arrondissement » ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération ;
- Que la mission engagée pour le PARI nécessite une prolongation de six mois pour l'achèvement de l'accompagnement aux travaux de tous les logements concernés ;
- Qu'en l'absence de prestataire, Il est nécessaire de mobiliser une mission de contrôle pour les logements dont l'étanchéité à l'air n'est pas conforme aux mesures ;
- Que le présent avenant n'engage pas de crédits supplémentaires mais apporte une rectification dans la durée de la convention et l'affectation des crédits restants inutilisés pour les travaux vers le paiement des prestations de contrôle nécessaires.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « l'Approbation d'un avenant n°2 ci-annexé à la convention du Programme d'Accompagnement des Risques Industriels (PARI) du Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) d'Arkema à Marseille, 11<sup>ème</sup> arrondissement ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

### **VU 044-1031/17/CT**

#### **■ HPV - Approbation d'une convention pour la mise en œuvre d'un programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés sur le territoire de Marseille Provence**

#### **Avis du Conseil de Territoire**

#### **DHCS 17/15896/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence

dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention pour la mise en œuvre d'un programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés sur le territoire de Marseille Provence » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

En 2014, la loi pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (dite loi ALUR) a permis d'améliorer le fonctionnement des copropriétés en proposant de nouveaux outils. Parallèlement, l'Agence Nationale de l'Habitat - Anah a commandé une étude statistique sur le pré repérage des copropriétés dégradées. Les copropriétés classées en catégorie D sont celles qui présentent des indicateurs de fragilité. Le nombre de copropriétés fragiles à Marseille, qui rencontre des problèmes importants d'habitat dégradé, a été estimé à environ 6 000. Marignane accueille également des copropriétés fragiles et en voie de dégradation qui, malgré les aides de la Politique de la Ville, ne parviennent pas à se redresser durablement.

Ces différents constats permettent à l'Etat, qui mobilise des moyens supplémentaires, et aux collectivités de construire une politique publique d'envergure visant à mieux prendre en compte le redressement des copropriétés en déshérence et de prévenir la dégradation de celles qui sont fragilisées.

En mars 2017 un accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés dégradées de Marseille est approuvé par la Métropole, l'Etat, l'Anah, la Ville de Marseille. Le Département et la Région sont également sollicités pour participer à cet accord.

Cet accord partenarial s'articule autour de quatre types d'actions :

- l'élaboration d'un observatoire des copropriétés, confiée en janvier 2017 à l'AGAM. Portant sur l'ensemble des copropriétés marseillaises de plus de 2 lots et dont les bailleurs sociaux ne sont pas des copropriétaires majoritaires, son objectif est de repérer, parmi l'important volume de copropriétés et par filtres successifs, celles nécessitant une attention particulière, afin d'intervenir suffisamment tôt, avec des outils opérationnels adaptés, pour inverser un processus de déqualification,



- l'intervention prioritaire sur 11 grandes copropriétés (plus de 100 lots principaux), dites du "cercle 1", dont la dégradation est avérée, situées dans des quartiers prioritaires d'intérêt national ou régional pour l'ANRU, selon des modalités opérationnelles déjà définies pour certaines d'entre-elles et à construire pour d'autres, après réalisation de diagnostics sociaux, urbains, bâtiments, fonciers, juridiques et financiers,
- une meilleure connaissance de la cinquantaine d'autres grandes copropriétés répertoriées en catégorie D ou repérées dans le cadre de l'observatoire. Parmi cette cinquantaine de copropriétés, 20 seront examinées plus finement par l'AGAM chaque année dans le cadre du dispositif de Veille et d'Observation des Copropriétés (VOC),
- la prise en compte, sur la base de remontées de terrain, d'autres copropriétés fragiles ou dégradées, dites « du cercle 3 ». Ces copropriétés feront l'objet d'un premier diagnostic-flash des données juridiques, financières et de gestion, dont une dizaine sera réalisée annuellement par l'ADIL.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le présent programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés (POPAC).

Il vise à mettre en œuvre :

- des actions de sensibilisation, de (re)mobilisation, d'information, de formation et d'échanges,
- des diagnostics multicritères complets,
- et, suite à une commission de présentation des diagnostics et des scénarios d'actions de redressement, des assistances expertes dans les domaines pédagogiques, techniques, juridiques, financiers, et organisationnels afin de permettre un accompagnement renforcé sur certaines copropriétés.

Les copropriétés visées nécessitent un accompagnement renforcé pour retrouver un fonctionnement normal. Les indicateurs de fragilité sont mesurés de la façon suivante :

- l'organisation (syndic absent, pas d'assemblée générale annuelle, pas de décision d'amélioration),
- la chute des prix de l'immobilier par rapport au marché environnant, surendettement, non-paiement des charges, entretien défaillant, situations chroniques d'habitat indigne non réglées,
- la méconnaissance des règles de la copropriété, le délaissement des parties communes, la concentration des phénomènes de précarité,
- la sortie d'administration provisoire, d'OPAH Copropriété Dégradée ou de Plan de sauvegarde ou de mandataire ad hoc,
- des travaux nécessaires non programmés ou mettant en graves difficultés les copropriétaires,

Seront exclues de ce dispositif les copropriétés faisant l'objet d'un dispositif lourd de redressement (nécessitant un plan de sauvegarde ou une OPAH Copropriété Dégradée) ou de recyclage (incluant démolitions).

Les partenaires de l'accord partenarial d'intervention sur les copropriétés, les équipes de la politique de la Ville, les organismes associés (membres de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat), ainsi que les élus et techniciens des institutions partenaires pourront signaler au maître d'ouvrage toute copropriété montrant des signes mesurables de fragilités.

Le signalement se fondera sur la présence de :

- ménages en difficulté sociale (précarité, ressources modestes, problèmes d'occupation du logement, ...)
- situations juridiques ou financières à risque (absence de règlement de copropriété, syndic défaillant, impayés de charges...)
- situations techniques dégradées (état bâtementaire, usage à risque du logement....)

Le comité de suivi de l'accord partenarial examinera les demandes afin de proposer toute orientation opportune.

Priorité sera donnée aux quartiers en Politique de la Ville ou retenus par l'ANRU sans que ce critère soit discriminant.

Les partenaires de l'Accord partenarial pour une stratégie d'intervention sur les copropriétés fragiles et dégradées seront fondés à recevoir et transmettre les signalements au comité de suivi de l'accord partenarial.

Le programme se décline en trois types d'actions qui pourront être activées simultanément ou indépendamment les unes des autres :

1. Actions de sensibilisation, de communication, de formation
2. Actions de diagnostic approfondi, relatif à l'organisation et au fonctionnement de la copropriété
3. Expertises, accompagnement et mise en œuvre de procédures d'ordre juridiques ou administratives

Ces trois types d'actions répondent à trois objectifs :

1. Informer et former les acteurs de la copropriété
2. Consolider la connaissance des copropriétés fragiles du territoire
3. Prévenir ou stopper des spirales de dégradations à l'œuvre au travers d'expertises apportées à la copropriété

Le dispositif, d'une durée de trois ans, prévoit la réalisation :

- d'une campagne de communication ciblée sur les copropriétés repérées chaque année,
- de 75 diagnostics multicritères soit 25 par an,
- d'une campagne d'information/formation sur la base d'un programme personnalisé abordant les thèmes suivants :
  - a. Comprendre l'organisation de sa copropriété
  - b. Comprendre la gestion administrative et financière de sa copropriété
  - c. Anticiper les besoins (diagnostics et audits) et utiliser des outils de suivi (charges, travaux)
  - d. Aspects juridiques et contentieux
- la mise en œuvre d'accompagnements renforcés (10 par an soit 30 sur la durée du programme), par une expertise en lien avec la problématique ciblée (qui peut être technique, juridique, comptable, organisationnelle).

A l'issue du suivi réalisé, la copropriété devra être en mesure de :

- mobiliser le quorum en assemblée générale,
- analyser et mettre en place les outils adaptés aux problèmes relevés par les diagnostics,
- effectuer un suivi régulier des finances, des charges et recettes, des besoins (financiers, techniques,...) actuels et projetés sur 10 ans,
- résorber les dettes et mettre en œuvre un fonds de travaux,
- s'appuyer sur les services existants de droit commun (publics ou privés) afin de s'engager dans une démarche de gestion cohérente (diagnostic, analyse, scénarios, chiffrage et prise de décision).

D'ores et déjà, onze copropriétés ont été repérées et feront l'objet d'actions (diagnostic multicritères, informations/formations des copropriétaires, accompagnement renforcé) : 9 à Marseille et 2 à Marignane.

Le coût du dispositif est de 200 000 euros par an, L'Anah s'engage à financer le programme au titre de chaque tranche annuelle, au taux maximal de subvention de 50 %, dans la limite d'un plafond annuel des dépenses subventionnables de 100 000 euros H.T.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le projet de délibération portant sur « Approbation d'une convention pour la mise en œuvre d'un programme

opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés sur le territoire de Marseille Provence » ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'instruction du 7 mars 2016 relative aux dispositifs de veille et d'observation des copropriétés (VOC) et aux programmes opérationnels de prévention et d'accompagnement en copropriété (POPAC).

#### **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « Approbation d'une convention pour la mise en œuvre d'un programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés sur le territoire de Marseille Provence » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération ;
- Que l'action publique sur les copropriétés fragiles et dégradées réclame d'intervenir en prévention autant qu'en redressement et recyclage ;

- Que le Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement des copropriétés initié par l'Anah trouve toute sa pertinence sur le territoire de Marseille Provence.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Approbation d'une convention pour la mise en œuvre d'un programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés sur le territoire de Marseille Provence ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

### **VU 045-1032/17/CT**

**■ HPV - Approbation d'une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat rénovation urbaine volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH l'Etat la Région le Département la Ville de La Ciotat la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe - Approbation d'une convention financière avec la Région**

**Avis du Conseil de Territoire  
DGDU 17/15783/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat rénovation urbaine (OPAH-RU) volet copropriétés

dégradées sur le centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe- Approbation d'une convention financière avec la Région »satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

### **Éléments de contexte :**

Depuis septembre 2014, la commune de La Ciotat a engagé une démarche de requalification de son centre ancien. Elle souhaite définir un programme d'action de restructuration et de modernisation du quartier à mettre en œuvre durant les dix prochaines années.

L'objectif affiché est d'étayer une analyse fine et partagée de la situation du « Vieux La Ciotat » afin de construire un programme de restructuration et de modernisation du quartier transformant ainsi le site historique en un pôle d'attractivité pour les résidents.

La ville a confié à un prestataire extérieur l'élaboration d'un projet urbain global et la définition des actions à mettre en œuvre pour la réalisation de ce projet. Le diagnostic sur la thématique « Habitat » donne à voir un territoire très contrasté comprenant des logements très bien réhabilités répartis essentiellement en bord de mer et des îlots d'habitat dégradés à très dégradés situé au cœur du « Vieux La Ciotat ».

Le Vieux La Ciotat représente environ 10 % de la population communale soit près de 3500 habitants, avec un profil spécifique - petits ménages (3 personnes par ménage) - forte proportion de personnes seules (56%) et beaucoup de jeunes (moins de 26 ans), une part faible des + de 60 ans. L'analyse de la répartition par CSP montre une part plus élevée d'ouvriers et d'employés mais aussi de personnes sans activité professionnelle. A noter un fort écart entre les revenus les plus faibles et les plus élevés.

Le tissu urbain du centre ancien est très dense, les rues étroites et peu accessibles en voiture. Le centre est délimité par les anciens remparts, encore visibles dans leur tracé et surélevé par rapport aux quais et promenades le long de la mer et du port.

L'enquête pré-opérationnelle a mis en évidence des logements qui peuvent être qualifiés d'indignes ou de très dégradés, près de 30 % des logements du périmètre sont classés en catégorie 7 voire 8 soit 1271 logements, appelant la réalisation de travaux. Malgré la taille réduite des immeubles (3 à 6 logements/immeuble), la plupart sont des copropriétés (60 %).

S'agissant d'un centre très ancien où la plupart des immeubles (80 %) a été édifiée avant 1900, il est très fréquent que ces copropriétés ne soient pas organisées, moins de 20 % seraient gérés par un syndic (120 environ).

Un complément d'enquête dans quelques immeubles tests du centre a permis de découvrir des situations de dégradation et de blocage liée à cette inorganisation.

L'assemblage des copropriétés du vieux La Ciotat va être aidé par un « Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement des Copropriétés » (POPAC) qui doit intervenir d'ici la fin de l'année 2017 pour une durée de 3 ans.

Ce POPAC, permet un travail très en amont pour enrayer la dégradation des copropriétés et participer au renouveau durable du Vieux La Ciotat, ce dispositif vise trois objectifs principaux :

- Consolider la connaissance des copropriétés potentiellement fragiles sur le territoire
- Mettre en place un partenariat dédié à ces copropriétés
- Prévenir ou stopper des spirales de dégradations à l'œuvre dans certaines copropriétés.

Derrière ce programme, une politique incitative dynamique est implantée afin de faciliter l'organisation des travaux de réfection de l'habitat pour la lutte contre l'habitat indigne. La mise en place d'un dispositif incitatif d'aide à la réhabilitation par la création d'une OPAH-RU volet copropriété dégradées constitue l'un des outils essentiel à la réhabilitation du Centre Ancien et s'inscrit naturellement dans les dispositifs déjà mis en place tel que le POPAC et le recyclage foncier.

L'action porte sur une incitation des propriétaires notamment pour améliorer et requalifier leur bien dans le sens de l'intérêt commun. L'OPAH-RU permet de conduire dans la durée et de manière organisée, un programme d'actions fortes de requalification et de restructuration de l'habitat et du cadre de vie pour

combattre les fragilités sociales, assurer des conditions de vie décentes à la population demeurant sur place et accéder à un objectif de mixité sociale résidentielle.

#### **Les orientations stratégiques sont :**

- Soutenir les propriétaires occupants dans l'amélioration de leur logement
- Attirer de nouveaux propriétaires accédants
- Conforter la structuration du bâti par une aide directe aux copropriétés
- La production d'une offre de logements adaptés aux besoins des ménages, notamment en termes de typologie et de superficie des biens en facilitant les mutabilités des logements ou immeubles en copropriétés
- Réorientation des rez-de-chaussée afin de supprimer les logements insalubre
- Soutenir les propriétaires bailleurs afin de produire du logement locatif conventionnés ou intermédiaires
- Encourager le confort énergétique et l'utilisation de rénovation du bâti ancien compatible avec les attentes de l'Architecte des Bâtiments de France.

Cette OPAH « nouvelle génération » s'inscrit dans un programme d'accompagnement mais aussi « d'aller-vers », elle permet d'adapter les aides au plus près des résultats du diagnostic établi par l'étude pré-opérationnelle.

#### **Les objectifs quantitatifs sont les suivants :**

Les objectifs retenus résultent d'une stratégie générale d'intervention qui vise à une réhabilitation globale et pérenne des immeubles pris dans leur totalité.

La quantité totale de logements dont l'amélioration est visée au moyen des aides diverses mobilisées au titre de la présente convention OPAH-RU a été calibrée au regard de l'étude pré-opérationnelle.

#### **Objectifs quantitatifs sont pour chaque partenaire :**

	ANAH	METROPOLE	REGION	DEPT	VILLE	ACTION LOGEMENT
Propriétaire Occupant	80	40	35	65	125	20
Propriétaire Bailleur	150	75	75	35	150	50
Copropriété	75	75			95	25
Accession		40	40		110	40
Bail à réhabilitation		10	10			

La répartition des objectifs quantitatifs concernant les travaux sur parties privatives sont :

Pour les Propriétaires occupants

Les objectifs sur 5 ans selon les ressources des propriétaires sont les suivantes :

		Objectifs sur 5 ans	Objectifs sur 1 an
Travaux d'habitat dégradé	Propriétaires modestes et très modestes	30	6
Travaux pour l'autonomie de la personne	Propriétaires modestes et très modestes	10	2
Travaux d'économie d'énergie	Propriétaires modestes et très modestes	40	8
<b>TOTAL</b>		<b>80</b>	<b>16</b>

La ville de La Ciotat souhaite aider une tranche de propriétaires occupants supplémentaires aux ressources modestes en plafond majoré (150 % du plafond de ressource modeste) voir tableau en annexe).

Pour les Propriétaires bailleurs :

L'objectif est de développer une offre de logements locatifs de qualité à loyer maîtrisé, 150 logements à réhabiliter dans le cadre de cette opération sur 5 ans se décomposent comme suit :

		Objectifs sur 5 ans	Objectifs sur 1 an
Travaux d'habitat dégradé	LCTS - LCS	55	11
	LI	50	10
Travaux d'économie d'énergie	LCTS – LCS	20	4
	LI	25	5
<b>TOTAL</b>		<b>150</b>	<b>30</b>

avec :

Anah/Métropole/Région : prime de réduction de loyer	LCTS- LCS	75
Anah/Métropole : prime Intermédiation Locative	LCTS- LCS	35
Ville : prime Intermédiation Locative	LCTS-LCS-LI	60

Les baux à réhabilitation seront inclus en faveur des propriétaires qui consentent à confier leur bien nécessitant des travaux à une association agréée pour le louer en loyer social en lieu et place du propriétaire pour une douzaine d'année.

#### Les autres actions de l'OPAH :

L'objectif est de permettre d'intégrer le centre ancien dans la démarche de parcours résidentiel en favorisant l'accession à la propriété en diminuant le taux de vacance et en développant des logements plus grands.

		Objectifs sur 5 ans	Objectifs sur 1 an
Ville/Département : Prime sortie de vacance	Tous	25	5
Ville : Prime regroupement de logements	Tous	20	4

La répartition des objectifs quantitatifs concernant les travaux sur parties communes

#### Volet copropriétés dégradées - Aide aux syndicats de copropriétés

Avec l'intervention en amont de l'équipe du POPAC qui aide les copropriétés à s'organiser et qui étudie les points de blocage, il est prévu de financer 75 syndicats de copropriétés sur 5 ans en aides directes

copropriétés dégradées. La ville de La Ciotat s'engage en plus à aider 20 copropriétés non éligibles à l'aide ANAH mais qui rencontrent un blocage (problème de succession, composition de la copropriété...).

#### Autres travaux en parties communes

Pour répondre à l'obligation façade sur le secteur prioritaire composé des rues commerçantes et îlots à recyclage foncier et pour inciter aux travaux de transformations nécessaires à un meilleur confort des logements, des aides particulières proposées.

	Objectifs sur 5 ans	Objectifs sur 1 an
Façades rues prioritaires	120	18
Créations d'ouvertures façades îlots prioritaires		
Transformations locaux pieds d'immeubles îlots prioritaires		

#### Les engagements financiers :

Le suivi animation :

L'équipe opérationnelle sera constituée d'un animateur à plein temps, d'un technicien bâtiment à 60 %, d'un architecte à 40 %, d'un conseiller en économie sociale et familiale à 50 %, d'un conseiller en communication à 10 % et enfin d'une assistance AMO « îlots dégradés » à 10 %.

Le montant du financement de l'équipe opérationnelle, estimé à 1 126 800 euros HT pour cinq ans soutenue par la Métropole Aix-Marseille-Provence avec le concours de l'Anah qui apporte une aide « ingénierie », à hauteur de 50 % des dépenses H.T soit 563 400 euros. La caisse des dépôts vient y ajouter une aide financière supplémentaire de 10% du coût de l'équipe.

Aides aux travaux et primes :

Le montant des aides de la Métropole, qui viennent compléter (et parfois permettent de majorer) le dispositif des aides de l'ANAH et de la Région est estimé, sur la durée de la convention (5 ans) à 1 227 250 euros.

Au titre de ces aides, la Région sollicite les Collectivités maîtres d'ouvrage des dispositifs OPAH pour qu'elles fassent l'avance de l'aide régionale auprès des bénéficiaires.

Les modalités juridiques et financières de versement, par la Métropole de l'aide régionale relative à la requalification du parc privé et les conditions de leur remboursement par la Région sont fixées dans une convention de financement. Il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve cette convention.

Les enveloppes prévisionnelles par partenaires sont les suivantes :

	ANAH	AMPM sur fonds propres	Conseil Régional PACA	Départemen t Bouches- du-Rhône	Ville de La Ciotat	Action Logement	TOTAL
Pour 5 ans	6 012 055 €	1 227 250 €	404 000 €	298 400 €	3 705 235 €	1 962 500 €	13 609 440 €
Année moyenne	1 202 411 €	245 450 €	80 800 €	59 680 €	741 047 €	392 500 €	2 721 288 €

#### Suivi :

L'opération sera suivie annuellement par un comité de pilotage constitué des représentants des signataires de la convention, élargi en tant que de besoins à d'autres partenaires. Il sera chargé d'apprécier le bon déroulement de l'opération, ses résultats et de décider les orientations nécessaires à l'atteinte des objectifs. Il sera assisté par un comité technique en amont.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat rénovation urbaine (OPAH-RU) volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe- l'approbation d'une convention financière avec la Région.

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'habitat et bénéficie de la délégation des aides à la pierre ;
- Qu'une étude pré- opérationnelle préconise l'engagement d'une OPAH sur le centre ancien de La Ciotat ;
- La nécessité de contractualiser les engagements des partenaires de l'OPAH de renouvellement urbain dans une convention ;
- Que l'approbation de cette convention est inscrite à l'ordre du jour du prochain Conseil Municipal de la Ville de La Ciotat ;
- La nécessité d'approuver une convention financière qui fixe les modalités juridiques et financières de versement, par la Métropole de l'aide régionale relative à la requalification du parc privé et les conditions de leur remboursement par la Région ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation d'une convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat rénovation urbaine (OPAH-RU) volet copropriétés dégradées sur le centre ancien de La Ciotat avec l'ANAH, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat, la

Caisse des Dépôts et Consignations et l'association Action Logement Groupe et sur l'approbation d'une convention financière avec la Région.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

#### **VU 046-1033/17/CT**

**■ HPV - Approbation de la convention cadre Habitat à caractère multi-sites métropolitaine conclue entre l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la convention Habitat subséquente à destination des communes de la Métropole**

#### **Information du Conseil de Territoire DUFSV 17/16089/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera saisi prochainement du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence créée le 1<sup>er</sup> janvier 2016 regroupe 92 communes pour une population d'un million huit cent cinquante mille habitants, sur un territoire de plus de 315 000 Hectares, dont 50% d'espaces naturels.

L'article L5217-2 du Code général des collectivités territoriales dispose que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière d'aménagement de l'espace métropolitain et en matière de politique locale de l'habitat.

Mais la mise en œuvre de ces compétence nécessite d'engager un travail partenarial de niveau métropolitain afin de créer les conditions pour définir un projet de développement territorial métropolitain.

A ce titre, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit accompagner la dynamique des Territoires et des Communes, en articulation avec les documents stratégiques et l'aménagement opérationnel. Pour cela il est important de définir une stratégie foncière anticipatrice et transversale à même de traduire en actions foncières les objectifs de développement qui sont inscrits dans les documents de planification et le projet métropolitain.

Le schéma de cohérence territoriale (SCOT) métropolitain, dont l'approbation est programmée en 2022, poursuit comme objectifs principaux la limitation de la consommation d'espaces et la qualité et le cadre



de vie tout en préservant les spécificités et les identités des territoires

Le programme local de l'habitat (PLH) métropolitain, dont l'engagement du processus d'élaboration a été délibéré par le Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, fixera les objectifs et les principes d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergement pour une durée de 6 ans en favorisant le renouvellement urbain et la mixité sociale

Aussi, au vu de la dynamique et des enjeux de développement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a sollicité auprès de Monsieur le Préfet, l'opportunité d'une délégation des aides à la pierre. Celle-ci fait donc l'objet d'une convention qui couvre la période 2017-2022.

Enfin, le principe de l'élaboration du plan d'action foncière métropolitain, ayant pour objectif de décliner les axes prioritaires et les outils d'une stratégie foncière métropolitaine, a été délibéré par le Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016.

En pratique, le territoire métropolitain en construction doit faire face à des difficultés marquées en matière d'habitat et de logements, renforcées par une forte pression foncière, qui se caractérisent notamment par :

- Des valeurs foncières et immobilières soutenues qui augmentent régulièrement
- Un fort déficit du parc privé et de l'offre de logements sociaux
- Une production de logements très consommatrice de ressources
- Un rythme de production de logements modéré alors même que la consommation foncière augmente davantage.

De nombreuses démarches ont précédé la création de la Métropole et doivent désormais être poursuivies et élargies à l'ensemble du territoire métropolitain. C'est le cas du partenariat conclu avec l'Etablissement public Foncier Provence-Alpes Côte d'Azur (PACA) pour accompagner les politiques thématiques menées par la Métropole Aix-Marseille-Provence au titre des compétences qui lui sont confiées, notamment en matière de politique de l'habitat.

Des dispositifs conventionnels multi-sites habitat conclus antérieurement à l'échelle de certains territoires arrivent à échéance en décembre 2017.

La présente convention viendra donc prendre le relai de l'ensemble des conventions multi-sites habitat préexistantes, celles venant à échéance ainsi que celles dont l'échéance était programmée ultérieurement. Par voie de conséquence, les dépenses réalisées au titre des précédentes conventions seront reprises dans la présente convention.

La convention habitat à caractère multi-sites a pour objectif de :

- poursuivre les actions foncières engagées avec les Communes de la Métropole.
- avoir une action coordonnée et homogène sur l'ensemble du territoire Métropolitain en vue de participer à l'élaboration du futur PLH Métropolitain
- répondre au plan d'urgence engagé par l'Etat pour la production de logements sociaux, avec notamment la participation et la mise en œuvre du volet foncier « production à court terme » des contrats de mixité sociale.

Pour participer à la réalisation de ces objectifs, la présente convention organise le rôle de chaque partenaire et définit la démarche et les moyens de l'intervention de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Les missions d'acquisitions foncières et de portage foncier des biens attachées à cette convention doivent permettre de réaliser des programmes d'habitat prioritairement sur le court terme, avec un document d'urbanisme compatible, sur des sites identifiés devant répondre à des critères de localisation et d'économie d'espace.

Pour permettre les acquisitions foncières et les études préalables nécessaires liées à cette production, l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur réserve sur ses fonds propres un montant de 85 000 000 euros (quatre vingt cinq millions d'euros), jusqu'au 31 décembre 2023.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est partenaire de l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes Côte d'Azur au titre de cette convention bilatérale. Elle valide l'identification des sites, les acquisitions foncières stratégiques et participe à la démarche de cession des biens. Par ailleurs, la Métropole supporte la charge des obligations de garantie de rachat incluant le remboursement des débours. Sur la question de la gestion des biens acquis par l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur, elle est positionnée comme délégataire et peut toutefois subdéléguer ou rétrocéder aux Communes ou à une tierce personne la gestion des biens.

Cette convention compte parmi les dispositifs d'ingénierie foncière et de moyens de portage foncier que la Métropole souhaite mettre à la disposition des Communes pour assurer la continuité et renforcer la politique en matière d'habitat.

A cet effet, il y a lieu d'approuver également en cascade une convention Habitat qui sera conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les Communes souhaitant bénéficier du dispositif.

Cette convention, jointe en annexe, matérialise les modalités d'organisation fonctionnelle entre la Métropole et les Communes et définit les modalités de collaboration de la Commune au processus décisionnel de validation des sites et des acquisitions stratégiques.

En outre, elle pose comme principe la remise en gestion des biens acquis par l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur à la Commune par délégation de la Métropole, sous réserve d'exceptions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article / 51218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement urbain (SRU) ;
- La loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-003/16/CM du 16 mars 2016 portant élection du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération URB 003-1407/16/CM du 15 décembre 2016 prescrivant l'élaboration du schéma de cohérence territoriale (SCOT) de

la Métropole Aix-Marseille-Provence sur son périmètre ;

- La délibération DEVT 001-672/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le lancement du Programme local de l'Habitat métropolitain (PLH) ;
- La délibération URB 003-1407/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le principe du Plan d'Actions Foncières métropolitain.

#### **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que la Métropole souhaite mettre à disposition des communes un dispositif d'ingénierie foncière et de portage foncier pour assurer la continuité et renforcer la politique en matière d'habitat ;
- Que la convention cadre Habitat à caractère multi-sites métropolitaine conclue entre l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence permettra sur l'ensemble du territoire métropolitain de mettre en place une stratégie foncière en lien avec les objectifs de production de logements découlant des documents de planification ;
- Que la convention Habitat, annexée à la convention cadre Habitat à caractère multi-sites, proposée par la Métropole Aix-Marseille-Provence aux Communes souhaitant bénéficier du dispositif, permet de matérialiser les modalités d'organisation fonctionnelle entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et les Communes partenaires.

#### **DELIBERE**

##### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant l'approbation de la convention cadre habitat à caractère multi-sites métropolitaine conclue entre l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur et la Métropole Aix-Marseille-Provence et la convention Habitat subséquente à destination des communes de la Métropole.

#### **VU 047-1034/17/CT**

■ **HPV - Approbation de la charte régionale d'engagement pour le logement des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie liée à l'âge**

**Information au Conseil de Territoire  
DGDU 17/16042/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L'accès à un logement adapté au vieillissement et à la dépendance est devenu un enjeu majeur pour notre société. Le nombre croissant de personnes âgées, l'allongement de la durée de vie qui accroît le nombre de personnes en situation de dépendance, ainsi que la prise en compte des besoins des personnes en situation de handicap exigent une adaptation des politiques publiques.

Le cadre législatif et réglementaire a ainsi permis de mettre en place de nouvelles dispositions visant à adapter les bâtiments aux personnes à mobilité réduite.

La loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement met un accent particulier sur le maintien à domicile des personnes âgées et l'adaptation des logements.

L'intervention sur l'habitat est, dans ce contexte, un levier essentiel.

Elle permet de :

- répondre à la préférence des ménages qui souhaitent majoritairement vieillir à domicile ;
- tenir compte d'un contexte de finances publiques contraintes en faisant le choix, comme beaucoup d'autres pays européens, de développer une politique de maintien à domicile moins coûteuse que l'hébergement en institution spécialisée ;
- prévenir la dépendance : de simples travaux d'adaptation peuvent être en effet une barrière efficace aux incidents domestiques qui touchent chaque année en France près de 450 000 personnes de plus de 65 ans.

Au regard du nombre croissant de personnes à mobilité réduite (handicap ou perte d'autonomie), et dans le but de répondre aux besoins en logement en termes de projet social et de services garantissant conjointement libre-choix, inclusion sociale et vie autonome, plusieurs partenaires ont souhaité s'engager dans le cadre d'une charte régionale visant à développer l'offre de logements adaptés.

Les objectifs de la charte sont les suivants :

- développer l'offre de logement adapté aux personnes en situation de handicap et à celles en perte d'autonomie liée à l'âge,
- accompagner les collectivités locales dans la prise en compte des besoins en logement des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie dans

leurs politiques locales de l'habitat, de l'aménagement et du handicap,

- Accompagner les entreprises dans leur recrutement de travailleurs handicapés en proposant des solutions logement adapté,
- Renforcer la mobilisation des partenaires via une animation régionale et territoriale autour des problématiques d'accès au logement et de développement de l'offre au public en situation de handicap et en perte d'autonomie.

Et fixe trois orientations :

- Améliorer la connaissance des besoins en logement des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie,
- Accompagner les collectivités dans la prise en compte des besoins en logement des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie dans les politiques locales de l'habitat,
- Développer l'offre de logements adaptés aux besoins des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie.

Attentive aux besoins de ses habitants, la Métropole, à travers ses Conseils de Territoire, développe déjà des actions de terrain visant à optimiser l'offre de logements adaptés. Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend rejoindre dans cette démarche les partenaires d'ores et déjà engagés : l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Association Régionale HLM PACA et Corse, la Caisse des Dépôts et Consignation, Action Logement et l'association HandiToit Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de la charte régionale d'engagement pour le logement des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie liée à l'âge.

## OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

### Entendues les conclusions du rapporteur,

### DELIBERE

#### Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport « Approbation de la charte régionale d'engagement pour le logement des personnes en situation de handicap et en perte d'autonomie liée à l'âge ».

#### **VU 048-1035/17/CT**

#### **■ HPV - Adhésion du territoire Marseille Provence à la charte inter-bailleurs de Septèmes-les-Vallons DHCS 17/15895/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Ville de Septèmes-les-Vallons (11 000 habitants, environ 4800 logements dont 30 % correspond à du logement locatif, pour moitié privé et pour moitié social) a consenti, ces dernières années, des efforts importants pour développer son offre en logements sociaux.

Au 1er janvier 2016, Septèmes-les-Vallons comptait 696 logements sociaux dont 677 détenus par quatre bailleurs sociaux : Vilogia pour 446 logements, ICF Sud-Est méditerranée pour 108 logements, Logeo pour 70 logements et 13 Habitat pour 53 logements. D'autres projets de construction sont en cours.

Afin d'offrir aux locataires un cadre de vie de qualité et de les impliquer dans la vie de leur quartier, la ville a souhaité formaliser un cadre conventionnel avec les différents bailleurs du territoire.

Ce travail collectif a débuté par un diagnostic en marchant réalisé sur les différents programmes qui a permis la rédaction d'une charte.

Cette charte inter bailleurs constitue un engagement dans lequel sont impliqués la Métropole, la Ville, les bailleurs et les habitants.

D'une durée de 3 ans, elle a été adoptée par le Conseil Municipal de Septèmes-Les-Vallons le 19 octobre 2017 .

Elle permet de faire converger les interventions des différents acteurs du logement social et la mobilisation coordonnée de partenaires à leurs côtés.

Aux côtés de la Ville et des bailleurs, la Métropole joue un rôle à travers l'exercice de ses compétences :

- en Politique de la Ville

- Le déploiement de la Gestion Urbaine de Proximité qui a pour objectif général d'améliorer le quotidien et la qualité du cadre de vie des habitants et des usagers des quartiers.

- Avec la création de Conseil Citoyen qui permet de confronter les dynamiques citoyennes existantes et de garantir les conditions nécessaires à la participation des habitants en favorisant l'expertise partagée et en créant un espace de propositions et d'initiatives à partir des besoins des habitants.

- en politique de la propreté et en matière de gestion des déchets avec un travail cartographique par quartier qui permettra de définir une lisibilité sur la collecte des encombrants et des ordures ménagères.

- au niveau du Plan Climat Territorial à l'échelle du Territoire Marseille-Provence et sa déclinaison locale « L'Agenda 21 Septémois » en faveur d'une bonne qualité environnementale, de développement durable, d'amélioration du cadre de vie dans l'évolution de leurs quartiers pour la construction de la ville de demain.

Cette charte est un engagement de chaque partenaire.

Les modalités de coopération des différents acteurs sont décrites dans la charte annexée et leur coordination se fera à trois niveaux :

Un comité de pilotage sera mis en place et se réunira au moins une fois par an pour établir le bilan de l'année écoulée et approuver les objectifs de l'année à venir.

Un comité de suivi sera constitué des représentants des bailleurs, de la Mairie, de la Métropole et des habitants.

La coordination et la mise en oeuvre de cette charte seront assurées par la Mairie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 qui organise un nouveau cadre d'action pour la Politique de la Ville ;
- La signature du Contrat de Ville le 17 juillet 2015 avec la communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'ensemble de ses partenaires ;
- La délibération du Conseil Municipal de Septèmes-les-Vallons du 19 octobre 2017 sur l'adhésion de la commune à la charte inter bailleurs Septèmes-les-Vallons ;
- La charte inter bailleurs de Septèmes-les-Vallons.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que la ville de Septèmes-les-Vallons souhaite associer la Métropole Aix-Marseille-Provence à sa charte inter-bailleurs ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence concoure, à travers l'exercice de ses compétences à la mise en œuvre de cette charte.

#### **DELIBERE**

##### **Article 1 :**

Est approuvée la charte inter bailleurs Septèmes-les-Vallons ci-annexée.

##### **Article 2**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant de Marseille Provence est autorisé à signer la présente charte et tout document y concourant.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	12

##### **Adoptée**

##### **Se sont abstenus :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

\*\*\*\*\*

#### ***Commission "Proximité"***

\*\*\*\*\*

##### **PROX 001-1036/17/CT**

■ EAU - Approbation de création et d'affectation d'une autorisation de programme pour la réalisation d'un Schéma Directeur Métropolitain de l'Eau Potable

##### **Information du Conseil de Territoire DEASV 17/16008/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée, le 1<sup>er</sup> janvier 2016, par l'article 42 de la loi n°2014-58 du

27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), modifiant l'article L.5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Elle rassemble les communes membres des anciens établissements publics de coopération intercommunale suivants : Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole, Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix-en-Provence, Communauté d'Agglomération Salon Etang de Berre Durance, Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, Syndicat d'Agglomération Nouvelle Ouest Provence et Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Au titre de l'alinéa 5 a du I de l'article L.5217-2 et du I de l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Exerce d'ores et déjà la compétence « Eau » sur le Territoire Marseille-Provence, le Territoire du Pays Salonais, le Territoire Istres-Ouest Provence et le Territoire du Pays de Martigues ;
- Exercera, à compter du 1er janvier 2018, la compétence « Eau » sur le Territoire du Pays d'Aix et le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile (la compétence restant communale jusqu'à cette date).

A ce titre, la Métropole doit garantir, pour l'ensemble du périmètre sur lequel elle sera compétente à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, une alimentation en eau potable pérenne et toujours de très bonne qualité, dans le respect de la réglementation, tout en maîtrisant le coût du service et l'équilibre du budget annexe de l'eau.

Ainsi, il est désormais nécessaire d'identifier et de recenser l'ensemble des problématiques et des enjeux liés à l'alimentation en eau potable du territoire métropolitain et d'élaborer des réponses adaptées soit au moyen de mesures réglementaires, notamment dans le cadre des Plans Locaux d'Urbanismes ou grâce à l'instauration de périmètres réglementaires de protection des ressources, soit grâce à des aménagements structurants. Ces opérations en question doivent être hiérarchisées en tenant compte de leur degré d'urgence et des capacités financières de la Collectivité.

Le principal outil permettant d'atteindre ces objectifs est la réalisation d'un schéma directeur de l'eau potable à l'échelle du territoire métropolitain.

Ce schéma directeur a pour objectif :

- De faire un état des lieux sur les conditions réglementaires, techniques et financières de l'alimentation en eau potable des différents secteurs de la Métropole ;
- De mettre en évidence les problèmes existants (réglementaires ou techniques, quantitatifs ou qualitatifs, concernant la ressource ou bien les systèmes de production et de distribution) ;

- D'estimer les besoins futurs et de les comparer avec les ressources et les capacités de production et de distribution disponibles ;
- d'élaborer un programme de travaux sur le court, moyen et long terme adapté aux besoins de la Collectivité et à ses moyens techniques et financiers (en lien avec le prix de l'eau) ;
- et, le cas échéant, un programme d'actions permettant de gérer la phase transitoire pendant laquelle des études complémentaires sont menées pour définir les scénarios qui seront soumis aux organes délibérants de la Collectivité.

Le schéma directeur d'alimentation en eau potable devra être :

- Un outil de programmation et de gestion pour la Collectivité lui permettant d'avoir une vision globale des besoins et des solutions envisageables à l'échelle métropolitaine afin de garantir la continuité et la pérennité de l'alimentation en eau potable ;
- Un outil préalable indispensable à la réalisation de travaux structurants et au développement économique et urbain (la cohérence avec les documents d'urbanisme en cours ou projetés devant être assurée) ;
- Un outil permettant la gestion des problèmes de dessertes locales à l'échelle des Conseils de Territoires ;
- Un outil adaptable en fonction de l'évolution de la situation et des choix stratégiques de la Collectivité.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 5 000 000,00 euros H.T. La dépense initiale sera faite sur la section d'investissement du Budget Annexe Eau du Territoire Marseille Provence. La participation des autres Territoires, sous forme de remboursement, sera faite selon la clef de répartition proportionnelle à la population de chacun d'eux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017.

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de création et d'affectation d'une autorisation de programme pour la réalisation d'un Schéma Directeur Métropolitain de l'Eau Potable.

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de création et d'affectation d'une autorisation de programme pour la réalisation d'un Schéma Directeur Métropolitain de l'Eau Potable.

#### **PROX 002-1037/17/CT**

**■ EAU - Approbation de création et d'affectation d'une autorisation de programme pour la réalisation d'études complémentaires relatives à la mise en œuvre du Schéma Modernisation du Réseau unitaire II de Marseille**

#### **Information du Conseil de Territoire DEASV 17/16017/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre du Contrat d'Agglomération 14/1453 « Actions majeures pour l'amélioration du fonctionnement du système d'assainissement de l'agglomération de Marseille et de la qualité de ses milieux aquatiques », signé le 10 juillet 2014 avec l'Etat et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, la Collectivité a engagé une étude

d'actualisation du Schéma de Modernisation du Réseau Unitaire I de Marseille réalisée en 1995.

Après l'analyse de plusieurs scénarios visant à réduire les phénomènes de débordements du réseau unitaire sur voiries (notamment le secteur Canebière – Vieux Port et le secteur Arenc) et de déversement d'effluents aux milieux récepteurs (dont le Parc Balnéaire du Prado et la plage des Catalans), le Schéma de Modernisation du Réseau Unitaire II préconise la réalisation d'un tunnel de stockage entre la station d'épuration et le secteur Arenc – Bougainville, ainsi que la réalisation de bassins de rétention unitaires complémentaires. Le tunnel de stockage serait relié au réseau unitaire (Emissaire 1 ou principaux collecteurs), grâce à des puits d'alimentation ou à des conduites spécifiques de dérivation.

Un dispositif de ventilation spécifique sera nécessaire pour permettre le renouvellement de l'air à l'intérieur de l'ouvrage et éviter les risques pour les agents d'exploitation et les nuisances olfactives pour les riverains.

Des dispositifs d'exploitation spécifiques devront également être mis en œuvre afin d'assurer l'entretien régulier des ouvrages d'assainissement dans des conditions garantissant la sécurité des agents d'exploitation.

Néanmoins, le tunnel de stockage et ses ouvrages annexes seraient réalisés dans un tissu urbain dense avec de nombreux bâtiments et leurs tracés passeraient à proximité de plusieurs infrastructures existantes ou projetées (métro, tramway, tunnels routiers, parkings, nouvelle Gare Saint Charles). Il convient par conséquent de s'assurer de la compatibilité du tunnel de stockage envisagé, et de ses annexes, avec les ouvrages et bâtiments existants ou projetés.

Ces investigations doivent permettre d'affiner et d'optimiser le tracé du tunnel de stockage et des conduites secondaires. Elles doivent également permettre d'optimiser la conception des différents organes du tunnel ainsi que les bassins complémentaires.

Elles devront enfin examiner la possibilité de valoriser les ouvrages de rétention projetés pour d'autres fonctionnalités telles que la production d'énergie ou la résorption des nuisances olfactives liées au réseau unitaire (notamment sur le Prado, le Rond-Point du Prado, le Boulevard Rabatau, la rue Paradis).

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 500 000,00 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'Arrêté Préfectoral n°98-2014 PC du 29 octobre 2014, portant autorisation, au titre de la police de l'eau pour la réalisation du bassin de rétention Ganay et portant modification de l'Arrêté Préfectoral n°2003-255/26-2002-EA du 16 janvier 2004 autorisant le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille ;
- L'Arrêté Ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub> ;
- L'Arrêté Préfectoral n°2003-345 du 13 octobre 2003, fixant les objectifs de réduction des flux de substances polluantes de l'agglomération de Marseille et modifiant l'Arrêté Préfectoral du 6 avril 1996 délimitant les agglomérations d'assainissement au titre du Décret n°94-496 du 3 juin 1994 ;
- L'Arrêté Préfectoral n°2003-355/26-2002-EA du 16 janvier 2004 autorisant le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille ;
- L'Arrêté Préfectoral n°48-2006-E-A du 7 juillet 2006, modifiant l'Arrêté Préfectoral du 16 janvier 2004, autorisant le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

**OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de création et d'affectation d'une autorisation de programme pour la réalisation d'études complémentaires relatives à la mise en œuvre du Schéma Modernisation du Réseau unitaire II de Marseille, sur le budget Assainissement.

**DELIBERE**

**Article unique :**

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de création et d'affectation d'une autorisation de programme pour la réalisation d'études complémentaires relatives à la mise en œuvre du Schéma Modernisation du Réseau unitaire II de Marseille, sur le budget Assainissement.

**PROX 003-1038/17/CT**

**■ EAU - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme destinée aux travaux d'interventions urgentes sur les réseaux pluviaux du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

**Information du Conseil de Territoire  
DEASV 17/15998/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence gère et exploite directement les réseaux pluviaux sur l'ensemble des communes membres du territoire Marseille Provence, hors Marseille. Sur cette dernière commune, ces prestations sont comprises dans le contrat de délégation de service public de l'assainissement donc le SERAMM est le titulaire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014.



L'exercice de la compétence pluviale inclut la réalisation de travaux d'interventions urgentes pour le maintien en bon état des émergences en fonte, nécessaires au bon fonctionnement hydraulique des ouvrages :

- Remplacement ou rescellement et mise à la côte d'ensembles cadres-tampons de regards de visite ;
- Remplacement ou rescellement et mise à la côte d'avaloirs, de grilles...

La principale difficulté est d'estimer, en début d'année et pour chaque commune, le nombre et l'importance des interventions urgentes qui seront à réaliser sur les équipements du réseau sur l'ensemble des communes du Conseil de Territoire Marseille Provence (hormis la commune de Marseille).

Cette opération permettra de répondre aux urgences et sollicitations diverses, notamment celles liées à la sécurité du public par rapport à des équipements qui s'avèreraient défectueux.

En outre, ladite opération permettra aussi une plus grande réactivité pour la réalisation de ces travaux sur les communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons.

Le montant prévisionnel de cette opération est estimé à 450 000 euros TTC.

Il est donc proposer d'inscrire une nouvelle autorisation de programme d'investissement d'un montant total de 450 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

#### **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme destinée aux travaux d'interventions urgentes sur les réseaux pluviaux du territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **DELIBERE**

##### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de la création et affectation de l'opération. Travaux d'intervention urgentes sur les réseaux pluviaux du Territoire Marseille-Provence, hors Marseille, de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

#### **PROX 004-1039/17/CT**

**■ EAU - Actualisation des tarifs de l'eau au 1er janvier 2018 sur le Territoire de Marseille Provence**

#### **Information du Conseil de Territoire DGECE 17/16059/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Lors du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013, la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service de l'eau a été attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération AGER 001-607/13/CC. Cette nouvelle convention de Délégation de Service Public est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Ce contrat a imposé la substitution à la Société des Eaux de Marseille (SEM) d'une structure juridique dédiée, la « Société Eau de Marseille Métropole », désignée ci-après par le terme « SEMM », en qualité de délégataire du service public de l'eau.

Parallèlement au tarif délégataire découlant de ce nouveau contrat, la Métropole Aix-Marseille Provence, autorité organisatrice du service public de l'eau sur le Territoire de Marseille Provence, doit disposer de ressources propres nécessaires pour assurer son fonctionnement ainsi que les nombreux investissements non intégrés au contrat de délégation-qu'elle réalise sur son territoire.

Afin de maintenir la capacité d'investissement, nécessaire pour financer les équipements en cours et projetés, il est proposé, pour l'année 2018, d'actualiser les tarifs de toutes les communes du périmètre de la délégation à hauteur de +2%.

L'actualisation proposée ne porte que sur les tarifs et surtaxes du Territoire de Marseille Provence correspondant au périmètre des services délégués. L'évolution des tarifs des délégataires issue de leur contrat et les redevances de l'Agence de l'Eau ne sont pas concernés par le présent rapport. De même, l'évolution des tarifs des régies fait l'objet de délibérations distinctes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service de l'eau attribuée à la Société des Eaux de Marseille par délibération AGER 002-607/13/CC du 31 octobre 2013 ;
- La délibération n°PEDD 001-1288/15/CC relative à l'actualisation des tarifs communautaires de l'eau au 1er janvier 2016.

#### **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'actualisation des tarifs de l'eau au 1<sup>er</sup> janvier 2018 sur le Territoire de Marseille Provence.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de l'actualisation des tarifs de l'eau du Conseil de Territoire de Marseille Provence au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (Hors Gemenos Village et Plan de Cuques).

#### **PROX 005-1040/17/CT**

#### **■ EAU - Actualisation des tarifs de l'eau et de l'assainissement de la Régie de Gemenos pour 2018**

#### **Information du Conseil de Territoire DEASV 17/16063/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Conformément à l'article 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole est compétente en matière de gestion des services d'intérêt collectif, notamment l'eau et l'assainissement.

Chaque année, une délibération d'actualisation des tarifs doit être prise afin de maintenir la capacité d'investissement nécessaire pour financer les équipements en cours et projetés.

Une augmentation de 3 centimes est proposée sur les tarifs 2018 de l'eau par rapport aux tarifs appliqués pour l'année 2016.

L'actualisation proposée ne porte que sur les tarifs de la commune de Gémenos pour sa partie villageoise. Les redevances de l'Agence de l'Eau collectées et reversées par la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'Agence de l'Eau ne sont pas concernées par le présent rapport.

L'actualisation de ces tarifs prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018, afin de prendre en compte les modifications proposées sur les modalités de relève et de facturation.

En effet, par délibération PEDD 004-1291/15/CC du 25 septembre 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole avait délibéré pour que la relève des compteurs sur la commune de Gémenos et la facturation soient effectuées deux fois par an et non plus une fois comme précédemment afin que les usagers puissent suivre plus facilement leur consommation d'eau.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1805 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° PEDD 004-1291/15/CC du 25 septembre 2015 portant sur le passage à deux relèves et deux facturations annuelles sur la commune de Gémenos ;
- La délibération n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean Montagnac en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'approuver une délibération portant sur l'actualisation des tarifs de l'eau et de l'assainissement de la Régie de Gémenos pour 2018.

**DELIBERE**

**Article Unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'actualisation des tarifs de l'eau et de l'assainissement de la Régie de Gémenos pour 2018.

**PROX 006-1041/17/CT**

**■ EAU - Exercice de la compétence Gemapi au niveau métropolitain**

**Information du Conseil de Territoire  
DEE 17/16062/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Il est soumis à l'assemblée, le rapport portant abrogation des dispositions relatives à l'exercice de la compétence GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), conformément au j du 6° du I de l'article L. 5217-2, délégué aux Conseils de Territoires par les

délibérations  
n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du 28 avril 2016.

**A-** Pour rappel : GEMAPI une compétence prévue par la loi

*La compétence GEstion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations – GEMAPI - fait partie des nouvelles compétences que doit exercer la Métropole Aix-Marseille-Provence.*

La loi du 27 janvier 2014 sur la Modernisation de l'Action Publique territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) a créé une compétence nouvelle, la GEMAPI (GEstion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations), au profit du « bloc communal ». La GEMAPI est une compétence obligatoire au 1er janvier 2018 et exclusive au 1er janvier 2020. Cette compétence est automatiquement transférée des communes aux EPCI à fiscalité propre au 1er janvier 2018. Elle est à présent exercée de façon facultative et partielle par les collectivités qui ont parfois confié leur exercice à un Syndicat aux côtés d'autres missions complémentaires à la GEMAPI.

Cette nouvelle compétence est définie par 4 missions inscrites à l'article L.211-7.1° du Code de l'Environnement au travers de 4 alinéas :

- 1° *L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (ou bassin versant).*
- 2° *L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau.*

5° *La défense contre les inondations et contre la mer.*

8° *La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.*

La compétence GEMAPI n'est pas une compétence *confiscatoire* ou *exclusive* de la Métropole dans la mesure où il n'est pas transféré à la Métropole la responsabilité de tous les cours d'eau, zones humides, plans d'eau ou autres milieux aquatiques présents sur son territoire. Ces derniers restent placés sous l'autorité de leur propriétaire et/ou de leur exploitant. La Métropole exerce la compétence GEMAPI, sans préjudice des obligations des

propriétaires (entretien régulier du cours d'eau, etc.) et des exploitants des ouvrages hydrauliques.

Le Préfet a arrêté le 20 mars 2017 un schéma directeur de coopération intercommunale (SDCI) des Bouches-du-Rhône précisant l'importance d'envisager l'évolution des Syndicats GEMAPI dans une logique de territorialité par bassin versant. Il précise que si les bassins versants sont à cheval sur plusieurs EPCI à fiscalité propre, le maintien du syndicat ou la possibilité de conventionnement entre EPCI peut permettre de conserver cette logique.

**B-** L'engagement d'une démarche SOCLE par la Métropole

La Métropole a engagé en décembre 2016 (délibération du 15 décembre 2016) une démarche de – Stratégie/Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau - SOCLE - afin d'affiner le travail réalisé par les services de l'Etat et d'être en mesure de proposer une organisation de la compétence GEMAPI.

A cette fin, elle a constitué un groupe de travail associant tous les maires de son territoire dont elle a confié le pilotage au 8<sup>ème</sup> Vice-Président de la Métropole, membre du bureau, délégué à l'eau, l'assainissement et la GEMAPI, désigné à cet effet.

Les travaux du groupe de travail des Maires et du groupe de travail technique associé, ont souligné :

- la nécessité de maintenir une vision par bassin versant, associée à une hétérogénéité actuelle des approches et actions menées selon ces bassins,
- la mise en place de la compétence GEMAPI, à l'échelle de la Métropole, comme une opportunité de disposer d'une politique d'aménagement du territoire cohérente avec les enjeux de l'eau au sens large, et notamment la préservation de la qualité des milieux et de la ressource souterraine et superficielle en eau, la gestion quantitative et qualitative de la ressource, les risques liés aux ruissellements, l'animation de démarches partenariales et la concertation des acteurs permettant une vision intégrée de ces divers enjeux,
- les attentes des structures gestionnaires pour que la mise en place de la compétence GEMAPI permette une mutualisation des moyens et un développement des partenariats à l'échelle métropolitaine ainsi qu'une pérennisation des « missions associées » hors GEMAPI, dépendantes des compétences de droit commun de la Métropole et considérées comme complémentaires au niveau de chaque unité hydrographique.

**C- Une proposition de schéma d'organisation de la compétence au 1<sup>er</sup> janvier 2018 voté en Conseil de Métropole le 19 octobre 2017**

Par application de la loi NOTRE, le Conseil de Métropole, par délibération du 28 avril 2016, a délégué l'ensemble des compétences transférables aux Conseils de Territoire, dont la GEMAPI.

Or, la loi indique par ailleurs que la GEMAPI doit être appréhendée par bassins versants homogènes (approche confirmée par un courrier du Préfet daté du 20 juillet 2016).

Etant donné que la majorité des élus métropolitains semble aujourd'hui admettre, comme en a témoigné la Conférence des Maires tenue à Gémenos le 12 juillet 2017, que l'exercice de la compétence GEMAPI serait plus pertinent à l'échelle métropolitaine qu'à celle des territoires, il est proposé, dans la présente délibération, de conserver l'exercice de cette compétence au niveau métropolitain.

Cet exercice à l'échelle métropolitaine se déclinera toutefois par unité hydrographique (bassin versant).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- Les statuts des structures syndicales visées dans le rapport de délibération ;
- La délibération du 23 janvier 2017 actant par le SIBVH un avis sur le volet GEMAPI du SDCI et sa participation à la démarche SOCLE de la Métropole ;
- La délibération du 7 février 2017 actant par le SABA un avis sur le volet GEMAPI du SDCI et la proposition du CA de dissolution du syndicat ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- Le SOCLE Schéma d'Organisation des Compétences Locales de l'Eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Rapport de présentation et d'état des lieux, premier rapport d'étape septembre 2017 joint en annexe de la délibération du 19 octobre 2017 citée ci-dessus ;
- Le projet de délibération métropolitain « Exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain ».

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du projet de délibération métropolitain « Exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain ».

**DELIBERE**

### **Article unique**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitain « Exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain ».

#### **PROX 007-1042/17/CT**

■ **EAU - Approbation de l'affectation et de la revalorisation de programme relative à l'extension du réseau de distribution en eau potable du Chemin du Vallon de l'Oule à Allauch**

#### **Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15828/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le Chemin du Vallon de l'Oule à Allauch se situe au fond d'un vallon encaissé et étroit et ne dispose pas d'un réseau de distribution en eau potable sur la totalité de son linéaire. Les personnes résidant au fond du Vallon n'ont aucune possibilité de se raccorder au réseau qui se situe à 600m en amont de leur résidence. Le 11 février 2014, 3 d'entre eux ont écrit à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour demander leur raccordement. Cette nouvelle canalisation devra également être en mesure d'alimenter plusieurs poteaux incendie, le projet se situant au sein du massif forestier du Garlaban.

Par délibération DEA 010-1463/16/CM du 15 décembre 2016, le Conseil de Métropole a approuvé la réalisation de l'extension du réseau de distribution en eau potable du Vallon de l'Oule dont l'autorisation de programme est de 300 000.00 euros HT. Celle-ci avait été établie sur la base de conditions de terrassement favorables. Or, au regard des éléments issus des études, le projet se situe sur un terrain rocheux entraînant une plus-value au niveau des postes de déblais et de remblais. Par ailleurs, la faible accessibilité du site complique la réalisation des travaux et entraîne également une plus-value sur l'ensemble des postes. Il est nécessaire de porter cette enveloppe à 380 000.00 euros HT.

L'opération d'investissement n° 2017102800 inscrite au budget pour un montant initial de 300 000 euros, doit être revalorisée de 80 000 euros, portant ainsi le montant de l'opération à 380 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° DEA 010-14631/16/CM du 15 décembre 2016 relative à l'approbation de la réalisation de l'extension du réseau de distribution en eau potable Vallon de l'Oule ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

#### **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de l'affectation et de la revalorisation de programme relative à l'extension du réseau de distribution en eau potable du Chemin du Vallon de l'Oule à Allauch.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération « Approbation de

l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2017102800 « Extension du réseau de distribution en eau potable Chemin du Vallon de l'Oule – Allauch » dans l'autorisation de programme DEA010-1463/16/CM.

#### **PROX 008-1043/17/CT**

#### **■ EAU - Budget Eau - Approbation de création et d'affectation d'une autorisation de programme pour la déconstruction de l'usine d'eau potable des Ambrosis commune de Plan-de-Cuques**

#### **Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15737/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence .

En 2012, une canalisation de diamètre 300mm entre le réseau d'eau potable de Marseille et celui de Plan-de-Cuques, a été réalisée par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et raccordée à la station de pompage des Ambrosis afin d'alimenter la commune.

Ce feeder a été dimensionné pour répondre à la totalité des besoins en eau de la commune. Ainsi la station de potabilisation des Ambrosis est devenue potentiellement inutile. Elle est par ailleurs très ancienne et d'entretien onéreux.

Dans un avenir très proche, une alimentation de secours (un feeder en DN 400 mm) provenant du réseau d'Allauch, doit être mise en place par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous le chemin des Rascous. Les études de conception sont en cours.

Ainsi les équipements et bâtis de la station n'ont plus lieu d'être. Celle-ci cessera de fonctionner fin 2017.

Il est donc envisagé de déconstruire et démonter les bâtis et équipements devenus inutiles et de restituer l'emprise à la commune de Plan-de-Cuques.

Les travaux consistent à :

- Déconstruire les bâtis devenus inutiles (bassins décanteurs, locaux d'exploitation, filtres à sables...),
- Démonter et évacuer les équipements obsolètes (pompes, compresseurs d'air, canalisations et tuyauteries diverses, cellules électriques, armoires électriques...),

- Remettre en état le terrain (enlèvement de canalisations obsolètes, apport de terre végétale...)
- Clore et sécuriser les lieux.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 700 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter la délibération portant sur l'approbation de création et d'affectation d'une autorisation de programme pour la déconstruction de l'usine d'eau potable des Ambrosis, commune de Plan-de-Cuques.

#### **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de création et d'affectation d'une autorisation de programme pour la déconstruction de l'usine d'eau potable des Ambrosis commune de Plan-de-Cuques.

### **PROX 009-1044/17/CT**

■ **EAU - Budget Eau - Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Busage du Canal de Marseille - Dérivation Camoins - Aubagne - Tronçon Fabres - Vidale**

### **Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15881/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La dérivation de Camoins-Aubagne du canal de Marseille, achemine l'eau brute de la Durance sur 13,4 km, depuis le bassin de partage de la Marianne jusqu'au quartier de la Demande à Aubagne. Elle alimente ensuite les dérivations de Gémenos et la dérivation de La Ciotat.

La dérivation Camoins-Aubagne se présente sous la forme d'un canal en maçonnerie, à section quasi rectangulaire, revêtu d'un enduit. Sur le tronçon de 550 ml compris entre les souterrains des Fabres et de la Vidale, sa largeur moyenne est de 2,40m pour une hauteur de 1,40m. Son tracé cheminant à flanc de colline est très sinueux et difficilement accessible aux engins de chantier. Il présente un talus en rive droite de près de 10m de hauteur, surplombant une zone densément urbanisée en contrebas (lotissement du Clos des Cigales).

Le tronçon Fabres-Vidale de la dérivation Camoins-Aubagne est fondé sur des sols d'assise argileux, de mauvaise tenue et sensible à l'eau. De nombreux désordres sont ainsi observés sur l'ouvrage : fissurations des piédroits et du radier. En rive gauche on observe une tendance au basculement du piédroit dans le canal et en rive droite au déversement du piédroit dans le vide.

Le tronçon Fabres-Vidale a déjà fait l'objet de travaux de réparation ponctuels (1958, 1986, 2006). Aujourd'hui il est nécessaire de réaliser des travaux de mise en sécurité définitifs sur ce tronçon, afin de

mettre à l'abri les zones urbanisées denses existantes en contrebas du canal.

Les travaux consisteront en un busage du canal sur 550ml par une conduite DN1500 autoproteuse, fondée sur des pieux. Compte tenu de la topographie et de la faible portance des piédroits du canal, les solutions initialement prévues ont dû être abandonnées (plâtrage provisoire en appui sur le canal). La création d'une piste pour accéder au canal ainsi qu'un accès par le collège Saint Eugène de Mazenod et l'école Louise de Marillac sont privilégiés.

Par délibération du 21 Décembre 2015 une opération d'investissement a été créée en vue de sécuriser le canal de Marseille afin d'assurer la continuité de l'alimentation en eau potable de sécuriser les habitations en contrebas du canal.

Afin de réaliser les travaux, il est nécessaire d'augmenter l'opération d'investissement 2015118700 de 700 000 euros HT et de la porter à 2 700 000 euros HT, soit 3 240 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

### **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**



## **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement : Busage du Canal de Marseille - Dérivation Camoins/Aubagne – Tronçon Fabres/Vidale.

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015118700 - Busage du canal de Marseille dérivation Camoins/Aubagne tronçon Fabres/Vidale.

#### **PROX 010-1045/17/CT**

■ **EAU - Budget Eau - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour l'opération - Pose d'un feeder sous le Boulevard Urbain Sud - BUS - de Marseille**

#### **Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15893/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La réalisation du Boulevard Urbain Sud entre le carrefour Florian (autoroute A50) et la traverse Parangon est l'opportunité d'accroître la sécurité du réseau de distribution d'eau potable. Le tracé de cette voie nouvelle intercepte des réseaux en antenne qui pourraient être maillés par la pose d'un feeder. Les cinq maillages envisagés concernent les raccordements suivants :

- DN 600 mm du Carrefour Florian (A50)
- DN 400 mm du boulevard Sainte-Marguerite
- DN 600 mm de l'avenue De Lattre De Tassigny
- DN 600 mm du chemin du Roi d'Espagne

- DN 600 mm de la traverse Parangon

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 5 000 000 euros HT, soit 6 000 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

## **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le conseil de Métropole envisage d'adopter la délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour la pose d'un feeder sous le Boulevard Urbain Sud (BUS) de Marseille.

### **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour l'opération : Pose d'un feeder sous le Boulevard Urbain Sud (BUS) de Marseille ».

### **PROX 011-1046/17/CT**

#### **■ EAU - Budget Eau - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour la sécurisation du Canal de Marseille au niveau des Rascous - Communes d'Allauch et Plan-de-Cuques**

#### **Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15898/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le secteur du quartier des Rascous à Allauch et du quartier St Euphémie à Plan-de-Cuques, le Canal de Marseille est implanté sur la limite intercommunale. Sa construction remonte à la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

Le Canal de Marseille est constitué, dans cette zone, d'un remblai d'environ 4 m de hauteur par rapport au terrain naturel environnant, créant une plateforme de 6 à 7 m de largeur sur laquelle est assis l'ouvrage en maçonneries, de section rectangulaire (4 m de largeur et 1,70 m de profondeur).

Le canal franchit perpendiculairement le vallon des Rascous, ruisseau de type méditerranéen (sec en temps normal devenant productif en temps de pluie), dont le bassin versant a une surface de plus de 500 hectares.

Les eaux pluviales transitent sous le remblai du Canal de Marseille via une buse en maçonnerie de capacité hydraulique limitée. Cette buse n'est plus adaptée à l'importance du ruissellement actuel en provenance du bassin versant amont, qui s'est fortement urbanisé depuis l'époque de construction du canal.

La Mairie de Plan-de-Cuques a fait réaliser de nombreuses études techniques (hydrologie, hydraulique, géotechnique, ...) mettant en évidence que, lors de crues exceptionnelles du vallon des Rascous, le remblai du Canal de Marseille entraîne

l'apparition d'une zone de rétention des eaux pluviales en amont du remblai, inondant 3 habitations privées construites à proximité du canal et dont le volume peut atteindre 9 000 m<sup>3</sup>.

Par ailleurs, en cas de mise en charge extrême par l'amont, la surverse des eaux de pluies par-dessus le remblai du Canal présente un risque pour la stabilité de ce dernier.

Aujourd'hui, au titre de sa compétence « eau », la Métropole Aix-Marseille-Provence doit étudier et mettre en œuvre une solution technique visant à sécuriser le Canal de Marseille au droit du vallon des Rascous, autant pour protéger le quartier St Euphémie, que pour empêcher la coupure de l'alimentation en eau brute de l'agglomération marseillaise.

Le projet consiste à :

- Couvrir localement le Canal de Marseille par une dalle béton permettant de canaliser la surverse des eaux pluviales par-dessus le canal en cas de crue exceptionnelle ;
- Protéger les talus amont et aval du remblai du canal contre la submersion ;
- Aménager un ouvrage de dissipation en pied aval du remblai du canal pour dissiper l'énergie des eaux surversantes et canalisant les écoulements vers le ruisseau des Rascous en aval.

Le montant prévisionnel de cette opération est estimé à 2 000 000 euros HT, soit 2 400 000 euros T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour la sécurisation du Canal de Marseille au niveau des Rascous – Communes d'Allauch et Plan-de-Cuques.

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour la sécurisation du Canal de Marseille au niveau des Rascous – Communes d'Allauch et Plan-de-Cuques.

#### **PROX 012-1047/17/CT**

**■ EAU - Budget Eau - Approbation de la création et l'affectation d'une autorisation de programme pour la déconstruction partielle de l'usine d'eau potable de La Pounche commune d'Allauch**

#### **Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15739/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le centre de production d'eau potable de la Pounche construit dans les années 50 était devenu obsolète dans son process mais aussi au regard de sa capacité de production.

A la fin des années 90, une alimentation complémentaire et une alimentation de secours depuis le réseau de Marseille ont été mises en place. Enfin en 2007 et 2012 un secours complet de la commune et une seconde alimentation ont été installés.

A ce jour sur l'ancien site, seules les installations de pompage en ligne permettant une alimentation complète et fiable de la commune d'Allauch, sont utilisées.

Ainsi les installations et équipements des années antérieures sont devenus totalement obsolètes.

Il est donc envisagé de déconstruire et démonter les bâtis et équipements devenus inutilisés.

Les travaux consistent à :

- Déconstruire les bâtis devenus inutilisés (décanteur lamellaire, petits locaux d'exploitation, lits de filtres à sables...),
- Démonter et évacuer les équipements obsolètes (pompes, canalisations et tuyauteries diverses, armoires électriques...),
- Remettre en état le terrain (enlèvement de canalisations obsolètes, apport de terre végétale...)
- Clôre et sécuriser les lieux.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 360 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la

Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter la délibération portant sur l'approbation de la création et l'affectation d'une autorisation de programme pour la déconstruction partielle de l'usine d'eau potable de La Pounche, commune d'Allauch.

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de la création et l'affectation d'une autorisation de programme pour la déconstruction partielle de l'usine d'eau potable de La Pounche, commune d'Allauch »

### **PROX 013-1048/17/CT**

■ **EAU - Budget Eau - Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'autorisation de programme pour la modernisation et l'augmentation de capacité de la station de potabilisation des Giraudets aux Pennes-Mirabeau**

#### **Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15802/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération n° PEDD 063-747/15/CC du 19 février 2015, le Conseil de Communauté a approuvé l'affectation d'une autorisation de programme pour la modernisation et l'augmentation de capacité de la

station de potabilisation des Giraudets aux Pennes-Mirabeau.

Le projet initial prévoyait :

- Une augmentation de la capacité de production du complexe de potabilisation ;
- La réhabilitation des filières de production les plus anciennes (Accelator® et Pulsator®) ;
- L'adaptation et/ou la mise en conformité des ouvrages annexes aux filières de traitement ;
- L'automatisation complète de la conduite et de la surveillance du process de production ;
- Le traitement des eaux de lavage des filtres avant rejet au milieu naturel.

L'étude de faisabilité a mis en évidence la nécessité de :

- Abandonner et démolir les filières de production obsolètes ;
- Doubler la capacité de production de la filière existante en rive gauche du canal de Marseille (Densadeg®) ;
- Traiter les eaux de lavage des filtres avant recyclage ;
- Construire un réservoir de 9 000 m3 (prévu au schéma directeur d'alimentation en eau potable) afin d'optimiser la régulation de l'usine.

En conséquence, il est nécessaire de revaloriser l'autorisation de programme qui passe de 10 200 000 euros HT à 13 500 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° PEDD 063-747/15/CC du 19 février 2015, relative à l'affectation d'une autorisation de programme pour la modernisation et l'augmentation de capacité de la station de potabilisation des Giraudets aux Pennes – Mirabeau ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'autorisation de programme pour la modernisation et l'augmentation de capacité de la station de potabilisation des Giraudets aux Pennes-Mirabeau.

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'autorisation de programme pour la modernisation et l'augmentation de capacité de la station de potabilisation des Giraudets aux Pennes-Mirabeau.

#### **PROX 014-1049/17/CT**

**■ EAU - Budget Eau - Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'autorisation de programme pour la réhabilitation et l'automatisation de la filière de filtration de l'usine de production d'eau potable de Cassis**

#### **Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15836/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération n° DEA 005-1458/16/CM du 15 décembre 2016, le Conseil Métropolitain a approuvé l'affectation d'une autorisation de programme pour la réhabilitation et l'automatisation de la filière de filtration de l'usine de production d'eau potable de Cassis.

Le projet initial prévoyait de :

- renouveler les conduites, vannes et équipements connexes aux filtres ;
- automatiser le process de production ;
- réhabiliter les structures génie civil.

L'avant-projet a montré que :

- la configuration des ouvrages était obsolète ;
- elle ne permettait pas, en outre, l'automatisation du process de production ;

En conséquence, il convient de remplacer les filtres existants par des ouvrages d'une conception adaptée, et notamment, d'une hauteur de filtration plus importante.

Il est donc nécessaire de revaloriser l'autorisation de programme de 450 000 euros H.T portant ainsi le montant de l'opération à 700 000 euros HT à 1 150 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° DEA 005-1458/16/CM du 15 décembre 2016, relative à l'affectation

d'une autorisation de programme pour la réhabilitation et l'automatisation de la filière de filtration de l'usine de production d'eau potable de Cassis ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant l'approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'autorisation de programme pour la réhabilitation et l'automatisation de la filière de filtration de l'usine de production d'eau potable de Cassis - commune de Cassis.

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'autorisation de programme pour la réhabilitation et l'automatisation de la filière de filtration de l'usine de production d'eau potable de Cassis.

#### **PROX 015-1050/17/CT**

**■ EAU - Budget Eau - Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Construction d'un réservoir d'eau potable à Port Miou à Cassis**

#### **Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15833/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le réservoir d'eau potable du Cimetière sur la commune de Cassis assure une autonomie d'alimentation jugée insuffisante de 12h les jours de pointe.

En cas d'anomalie sur l'usine de production d'eau potable ou sur la principale canalisation d'amenée, le centre ville de Cassis et le quartier de Port Miou seraient rapidement privés d'eau.

Pour garantir la continuité de la desserte en eau de la commune de Cassis ainsi que la défense incendie du secteur, il est apparu nécessaire de prévoir la réalisation d'un réservoir d'extrémité de 1 500 m<sup>3</sup>.

Compte tenu des contraintes altimétriques du projet, l'implantation optimum du réservoir serait située dans le site protégé des calanques et nécessite donc une intégration soignée et des mesures d'accompagnement à la demande de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, la solution retenue, consiste à enterrer totalement le réservoir.

Par délibération AGER 026-1217/09/CC du 26 mars 2009 cette opération d'investissement a été créée.

Par délibération AGER 003-168/11/CC du 28 mars 2011 cette opération d'investissement a été revalorisée.

Les études complémentaires de géotechniques ont mis en évidence la nécessité de stabiliser le chemin d'accès et conforter en partie la falaise. De plus, il est nécessaire de dilater environ 2 000 mètres linéaires de canalisations existantes pour limiter les pertes de charges et permettre ainsi le remplissage du réservoir à créer. Ces prestations n'étaient pas intégrées dans le chiffrage initial de l'opération.

Afin de financer cette opération, il est nécessaire d'augmenter l'opération d'investissement 2009102000 de 2 645 819,40 euros HT et de porter le montant de l'opération à 3 900 000 euros HT, soit 4 680 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement pour la construction d'un réservoir d'eau potable à Port Miou, sur la commune de Cassis.

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Construction d'un réservoir d'eau potable à Port Miou à Cassis ».

#### **PROX 016-1051/17/CT**

**■ EAU - Budget Eau - Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Renforcement du réseau de distribution d'eau potable Val de Ricard - Lombardi Communes de Ensues La Redonne et de Carry Le Rouet**

#### **Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15832/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les conduites existantes de diamètre 250 et 200mm, qui alimentent en eau potable sur les communes de Carry le Rouet et de Sausset les Pins à partir du réseau d'Ensues la Redonne, sont vétustes et sous dimensionnées.

Leurs capacités sont à peine suffisantes en période de pointe de consommation.

Il est donc nécessaire de les remplacer par une conduite en fonte de diamètre 400 mm sur une longueur d'environ 4 000 mètres, entre le quartier de Val de Ricard (Ensues la Redonne) et le réservoir de l'avenue Lombardi (Carry le Rouet).

Par délibération AGER 030-1221/09/CC du 26 mars 2009 cette opération d'investissement a été créée.

Les études ont démontré que le diamètre de la canalisation initialement prévue en 400 mm était insuffisant.

Afin de pérenniser l'alimentation en eau potable des communes de Carry Le Rouet et de Sausset Les Pins, le diamètre de la canalisation projetée a été rehaussé à 600 mm.

Pour financer cette opération, il est nécessaire d'augmenter l'opération d'investissement 2009104800 de 1 726 086,96 euros HT, portant ainsi le montant de l'opération à 3 900 000 euros HT, soit 4 680 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement pour le renforcement du réseau de distribution d'eau potable Val de Ricard / Lombardi sur les Communes d'Ensuès La Redonne et de Carry Le Rouet.

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Renforcement du réseau de distribution d'eau potable Val de Ricard / Lombardi - Communes de Ensuès La Redonne et de Carry Le Rouet. »

#### **PROX 017-1052/17/CT**

**■ EAU - Budget Eau - Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Sécurisation de l'alimentation en eau potable de Plan-de-Cuques à partir du réservoir des Rascous communes de Plan-de-Cuques et d'Allauch**

#### **Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15821/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L'alimentation en eau potable de la commune de Plan-de-Cuques est assurée par le centre de production des Ambrosis. Cette usine vétuste présente de nombreux risques de dysfonctionnement.

En cas d'arrêt de l'usine de production d'eau potable ou d'incident sur les équipements de pompage vers les réservoirs, la commune ne dispose que d'une autonomie réduite d'environ 9 heures en période de consommation de pointe.

La mise en place d'une conduite de liaison entre l'usine des Ambrosis et la conduite d'alimentation du réservoir des Rascous à Allauch, permettra de secourir la distribution d'eau potable pour l'ensemble de la commune de Plan-de-Cuques, à partir du réseau de distribution de Marseille, sans recours à un pompage intermédiaire, au niveau de l'usine des Ambrosis.

Les travaux projetés consistent en la pose de 1 900 mètres de canalisations de diamètre 400 mm depuis la canalisation DN 600 mm d'adduction du réservoir des Rascous à Allauch, jusqu'à l'avenue Pasteur à Plan-de-Cuques.

Par délibération DEA 003-1456/16/CM du 15 décembre 2016 cette opération d'investissement a été créée.

Les études complémentaires de géotechniques ont mis en évidence la nécessité de franchir plusieurs réseaux enterrés. De plus, il convient de prévoir un système de maillage avec les canalisations existantes permettant de garantir la continuité du service public.

Afin de financer cette opération, il est nécessaire d'augmenter l'opération d'investissement 2017102900 de 1 413 043,48 euros HT et de porter le montant de l'opération à 2 500 000 euros HT, soit 3 000 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des



territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole, envisage d'adopter la délibération portant sur l'approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement pour la sécurisation de l'alimentation en eau potable de Plan-de-Cuques à partir du réservoir des Rascous, communes de Plan-de-Cuques et d'Allauch.

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Sécurisation de l'alimentation en eau potable de Plan-de-Cuques à partir du réservoir des Rascous, communes de Plan de Cuques et d'Allauch.

#### **PROX 018-1053/17/CT**

**■ EAU - Budget Eau - Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement 2017102500 - Exhaussement du Canal de Marseille dans le souterrain du Mussuguet - Commune d'Aubagne Cassis et Carnoux en Provence**

#### **Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15894/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-

après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le souterrain du Mussuguet fait partie de la Dérivation de la Ciotat, par laquelle le Canal de Marseille approvisionne en eau brute les usines de production d'eau potable de Cassis et La Ciotat, qui desservent les communes de Cassis, Roquefort-la-Bédoule, la Ciotat et Ceyreste.

Le souterrain a été construit entre 1880 et 1883, sur une longueur de 3400 m, sur le territoire des communes d'Aubagne, Carnoux-en-Provence et Cassis. Il n'est pas revêtu en partie haute et sa hauteur est variable entre 1,70 m et 3,00 m, des failles et cavités élargissant localement la section. Sa partie basse est aménagée en canal (cuvelage béton) de largeur 0,65 m et de hauteur 1,10 m environ.

En termes de capacité hydraulique, le souterrain du Mussuguet constitue le tronçon limitant de la Dérivation de la Ciotat. A pleine capacité en saison estivale, le souterrain peut transiter un débit maximum de 480 l/s. Au-delà de ce débit, la section cuvelée existante déborde, entraînant des pertes d'eau dans le sous-sol faillé environnant le souterrain.

Pour sécuriser l'approvisionnement en eau potable de ces communes, en utilisant pleinement la capacité de production des usines de Cassis et de La Ciotat, il est nécessaire d'augmenter la capacité hydraulique du souterrain à 600 l/s (+120 l/s).

Le projet consiste à :

- agrandir et sécuriser les 2 regards d'accès aux extrémités du souterrain,
- exhausser d'environ 0,40 m les piédroits gauche et droit du canal intérieur au souterrain, sur toute sa longueur.

Les travaux nécessitent la mise à sec préalable du souterrain (mise en chômage). C'est pourquoi, les travaux sont prévus d'être réalisés sur 2 années, sur six mois (d'octobre à mars), avec une succession de chômages de 3 jours (pour travaux) et de remises en eau de 4 à 11 jours (pour reconstituer les réserves des usines de potabilisation en aval). En période « estivale », d'avril à septembre inclus, la demande en eau est telle qu'il n'est pas possible de procéder aux chômages nécessaires aux travaux.

Par délibération DEA 008-1461/16/CM du 15 décembre 2016, l'opération d'investissement N° 2017102500 « Exhaussement du Canal de Marseille dans le souterrain du Mussuguet » a été créée par le Conseil de Métropole, avec une autorisation de programme de 1 000 000 euros HT.

Au vu des résultats de l'étude d'avant-projet réalisée courant 2017, il s'avère que le montant prévisionnel des travaux doit être réévalué à la hausse, pour un montant global de 2 500 000 euros HT.

Afin de financer ces travaux, il est nécessaire d'augmenter l'Autorisation de Programme l'opération de 1 500 000 euros HT et de la porter à 2 500 000 euros HT, soit 3 000 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation et affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement 2017102500 : Exhaussement du Canal de Marseille dans le souterrain du Mussuguet.

**DELIBERE**

**Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur

l'approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement « Exhaussement du Canal de Marseille dans le souterrain du Mussuguet – communes d'Aubagne, Carnoux-en-Provence et Cassis.

**PROX 019-1054/17/CT**

**■ EAU - Budget Principal - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour la dilatation du réseau pluvial avenue du Général Leclerc - commune de Plan-de-Cuques**

**Information du Conseil de Territoire  
DEASV 17/15837/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Des inondations sont régulièrement observées en cas d'orage, au niveau de l'avenue du Général Leclerc (soulèvement de tampons, hauteur d'eau importante) ainsi qu'au croisement entre l'avenue Frédéric Cheillon et l'avenue du Général Leclerc sur la commune de Plan-de-Cuques (zone de stockage des eaux de pluie, arrivée d'eau superficielle en provenance de l'avenue Pasteur).

Une précédente étude hydraulique a montré que la totalité du réseau de l'avenue du Général Leclerc (jusqu'au rejet dans le ruisseau du Jarret) était incapable de transiter le débit décennal et seuls 2 tronçons étaient capables de transiter le débit de période de retour 2 ans.

Afin de réduire les risques de débordement dans ce secteur, il est donc nécessaire de procéder à la dilatation du réseau pluvial existant.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 666 666,66 euros HT. soit 800 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d’adopter une délibération portant sur l’approbation de la création et de l’affectation d’une autorisation de programme pour la dilatation du réseau pluvial avenue du Général Leclerc à Plan-de-Cuques.

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l’approbation de la création et l’affectation de l’autorisation de programme, portant sur la réalisation de la dilatation du réseau pluvial avenue du Général Leclerc, commune de Plan-de-Cuques.

#### **PROX 020-1055/17/CT**

**■ EAU - Budget Principal - Approbation de la création et de l’affectation d’une autorisation de programme pour la réalisation d’un Schéma Directeur Métropolitain des Eaux Pluviales**

**Information du Conseil de Territoire  
DEASV 17/15903/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée, le 1er janvier 2016, par l’article 42 de la Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l’action publique territoriale et d’affirmation des métropoles (MAPTAM), modifiant l’article L.5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Elle rassemble les communes membres des anciens établissements publics de coopération intercommunale suivants : Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole, Communauté d’Agglomération du Pays d’Aix-en-Provence, Communauté d’Agglomération Salon Etang de Berre Durance, Communauté d’Agglomération du Pays d’Aubagne et de l’Etoile, Syndicat d’Agglomération Nouvelle Ouest Provence et Communauté d’Agglomération du Pays de Martigues.

Au titre de l’alinéa 5 a du I de l’article L.5217-2 et du I de l’article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence :

Exerce d’ores et déjà la compétence « assainissement » des eaux pluviales sur le Territoire Marseille Provence, par arrêt n°349614 du 4 décembre 2013 du Conseil d’Etat qui a considéré qu’au titre de l’article L.5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, la compétence relative à la gestion des eaux pluviales relevait de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;

- Exercera, à compter du 1er janvier 2018, la compétence « assainissement » des eaux pluviales sur le Territoire du Pays d’Aix et le Territoire du Pays Salonais, le Territoire Istres-Ouest Provence, le Territoire du Pays de Martigues du Pays d’Aubagne et de l’Etoile (la compétence restant communale jusqu’à cette date).

Sur l’ensemble du périmètre sur lequel elle sera compétente à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole doit garantir une bonne gestion des eaux pluviales tout en maîtrisant le coût du service.

A ce titre, il est nécessaire d’élaborer une réflexion poussée de la gestion globale des eaux pluviales pour apprécier l’adéquation entre le dimensionnement du réseau et les évolutions urbaines et de proposer des solutions réglementaires et des aménagements adaptés.

Cette démarche nécessite une cartographie précise du réseau pluvial, rendu obligatoire par la mise en œuvre de la réforme de prévention des endommagements de réseau (loi Grenelle 2) ainsi qu'une bonne connaissance de son fonctionnement hydraulique et des phénomènes météorologiques.

En tenant compte de leur degré d'urgence et des capacités financières de la collectivité, le schéma directeur des eaux pluviales est un outil d'aide à la décision qui permet de proposer des actions hiérarchisées et planifiées permettant de garantir à la population une gestion des eaux pluviales satisfaisante, limitant au mieux le ruissellement et les débordements.

Ce schéma directeur a pour objectif :

- De cartographier et décrire précisément l'ensemble du réseau hydrographique sur tout le territoire et d'identifier les axes d'écoulement,
- De mettre en évidence les dysfonctionnements existants,
- De réaliser un diagnostic du fonctionnement actuel du système de gestion des eaux pluviales et identifier les évolutions urbaines à venir,
- D'élaborer un zonage pluvial, en lien avec les documents d'urbanisme et de donner des prescriptions techniques afin de dimensionner et d'optimiser les aménagements en fonction de leur contexte,
- D'élaborer une programmation pluriannuelle de travaux d'amélioration et d'extension du réseau pluvial.

Le schéma directeur devra être :

- Un outil de programmation et de gestion pour la collectivité lui permettant d'avoir une vision globale des besoins et des solutions envisageables à l'échelle métropolitaine
- Un outil préalable indispensable à la réalisation de travaux structurants et au développement économique et urbain (la cohérence avec les documents d'urbanisme en cours ou projetés devant être assurée)
- Un outil permettant la gestion des problèmes à l'échelle de la métropole
- Un outil adaptable en fonction de l'évolution de la situation et des choix stratégiques de la collectivité.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 3 600 000,00 euros H.T. soit 4,320 millions d'euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La Loi Grenelle II du 12 juillet 2010 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter la délibération portant sur « « Budget Principal - Approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour la réalisation d'un Schéma Directeur Métropolitain des Eaux Pluviales » ».

### **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de la création et de l'affectation d'une autorisation de programme pour la réalisation d'un Schéma Directeur Métropolitain des Eaux Pluviales.

## **PROX 021-1056/17/CT**

### **■ EAU - Dégrèvements sur factures d'eau 2017 suite à une fuite d'eau sur les installations privées - Commune de Gémenos Village DEASV 17/16035/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n°2011-525 du 17 mai 2011 et son décret d'application n°2012-1078 du 24 septembre 2012 prévoient dans le cas d'une surconsommation d'eau potable due à une fuite après compteur pour un local d'habitation, que l'abonné sur présentation d'un justificatif, peut demander un plafonnement de sa facture.

En effet, cette loi précise que l'abonné n'est pas tenu au paiement de la part de consommation excédant le double de la consommation moyenne s'il présente au Service de l'eau Potable, dans un délai d'un mois à compter de l'information prévue au II de l'article 1er du décret n°2012-1078, une attestation d'une entreprise de plomberie indiquant qu'il a fait procéder à la réparation d'une fuite sur ses canalisations.

Le décret du 24 septembre 2012 fixe la date d'entrée en vigueur de ces dispositions et précise que ne sont prises en compte que les fuites de canalisations d'eau potable après compteur, à l'exclusion des fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage, l'abonné devant également fournir une attestation d'une entreprise de plomberie précisant que la fuite a été réparée en indiquant la localisation de la fuite et la date de la réparation.

Ce décret prévoit également que lorsqu'un abonné bénéficie d'un écrêtement de sa facture d'eau dans les conditions énoncées précédemment, les volumes d'eau imputables aux fuites de la canalisation après compteur n'entrent pas dans le calcul de la redevance assainissement.

Par délibération DPEA 1/416/CC du 13 mai 2005, le Conseil de Communauté a souhaité que les demandes de dégrèvement correspondant à des volumes supérieurs à 500m<sup>3</sup> soient approuvées par l'assemblée délibérante.

Sur ces bases, quatre demandes de dégrèvement sont présentées au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi Warsmann du 17 mai 2011 et son décret d'application du 24 septembre 2012 relatif à la facturation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DEA 018-1471/16/CM portant sur la modification du calcul des dégrèvements consécutifs à une fuite d'eau à Gémenos Village ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- Le règlement de service de l'eau de la commune de Gémenos Village.

### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que les dégrèvements supérieurs à 500 m<sup>3</sup> doivent être approuvés par le Conseil de Territoire Marseille Provence.

### **DELIBERE**

#### **Article 1 :**

Sont approuvés, les dégrèvements de plus de 500m<sup>3</sup> suivants sur les factures d'eau 2017 à Gémenos Village :

○ Est approuvé sur la facture d'eau de Madame Berest Isabelle (n°2017-1-225 faisant apparaître un montant total de 2838.18 euros.HT soit 2994.28 euros.TTC) , le dégrèvement d'un montant total de 2623.76 euros.HT soit 2768.06 euros.TTC sur le budget annexe Eau,

○ Est approuvé sur la facture d'eau de Madame Dimitroulias Irène (n°2017-1-806 faisant apparaître un montant total de 3840.63 euros.HT soit 4051.86 euros.TTC) , le dégrèvement d'un montant total de 2806.01 euros.HT soit 2960.34 euros.TTC sur le budget annexe Eau,

○ Est approuvé sur la facture d'eau de Monsieur Insubri Richard (n°2017-1-1268 faisant apparaître un montant total de 9333.38 euros.HT soit 9938.22 euros), le dégrèvement d'un montant total de 7093.49 euros.HT soit 7558.97 euros.TTC 5419.15 euros. HT soit 5717.20 euros.TTC sur le budget annexe EAU et 1674.34 euros.HT soit 1841.77 euros.TTC sur le budget assainissement.

○ Est approuvé sur la facture d'eau de Madame POZE Wanda (n°2017-1-1999 faisant apparaître un montant total de 1963.10 euros.HT soit 2071.07 euros.TTC), le dégrèvement d'un montant total de 1872.91 euros.HT soit 1975.93 euros.TTC,

## **Article 2 :**

Les crédits nécessaires seront inscrits :

- au budget annexe de l'eau 2017 –Natures 70111-701241-70123– Sous Politique F170 – Code 3DEAEG.
- au budget annexe de l'assainissement 2017 – Natures 706112-706121 – Sous Politique F110 Code 3DEAAG.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

## **PROX 022-1057/17/CT**

■ **EAU - Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération Augmentation de la capacité de production de l'usine d'eau potable de Vallon Dol**

## **Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15991/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-

après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Par délibération DEA 004-1457/16/CM du 15 Décembre 2016, il a été approuvé la création de l'opération « Augmentation de la capacité de production de l'usine d'eau potable de Vallon Dol ».

L'usine de Vallon Dol d'une capacité de traitement de 2000l/s constitue, avec les sites de Saint Barnabé et Sainte Marthe, l'un des trois centres de production d'eau potable de Marseille.

Ces trois usines sont aptes à se secourir en cas d'accident sur l'une d'entre elles. Mais, contrairement à Saint Barnabé et Vallon Dol, le site de Sainte Marthe ne peut être secouru entièrement. Seul 60% de sa production est, à ce jour, compensable. L'augmentation de la capacité de l'usine de Vallon Dol de 600l/s minimum permettrait d'assurer un secours complémentaire de Sainte Marthe.

La valeur de l'augmentation de l'usine de Vallon Dol sera fixée, à l'issue des études préalables de ces deux opérations.

Par délibération PEDD 006-1470/15/CC du 20 novembre 2015 a été approuvé le contrat de protection et d'économie de la ressource en eau (CONPERE) entre l'Etat, l'Agence de l'Eau et la Communauté urbaine Marseille Provence. Ce contrat comporte un programme précis d'études et de travaux stratégiques pour la période 2015-2018.

L'opération « Augmentation de la capacité de production de l'usine d'eau potable de Vallon Dol » est inscrite dans ce programme.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 7 300 000,00 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	30,00 %	2 190 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	70,00 %	5 110 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 septembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° FCT 001-804/17/CT du 13 juillet 2017 portant délégation du Conseil de Territoire Marseille-Provence au Président du Conseil de Territoire ;
- La délibération PEDD 006-1470/15/CC portant sur l'approbation du Contrat Protection et Economie de la Ressource en Eau avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et l'Etat du 20 novembre 2015 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'élection en date du 13 juillet 2017 de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération « Augmentation de la capacité de production de l'usine d'eau potable de Vallon Dol ».

**DELIBERE**

**Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération - Augmentation de la capacité de production de l'usine d'eau potable de Vallon Dol.

**PROX 023-1058/17/CT**

**■ EAU - Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération Confortement de la dérivation Camoins-Aubagne - tronçon Salette**

**Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15992/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Par délibération DEA 009-1462/16/CM du 15 Décembre 2016, il a été approuvé la création de l'opération « Confortement de la dérivation Camoins-Aubagne – tronçon Salette » (opération 2017102400).

Depuis 30 ans, le tronçon Salette a fait l'objet de nombreux travaux de réparation, suite aux désordres constatés.

En 2004, ce tronçon a été busé par une canalisation circulaire en polyéthylène haute densité(PEHD) DN1500 mm, posée dans la section rectangulaire de la dérivation, puis remblayée jusqu'au niveau des maçonneries des piédroits.

Depuis 2004, de nombreuses réparations ponctuelles ont dû être réalisées sur la buse PEHD, celle-ci se déchirant régulièrement en raison des mouvements affectant la maçonnerie du canal.

Aujourd'hui, il est nécessaire de conforter définitivement la structure de la dérivation Camoins-Aubagne sur ce tronçon, pour sécuriser

l'approvisionnement en eau brute des communes situées en aval.

Par ailleurs, par délibération PEDD 006-1470/15/CC du 20 novembre 2015 a été approuvé le contrat de protection et d'économie de la ressource en eau (CONPERE) entre l'Etat, l'Agence de l'Eau et la Communauté urbaine Marseille Provence. Ce contrat comporte un programme précis d'études et de travaux stratégiques pour la période 2015-2018.

L'opération « Confortement de la dérivation Camoins-Aubagne – tronçon Salette » est inscrite dans ce programme.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1 200 000,00 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	30,00 %	360 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	70,00 %	840 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 septembre 2006 ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;



- La délibération PEDD 006-1470/15/CC portant sur l'approbation du Contrat Protection et Economie de la Ressource en Eau avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et l'Etat du 20 novembre 2015 ;
- La délibération n° FCT 001-804/17/CT du 13 juillet 2017 portant délégation du Conseil de Territoire Marseille-Provence au Président du Conseil de Territoire ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'élection en date du 13 juillet 2017 de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

## **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération « Confortement de la dérivation Camoins-Aubagne - tronçon Salette ».

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération -Confortement de la dérivation Camoins-Aubagne - tronçon Salette.

#### **PROX 024-1059/17/CT**

■ **EAU - Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération Extension de la station de potabilisation des Giraudets**

#### **Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15990/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

#### **Descriptif de l'opération concernée :**

Par délibération PEDD 063-747/15/CC du 19/02/2015, il a été approuvé la création de l'opération « extension de la station de potabilisation des Giraudets » pour un montant de 10,2 millions d'euros.

Elle a pour but la modernisation et l'augmentation de capacité de la station de potabilisation des Giraudets aux Pennes-Mirabeau.

#### **Le projet initial prévoyait :**

- Une augmentation de la capacité de production du complexe de potabilisation ;
- La réhabilitation des filières de production les plus anciennes (Accelerator® et Pulsator®) ;
- L'adaptation et/ou la mise en conformité des ouvrages annexes aux filières de traitement ;
- L'automatisation complète de la conduite et de la surveillance du process de production ;
- Le traitement des eaux de lavage des filtres avant rejet au milieu naturel.

L'étude de faisabilité a mis en évidence la nécessité de :

- Abandonner et démolir les filières de production obsolètes ;
- Doubler la capacité de production de la filière existante en rive gauche du canal de Marseille (Densadeg®) ;
- Traiter les eaux de lavage des filtres avant recyclage ;
- Construire un réservoir de 9 000 m<sup>3</sup> (prévu au Schéma Directeur D'alimentation en Eau Potable) afin d'optimiser la régulation de l'usine.

La présente délibération vise à approuver l'augmentation de l'autorisation de programme de l'opération « extension de la station de potabilisation des Giraudets » pour un montant de 3,3 millions

d'euros ainsi que la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Par ailleurs, par délibération PEDD 006-1470/15/CC du 20 novembre 2015 a été approuvé le contrat de protection et d'économie de la ressource en eau (CONPERE) entre l'Etat, l'Agence de l'Eau et la Communauté urbaine Marseille Provence. Ce contrat

comporte un programme précis d'études et de travaux stratégiques pour la période 2015-2018. L'opération « extension de la station de potabilisation des Giraudets » est inscrite dans ce programme.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 13 500 000,00 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	30,00 %	4 050 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	70,00 %	9 450 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 septembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération PEDD 006-1470/15/CC portant sur l'approbation du Contrat Protection et Economie de la Ressource en Eau avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et l'Etat du 20 novembre 2015 ;

- La délibération n° FCT 001-804/17/CT du 13 juillet 2017 portant délégation du Conseil de Territoire Marseille Provence au Président du Conseil de Territoire ;
- L'élection en date du 13 juillet 2017 de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération « extension de la station de potabilisation des Giraudets ».

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération « extension de la station de potabilisation des Giraudets ».

**PROX 025-1060/17/CT**

**■ EAU - Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération Schéma Directeur Métropolitain des Eaux Pluviales**

**Information du Conseil de Territoire  
DEASV 17/15989/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

La présente délibération vise à approuver la création et l'affectation de l'autorisation de programme de l'opération « réalisation d'un Schéma Directeur Métropolitain des Eaux Pluviales » ainsi que la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

En tenant compte de leur degré d'urgence et des capacités financières de la collectivité, le schéma

directeur des eaux pluviales est un outils d'aide à la décision qui permet de proposer des actions hiérarchisées et planifiées permettant de garantir à la population une gestion des eaux pluviales satisfaisante, limitant au mieux le ruissellement et les débordements.

Ce schéma directeur métropolitain des eaux pluviales a pour objectif :

- De cartographier et décrire précisément l'ensemble du réseau hydrographique sur tout le territoire et d'identifier les axes d'écoulement
- De mettre en évidence les dysfonctionnements existants
- De réaliser un diagnostic du fonctionnement actuel du système de gestion des eaux pluviales et identifier les évolutions urbaines à venir
- D'élaborer un zonage pluvial, en lien avec les documents d'urbanisme et de donner des prescriptions techniques afin de dimensionner et d'optimiser les aménagements en fonction de leur contexte
- D'élaborer une programmation pluriannuelle de travaux d'amélioration et d'extension du réseau pluvial.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 3,6 millions euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	60 %	2 160 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	40 %	1 440 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 septembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FCT 001-804/17/CT du 13 juillet 2017 portant délégation du Conseil de Territoire Marseille Provence au Président du Conseil de Territoire ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'élection en date du 13 juillet 2017 de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération "Schéma Directeur Métropolitain des Eaux Pluviales".

#### **DELIBERE**

##### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération "Schéma Directeur Métropolitain des Eaux Pluviales".

#### **PROX 026-1061/17/CT**

##### **■ EAU - Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération Augmentation de la capacité Puits St Joseph**

##### **Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15986/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

##### **Descriptif de l'opération concernée :**

Le captage du Puits Saint Joseph (13015) est une ressource de secours pour l'alimentation en eau brute de Marseille permettant la production d'eau potable. L'utilisation de cette ressource a reçu l'avis favorable d'un hydrogéologue agréé, nommé par les Services de la Préfecture, pour la délimitation de périmètres de protection.

Actuellement, la capacité de la station de pompage relevant ces eaux vers l'usine de potabilisation de Sainte Marthe est limitée à 400 l/s. Dans son rapport, l'hydrogéologue a mis en évidence l'intérêt d'augmenter la capacité de prélèvement des eaux alimentant le Puits Saint Joseph. Par délibération DPEA 3/545/CC du 26 juin 2006, il a été prévu d'augmenter la capacité de la station de pompage souterraine de Puits Saint Joseph pour la porter à 1 200 l/s.

Par délibération AGER 039-1230/09/CC du 26 mars 2009, il a été proposé la création de l'opération « augmentation de la capacité de la station de pompage souterraine du Puits Saint Joseph » portant sur la phase études et travaux préparatoires pour un montant de 1 421 404,68 euros HT (opération 2009100300).

Par délibération AGER 012-664/12/CC du 26 octobre 2012, il a été approuvé le réajustement de l'autorisation de programme de l'opération « augmentation de la capacité de la station de pompage souterraine du Puits Saint Joseph », la portant à 1 254 180,60 euros HT.

Par ailleurs, par délibération PEDD 006-1470/15/CC du 20 novembre 2015 a été approuvé le contrat de protection et d'économie de la ressource en eau (CONPERE) entre l'Etat, l'Agence de l'Eau et la Communauté urbaine Marseille Provence. Ce contrat comporte un programme précis d'études et de travaux stratégiques pour la période 2015-2018.

L'opération « augmentation de la capacité de la station de pompage souterraine du Puits Saint Joseph » est inscrite dans ce programme.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 1 254 180,60 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
ORGANISMES SOLLICITES		
Agence de l'Eau RMC	50,00 %	627 090,30 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	50,00 %	627 090,30 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 septembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FCT 001-804/17/CT du 13 juillet 2017 portant délégation du Conseil de Territoire Marseille-Provence au Président du Conseil de Territoire ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération PEDD 006-1470/15/CC portant sur l'approbation du Contrat Protection et Economie de la Ressource en Eau avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et l'Etat du 20 novembre 2015 ;
- L'élection en date du 13 juillet 2017 de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération - Augmentation de la capacité de la station de pompage souterraine du Puits Saint Joseph.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération - Augmentation de la capacité de la station de pompage souterraine du Puits Saint Joseph.

**PROX 027-1062/17/CT**

**■ EAU - Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération Confortement tronçon Fabres - Vidale Dérivation Camoins - Aubagne**

**Information du Conseil de Territoire  
DEASV 17/15979/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Par délibération PEDD 010-1635/15/CC du 21/12/2015 a été approuvé la création de l'opération « confortement du tronçon Fabres-Vidale de la dérivation de Camoins-Aubagne du Canal de Marseille » (opération 2015118700).

Cette opération est nécessaire afin de réaliser des travaux de mise en sécurité permettant de mettre à

l'abri les zones urbanisées denses existantes en contrebas du canal.

Les travaux consistent en un busage du canal sur 550 ml par une conduite DN 1500 autoporteuse, fondée sur pieux.

La présente délibération vise à approuver l'augmentation de l'autorisation de programme de l'opération « confortement du tronçon Fabres-Vidale de la dérivation de Camoins-Aubagne du Canal de Marseille » pour un montant de 700 000 euros HT ainsi que la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Par ailleurs, par délibération PEDD 006-1470/15/CC du 20 novembre 2015 a été approuvé le contrat de protection et d'économie de la ressource en eau (CONPERE) entre l'Etat, l'Agence de l'Eau et la Communauté Urbaine Marseille-Provence. Ce contrat comporte un programme précis d'études et de travaux stratégiques pour la période 2015-2018. L'opération « confortement du tronçon Fabres-Vidale de la dérivation de Camoins-Aubagne du Canal de Marseille » est inscrite dans ce programme.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 2 700 000,00 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	18,89 %	510 030,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	81,11 %	2 189 970,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 septembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération PEDD 006-1470/15/CC portant sur l'approbation du Contrat Protection et Economie de la Ressource en Eau avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et l'Etat du 20 novembre 2015 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FCT 001-804/17/CT du 13 juillet 2017 portant délégation du Conseil de Territoire Marseille-Provence au Président du Conseil de Territoire ;
- L'élection en date du 13 juillet 2017 de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération confortement tronçon Fabre/Vidale – Dérivation Camoins/Aubagne.

#### **DELIBERE**

##### **Article unique :**

Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération confortement tronçon Fabre/Vidale – Dérivation Camoins/Aubagne.

##### **PROX 028-1063/17/CT**

■ **EAU - Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération Etudes complémentaires au Schéma Modernisation du Réseau Unitaire II - SMRU II - de Marseille**

## **Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15980/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

L'opération consiste à la réalisation d'études et d'investigations géotechniques au SMRU II. Le SMRU II propose un tunnel de stockage sous l'axe Arenc - Michelet et des bassins de rétention sur le secteur du Jarret pour lutter contre les déversements et débordements du réseau unitaire du centre-ville de Marseille (protection des milieux, des eaux de baignade, des biens et des personnes, et conformité réglementaire). Les études à engager dans le cadre de cette opération visent à confirmer ou infirmer ces conclusions, à affiner les différents projets, à vérifier leur faisabilité et leur chiffrage.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 500 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	80,00 %	400 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20,00 %	100 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 septembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FCT 001-804/17/CT du 13 juillet 2017 portant délégation du Conseil de Territoire Marseille Provence au Président du Conseil de Territoire ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'élection en date du 13 juillet 2017 de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération Etudes complémentaires au SMRU II.

#### **DELIBERE**

##### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération Etudes complémentaires au Schéma Modernisation du Réseau Unitaire II (SMRU II) de Marseille.

##### **PROX 029-1064/17/CT**

■ **EAU - Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération Exhaussement du canal de Marseille dans le souterrain du Mussuguet - communes d'Aubagne Carnoux et Cassis**

##### **Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15981/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :



Par délibération DEA 008-1461/16/CM du 15 Décembre 2016, il a été approuvé la création de l'opération « Exhaussement du canal de Marseille dans le souterrain du Mussuguet » pour un montant de un million d'euros (opération 2017102500).

Le souterrain du Mussuguet fait partie de la Dérivation de la Ciotat, par laquelle le Canal de Marseille approvisionne en eau brute les usines de production d'eau potable de Roquefort la Bédoule, de Cassis et de La Ciotat.

Pour sécuriser l'approvisionnement en eau potable des communes desservies, en utilisant pleinement la capacité de production des usines de Cassis et de La Ciotat, il est nécessaire d'augmenter la capacité hydraulique du souterrain à 600 l/s (+120 l/s).

La présente délibération vise à approuver l'augmentation de l'autorisation de programme de l'opération « Exhaussement du canal de Marseille dans le souterrain du Mussuguet » pour un montant de

1,5 million d'euros ainsi que la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Par ailleurs, par délibération PEDD 006-1470/15/CC du 20 novembre 2015 a été approuvé le contrat de protection et d'économie de la ressource en eau (CONPERE) entre l'Etat, l'Agence de l'Eau et la Communauté urbaine Marseille Provence. Ce contrat comporte un programme précis d'études et de travaux stratégiques pour la période 2015-2018.

L'opération « Exhaussement du canal de Marseille dans le souterrain du Mussuguet » est inscrite dans ce programme.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 2 500 000,00 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	80,00 %	2 000 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20,00 %	500 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 septembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° FCT 001-804/17/CT du 13 juillet 2017 portant délégation du Conseil de Territoire Marseille Provence au Président du Conseil de Territoire ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération PEDD 006-1470/15/CC portant sur l'approbation du Contrat Protection et Economie de la Ressource en Eau avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et l'Etat du 20 novembre 2015 ;
- L'élection en date du 13 juillet 2017 de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

**OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

## Entendues les conclusions du rapporteur,

### CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération « Exhaussement du canal de Marseille dans le souterrain du Mussuguet ».

### DELIBERE

#### Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération - Exhaussement du canal de Marseille dans le souterrain du Mussuguet.

#### **PROX 030-1065/17/CT**

■ **EAU - Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération Gestion des eaux d'exhaure de l'usine de Ste Marthe**

#### **Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15982/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Par délibération PEDD 009-1634/15/CC du 21 Décembre 2015, il a été approuvé la création de l'opération « Gestion des eaux d'exhaure de l'usine de Ste Marthe » (opération 2015118800). Cette opération consiste à abandonner les pompes d'exhaures existantes et à poser de nouvelles pompes immergées dans le bassin de décantation, pouvant être utilisées en secours avec la construction d'une goulotte de récupération des eaux décantées.

Par ailleurs, par délibération PEDD 006-1470/15/CC du 20 novembre 2015 a été approuvé le contrat de protection et d'économie de la ressource en eau (CONPERE) entre l'Etat, l'Agence de l'Eau et la Communauté urbaine Marseille Provence. Ce contrat comporte un programme précis d'études et de travaux stratégiques pour la période 2015-2018.

L'opération « Gestion des eaux d'exhaure de l'usine de Ste Marthe » est inscrite dans ce programme.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 3 200 000,00 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	80,00 %	2 560 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20,00 %	640 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 septembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FCT 001-804/17/CT du 13 juillet 2017 portant délégation du Conseil de Territoire Marseille Provence au Président du Conseil de Territoire ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération PEDD 006-1470/15/CC portant sur l'approbation du Contrat Protection et Economie de la Ressource en Eau avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et l'Etat du 20 novembre 2015 ;
- L'élection en date du 13 juillet 2017 de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement

dans le cadre du financement de l'opération  
- Gestion des eaux d'exhaure de l'usine de Ste Marthe.

#### **DELIBERE**

##### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération - Gestion des eaux d'exhaure de l'usine de Ste Marthe.

##### **PROX 031-1066/17/CT**

■ **EAU - Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération Marseille travaux d'assainissement**

##### **Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15985/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

Par délibération n° PEDD 033-716/15/CC du 19 Février 2015, a été approuvé la création de l'opération générique Marseille travaux d'assainissement.

L'opération consiste à la réalisation de travaux non inclus dans la délégation de service public pour répondre aux besoins urgents et non programmés en matière d'assainissement.

Ces travaux sont nécessaires pour garantir l'évolution optimale et la maintenance des réseaux d'assainissement des eaux usées (travaux sur les réseaux d'eaux usées, travaux de premiers

établissements, de mises en conformité, de modernisations ou d'améliorations des équipements).

Par délibération n° AGER 005-808/13/CC du 13 Décembre 2013, a été approuvé le contrat d'agglomération relatif au système d'assainissement de l'agglomération de Marseille avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

Ce contrat comprend un programme précis de travaux et d'études à conduire sur la période 2014-2018.

Certains de ces travaux sont impactés sur l'opération générique Marseille travaux d'assainissement.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Les crédits prévisionnels de cette opération pour les années 2017-2018 sont estimés à 2 670 000 euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	30,00 %	801 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	70.00 %	1 869 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 septembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FCT 001-804/17/CT du 13 juillet 2017 portant délégation du Conseil de Territoire Marseille Provence au Président du Conseil de Territoire ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° AGER 005-808/13/CC portant sur l'approbation du contrat d'agglomération relatif au système d'assainissement de l'agglomération de Marseille avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse du 13 décembre 2013 ;
- L'élection en date du 13 juillet 2017 de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de
- Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération générique Marseille travaux d'assainissement.

**DELIBERE**

**Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération générique Marseille travaux d'assainissement.

**PROX 032-1067/17/CT**

**■ EAU - Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération Schéma Directeur d'Assainissement Métropolitain**

**Information du Conseil de Territoire  
DEASV 17/15987/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

L'opération consiste en la réalisation d'études de schéma directeur d'assainissement métropolitain : collecte de données, état des lieux et diagnostic de fonctionnement, mise à jour des plans réseaux, campagnes de mesures, bilan de fonctionnement, programme de travaux ...

Ces études permettront à la collectivité de définir un programme pluriannuel et hiérarchisé de travaux et d'actions destinés à obtenir la conformité réglementaire et à améliorer le fonctionnement des systèmes d'assainissement collectifs des eaux usées.

Les enjeux de cette opération sont d'ordres financiers (maintien ou obtention des primes pour épuration de l'Agence de l'Eau), et environnementaux (suppression des pollutions des milieux récepteurs).

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 5 millions euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	80 %	4 000 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	1 000 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 septembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° FCT 001-804/17/CT du 13 juillet 2017 portant délégation du Conseil de Territoire Marseille Provence au Président du Conseil de Territoire ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056 187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'élection en date du 13 juillet 2017 de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération - Schéma directeur d'assainissement métropolitain.

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération - Schéma directeur d'assainissement métropolitain.

### **PROX 033-1068/17/CT**

#### **■ EAU - Demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération Schéma Directeur Métropolitain d'Eau Potable**

#### **Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15988/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses opérations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Descriptif de l'opération concernée :

L'opération consiste en la réalisation d'études de schéma directeur d'eau potable métropolitain : d'études de gestion patrimoniale et d'études de faisabilité.

Ces études permettront à la collectivité de développer une stratégie de mise en cohérence, de modernisation, d'amélioration des systèmes d'alimentation en eau potable.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à signer tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 5 millions euros HT.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

<b>ORGANISMES SOLLICITES</b>	<b>TAUX SOLLICITES</b>	<b>MONTANTS SOLLICITES</b>
Agence de l'Eau RMC	80 %	4 000 000,00 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	1 000 000,00 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 septembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FCT 001-804/17/CT du 13 juillet 2017 portant délégation du Conseil de Territoire Marseille-Provence au Président du Conseil de Territoire ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'élection en date du 13 juillet 2017 de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération « schéma directeur d'eau potable métropolitain ».

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'une demande de subvention d'investissement dans le cadre du financement de l'opération - schéma directeur d'eau potable métropolitain.

#### **PROX 034-1069/17/CT**

**■ EAU - Budget Assainissement - Approbation de la revalorisation de l'autorisation de programme relative à la dilatation du réseau d'eaux usées avenue du 8 mai 1945 à Marignane**

#### **Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15825/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération PEDD 011-1636/15/CC du 21 décembre 2015, le Conseil de Communauté a approuvé la réalisation de la Dilatation du réseau d'eaux usées de l'avenue du 8 mai 1945 à Marignane et a affecté une autorisation de programme de 600 000 euros HT à cette opération (n°2015114200).

A l'issue des études d'avant-projet, l'opération s'avère plus onéreuse que prévue. En effet, les travaux nécessiteront de déposer une conduite amiantée pour un remplacement place pour place avec le pompage des effluents pendant toutes la durée du chantier prévu sur 6 mois.

La prise en compte de ces prestations dans le programme de travaux rend nécessaire l'ajustement financier de l'opération.

Il convient que les crédits nécessaires soient revalorisés sur l'autorisation de programme de l'opération 2015114200 « Dilatation du réseau d'eaux usées de l'avenue du 8 mai 1945 à Marignane ». Il s'agit par conséquent de revaloriser son montant de 200 000 euros HT, portant ainsi le coût de l'opération à 800 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération PEDD 011-1636/15/CC du 21 décembre 2015 relative à l'Autorisation de Programme pour la réalisation de la dilatation du réseau d'eaux usées de l'avenue du 8 mai 1945 à Marignane ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

## **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

## **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter la délibération portant sur l'approbation de la revalorisation de l'autorisation de programme relative à la dilatation du réseau d'eaux usées avenue du 8 mai 1945 à Marignane.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération sur l'approbation de la revalorisation de l'autorisation de programme relative à la dilatation du réseau d'eaux usées avenue du 8 mai 1945 à Marignane.

## **PROX 035-1070/17/CT**

**■ EAU - Budget Assainissement - Approbation de l'affectation de l'autorisation de programme relative à la Desserte sanitaire de l'avenue des Peintres Roux - RD4 à Marseille 13012**

## **Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15826/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L'avenue des Peintres Roux est une voie départementale formant un thalweg. Afin d'assainir l'ensemble des propriétés situées dans le bassin versant compris entre le rond-point Gérard Toulon et le carrefour des 3 Lucs, il est nécessaire d'implanter une canalisation sanitaire de chaque côté de cette voie départementale afin de raccorder les propriétés riveraines et en particulier la traverse du Roi de Pique et certaines habitations de la traverse du Grand Valla. Ces travaux sont intégrés dans le projet de réaménagement de la RD4 établi par la Direction des Routes du Conseil Départemental et financés par la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre d'une convention.

Par délibération AGER 003-137/13/CC du 15 février 2012, le Conseil de Communauté a approuvé la réalisation de la desserte sanitaire de l'avenue des peintres Roux – RD4 à Marseille 13012 dont l'autorisation de programme est de 1 000 000 euros TTC (soit 836 120 euros HT).

L'aménagement de la Route Départementale 4 par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône est programmé en 2018.

Il est donc nécessaire d'affecter l'autorisation de programme de la desserte sanitaire de l'avenue des Peintres Roux – RD4 à Marseille 13012 d'un montant de 836 120 euros HT anciennement identifiée sous le numéro 2012/000109.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de la Santé Publique ;



- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

**OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,  
Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d’adopter la délibération portant sur l’approbation de l’affectation de l’autorisation de programme relative à la desserte sanitaire de l’avenue des Peintres Roux – RD4 à Marseille 13012.

**DELIBERE**

**Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l’approbation de l’affectation de l’autorisation de programme relative à la Desserte sanitaire de l’avenue des Peintres Roux – RD4 à Marseille 13012.

**PROX 036-1071/17/CT**

**■ EAU - Budget Assainissement - Approbation de création et d’affectation d’une autorisation de programme pour la réalisation d’un Schéma Directeur Métropolitain de l’Assainissement**

**Information du Conseil de Territoire  
DEASV 17/15929/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été créée, le 1<sup>er</sup> janvier 2016, par l’article 42 de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l’action publique territoriale et d’affirmation des métropoles (MAPTAM), modifiant l’article L.5218-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Elle rassemble les communes membres des anciens établissements publics de coopération intercommunale suivants : Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole, Communauté d’Agglomération du Pays d’Aix-en-Provence, Communauté d’Agglomération Salon Etang de Berre Durance, Communauté d’Agglomération du Pays d’Aubagne et de l’Etoile, Syndicat d’Agglomération Nouvelle Ouest Provence et Communauté d’Agglomération du Pays de Martigues.

Au titre de l’alinéa 5 a du I de l’article L.5217-2 et du I de l’article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence :

- Exerce d’ores et déjà la compétence « Assainissement » sur le Territoire Marseille Provence, le Territoire du Pays Salonais, le Territoire Istres-Ouest Provence, le Territoire du Pays de Martigues et le Territoire du Pays d’Aubagne et de l’Etoile ;
- Exercera, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la compétence « Assainissement » sur le Territoire du Pays d’Aix (la compétence étant communale jusqu’à cette date).

A ce titre, la Métropole doit garantir, pour l’ensemble du périmètre sur lequel elle sera compétente au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la conformité des systèmes d’assainissement ainsi que la reconquête et sauvegarde des milieux naturels, dans le respect de la réglementation, tout en maîtrisant le coût du service et l’équilibre du budget annexe de l’assainissement.

Le principal outil permettant d’atteindre ces objectifs est la réalisation d’un Schéma Directeur de l’Assainissement à l’échelle du territoire métropolitain.

Toutefois, il est préalablement nécessaire d’identifier et de recenser l’ensemble des problématiques et des enjeux liés à l’assainissement.

A cet effet et afin d’optimiser les coûts d’investissement, un assistant à Maîtrise d’Ouvrage sera désigné pour conduire le Schéma Directeur de l’Assainissement. Il devra réaliser un pré-cadrage afin de s’assurer d’un bon déroulement de l’étude. Il aura notamment pour missions de :

- recenser, analyser et capitaliser les données disponibles ;

- mener une expertise des données pertinentes recueillies afin de bien identifier les problèmes, les risques et les enjeux ;
- formaliser les objectifs du Schéma Directeur de l'Assainissement ;
- préciser les moyens nécessaires pour répondre aux objectifs ;
- définir le programme d'étude afin de répondre aux besoins et aux différentes exigences de la collectivité ;
- rédiger le cahier des charges pour l'élaboration d'un Schéma Directeur directif et précis.

Par la suite, le Schéma Directeur de l'Assainissement aura pour objectif de :

- évaluer le fonctionnement des différents systèmes d'assainissement des eaux usées de la Collectivité afin d'en recenser les anomalies, de quantifier la pollution rejetée ainsi que l'impact sur les milieux récepteurs ;
- analyser les enjeux, les problématiques et les risques ;
- redéfinir les orientations fondamentales des aménagements à court, moyen et long termes tout en visant une gestion patrimoniale des systèmes d'assainissement ;
- prendre en compte les évolutions du périmètre de la Métropole et d'envisager la mutualisation d'infrastructures existantes ;
- répondre aux évolutions réglementaires.

La mise en œuvre du Schéma Directeur de l'Assainissement par la réalisation des travaux prévus au programme pourrait permettre d'atteindre le potentiel maximal de prime versé par l'Agence de l'Eau sur le territoire métropolitain, représentant actuellement 15,3 millions d'euros.

Le Schéma Directeur de l'Assainissement devra être :

- Un outil de programmation et de gestion pour la collectivité lui permettant d'avoir une vision globale des besoins et des solutions envisageables à l'échelle métropolitaine afin de garantir la continuité et la pérennité des services de l'assainissement ;
- Un outil préalable indispensable à la réalisation de travaux structurants et au développement économique et urbain (la cohérence avec les documents d'urbanisme en cours ou projetés devant être assurée) ;
- Un outil adaptable en fonction de l'évolution de la situation et des choix stratégiques de la collectivité.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 5 000 000,00 euros H.T. La dépense initiale sera faite sur la section d'investissement du Budget Annexe

Eau du Territoire Marseille-Provence. La participation des autres Territoires, sous forme de remboursement, sera faite selon la clef de répartition proportionnelle à la population de chacun d'eux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

## **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

## **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole, envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de création et d'affectation d'une autorisation de programme pour la réalisation d'un Schéma Directeur Métropolitain de l'Assainissement.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de création et d'affectation d'une autorisation de programme pour la réalisation d'un Schéma Directeur Métropolitain de l'Assainissement.

### **PROX 037-1072/17/CT**

#### **■ EAU - Budget Assainissement - Approbation de création et d'affectation d'une autorisation de programme pour le traitement de points noirs sur le réseau par des aménagements structurels locaux identifiés lors de l'étude du Schéma Modernisation du Réseau Unitaire II de Marseille**

#### **Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15904/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Dans le cadre du Contrat d'Agglomération n°14/1453 « Actions majeures pour l'amélioration du fonctionnement du système d'assainissement de l'agglomération de Marseille et de la qualité de ses milieux aquatiques », signé le 10 juillet 2014 avec l'Etat et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, la Collectivité a engagé une étude d'actualisation du Schéma de Modernisation du Réseau Unitaire I de Marseille réalisée en 1995.

L'un des résultats de cette étude consiste en l'identification d'aménagements structurels locaux sur le réseau unitaire permettant potentiellement la résorption ou la diminution de certains dysfonctionnements ponctuels dudit réseau :

- Installation d'une vanne de type « Déomatic » sur le Déversoir Blancarde : 50 000,00 euros ;
- Installation d'une vanne de type Déomatic sur le Déversoir Jeanne D'Arc : 50 000,00 € HT ;
- Modification du Déversoir Brosollette : 400 000,00 € HT ;
- Modification du Déversoir Lazer : 200 000,00 € HT ;
- Doublement du Siphon Quinet : 1 100 000,00 € HT ;
- Modification du Déversoir Casanova : 400 000,00 € HT ;
- Modification du Déversoir Caravelle : 200 000,00 € HT ;

- Modification du Déversoir De Gaulle : 500 000,00 € HT ;
- Création du Déversoir Corderie : 1 700 000,00 € HT ;
- Déconnexion d'une antenne pluviale sur le Collecteur 19 : 200 000,00 € HT ;
- Installation d'un jeu de vannes sur le Collecteur 13 Place des Capucines : 400 000,00 € HT ;
- Passage en séparatif de l'enclave unitaire de Beauvallon : 2 800 000,00 € HT.

Il convient désormais de confirmer l'opportunité (amélioration des dysfonctionnements considérés et non-aggravation d'autres dysfonctionnements) ainsi que la faisabilité des aménagements proposés puis d'engager les travaux correspondants.

Le montant prévisionnel de l'opération est estimé à 8 000 000,00 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'Arrêté Préfectoral n°2003-345 du 13 octobre 2003, fixant les objectifs de réduction des flux de substances polluantes de l'agglomération de Marseille et modifiant l'Arrêté Préfectoral du 6 avril 1996 délimitant les agglomérations d'assainissement au titre du Décret n°94-496 du 3 juin 1994 ;
- L'Arrêté Préfectoral n°2003-355/26-2002-EA du 16 janvier 2004 autorisant le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille ;
- L'Arrêté Préfectoral n°48-2006-E-A du 7 juillet 2006, modifiant l'Arrêté Préfectoral du 16 janvier 2004, autorisant le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille ;

- L'Arrêté Préfectoral n°98-2014 PC du 29 octobre 2014, portant autorisation, au titre de la police de l'eau pour la réalisation du bassin de rétention Ganay et portant modification de l'Arrêté Préfectoral n°2003-255/26-2002-EA du 16 janvier 2004 autorisant le système d'assainissement de l'agglomération de Marseille ;
- L'Arrêté Ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub> ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter la délibération portant sur l'approbation de création et d'affectation d'une autorisation de programme pour le traitement de points noirs sur le réseau par des aménagements structurels locaux identifiés lors de l'étude du Schéma Modernisation du Réseau Unitaire II de Marseille.

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération « Budget Assainissement - Approbation de création et d'affectation d'une autorisation de programme pour le traitement de points noirs sur le réseau par des aménagements structurels locaux identifiés lors de l'étude du Schéma Modernisation du Réseau Unitaire II de Marseille ».

### **PROX 038-1073/17/CT**

#### **■ EAU - Approbation de l'avenant 6 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation du service public d'assainissement de la zone Centre relatif à la modification du règlement de service**

#### **Information du Conseil de Territoire DGECE 17/16037/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Afin d'améliorer la gestion et le contrôle des conventions spéciales de déversement ainsi que le service à l'usager, il apparaît nécessaire de modifier le règlement de service de l'assainissement collectif sur le territoire Marseille Provence, sur les sujets suivants :

- Suppression du coefficient de dégressivité dans le calcul de la redevance applicable aux établissements non domestiques,
- Introduction d'un coefficient de pollution plancher égal à 1 pour les établissements non domestiques ne disposant pas d'un traitement d'épuration adapté,
- Ajout de sanctions en cas de non respect des engagements pris par l'établissement non domestique au titre de la convention de déversement,
- Ajout en annexe au règlement de service d'une convention et d'un arrêté types de déversement,
- Nouvelles dispositions relatives aux obligations de séparativité des branchements
- Nouvelle disposition pour les raccordables.

- 1) Suppression du coefficient de dégressivité dans le calcul de la redevance applicable aux établissements non domestiques :

La suppression de ce coefficient est justifiée par le principe de l'égalité des usagers et une incitation à réduire les volumes d'eaux consommées, pour une épuration facilitée et pour la préservation de la ressource. Plusieurs collectivités ont déjà engagé la suppression progressive de ce coefficient.

Le principe de la suppression de ce coefficient a été acté par délibération en date du 25 septembre 2015.

Cette nouvelle disposition génère une recette supplémentaire annuelle pour le délégataire de l'ordre de 250 000 euros.

Cette recette est intégralement convertie en actions de lutte contre la pollution industrielle, dont le recrutement d'un technicien pour la police des réseaux.

- 2) Introduction d'un coefficient de pollution plancher égal à 1 pour les établissements non domestiques ne disposant pas d'un traitement d'épuration adapté :

Il est proposé d'ajouter une disposition concernant les modalités de calcul du coefficient de pollution dans la formule de la redevance part délégataire. Le coefficient de pollution tient compte de la composition des effluents, de leur degré de pollution et de l'impact de ce dernier sur le service d'assainissement. La disposition proposée consiste à introduire un coefficient plancher égal à 1 pour les établissements ne disposant pas d'un traitement d'épuration adapté.

- 3) Ajout de sanctions en cas de non-respect des engagements pris par l'établissement non domestique au titre de la convention de déversement :

Il est proposé d'ajouter des sanctions en cas de non respect des engagements pris par l'établissement au titre de la convention de déversement. Ces engagements visent la transmission de documents et le droit de contrôle du service, la réalisation des travaux de mise en conformité, les signalements de désordres ou de déversements non autorisés.

- 4) Ajout en annexe au règlement de service d'une convention et d'un arrêté types de déversement :

Il est proposé d'annexer au nouveau règlement de service une convention type de déversement et un arrêté type pour les établissements concernés, regroupant l'ensemble des dispositions précédentes.

- 5) Séparativité des eaux usées et des eaux pluviales en cas de réseau unitaire :

Les annexes 1 et 2 du règlement de service stipulent que les eaux usées et eaux pluviales doivent faire l'objet de branchements totalement indépendants, depuis la construction jusqu'au collecteur public, en cas de réseau public unitaire. Par son caractère très général, cette obligation ne présente pas d'intérêt dans la

plupart des cas de constructions desservies par un réseau unitaire. La priorité du service vise davantage la conformité des branchements raccordés au réseau public séparatif.

- 6) Nouvelle disposition pour les raccordables :

Il convient d'octroyer un délai de deux ans aux habitations susceptibles de devenir raccordables en raison d'une précédente évolution du règlement de service sur la notion d'habitation « difficilement raccordable ». Ce délai courra à réception par le propriétaire d'un courrier l'informant de ces modalités.

Il est proposé de ne réserver cette obligation qu'aux trois cas suivants :

- Constructions neuves
- Constructions existantes nouvellement desservies par un réseau unitaire devenu séparatif,
- Constructions présentant un risque sanitaire du fait de l'absence de branchements d'eaux usées et d'eau pluviales indépendants.

L'ensemble de ces propositions rend nécessaire la modification du règlement de service. Cette modification doit se faire par voie d'avenant au contrat de délégation du service public de l'assainissement.

L'ensemble de ces modifications ne bouleverse pas l'économie du contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° AGER 002-608/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif zone Centre, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Les délibérations n° PEDD 001-419/141 CCPEDD 009-25/09/15 CC du 9 octobre 2014, la délibération n° PEDD 013-569 CC du 19 décembre 2014, la délibération n°PEDD 009-1296/15/CC du 25 septembre 2015 et la délibération n° DEA 003-2406/17/CM du 13 juillet 2017, approuvant les avenants n°1, 2, 3 et 4 audit contrat ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétence du Conseil de Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le contrat n°13/219 de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement zone Centre et ses avenants ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean Montagnac en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence en date du 13 juillet 2017 ;
- L'information de la Commission de délégation de service public du 7 décembre 2017 ;
- Le projet d'avenant n°5 au contrat de délégation service de l'assainissement collectif zone Centre et ses annexes, présenté dans la même séance ;
- Le projet d'avenant n°6 au contrat de délégation service de l'assainissement collectif zone Centre et ses annexes ;
- Le projet d'avenant joint en annexe.

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°6 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation du service public d'assainissement de la zone Centre, relatif à la modification du règlement de service.

### **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°6 au contrat de délégation du service public de l'assainissement zone Centre, relatif à la modification du règlement de service de l'assainissement collectif sur le Territoire Marseille Provence.

### **PROX 039-1074/17/CT**

**■ EAU - Approbation de l'avenant 4 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation du service public d'assainissement de la zone Est relatif à la modification du règlement de service**

### **Information du Conseil de Territoire DGECE 17/16038/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence .

Par délibération du 31 octobre 2013 (AGER 004-610/13/CC), la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole a approuvé le choix de la Société d'assainissement Est Métropole en qualité de délégataire de service public pour l'exploitation du service public d'assainissement de la zone Est. Cette délibération approuvait le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif zone Est, le contrat de délégation et ses annexes.

Afin d'améliorer la gestion et le contrôle des conventions spéciales de déversement ainsi que le service à l'usager, il apparaît nécessaire de modifier le règlement de service de l'assainissement collectif sur le territoire Marseille Provence, sur les sujets suivants :

- Suppression du coefficient de dégressivité dans le calcul de la redevance applicable aux établissements non domestiques,
- Introduction d'un coefficient de pollution plancher égal à 1 pour les établissements non domestiques ne disposant pas d'un traitement d'épuration adapté,
- Ajout de sanctions en cas de non respect des engagements pris par l'établissement non domestique au titre de la convention de déversement,
- Ajout en annexe au règlement de service d'une convention et d'un arrêté types de déversement,

- Nouvelles dispositions relatives aux obligations de séparativité des branchements
- Nouvelle disposition pour les raccordables.

7) Suppression du coefficient de dégressivité dans le calcul de la redevance applicable aux établissements non domestiques :

La suppression de ce coefficient est justifiée par le principe de l'égalité des usagers et une incitation à réduire les volumes d'eaux consommées, pour une épuration facilitée et pour la préservation de la ressource. Plusieurs collectivités ont déjà engagé la suppression progressive de ce coefficient.

8) Introduction d'un coefficient de pollution plancher égal à 1 pour les établissements non domestiques ne disposant pas d'un traitement d'épuration adapté :

Il est proposé d'ajouter une disposition concernant les modalités de calcul du coefficient de pollution dans la formule de la redevance part délégataire. Le coefficient de pollution tient compte de la composition des effluents, de leur degré de pollution et de l'impact de ce dernier sur le service d'assainissement. La disposition proposée consiste à introduire un coefficient plancher égal à 1 pour les établissements ne disposant pas d'un traitement d'épuration adapté.

9) Ajout de sanctions en cas de non-respect des engagements pris par l'établissement non domestique au titre de la convention de déversement :

Il est proposé d'ajouter des sanctions en cas de non respect des engagements pris par l'établissement au titre de la convention de déversement. Ces engagements visent la transmission de documents et le droit de contrôle du service, la réalisation des travaux de mise en conformité, les signalements de désordres ou de déversements non autorisés.

10) Ajout en annexe au règlement de service d'une convention et d'un arrêté types de déversement :

Il est proposé d'annexer au nouveau règlement de service une convention type de déversement et un arrêté type pour les établissements concernés, regroupant l'ensemble des dispositions précédentes.

11) Séparativité des eaux usées et des eaux pluviales en cas de réseau unitaire :

Les annexes 1 et 2 du règlement de service stipulent que les eaux usées et eaux pluviales doivent faire l'objet de branchements totalement indépendants, depuis la construction jusqu'au collecteur public, en cas de réseau public unitaire.

Par son caractère très général, cette obligation ne présente pas d'intérêt dans la plupart des cas de constructions desservies par un réseau unitaire. La priorité du service vise davantage la conformité des branchements raccordés au réseau public séparatif.

Il est proposé de ne réserver cette obligation qu'aux trois cas suivants :

- Constructions neuves
- Constructions existantes nouvellement desservies par un réseau unitaire devenu séparatif,
- Constructions présentant un risque sanitaire du fait de l'absence de branchements d'eaux usées et d'eau pluviales indépendants.

12) Nouvelle disposition pour les raccordables :

Il convient d'octroyer un délai de deux ans aux habitations susceptibles de devenir raccordables en raison d'une précédente évolution du règlement de service sur la notion d'habitation « difficilement raccordable ». Ce délai courra à réception par le propriétaire d'un courrier l'informant de ces modalités.

L'ensemble de ces propositions rend nécessaire la modification du règlement de service. Cette modification doit se faire par voie d'avenant au contrat de délégation du service public de l'assainissement.

Cet avenant n'a pas d'incidence financière sur le contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° AGER 004-610/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service de l’assainissement collectif zone Est, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Les délibérations n° PEDD 002-420/14/CC du 9 octobre 2014 et la délibération n° PEDD 011-567/14/CC du 19 décembre 2014, approuvant les avenants n°1 et 2 audit contrat ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétence du Conseil de Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le contrat n°13/221 de Délégation de Service Public pour l’exploitation du service public de l’assainissement zone Est et ses avenants ;
- Le règlement de service l’assainissement collectif ;
- Le projet d’avenant n°3 au contrat de délégation service de l’assainissement collectif zone Centre et ses annexes, présenté dans la même séance ;
- Le projet d’avenant n°4 au contrat de délégation service de l’assainissement collectif zone Centre et ses annexes ;
- Le procès verbal de l’élection de Monsieur Jean Montagnac en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence en date du 13 juillet 2017 ;
- L’avis de la Commission Consultative des Services Public Locaux sur le règlement de service de l’assainissement collectif ;
- L’information de la Commission de délégation de service public du 7 décembre 2017 ;
- Le projet d’avenant joint en annexe.

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

## **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d’adopter une délibération portant sur l’approbation de l’avenant n°4 au contrat de délégation de service public pour l’exploitation du service public d’assainissement de la zone Est, relatif à la modification du règlement de service.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération sur l’approbation de l’avenant n°4 au contrat de délégation du service public de l’assainissement zone Est, relatif à la modification du règlement de service de l’assainissement collectif sur le Territoire Marseille Provence.

### **PROX 040-1075/17/CT**

**■ EAU - Approbation de l’avenant 4 au contrat de délégation de service public pour l’exploitation du service public d’assainissement de la zone Ouest relatif à la modification du règlement de service**

### **Information du Conseil de Territoire DGECE 17/16039/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Afin d’améliorer la gestion et le contrôle des conventions spéciales de déversement ainsi que le service à l’usager, il apparaît nécessaire de modifier le règlement de service de l’assainissement collectif sur le territoire Marseille Provence, sur les sujets suivants :

- Suppression du coefficient de dégressivité dans le calcul de la redevance applicable aux établissements non domestiques,
- Introduction d’un coefficient de pollution plancher égal à 1 pour les établissements non domestiques ne disposant pas d’un traitement d’épuration adapté,
- Ajout de sanctions en cas de non respect des engagements pris par l’établissement non domestique au titre de la convention de déversement,
- Ajout en annexe au règlement de service d’une convention et d’un arrêté types de déversement,



- Nouvelles dispositions relatives aux obligations de séparativité des branchements,
- Nouvelle disposition pour les raccordables.

13) Suppression du coefficient de dégressivité dans le calcul de la redevance applicable aux établissements non domestiques :

La suppression de ce coefficient est justifiée par le principe de l'égalité des usagers et une incitation à réduire les volumes d'eaux consommées, pour une épuration facilitée et pour la préservation de la ressource. Plusieurs collectivités ont déjà engagé la suppression progressive de ce coefficient.

14) Introduction d'un coefficient de pollution « plancher » égal à 1 pour les établissements non domestiques ne disposant pas d'un traitement d'épuration adapté :

Il est proposé d'ajouter une disposition concernant les modalités de calcul du coefficient de pollution dans la formule de la redevance part délégataire. Le coefficient de pollution tient compte de la composition des effluents, de leur degré de pollution et de l'impact de ce dernier sur le service d'assainissement. La disposition proposée consiste à introduire un coefficient « plancher » égal à 1 pour les établissements ne disposant pas d'un traitement d'épuration adapté.

15) Ajout de sanctions en cas de non respect des engagements pris par l'établissement non domestique au titre de la convention de déversement :

Il est proposé d'ajouter des sanctions en cas de non respect des engagements pris par l'établissement au titre de la convention de déversement. Ces engagements visent la transmission de documents et le droit de contrôle du service, la réalisation des travaux de mise en conformité, les signalements de désordres ou de déversements non autorisés.

16) Ajout en annexe au règlement de service d'une convention et d'un arrêté types de déversement :

Il est proposé d'annexer au nouveau règlement de service une convention type de déversement et un arrêté type pour les établissements concernés, regroupant l'ensemble des dispositions précédentes.

17) Séparativité des eaux usées et des eaux pluviales en cas de réseau unitaire :

Les annexes 1 et 2 du règlement de service stipulent que les eaux usées et eaux pluviales doivent faire l'objet de branchements totalement indépendants, depuis la construction jusqu'au collecteur public, en cas de réseau public unitaire.

Par son caractère très général, cette obligation ne présente pas d'intérêt dans la plupart des cas de constructions desservies par un réseau unitaire. La priorité du service vise davantage la conformité des branchements raccordés au réseau public séparatif.

Il est proposé de ne réserver cette obligation qu'aux trois cas suivants :

- Constructions neuves
- Constructions existantes nouvellement desservies par un réseau unitaire devenu séparatif,
- Constructions présentant un risque sanitaire du fait de l'absence de branchements d'eaux usées et d'eau pluviales indépendants.

18) Nouvelle disposition pour les raccordables :

Il convient d'octroyer un délai de deux ans aux habitations susceptibles de devenir raccordables en raison d'une précédente évolution du règlement de service sur la notion d'habitation « difficilement raccordable ». Ce délai courra à réception par le propriétaire d'un courrier l'informant de ces modalités.

L'ensemble de ces propositions rend nécessaire la modification du règlement de service. Cette modification doit se faire par voie d'avenant au contrat de délégation du service public de l'assainissement.

L'ensemble de ces modifications ne bouleverse pas l'économie du contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° AGER 003-609/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service de l’assainissement collectif zone Ouest, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Les délibérations n° PEDD 003-421/14/CC du 9 octobre 2014, et la délibération n° PEDD 012-568/14/CC du 19 décembre 2014, approuvant les avenants n°1 et 2 audit contrat ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétence du Conseil de Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le contrat n°13/220 de Délégation de Service Public pour l’exploitation du service public de l’assainissement zone Ouest et ses avenants ;
- Le règlement de service de l’assainissement collectif ;
- Le procès verbal de l’élection de Monsieur Jean Montagnac en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence en date du 13 juillet 2017 ;
- L’information de la Commission Consultative des Services Public Locaux sur le règlement de service de l’assainissement collectif ;
- L’information de la Commission de délégation de service public du 7 décembre 2017 ;
- Le projet d’avenant joint en annexe.

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d’adopter une délibération portant sur l’approbation de l’avenant n°4 au contrat de délégation de service public pour l’exploitation du service public

d’assainissement de la zone Ouest relatif à la modification du règlement de service.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération portant sur l’approbation de l’avenant n° 4 au contrat de délégation du service public de l’assainissement zone Ouest, relatif à la modification du règlement de service de l’assainissement collectif sur le Territoire Marseille Provence.

### **PROX 041-1076/17/CT**

#### **■ EAU - Approbation de la modification du règlement de service de l’assainissement collectif sur le Territoire Marseille Provence**

#### **Information du Conseil de Territoire DGECE 17/16036/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Afin d’améliorer la gestion et le contrôle des conventions spéciales de déversement ainsi que le service à l’usager, il apparaît nécessaire de modifier le règlement de service de l’assainissement collectif sur le territoire Marseille Provence, sur les sujets suivants :

- Suppression du coefficient de dégressivité dans le calcul de la redevance applicable aux établissements non domestiques,
- Introduction d’un coefficient de pollution plancher égal à 1 pour les établissements non domestiques ne disposant pas d’un traitement d’épuration adapté,
- Ajout de sanctions en cas de non respect des engagements pris par l’établissement non domestique au titre de la convention de déversement,
- Ajout en annexe au règlement de service d’une convention et d’un arrêté types de déversement,
- Nouvelles dispositions relatives aux obligations de séparativité des branchements
- Nouvelle disposition pour les raccordables.

- 19) Suppression du coefficient de dégressivité dans le calcul de la redevance applicable aux établissements non domestiques :

Le Conseil de Communauté réuni le 25 septembre 2015 a approuvé l'avenant n°3 au contrat de Délégation de Service Public de l'assainissement de la zone Centre.

Cet avenant stipule notamment :

« A compter de la date de délibération de MPM, pour toutes les nouvelles conventions spéciales de déversement et pour toutes les conventions renouvelées, le montant de la redevance se fera sans application d'un coefficient de dégressivité sur la part collectivité et sur la part « collecte et transport » du délégataire, tel que défini dans l'annexe 2 dudit avenant.

Pour les établissements déjà conventionnés (liste en annexe 3 dudit avenant), les conventions seront renouvelées à leur date d'échéance en appliquant ce nouveau mode de calcul de la redevance. Toutefois, afin de lisser l'effet de cette évolution du tarif, il est convenu que l'augmentation spécifiquement liée à l'abandon du coefficient de dégressivité des montants de la part collectivité et de la part « collecte et transport » du délégataire des redevances perçues, sera affectée d'un coefficient d'abattement annuel et d'une durée de lissage fixés dans la convention renouvelée, à compter de l'année d'entrée en vigueur de ladite convention. »

La suppression de ce coefficient est justifiée par le principe de l'égalité des usagers et une incitation à réduire les volumes d'eaux consommées, pour une épuration facilitée et pour la préservation de la ressource. Plusieurs collectivités ont déjà engagé la suppression progressive de ce coefficient.

Conformément à l'avenant n°3 zone Centre, le chiffre d'affaire supplémentaire résultant de l'abandon de la dégressivité des volumes sur la part « collecte et transport » du délégataire, sera intégralement réinvesti dans des actions de lutte contre les pollutions non domestiques, dont le recrutement par le délégataire d'un technicien « rejets non domestiques », conformément au contrat de baie.

- 20) Introduction d'un coefficient de pollution plancher égal à 1 pour les établissements non domestiques ne disposant pas d'un traitement d'épuration adapté :

Il est proposé d'ajouter une disposition concernant les modalités de calcul du coefficient de pollution dans la formule de la redevance part délégataire. Le coefficient de pollution tient compte de la composition des effluents, de leur degré de pollution et de l'impact de ce dernier sur le service d'assainissement. La disposition proposée consiste à introduire un coefficient plancher égal à 1 pour les établissements ne disposant pas d'un traitement d'épuration adapté.

- 21) Ajout de sanctions en cas de non respect des engagements pris par l'établissement non domestique au titre de la convention de déversement :

Il est proposé d'ajouter des sanctions en cas de non respect des engagements pris par l'établissement au titre de la convention de déversement. Ces engagements visent la transmission de documents et le droit de contrôle du service, la réalisation des travaux de mise en conformité, les signalements de désordres ou de déversements non autorisés. Les pénalités encourues par le fait de ces infractions seront réparties en montant entre le délégataire (75%) et la Métropole (25%) au prorata arrondi de leurs parts respectives de redevance.

- 22) Ajout en annexe au règlement de service d'une convention et d'un arrêté types de déversement :

Il est proposé d'annexer au nouveau règlement de service une convention type de déversement et un arrêté type pour les établissements concernés, regroupant l'ensemble des dispositions précédentes.

- 23) Séparativité des eaux usées et des eaux pluviales en cas de réseau unitaire :

Les annexes 1 et 2 du règlement de service stipulent que les eaux usées et eaux pluviales doivent faire l'objet de branchements totalement indépendants, depuis la construction jusqu'au collecteur public, en cas de réseau public unitaire.

Par son caractère très général, cette obligation ne présente pas d'intérêt dans la plupart des cas de constructions desservies par un réseau unitaire. La priorité du service vise davantage la conformité des branchements raccordés au réseau public séparatif.

Il est proposé de ne réserver cette obligation qu'aux trois cas suivants :

- Constructions neuves
- Constructions existantes nouvellement desservies par un réseau unitaire devenu séparatif,
- Constructions présentant un risque sanitaire du fait de l'absence de branchements d'eaux usées et d'eau pluviales indépendants.

- 24) Nouvelle disposition pour les raccordables :

Il convient d'octroyer un délai de deux ans aux habitations susceptibles de devenir raccordables en raison d'une précédente évolution du règlement de service sur la notion d'habitation « difficilement raccordable ». Ce délai courra à réception par le propriétaire d'un courrier l'informant de ces modalités.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétence du Conseil de Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence en date du 13 juillet 2017 ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Public Locaux sur le règlement de service de l'assainissement collectif ;
- Le projet de règlement de service joint en annexe.

## **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de la modification du règlement de service de l'assainissement collectif sur le territoire Marseille Provence.

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation à la modification du règlement de service de l'assainissement collectif du territoire Marseille Provence.

### **PROX 042-1077/17/CT**

#### **■ EAU - Approbation de l'avenant 1 à la convention de vente d'eau potable entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la régie de Plan-de-Cuques**

#### **Information du Conseil de Territoire DGECE 17/15972/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération PEDD 005-191/14/CC du 26 juin 2014, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, en tant que délégant du service public de l'eau, a approuvé les conventions types de vente d'eau brute et d'eau potable. Ces conventions ont permis de définir les modalités de fourniture d'eau brute et d'eau potable, les règles applicables aux souscriptions, les conditions de mise à disposition de l'eau, des branchements et des compteurs, mais aussi, la détermination des dotations, les conditions de facturation et de règlement des redevances et enfin, leur durée.

Dans ce cadre, la convention de vente d'eau potable (eau brute + eau filtrée) n° 14/1758 a été conclue le 01/12/2014 entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la Régie des eaux de Plan-de-Cuques dans les conditions de dotations suivantes :

Eau brute : 60l/s pour la dotation normale dont 18 l/s pour la dotation normale avant 1956 et 13.33 l/s pour la dotation normale après 1956.

Eau filtrée : 25 l/s.

Or, fin 2017, la production d'eau filtrée de l'usine des Ambrosis qui permet l'alimentation en eau de la ville de Plan-de-Cuques sera arrêtée.

Cette disposition a reçu un avis favorable du Comité Technique du 9 octobre 2017.

L'alimentation en eau de la ville de Plan-de-Cuques se fera, à compter du 1er janvier 2018, exclusivement filtrée via le feeder de la Croix Rouge.

Le présent avenant a donc pour objet de déterminer le nouveau niveau de dotation en eau filtrée qui sera en adéquation avec la dotation d'eau brute.

Le Conseil de Territoire est saisi pour information du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°PEDD 005-191/14/CC du 26 juin 2014 portant sur l'approbation des conventions type de vente d'eau brute et de vente d'eau potable ;
- La délibération n°AGER 001-607/13/CC du 31 octobre 2013 portant sur l'approbation du contrat de Délégation de Service Public de l'eau et de ses annexes ;
- Le procès verbal de l'élection de Monsieur. Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence en date du 13 juillet 2017 ;
- La délibération n° FCT 001-013/07/17 du 13/07/2017 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La convention N°14/1758 de vente d'eau potable entre la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la commune de Plan de Cuques ;
- Le projet d'avenant joint en annexe.

#### **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de vente d'eau potable entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la régie de Plan-de-Cuques.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant 1 à la convention de vente d'eau potable entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Régie de Plan-de-Cuques.

#### **PROX 043-1078/17/CT**

#### **■ EAU - Approbation de l'avenant 3 au contrat de délégation du service de l'assainissement collectif de la zone Est relatif à l'adaptation et à la clarification de divers engagements du délégataire**

#### **Information du Conseil de Territoire DGECE 17/16034/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par contrat de délégation de service public, la Métropole a confié la gestion de son service assainissement pour la zone Est à la Société d'Assainissement Est Métropole (SAEM).

Le retour d'expérience des exercices passés a montré la nécessité de procéder à un certain nombre de clarifications et d'adaptations du contrat de délégation.

1) Précisions et clarifications nécessaires portent sur les aspects suivants :

- Conditions d'élaboration, de transmission et de gestion de la version consolidée du contrat
- Limite de la prestation et les responsabilités du délégataire concernant l'entretien des branchements
- Règles sur les prestations de renouvellement des cadres, tampons et regards selon le type de prestation
- Répartition des catégories de prestations entre délégataire et délégant
- Modalités de révision et de reversement des recettes
- Conditions d'accès aux données natives servant notamment au calcul des indicateurs de performance
- Transmission du fichier des abonnés

2) Adaptations nécessaires portent sur les aspects suivants :

- Procédure d'agrément des sous-traitants du délégataire
- Prestations mutualisées avec la SEM et la SEMM, délégataire de l'eau
- Obligation de mise en concurrence
- Procédure d'agrément des prestations accessoires
- Données techniques nécessaires à la gestion du foncier et les modalités de transmission de ces données
- Critères et objectifs d'insertion sociale
- Responsabilité du délégataire sur la continuité de l'écoulement sur les travaux réalisés par la Métropole
- Horaires de l'accueil physique
- Nouveaux engagements en adéquation avec OSIS
- Mode de comptage des branchements renouvelés
- Indicateurs et sanctions
- Ajout d'un prix au bordereau des prix
- Modalités de reversement de la PAC pour les raccordables avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014
- Fusion des comptes de renouvellement « collecte » et « transport-traitement »
- Modalités d'évolution du contenu et de la transmission des rapports d'activité
- Renforcement de la gouvernance
- Evolution des projets de développement durable
- Programme de travaux neufs.

### 3) Correction d'erreurs matérielles

L'ensemble de ces modifications ne bouleverse pas l'économie du contrat.

L'avenant proposé a pour objet de contractualiser ces précisions, clarifications et adaptations.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions, il est nécessaire d'approuver l'avenant n°3 au contrat de délégation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° AGER 004-610/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif zone Est, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Les délibérations n° PEDD 002-420/14/CC du 9 octobre 2014 et la délibération n° PEDD 011-567/14/CC du 19 décembre 2014, approuvant les avenants n°1 et 2 audit contrat ;
- Le contrat n° 13/221 de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement zone Est et ses avenants ;
- Le procès verbal de l'élection de M. Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence en date du 13 juillet 2017 ;
- L'information de la Commission de Délégation de Service Public du 7 décembre 2017 ;
- L'avenant joint en annexe.

### **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de l'avenant n° 3 au contrat de délégation du service de l'assainissement collectif de la zone Est relatif à l'adaptation et à la clarification de divers engagements du délégataire.

### **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n° 3 au contrat de délégation du service de l'assainissement collectif de la zone Est.

### **PROX 044-1079/17/CT**

#### **■ EAU - Approbation de l'avenant 3 au contrat de délégation du service de l'assainissement collectif de la zone Ouest relatif à l'adaptation et à la clarification de divers engagements du délégataire**

#### **Information du Conseil de Territoire DGECE 17/16033/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par contrat de délégation de service public, la Métropole a confié la gestion de son service assainissement pour la zone Ouest à la Société d'Assainissement Ouest Métropole (SAOM).

Le retour d'expérience des exercices passés a montré la nécessité de procéder à un certain nombre de clarifications et d'adaptations du contrat de délégation.

1) Précisions et clarifications nécessaires portent sur les aspects suivants :

- Conditions d'élaboration, de transmission et de gestion de la version consolidée du contrat
- Limite de la prestation et les responsabilités du délégataire concernant l'entretien des branchements
- Règles sur les prestations de renouvellement des cadres, tampons et regards selon le type de prestation
- Répartition des catégories de prestations entre délégataire et délégant
- Modalités de révision et de reversement des recettes
- Conditions d'accès aux données natives servant notamment au calcul des indicateurs de performance
- Transmission du fichier des abonnés

2) Adaptations nécessaires portent sur les aspects suivants :

- Procédure d'agrément des sous-traitants du délégataire
- Prestations mutualisées avec la SEM et la SEMM, délégataire de l'eau
- Obligation de mise en concurrence
- Procédure d'agrément des prestations accessoires
- Données techniques nécessaires à la gestion du foncier et les modalités de transmission de ces données
- Critères et objectifs d'insertion sociale
- Responsabilité du délégataire sur la continuité de l'écoulement sur les travaux réalisés par la Métropole
- Horaires de l'accueil physique
- Nouveaux engagements en adéquation avec OSIS
- Mode de comptage des branchements renouvelés
- Indicateurs et sanctions
- Ajout d'un prix au bordereau des prix
- Modalités de reversement de la PAC pour les raccordables avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014
- Fusion des comptes de renouvellement « collecte » et « transport-traitement »
- Modalités d'évolution du contenu et de la transmission des rapports d'activité
- Renforcement de la gouvernance
- Evolution des projets de développement durable.

### **3) Correction d'erreurs matérielles**

L'ensemble de ces modifications ne bouleverse pas l'économie du contrat.

L'avenant proposé a pour objet de contractualiser ces précisions, clarifications et adaptations.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions, il est nécessaire d'approuver l'avenant n° 3 au contrat de délégation susmentionné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° AGER 003-609/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif zone Ouest, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Les délibérations n° PEDD 003-421/14/CC du 9 octobre 2014, et la délibération n° PEDD 012-568/14/CC du 19 décembre 2014, approuvant les avenants n°1 et 2 audit contrat ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056 187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le contrat n° 13/220 de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement zone Ouest et ses avenants ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 juillet 2017 ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public du 7 décembre 2017 ;
- Le projet d'avenant joint en annexe.

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de l'avenant n° 3 au contrat de délégation du service de l'assainissement collectif de la zone Ouest relatif à l'adaptation et à la clarification de divers engagements du délégataire.

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur

l'approbation de l'avenant n° 3 au contrat de délégation du service de l'assainissement collectif de la zone Ouest.

#### **PROX 045-1080/17/CT**

**■ EAU - Approbation de l'avenant 5 au contrat de délégation du service de l'assainissement collectif de la zone Centre relatif à la mise en cohérence de la filière d'élimination des boues de Marseille à l'adaptation et à la clarification de divers engagements du délégataire**

#### **Information du Conseil de Territoire DGECE 17/16032/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par contrat de délégation de service public, la Métropole a confié la gestion de son service assainissement pour la zone Centre à SERAMM.

En vertu de l'article 33.2 du contrat initial, les boues séchées issues de l'usine de Marseille sont traitées par l'incinérateur communautaire d'Evere, délégataire de la Métropole pour l'exploitation du site de Fos sur Mer. Un sinistre a cependant touché le four d'Evere et compte tenu des difficultés de reprise de son exploitation, cette filière unique s'est révélée fragile et inopérante, au point de ne plus être utilisée que de façon marginale depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

Alors qu'un schéma alternatif se mettait progressivement en place, la casse du sécheur n°1 en août 2016, qui a entraîné l'arrêt complet de l'atelier de séchage de l'usine des boues de Marseille, a entraîné l'ajournement de la valorisation thermique des boues. Cet incident, dont les conséquences font par ailleurs l'objet d'un contentieux en cours, a conduit le délégataire à se tourner vers des sites de compostage pour une valorisation agricole.

Des scénarios sont à l'étude afin de déterminer les filières d'élimination des boues les plus adaptées, dans une vision à la fois territoriale et métropolitaine.

Dans l'attente des résultats d'études et de l'issue contentieuse, il est nécessaire de contractualiser la filière de compostage mise en place par SERAMM et d'en préciser les conséquences financières.

Dans ce cadre, il est proposé de faire évoluer la rémunération du délégataire et la composition des



formules d'indexation en vertu de l'article 89 « Principes d'évolution » du contrat de délégation, eu égard aux modifications substantielles de la filière d'élimination des boues.

Le surcoût de la filière en place s'établit à environ 1 600 000 euros HT, incluant une économie de 285 000 euros par an découlant de l'arrêt du séchage. Ce surcoût s'explique essentiellement par l'accroissement considérable du tonnage de boues en sortie de l'usine, les boues n'étant plus séchées.

La nouvelle formule d'indexation a une incidence sur le prix de l'eau de l'ordre de 2,7 centimes d'euro par mètre cube d'eau, applicable au 1er janvier 2018, date à laquelle le sinistre ne sera plus pris en charge par les assurances du délégataire, en application des limites de garantie afférentes aux frais supplémentaires d'exploitation.

Au terme du litige sur l'atelier de séchage, les parties procéderont conjointement à un réexamen de l'économie du contrat, en tenant compte des responsabilités établies dans la cause du litige.

D'autres modifications, sans incidence financière, sont apportées au contrat en vue d'adaptation et de clarification d'engagements du délégataire :

- Modification du bordereau de prix unitaires (annexe 2.4.1 BPU du contrat de délégation) en vue de la clarification des modalités d'établissement des devis de branchement
- Evolution d'indicateurs :
  - o Indicateurs de traitement des effluents en vue de la clarification du lien entre performance et sanction afférente
  - o Fourniture d'un rapport d'analyse fixant la composition, les méthodes et les objectifs d'un nouvel indicateur « tonnage de sables extraits » et d'un rapport d'étude de faisabilité de la valorisation des sables
  - o Evolution corrélative des indicateurs d'inspection télévisée et d'inspection vidéo-périscopique
  - o Indicateur d'émissions de gaz à effet de serre (GES) : adaptation de la fréquence du suivi de cet indicateur au bilan carbone de la Métropole
  - o Indicateurs d'enquêtes de conformité IP15.2 : précision sur le contenu des enquêtes.
- Retrait de l'article 10 de l'avenant 3 relatif à l'instauration d'une obligation de contrôle de conformité du branchement en cas de cession immobilière.

- Modalités de modification des rapports d'activité mensuelle et trimestrielle
- Précision sur la prise en charge du renseignement de la base de données de l'Agence Française de la Biodiversité
- Renforcement des instances de gouvernance
- Précisions relatives aux modalités de révision tarifaire et de reversement produits (nombre de décimales, dates d'information, délai de procédure, propriétaires non occupants)
- Clarification sur le déclenchement des sanctions de retard sur mise en demeure
- Suppression de l'allongement du délai de détournement avant pénalité la nuit ou le weekend, pendant l'été
- Prise en charge par le délégataire des outils de monitoring météo et d'alertes METEO
- Correction de diverses coquilles.

L'avenant proposé a pour objet de :

- Mettre en cohérence la filière d'élimination des boues de Marseille et les conditions de rémunération du délégataire,
- Adapter et clarifier les engagements précités du délégataire.

L'ensemble de ces modifications ne bouleverse pas l'économie du contrat.

Afin de permettre la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions, il est nécessaire d'approuver l'avenant n° 5 au contrat de délégation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° AGER 002-608/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif zone Centre, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Les délibérations n° PEDD 001-419/141/CC PEDD 009-25/09/15/CC du 9 octobre 2014, la délibération n° PEDD 013-569/CC du 19 décembre 2014, la délibération n° PEDD 009-1296/15/CC du 25 septembre 2015 et la délibération N° DEA 003-2406/17/CM du 13 juillet 2017, approuvant les avenants n°1, 2, 3 et 4 audit contrat ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le contrat n° 13/219 de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement zone Centre et ses avenants ;
- Le procès verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence en date du 13 juillet 2017 ;
- L'information de la Commission de Délégation de Service Public du 23 novembre 2017 ;
- L'avenant joint en annexe.

## **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de l'avenant n° 5 au contrat de délégation du service de l'assainissement collectif de la zone Centre relatif à la mise en cohérence de la filière d'élimination des boues de Marseille, à l'adaptation et à la

clarification de divers engagements du délégataire.

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n° 5 au contrat de délégation du service de l'assainissement collectif de la zone Centre.

#### **PROX 046-1081/17/CT**

■ **MOB - Approbation de la révision de l'affectation de l'opération d'investissement relative au pôle d'échanges multimodal de la gare de la Ciotat-Ceyreste**

#### **Avis du Conseil de Territoire DIFRA 17/15874/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218.7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

Par délibération en date du 25 mars 2010, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avait approuvé la création et l'affectation d'une autorisation de programme d'un montant de 1 000 000 euros TTC pour la création d'un parc de stationnement relais en gare de La Ciotat-Ceyreste.

Par délibération en date du 22 mars 2013, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avait approuvé la revalorisation de cette autorisation de programme pour la porter à un montant total de 4 150 000 millions d'euros TTC., soit 3 469 899,67 euros HT (taux de TVA de 19,6 % en vigueur à l'époque). Les études préliminaires menées ont permis d'aboutir aujourd'hui à un montant total de l'opération de 10 560 000,00 euros HT, décomposé comme suit :

Poste	Montant HT
Acquisition foncière	1 000 000,00
AMO - MOE	560 000,00
Travaux libération ferroviaire	500 000,00

Travaux aménagement	8 000 000,00
Divers - Aléas	500 000,00
<b>Total</b>	<b>10 560 000,00</b>

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

Le montant de l'opération d'investissement disponible à ce jour permet l'engagement du marché de maîtrise d'œuvre pour la première phase (création du parking semi-enterré).

L'opération d'investissement n°2010101700 Parc Relais Gare de la Ciotat-Ceyreste, d'un montant de 3 443 156,28 euros HT inscrite au budget annexe transport enregistrée dans l'autorisation de programme n°141080 TP du programme 08 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 7 116 843,72 euros HT. Cette révision porte le montant de l'opération n°2010101700 de 3 443 196,28 euros HT à 10 560 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 001-1886/10/CC du 25 mars 2010 approuvant la création d'une autorisation de programme pour la création d'un parc de stationnement relais à la gare de La Ciotat - Ceyreste ;
- La délibération VOI 003-156/13/CC du 22 mars 2013 approuvant la revalorisation de l'autorisation de programme ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

**OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

## **CONSIDERANT**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 7 116 843,72 euros HT de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qui convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 7 116 843,72 euros HT de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

## **PROX 109-1082/17/CT**

**■ MOB - Approbation d'une convention de partenariat et de cofinancement des études et des travaux du pôle d'échanges multimodal de La Ciotat-Ceyreste**

### **Avis du Conseil de Territoire PROX 109-12/12/17 CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218.7, I, du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :  
La réalisation du pôle d'échange multimodal (PEM) de la gare de La Ciotat - Ceyreste, inscrite dans le Plan de Déplacements Urbains de la Métropole, est indispensable pour accompagner le basculement du transport routier sur le transport ferroviaire, le développement des modes doux avec l'aménagement de la deuxième phase de la voie

douce reliant le centre-ville de La Ciotat à la gare et résoudre la problématique de saturation du parking existant.

Ce projet comporte plusieurs volets, chacun étant porté par une maîtrise d'ouvrage distincte.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure la maîtrise d'ouvrage des aménagements suivants :

- Création d'un parking semi-enterré sur un terrain acquis par la Métropole face à la gare (phase 1 réalisée en 2019)
- Réaménagement des parkings existants avec intégration du débouché de la voie douce, mise en valeur du parvis de la gare, augmentation du nombre de quais bus, ainsi que requalification des voiries d'accès (phase 2 réalisée en 2020 et 2021)

Les aménagements réalisés offriront une capacité de stationnement de 490 places environ contre 295 places actuellement et permettront de doubler l'offre de desserte par les bus.

En parallèle, les autres volets réalisés sont :

- Réaménagement du bâtiment voyageur, sous maîtrise d'ouvrage SNCF Mobilités
- Mise en accessibilité des quais, sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau
- Aménagement de la deuxième section de la voie douce, qui permettra de relier la gare au centre-ville, sous maîtrise d'ouvrage Ville de La Ciotat

Le montant du projet réalisé sous maîtrise d'ouvrage MAMP est estimé à 10 560 000,00 € HT.

Par délibération en date du 19 octobre 2017, le Conseil de la Métropole a autorisé le Président de la Métropole à solliciter des aides financières.

Un dossier de demande de financement auprès de l'Union Européenne (programme FEDER) a ainsi été déposé le 09 octobre 2017.

Considérant la coordination nécessaire entre les différents partenaires (Région Provence Alpes Côte d'Azur, Département des Bouches-du-Rhône, Métropole Aix-Marseille-Provence, Ville de La Ciotat, SNCF Réseau et SNCF Mobilités – Gares et Connexions) pour mener à bien le projet, notamment d'un point de vue financier avec le Département et la Région, une convention de partenariat pour le financement des études et des travaux a été établie.

Celle-ci comprend notamment le plan de financement prévisionnel suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
<b>Union Européenne (FEDER)</b>	35,15 %	3 708 000 euros
<b>Conseil Départemental 13</b>	30,00 %	3 168 000 euros
<b>Conseil Régional PACA *</b>	14,05 %	1 483 200 euros
<b>Métropole d'Aix-Marseille-Provence</b>	20,84 %	2 200 800 euros
<b>Total</b>	100 %	10 560 000,00 euros

\* Les fonds du Département et de la Région sont cumulables par le biais du Contrat de Plan Etat Région.

Cette convention, qui s'inscrit dans la continuité des différentes études déjà réalisées et conventions déjà

notifiées, définit également l'organisation et le pilotage de l'opération d'aménagement du PEM.

Elle sera suivie de conventions spécifiques, dont :

- Convention avec SNCF Réseau pour la réalisation des travaux de libération ferroviaire
- Conventions avec SNCF Réseau et SNCF Mobilités pour l'occupation des terrains leur appartenant (parkings existants)
- Convention avec le Département pour la délégation de maîtrise d'ouvrage du bâtiment RDT13 lui appartenant.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Qu'il convient de procéder à la réalisation du pôle d'échange multimodal de la gare de La Ciotat - Ceyreste ;
- Qu'il convient pour cela d'établir une convention de partenariat pour le financement des études et des travaux du pôle d'échange multimodal de la gare de La Ciotat - Ceyreste ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

**DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

### **PROX 047-1083/17/CT**

**■ MOB - Budget annexe Transports - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre 6ème et 7ème arrondissements**

### **Avis du Conseil de Territoire DMET 17/16020/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

L'extension du réseau de tramway de Marseille vers la place du Quatre Septembre faisait partie du projet global de modernisation et d'extension du réseau de tramway de Marseille comprenant trois lignes Noailles-Les Caillols, Quatre Septembre-Blancarde et Bougainville-Castellane, déclaré d'utilité publique en juin 2004.

La Communauté urbaine a pris la décision de phaser la réalisation de ce projet, ce qui a conduit à la mise en service à ce jour des lignes T1 : Noailles – Les Caillols et T2 : Blancarde – Euroméditerranée Arenc.

L'opportunité de ce tronçon a de nouveau été analysée en 2013 dans le cadre du Schéma Directeur des TCSP mené par la Communauté urbaine MPM. Depuis la création de la Métropole, cette dernière a défini ses objectifs en terme de transport avec l'adoption de l'Agenda Mobilité. Ce projet figure parmi les objectifs à l'horizon 2025 du programme d'investissements en Transports en Commun en Site Propre de l'Agenda Mobilité métropolitain approuvé par le Conseil de la Métropole en décembre 2016.

Le projet comprend une extension de 2,1 km, allant du croisement de la rue de Rome depuis la rue de Rome/Préfecture vers le boulevard Peytral, puis le cours Pierre Puget, rejoignant le boulevard de la Corderie et l'avenue de la Corse jusqu'à la place du Quatre Septembre. Selon le schéma d'exploitation

programmé, cette extension ne nécessite pas l'acquisition de matériel roulant supplémentaire.

Ce projet permettra de combler le déficit de transport en commun dans les quartiers du 7ème arrondissement dans lesquels la densité de population est importante.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a ainsi décidé de relancer les études arrêtées au niveau Avant-Projet en 2003 et d'établir un programme en vue de la désignation d'un maître d'œuvre.

Il a donc été proposé au budget 2018 la création d'une opération pour la réalisation de l'Extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre pour un montant total évalué à 75 000 000 d'euros hors taxes.

L'opération d'investissement n° 2018104200 relative à l'Extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre inscrite au budget annexe Transports enregistrée dans l'autorisation de programme 181432TP du programme n° 43 de la Métropole doit être affectée.

Cette opération est affectée partiellement à hauteur de 1 800 000 euros hors taxes pour permettre le lancement des études jusqu'à l'obtention de la Déclaration d'Utilité Publique. Ce montant comprend les études de maîtrise d'œuvre au niveau Avant-Projet, les études techniques préalables (sondages, reconnaissances, topographie, études environnementales), les frais d'assistance à maîtrise d'ouvrage et d'assistance des bureaux de contrôle.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération HN 01- 003/16/CM du 17 mars 2016 relative à l'élection du Président de la Métropole.

#### **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation partielle pour un montant total de 1 800 000 euros hors taxes de l'opération d'investissement n° 2018104200 - Extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre afin de permettre la réalisation des études ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole, relatif à l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement Extension du réseau de tramway de Marseille de la rue de Rome vers la place du Quatre Septembre (6<sup>ème</sup> et 7<sup>ème</sup> arrondissements).

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	116
Voix Contre	0
Abstentions	21

#### **Adoptée**

#### **Se sont abstenus :**

Nadia BOULAINSEUR - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB - Josette FURACE - Vincent GOMEZ - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Stéphane

MARI - Bernard MARTY - Christophe MASSE -  
Florence MASSE - Nathalie PIGAMO - Muriel  
PRISCO - Roger RUZÉ

Nouriati DJAMBAE  
Gérard POLIZZI  
Albert GUIGUI

**PROX 048-1084/17/CT**

**■ MOB - Approbation des nouveaux tarifs de transport en commun sur les Pass XL du Conseil de Territoire Marseille Provence**

**Avis du Conseil de Territoire  
DPMOD 17/15977/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire.

A ce titre, il lui incombe de définir les tarifs applicables sur ses réseaux de transports publics.

Depuis 2013, aucune évolution de tarif n'a été mise en œuvre sur le réseau RTM en dehors de la répercussion de la hausse du taux de TVA pour le transport de voyageurs, appliquée à l'ensemble des titres à l'exception des billets unitaires.

Parallèlement sur la même période, les coûts d'exploitation ont augmenté plus vite que les recettes sous l'effet de l'inflation et des évolutions d'offres de service (3<sup>ème</sup> ligne de tramway entre Arenc et Castellane, ouverture du métro en soirée, développement du BHNS).

Aussi, à l'instar d'autres réseaux de transports comme Paris, Lyon ou Nantes qui augmentent chaque année leur tarif pour tenir compte de la hausse des dépenses d'exploitation, la Métropole appliquera en 2018 une hausse des tarifs sur les abonnements Pass XL utilisés sur le Conseil de Territoire Marseille Provence.

Ainsi les tarifs suivants évoluent :

Tarif normal (à la validation sur la carte personnelle) de 1.36€ à 1.40€.

Tarif Solo de 1.60€ à 1.70€ à 1.80€ au 1<sup>er</sup> achat sur le billet rechargeable.

Hebdo de 13,7 € à 14,5 € soit + 0,8 € par semaine soit en moyenne 0,05 € par voyage.

Mensuels de 46 € à 48,5 € soit + 2,5 € par mois soit en moyenne 0,05 € par voyage.

Annuel de 446 € à 468 € soit + 22 € par an soit en moyenne 0,04 € par voyage.

Annuel mensualisé de 37,1 € à 39 € soit + 1,9 € par mois soit en moyenne 0,05 € par voyage.

Ces nouveaux tarifs augmenteront les recettes de 1 million d'euros par an.

Les tarifs occasionnels restent inchangés.

Ces nouveaux tarifs entreront en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> février 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Que le conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	105
Voix Contre	12
Abstentions	20

### **Adoptée**

#### **Ont voté contre :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

#### **Se sont abstenus :**

Nadia BOULAINSEUR - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB - Josette FURACE - Vincent GOMEZ - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Marc LOPEZ - Stéphane MARI - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Nathalie PIGAMO - Muriel PRISCO - Roger RUZÉ - Nouriati DJAMBAE - Gérard POLIZZI

### **PROX 049-1085/17/CT**

■ **MOB - Création de nouveaux tarifs et approbation d'un règlement intérieur - Infrastructure de Recharge des Véhicules Electriques**

### **Avis du Conseil de Territoire DPMOD 17/16069/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Depuis l'adoption de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la compétence IRVE "Création et entretien des infrastructures de charge de véhicules électriques ou hybrides rechargeables" est assurée de plein droit par les communautés urbaines.

Cette compétence est aujourd'hui assurée par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le Conseil de Territoire de Marseille Provence.

La communauté urbaine Marseille Provence Métropole puis la Métropole Aix-Marseille-Provence ont déployé sur le territoire de Marseille Provence les bornes de recharge du réseau STATION Electra. Il s'agit de 42 bornes DBT (leader européen des bornes de recharge pour véhicules électriques) permettant une « recharge normale » avec deux points de charge d'une puissance électrique de 3KVA chacun. Ces bornes permettent en moyenne la recharge d'une voiture électrique en huit heures.

L'accès aux bornes Electra nécessite de s'abonner en transmettant une copie de carte grise d'un véhicule électrique. L'abonnement est gratuit.

Pour les autres territoires de la Métropole, la compétence est exercée par les communes.

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, selon l'article L. 5217-2 Partie I – 6° i du CGCT, cette compétence IRVE « Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables » sera exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place des communes.

La commune d'Istres a récemment déployé le réseau Emouv' composé de 28 bornes ATOMELEC permettant une « recharge accélérée » avec deux points de charge d'une puissance électrique pouvant aller jusqu'à 22KVA. Ces bornes permettent une recharge d'un véhicule en moyenne en une heure et trente minutes.

Ce réseau a été mis en service par la Ville d'Istres le 1er février 2017 et comporte deux formules :

- Une formule « Abonné » à 15 € TTC par mois avec recharge illimitée.
- Une formule « Non-abonné » à 1,50 euros TTC par charge.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'ajouter au réseau Emouv' les tarifications suivantes :

- Une formule « Abonné AMP » gratuite permettant une recharge illimitée pour les véhicules de service de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- Une formule « Abonné Autopartage » gratuite permettant une recharge illimitée pour les voitures électriques labellisées autopartage par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.



En surplus, il est proposé d'adopter le règlement intérieur du réseau Emouv.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

#### **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

#### **PROX 050-1086/17/CT**

#### **■ MOB - Approbation de l'avenant n 12 relatif au contrat d'exploitation de service de transport public urbain avec la Régie des Transports Métropolitains et la Métropole Aix-Marseille-Provence**

#### **Avis du Conseil de Territoire DPMOD 17/16056/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé à son Conseil Communautaire du 18 décembre 2010 le nouveau contrat de service public pour l'exploitation des services de transport urbain avec la Régie des Transports de Marseille.

L'article 2.3.3 du Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation de services de transport public urbain prévoit qu'un avenant soit réalisé à la fin de chaque année pour récapituler les évolutions apportées par ordre de service au Réseau et aux autres missions d'exploitation confiées à la Régie.

L'offre de référence du réseau est ainsi mise à jour au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Concernant les missions complémentaires d'exploitation, la Métropole Aix Marseille Provence et la RTM ont décidé :

- De figer l'objectif du nombre de voyages du transport des personnes à mobilité réduite à 150 000 en 2017 ;
- Régulariser la mission relative au transport d'élèves et étudiants handicapés pour l'année scolaire 2018/2019 ;
- D'exploiter en 2018 le service de navettes maritimes Vieux Port-Pointe Rouge et Vieux Port- Estaque sur cinq mois à compter du 28 avril jusqu'au 30 septembre 2018 et de reconduire la desserte entre la Pointe Rouge et les Goudes sur 3 mois

L'offre de référence des réseaux Ciotabus et Bus des Cigales (réseau de Gémenos), Ulysse (Réseau de Martigues) et Bus des collines (Réseau d'Allauch, Ensues et le Rove) est de même mise à jour au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Ainsi, il convient d'ajuster pour 2018, le montant des charges d'exploitation du réseau :

- La rémunération annuelle R1 relative à l'exploitation du réseau Métro-Bus-Tramway

- et portée à 260.4 millions d'euros HT (CE 2010) pour l'année 2018 ;
- Le montant indicatif de la compensation financière relative aux amortissements et frais financiers R2 est porté à 41.4 millions d'euros HT en 2018 pour tenir compte de l'exécution 2017 et de l'intégration du réseau Ulysse (R2 Ulysse 1.5M€) ;
- La rémunération annuelle C1 relative au transport des personnes handicapées à mobilité réduite reste inchangée à 6.30 millions d'euros HT (CE 2010) ;
- La rémunération annuelle C2 relative à l'Administration du système billettique est portée à 494 000 euros HT (CE 2010) ;
- la rémunération annuelle C4 relative à la gestion de la gare Saint-Charles reste inchangée à 1.135 millions d'euros HT (CE 2012) ;
- La rémunération annuelle C5 relative au service de navettes maritimes reste inchangée à 3.45 millions d'euros HT (CE 2016) au titre de l'exploitation sur 5 mois des deux liaisons Vieux-Port/ Pointe-Rouge et Vieux-Port/ Estaque et de l'exploitation sur 3 mois de la liaison Pointe Rouge/les Goudes ;
- La rémunération annuelle C7 relative à l'exploitation du réseau Ciotabus reste inchangée à 3.5 millions d'euros HT (CE 2012) ;
- La rémunération annuelle C8 relative à l'exploitation du réseau Gémenos augmente de 2 000€ pour un montant total de 187 000 euros HT CE 2015 ;
- La rémunération C9 relative à l'exploitation du ferry-boat reste inchangée à 0.57 million euros HT (CE 2016)
- Création de la rémunération C10 relative au transport des élèves et étudiants handicapés pour un montant de 225 000 HT
- La rémunération C11 relative à l'exploitation du réseau Ulysse est fixée pour la première année pleine d'exploitation à 9 794 668 euros HT (CE 2017)
- La rémunération C12 relative à l'exploitation du réseau du Bus des Collines est fixée à 890 883,00 euros HT (CE 2017)

Le Plan Prévisionnel des Investissements (PPI) est également actualisé pour tenir compte des réajustements du programme des investissements convenus entre l'Autorité Organisatrice et la Régie.

Pour la première fois depuis 2013 (hors modification du taux de TVA), le montant des abonnements hebdomadaires, mensuels, annuels et annuels mensualisés est augmenté afin de compenser une partie de la hausse des coûts d'exploitation. Les titres unité tarif normal (sur carte personnelle à la validation) et solo sont également augmentés

respectivement de 3% et 6.3% pour passer ainsi de 1.36€ à 1.40€ et de 1.60€ à 1.70€.

Par ailleurs, le montant des redevances transporteurs pour les lignes utilisant la gare routière Marseille St Charles, qui n'ont pas été modifiées depuis 2016, sont augmentées de 2% au 1er janvier 2018. Un mécanisme d'indexation est mis en place à partir de janvier 2019.

Enfin, conformément aux articles 4.23 et 4.24 du Contrat, l'Objectif de Recettes est amené à varier en fonction de l'Offre Kilométrique et des modifications tarifaires. Pour l'année 2018, le nouvel objectif de recette sera défini par Ordre de Service à l'issue de la Conférence Budgétaire en date du 28 novembre 2017.

Pour l'ensemble de ces raisons, il convient d'approuver le présent avenant n° 12 qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés ;
- La délibération DTUP 001-2440/10/CC du 10 décembre 2010 relative à l'approbation du contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 001-041/11/CC du 11 février 2011 relative à l'approbation de l'avenant n°1 au Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avec la Régie des Transports de Marseille (détails des prestations de transports des personnes handicapées à mobilité réduite) ;
- La délibération DTUP 007-883/11/CC du 9 décembre 2011 relative à l'approbation de

l'avenant n° 2 au Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avec la Régie des Transports de Marseille ;

- La délibération DTUP 002-451/12/CC du 29 juin 2012 relative à l'approbation de l'avenant n°3 au Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avec la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 002-779/12/CC du 14 décembre 2012 relative à l'approbation de l'avenant n° 4 annuel de fin d'année au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 002-126/13/CC du 22 mars 2013 relative à l'avenant 5 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTUP 017-858/13/CC du 13 décembre 2013 relative à l'approbation de l'avenant n° 6 annuel de fin d'année au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTM 008-582/14/CC du 19 décembre 2014 relative à l'approbation de l'avenant n° 7 annuel de fin d'année au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération DTM 009-1657/15/CC du 21 décembre 2015 relative à l'avenant 8 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La délibération TRA 025-1078-16/CM du 17 octobre 2016 relative à l'avenant 9 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie des Transports Métropolitains ;
- La délibération TRA 013-1388/16/CM du 15 décembre 2016 relative à l'avenant 10 au Contrat d'exploitation de service de transport public urbain entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie des Transports Métropolitains ;
- La délibération TRA 009-2333/17/CM du 13 juillet 2017 relative à l'avenant 11 au Contrat

d'exploitation de service de transport public urbain entre la Métropole Aix-Marseille Provence et la Régie des Transports Métropolitains ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

#### **PROX 051-1087/17/CT**

**■ MOB - Approbation de l'avenant n 3 relatif au contrat d'exploitation de service de la Régie des Transports avec la Métropole Aix-Marseille-Provence**

#### **Avis du Conseil de Territoire DPMOD 17/16055/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant eu pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur :

Lors du Conseil de décembre 2015 du Contrat d'Obligation de Service Public (COSP) de la Régie des Transport a été approuvé

Dans le cadre de ce COSP établi en application des dispositions du Règlement CE n°1370/2007 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, la Régie Des Transports, en sa qualité d'opérateur interne, a pour objet de réaliser toute prestation de service pour le compte de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence relevant de cette réglementation à titre principal, complémentaire ou connexe.

Le COSP pour l'exploitation de services de transport public prévoit qu'un avenant soit réalisé à la fin de chaque année pour récapituler les évolutions apportées par ordre de service au Réseau et aux autres missions d'exploitation confiées à la Régie.

L'offre de référence du réseau est ainsi mise à jour au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Ainsi, il convient d'ajuster pour 2018, le montant des charges d'exploitation du réseau :

- Actualisation des coûts unitaires du transport régulier et scolaires
- Actualisation des coûts unitaires des prestations Ferroviaires
- Pérennisation de l'échéancier annuel pour les coûts d'exploitation avec une facture définitive
- Modification de l'offre de service 2017
- Mise à jour des fiches de lignes et des annexes
- Projection sur l'offre de service 2018
- Constat des recettes (pour moi n'apparaît pas dans l'avenant, mais peut-être indiqué dans la délibération pour information)

Pour l'ensemble de ces raisons, il convient d'approuver le présent avenant n°3 qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Que le conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

**DELIBERE**

**Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

**PROX 052-1088/17/CT**

**■ MOB - Approbation de l'avenant n 10 à la convention de Délégation de Service Public pour l'exploitation de la ligne de transport de voyageurs Marseille - Saint Charles Aéroport de Marseille par autoroute**

**Avis du Conseil de Territoire  
DPMOD 17/16067/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

L'exploitation de la ligne de transport de voyageurs Marseille - Saint Charles / Aéroport de Marseille par autoroute est confiée pour une période de 6 ans (2012-2017) au groupement Trans Provence / Keolis Bouches-du-Rhône, devenu Trans Provence / SAP, par convention de délégation de service public (DSP) notifiée le 21 décembre 2011.

Ce contrat qui a fait l'objet de 9 avenants est, à compter du 1er janvier 2017, transféré de droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence, laquelle s'est substituée au Département dans les droits et prérogatives d'Autorité Organisatrice de la Mobilité Durable sur son ressort territorial.

### **1/ Le périmètre des prestations confiées au délégataire :**

Aux termes de la convention, le groupement délégataire exploitant de la ligne dite n° 91 ou navette Marseille Aéroport, est responsable de la production et de la commercialisation du service de transport public délégué, à raison d'une amplitude minimum de 4H30 à 00H10 aller-retour, d'un nombre minimum de 132 trajets aller-retour pour un kilométrage commercial contractuel par an de 1,320M en moyenne et environ 1,430M kms totaux annuels (soit 112 000kms par an Haut le pied).

Le service délégué a pour spécificité une forte fréquence ainsi qu'une haute qualité de service avec la mise à disposition par el délégataire de 10 autocars de tourisme haut de gamme.

Au titre des prestations connexes le délégataire assure également un service bagagiste en tenue à Marseille Saint Charles tous les jours de 7H00 à 17H00 et à l'aéroport de 8 H 30 à 19 H 00. En dehors de ces horaires les conducteurs de la ligne assurent ce service.

Le délégataire est dépositaire des titres de transport et à ce titre il assure la vente des titres de la navette ainsi que ceux du réseau Cartreize, au guichet de la Gare Saint Charles de 5 H 20 à 21 h 30 d'une part et via deux hôtesses en tenue, aux deux guichets de l'aéroport de 6H05 à 22H10 d'autre part.

### **2/ Modalités de la rémunération du délégataire :**

Le délégataire perçoit et conserve les recettes des titres auprès des usagers du service de transport public objet de la délégation de service public.

Le délégataire perçoit également toutes les recettes annexes (indemnités forfaitaires, produits des amendes, frais de dossier, commissions des dépositaires, vente d'objets promotionnels ...)

En contrepartie de l'utilisation effective de l'offre de service objet de la DSP, les recettes de trafic du délégataire sont diminuées d'un "intéressement" versé à l'Autorité délégante qui résulte de la différence entre Dépenses Forfaitaires (DF) moins Recettes

Forfaitaires (RF : hors recettes annexes) = **IF** (Intéressement forfaitaire).

La convention prévoit un mécanisme de recalage par tranche des recettes au réel (RR) **pour conserver le risque du délégataire tel qu'il résulte de l'IF ci-dessus** si  $RR > RF$ .

A contrario la convention prévoit un mécanisme destiné à compenser la corrélation du service délégué avec l'activité aéroportuaire dans l'hypothèse où  $RR < FR$ .

### **3/ Modifications intervenues au contrat :**

- L'avenant n°1 à cette DSP, signé le 22 mai 2012, tirait les conséquences de l'impact du changement du taux de TVA au 1<sup>er</sup> janvier 2012 (passage du taux réduit applicable aux transports de 5,5 % à 7%),

L'incidence financière de l'avenant était de **-3,98%** sur l'IF versé par le délégataire à l'Autorité délégante, résultant de la différence entre le Forfait Dépenses et Recettes prévisionnels ( $DF - RF$ ) = IF, l'incidence financière sur les Recettes Forfaitaires du délégataire étant de -1,20%

- L'avenant n°2 signé le 16 octobre 2012, a introduit un échéancier imposant au délégataire la production périodique des données relatives à la qualité ainsi qu'un délai de réponse aux observations de l'autorité délégante, cet avenant a également validé les modifications non pérennes de la gamme tarifaire prises uniquement dans le cadre de Marseille Capitale Européenne de la Culture 2013.

L'avenant n° 2 a été conclu sans incidence financière.

- L'avenant n°3, signé le 29 mai 2013, valide la modification de la gamme tarifaire à compter du 1er juillet 2013 via l'introduction d'un PASS MP2013, induisant également le principe d'une compensation de l'Autorité délégante sur la base d'un état liquidatif des Pass MP 2013 + navette Aéroport délivré dans le cadre de Marseille Provence Capitale Européenne de la Culture 2013,

L'avenant n° 3 a été conclu sans incidence financière.

- L'avenant n°4, signé le 15 janvier 2014, valide les incidences sur la gamme

tarifaire de la prise en compte de l'évolution du taux de TVA à 10%, cet avenant prend également acte du résultat de la formule d'indexation sur l'I.F.

L'incidence financière de l'avenant 4 était de -0,30% sur l'IF versé par le délégataire à l'Autorité délégante, résultant de la différence entre le Forfait Dépenses et Recettes prévisionnels issu de l'avenant 1 soit un taux cumulé de -4,28% par rapport au montant de la convention initiale. L'incidence financière sur les Recettes Forfaitaires du délégataire étant de -0,08%, l'impact cumulé sur les recettes initiales est de -1,28%.

- L'avenant n°5, signé le 11 décembre 2014, actant de l'impact du rayonnement de l'évènement Marseille Provence 2013 sur l'activité de l'aéroport Marseille Provence, il est décidé d'adapter le service délégué à cette affluence nouvelle induisant une hausse significative de la fréquentation de la Navette Marseille Aéroport. Les services connexes bagages et hôtesses sont renforcés et deux nouveaux horaires sont créés. Les incidences de quelques modifications tarifaires sont également prises en compte.

L'incidence financière de l'avenant 5 était de -0,74% sur l'IF versé par le délégataire à l'Autorité délégante, résultant de la différence entre le Forfait Dépenses et Recettes prévisionnels issu de l'avenant 1 soit un taux cumulé de -5,02% par rapport au montant de la convention initiale. L'incidence financière sur les Recettes Forfaitaires du délégataire étant de +0,19%, l'impact cumulé sur les recettes initiales est de -1,09%.

- L'avenant n°6, signé le 30 juillet 2015, est un avenant de cession partielle compte-tenu d'un changement de filiale (SCAC vers SAP) au sein de la Société Mère KEOLIS partie via sa filiale au groupement momentané d'entreprise titulaire de la délégation de services public.

L'avenant n°6 a été conclu sans incidence financière.

- L'avenant n°7, signé le 26 Février 2016, valide les incidences financières d'une augmentation tarifaire ainsi que de sujétions techniques induites par la modernisation des moyens de

commercialisation (borne de distribution de titres y compris maintenance et gestion de projet liées)

L'incidence financière de l'avenant 7 était de +1,85% sur l'IF versé par le délégataire à l'Autorité délégante, résultant de la différence entre le Forfait Dépenses et Recettes prévisionnels issu de l'avenant 1 soit un taux cumulé de -3,17% par rapport au montant de la convention initiale. L'incidence financière sur les Recettes Forfaitaires du délégataire étant de +0,45%, l'impact cumulé sur les recettes initiales est de -0,65%.

- L'avenant n°8, signé le 26 Février 2016, valide les incidences financières d'une augmentation tarifaire ainsi que de sujétions techniques induites par la modernisation des moyens de commercialisation (borne de distribution de titres y compris maintenance et gestion de projet liées)

L'avenant n°8 a été conclu sans incidence financière.

- L'avenant n°9, approuvé par le Conseil Communautaire du 13 juillet 2017 et signé le 8 Septembre 2017 valide les incidences financières d'une fréquentation en hausse significative (+10% relevés entre 2016 et 2017 pour les 5 mois de l'année) et la nécessité d'adapter le service à cette situation liée au développement du trafic aérien de l'Aéroport Marseille Provence. Cet avenant prend en compte les incidences financières tant en dépenses qu'en recettes d'un cadencement plus important des services le matin et le soir soit 8 courses supplémentaires par jour 7 jour sur 7; la mise en service d'une nouvelle gare routière livrée en juin 2017 a induit également de frais de déménagement à compenser au délégataire tandis que la mise à disposition des nouveaux locaux induisait la mise en place d'une redevance due par délégataire.

L'incidence financière de l'avenant 9 était de -0,25% sur l'IF versé par le délégataire à l'Autorité délégante, résultant de la différence entre le Forfait Dépenses et Recettes prévisionnels issu de l'avenant 1 soit un taux cumulé de -3,42% par rapport au montant de la convention initiale. L'incidence financière sur les

Recettes Forfaitaires du délégataire étant de +0,27%, l'impact cumulé sur les recettes initiales est de - 0,38%.

#### **4/ Prolongation de trois mois du contrat initial de DSP :**

Ce contrat transféré de plein droit à la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, prend fin le 31 décembre 2017. Au-delà de cette date et pour permettre la réalisation de la prestation de service public assurée par la DSP actuelle, deux nouveaux marchés publics sont en cours de passation par la Métropole Aix Marseille Provence.

De plus, il apparaît obligatoire au regard du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics de séparer les différents métiers et de constituer des entités économiques propres ; il a donc été décidé de scinder la prestation de service assurée par la DSP actuelle en deux marchés de prestations distinctes, transports de voyageurs d'une part et gestion de la gare routière et vente de billetterie d'autre part. Pour permettre la continuité du Service Public, les deux nouvelles consultations précitées ont donc été lancées par la Métropole Aix Marseille Provence, le 2 août 2017 pour le marché de transport de voyageurs et le 29 septembre 2017 pour le marché de gestion de la gare routière et vente de billetterie.

En raison des délais liés aux procédures d'attribution de ces marchés, la Métropole Aix Marseille Provence souhaite prolonger de 3 mois le contrat de DSP pour des motifs d'intérêt général afin d'assurer la continuité du service public.

Le présent avenant intègre donc les impacts liés à cette prolongation.

#### **Article 1. – Prolongation du contrat**

En application des dispositions prévues à l'article 4 de la convention de DSP du 1<sup>er</sup> janvier 2012, le présent avenant acte la prolongation du contrat pour une durée de 3 mois, du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 mars 2018.

La convention de délégation de service public qui recouvre notamment ces prestations prenant fin au 31 décembre 2017, elle doit donc être prolongée pour permettre un délai strictement nécessaire pour assurer la continuité du service public.

En conséquence et en vertu du principe de continuité du service public et conformément aux dispositions du 6° de l'article 36 du décret 2016-86 du 1<sup>er</sup> février

2016 qui permet la modification du contrat dès lors que le montant de la modification est inférieur au seuil de 5,225 M/€ et à 10% du montant initial du contrat, le présent avenant 10 vous est présenté en vu de poursuivre la délégation de service public pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 mars 2018.

En outre, le II de l'article 37 du décret sus visé précisant que "Pour le calcul du montant des modifications mentionnées au 6° de l'article 36 et au I, le montant actualisé du contrat de concession initial est le montant de référence lorsque le contrat de concession comporte une clause d'indexation » et que « Lorsque plusieurs modifications successives relevant du 6° de l'article 36 sont effectuées, l'autorité concédante prend en compte leur montant cumulé", les éléments financiers vous sont exposés ci-après.

Compte –tenu des éléments qui précèdent l'article 4 suivant établit la justification du recours à un avenant n° 10 à la convention de délégation de service public notifiée le 21 décembre 2011.

#### **5/ Impact financier global de l'avenant n°10 pour la collectivité**

Au total, l'avenant n°10 est valorisé à 355 846 €/HT (valeur décembre 2010), intéressement à percevoir par la collectivité. Les évolutions depuis le début du contrat en 2012 sont résumées dans le tableau ci-après. L'impact financier du présent avenant est défini pour la période de prolongation de 3 mois par (valeur décembre 2010) :

- Un coût d'exploitation correspondant au prorata des dépenses engagées pour 3 mois soit un total de 882 388 €/HT
- Des recettes commerciales évaluées à 1 238 234 €/HT.

La grille de calcul de l'intéressement versé à la Collectivité délégante figurant à l'article 26 de la convention est donc modifiée comme suit :

<b>Année/ données en euros HT valeur décembre 2010</b>	<b>Df</b>	<b>Rf</b>	<b>If</b>
Exercice 1 du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2012	3 426 146	4 337 211	911 064
Exercice 2 du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2013	3 420 834	4 692 074	1 271 240
Exercice 3 du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2014	3 463 666	4 764 801	1 301 136
Exercice 4 du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2015	3 460 319	4 923 302	1 462 983
Exercice 5 du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2016	3 488 827	5 289 396	1 800 569
Exercice 6 du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2017	3 578 574	5 388 952	1 810 378
Exercice 7 du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 mars 2018	882 388	1 238 234	355 846
Total (incluant avenant 10)	21 720 754	30 633 970	8 913 216
% variation / convention	5,21	3,82	0,56
Valeur variation / convention	1 076 532	1 125 845	49 313

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

#### **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

#### **PROX 053-1089/17/CT**

■ **MOB - Approbation de l'avenant 1 pour la reconduction de la convention de délégation de coopération et de délégation entre le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône la Région Provence-Alpes Côte-d'Azur la Métropole Aix-Marseille Provence et les Communautés d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette et Terre de Provence relative à l'exploitation du système d'Information transports départemental 13**

#### **Avis du Conseil de Territoire DPMOD 17/16054/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation du



territoire de la République (dite loi « NOTRe ») organisent une nouvelle répartition des compétences en matière de transport public, ayant eu pour conséquence un transfert des compétences du Département des Bouches-du-Rhône à la Métropole Aix-Marseille-Provence et à la Région Provence-Alpes Côte d'Azur :

Le système d'information transport départemental, actuellement sous autorité exclusive du Conseil Départemental, a vocation à être transféré, non seulement à la Métropole Aix-Marseille Provence et à la Région Provence-Alpes Côte d'Azur mais aussi aux Communautés d'Agglomération Arles Crau Camargue Montagnette et Terre de Provence, également Autorités Organisatrices de la Mobilité sur leur ressort territorial.

A ce stade, compte tenu de l'imbrication entre les systèmes d'information départementaux centraux et ceux dédiés aux transports, il n'est techniquement pas possible ni de procéder à l'évaluation du transfert des charges ni de procéder au transfert physique des systèmes.

La convention n° 17-044 délibérée au Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 pour une durée de 1 an a pour objectif de maintenir la continuité du système d'information transports départemental pendant une phase transitoire. A ce titre, la convention définit l'organisation technique de l'exploitation du système d'information transports (modalités de mise en œuvre du système, de mise à jour et d'échanges de données, de missions du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône et de leurs exploitants, missions des autres partenaires...), ainsi que les mesures contribuant au transfert et à l'interopérabilité du système d'information existant.

Malgré une forte implication de tous les acteurs au sein de l'ensemble des collectivités et établissements publics concernés, il n'a pas été possible de réaliser ce transfert durant l'année 2017. Il est donc proposé de prolonger la convention d'un an jusqu'au 31 décembre 2018. Le Conseil Départemental se désengagera de celle-ci au fur et à mesure du transfert des systèmes à la Métropole qui assurera la gestion de ceux-ci pour le compte des autres signataires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,  
Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

#### **PROX 054-1090/17/CT**

**■ MOB - Approbation de l'avenant n 3 au contrat de concession concernant la réalisation et l'exploitation du Parc de stationnement Fort-Saint Jean à Marseille 2ème arrondissement avec Indigo Infra France**

#### **Avis du Conseil de Territoire DIFRA 17/15735/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Dans le cadre de l'exercice des compétences liées à la réalisation et à la gestion des parcs de stationnement, sur l'ensemble de son territoire, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé par délibération TRA 1/683/C du 29 juin 2007, le principe d'une délégation de service sous la forme d'une concession, en vue de la réalisation et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain situé sous l'Esplanade du J4 situé à Marseille (2ème arrondissement).

Aux termes de la procédure de consultation le Conseil de Communauté a approuvé par délibération DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009, le choix de la Société Vinci Park France en tant que concessionnaire, pour la construction et l'exploitation de ce parc de stationnement.

La convention de concession a été notifiée le 05 novembre 2009 sous le N°09-149.

La capacité de cet ouvrage souterrain est de 700 places réparties sur 4 niveaux en sous-sol. Dans ce cadre contractuel, le parc de stationnement devenu «Vieux-Port/Fort Saint Jean» en lieu et place du «parking J4», était géré par VINCI Park France, devenue société Indigo Infra France en 2015. La présente délégation de service public s'achèvera le 04 novembre 2049.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, en application des transferts de compétences, le 1er janvier 2016, date de sa création et de la dissolution, à la même date, de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole. Par conséquent, la Métropole est devenue l'autorité délégante au titre de la convention de concession précitée.

Par délibération DTUP 009-786/12/CC du 14 décembre 2012, a été approuvé l'avenant N°1 au contrat de concession n°09/149 intégrant notamment de nouvelles dispositions constructives et modifiant le montant de subvention d'investissement à verser par le délégataire.

Par délibération DTM 013-1156/15/CC du 03 juillet 2015, a été approuvé l'avenant N°2 au contrat de concession permettant à l'autorité délégante de faire adopter, unilatéralement au motif d'intérêt général,

les nouvelles grilles des parcs de stationnement délégués, en procédant à la traduction au quart d'heure, des grilles tarifaires en vigueur au 1er juillet 2015.

La création de cet équipement a été décidée par l'autorité délégante pour répondre aux besoins en stationnement engendrés par la réalisation d'un ensemble d'équipements majeurs à vocation culturelle ou de loisirs que sont le Musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM), le Centre Régional de la Méditerranée (CRM) dénommé aujourd'hui Villa Méditerranée et propriété de la Région et le Centre de la Mer.

Le parc de stationnement Vieux-Port Fort Saint-Jean a été mis en service le 15 octobre 2012.

L'ouverture au public du MuCEM est intervenue le 7 juin 2013 et celle de la Villa Méditerranée, le 15 mars 2013.

L'autorité délégante a réalisé par ailleurs, en maîtrise d'ouvrage directe, l'ouvrage d'intercommunication du 1er niveau du parc de stationnement avec les sous-sols des équipements culturels susvisés, dénommé le « Rameau de liaison », destiné à permettre notamment, la livraison des pièces et œuvres desdits équipements. Cette liaison souterraine a pour finalité une meilleure intégration dans ce site prestigieux des usages relatifs aux besoins de livraison du MuCEM et de la Villa Méditerranée.

Conformément aux dispositions du contrat de concession, le concessionnaire a pris en compte pour la conception, la réalisation et l'exploitation de l'ouvrage concédé l'accès des camions de livraison des pièces et œuvres du MuCEM et de la Villa Méditerranée au 1er niveau du parking, cet accès devant impérativement se faire dans les conditions de hauteur libre et de sécurité requises et sans perturbation de l'exploitation normale du service public concédé.

Cette contrainte particulière d'accès des camions de livraison des deux équipements culturels au 1er niveau du parking, a donné lieu à l'édiction de prescriptions dans le procès-verbal de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public en date du 28 septembre 2012, aux termes duquel a été rendu l'avis favorable à l'ouverture du parc de stationnement.

La sous-commission départementale précitée a conditionné son avis favorable à la passation d'un

protocole de gestion dudit rameau définissant avec précision les modalités de fonctionnement à respecter pour son utilisation et le rôle des différents propriétaires/exploitants des trois ERP concernés.

Ce protocole conclu initialement à titre expérimental entre la Communauté urbaine, le concessionnaire, le MuCEM et la Villa Méditerranée a permis d'une part, d'assurer jusqu'à ce jour un fonctionnement correct de cette interconnexion, et d'autre part, de procéder à une évaluation plus aboutie des charges afférentes à la gestion de cet ouvrage, qui jusqu'ici pesaient sur le seul concessionnaire, alors qu'ils devaient être pris en charge par les usagers du Rameau, l'interconnexion ayant été créée uniquement pour répondre à leurs besoins.

Compte tenu de l'absence d'autonomie fonctionnelle des ouvrages, l'autorité délégante a constaté la nécessité d'intégrer l'ouvrage du « Rameau de liaison » dans le périmètre concédé à Indigo Infra France et par voie de conséquence, de confier au concessionnaire la gestion de ce Rameau.

L'intégration de cet ouvrage de liaison aux fins de sa gestion par le concessionnaire implique outre l'extension du périmètre concédé à l'emprise et au volume du Rameau, la poursuite de la mise en place par celui-ci d'un dispositif d'exploitation spécifique, nécessaire notamment au contrôle d'accès et à la gestion des livraisons, correspondant à des frais de fonctionnement non prévus et devant incomber aux usagers pour lesquels il a été créé.

L'avenant N°3 a donc pour objet :

- d'intégrer le rameau d'accès dans le périmètre de la Concession ;
- de définir les travaux complémentaires d'automatisation des barrières d'accès au Rameau de liaison et des modalités financières de prise en charge du coût de ces travaux à hauteur de 23 445.30 euros HT (28 134.36 euros TTC) pris en charge par la Métropole ;
- de confier à Indigo Infra France la gestion de ce rameau d'accès dans le cadre des modalités définies en coordination avec les organismes en charge de la sécurité technique et de prévention des incendies ;
- de préciser les modalités de prise en charge, par les usagers, des coûts de fonctionnement du Rameau de liaison.

Conformément aux dispositions de l'article L.1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le projet d'avenant n° 3 à la convention de

concession n° 09-149 a été soumis pour avis, à la Commission de délégation de service public.

Par ailleurs, lors d'un prochain Conseil Métropolitain, la prise en charge financière des coûts de fonctionnement du rameau par les usagers (Villa Méditerranée et Mucem) dans une convention multipartite sera soumise à votre approbation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération TRA 1/683/CC du 29 Juin 2007 ;
- La délibération DTUP 008-1544/091/CC du 2 octobre 2009, du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, approuvant le principe d'une délégation de service public sous la forme d'une concession au bénéfice de la société Vinci Park France, pour la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement Vieux-Port Fort Saint Jean, situé sur l'esplanade du J4 à Marseille (2<sup>ème</sup> arrondissement) ;
- La convention de concession n° 09/149, passé entre la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la société Vinci Park France, dans le cadre de la délibération susvisée et notifiée au délégataire le 5 novembre 2009 ;
- La délibération DTUP 009-786/12/CC du 14 décembre 2012 portant approbation de l'avenant n° 1 à la convention de concession n° 09/149, passée le 19 décembre 2012 entre la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la société Vinci Park France et notifié au délégataire le 23 décembre 2012 ;

- La délibération DTM 013-1156/15/CC du 3 juillet 2015 portant approbation de l'avenant n° 2 à la convention de concession n° 09-149 ;
- La modification de dénomination de la société Vinci Park France, devenue Indigo Infra France en 2015 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Qu'il est nécessaire d'intégrer le rameau de liaison dans le périmètre de la concession n°09-149 du parc de stationnement Vieux-Port Fort Saint Jean en raison de l'absence d'autonomie fonctionnelle des ouvrages concernés (parc de stationnement et rameau de liaison) et d'en confier la gestion à Indigo Infra France ;
- Qu'il y a lieu de réaliser des travaux d'automatisation des barrières d'accès au rameau de liaison, pour minimiser les risques de dégradation des portes coupe-feu des accès au rameau de liaison et ce pour un montant de 23 445.30 euros HT (28 134.36 euros TTC) ;
- Qu'il convient de préciser les modalités de prise en charge des coûts d'exploitation du rameau de liaison par ses usagers (MuCEM et occupant de la Villa Méditerranée) puisque la réalisation de cet ouvrage ne répond qu'à leurs seuls besoins ;
- Que le Conseil de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

#### **DELIBERE**

##### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

#### **PROX 055-1091/17/CT**

■ **MOB - Approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Travaux du Midi - GTM Sud concernant le marché n 13-158 intitulé Travaux de gros œuvre et fondations**

**étanchéité aménagements extérieurs  
assainissements charpentes métalliques  
serrurerie revêtements des sols et murs pour la  
création Pôle d'échanges - Prolongement de la  
ligne 2 du Métro de Bougainville au Boulevard  
Capitaine Gèze**

#### **Information du Conseil de Territoire DMET 17/15945/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le marché n°13/158, dit marché BAT 1, relatif à la construction d'un bâtiment comportant un parking, dont un niveau est destiné aux véhicules de transports en commun et d'une station de métro de la ligne 2 du métro de Marseille, a été notifié au groupement d'entreprises constitué par les sociétés Travaux du Midi (mandataire), Chantiers Modernes Sud et Campenon Bernard Sud Est, pour un montant global de 18 490 005,53 euros HT (dont 17 990 596,26 euros HT, au titre de prix forfaitaires et 499 409,27 euros HT, au titre de prix unitaires selon un détail estimatif.

Le 03 Aout 2015 a été notifié l'avenant n° 1 au marché 13/158 conclu avec ledit groupement.

Cet avenant, d'un montant de 2 467 772.55 euros HT dont 1 781 940.63 euros HT, au titre de prix forfaitaires et 68 831.92 euros HT, au titre de prix unitaires selon un détail estimatif, a eu pour objet d'intégrer des prestations supplémentaires découlant de faits nouveaux et imprévus, d'adaptations de projet et de chantier et de modifications de programme.

Il a porté le montant global du marché à : 20 957 778.08 euros HT.

Le marché a été notifié le 2/09/2013, pour une période de 20 mois, soit jusqu'au 02/05/2015, et a fait l'objet d'une période de préparation de 2 mois au cours de laquelle le titulaire a remis le planning d'exécution daté du 16/09/2013.

Le délai initial du marché a été prolongé par l'ordre de service n°26 de 5 mois et deux semaines, soit jusqu'au 16/10/2015 et prolongé à nouveau par l'ordre de service n°37, jusqu'au 31 décembre 2015.

Le groupement a formulé une première demande de rémunération complémentaire par mémoire arrêté en

date du 11/06/2015 à hauteur de 4 910 307,00 euros HT.

Le groupement a ensuite produit en date du 30/10/2015 un mémoire justificatif complémentaire, à la demande du maître d'ouvrage qui souhaitait obtenir des justificatifs des postes de la réclamation. Ce mémoire complémentaire ne modifiait pas le montant sollicité initialement par le groupement.

En date du 29 avril 2016 le groupement a produit une ultime version de son mémoire à hauteur de 6 529 525 euros HT et a transmis ce dernier document au CCIRAL qui l'a enregistré sous le n° 2016-25.

Après instruction contradictoire de la réclamation et audience du 21 septembre 2017, le CCIRAL de Marseille notifiait le 02 octobre 2017, un avis au terme duquel il préconise aux Parties la conclusion d'une transaction prévoyant le versement par le Maître d'ouvrage au Groupement Travaux du Midi (mandataire) / Chantiers Modernes Sud / Campenon Bernard Sud Est, d'une somme de 3 893 833 euros HT, arrondie à 3 890 000 euros HT à la quelle viendra s'ajouter le montant de 99 000 euros HT au titre du remboursement de la police d'assurance complémentaire collective de responsabilité décennale (CCRD) pour le compte de tous les titulaires des marchés de travaux, du Maître d'œuvre et du bureau de contrôle soit un montant total de 3 989 000 euros HT (y compris CCRD).

Par décision du 31 octobre 2017, la société VINCI CONSTRUCTION France a approuvé le projet de fusion des sociétés CAMPENON BERNARD SUD EST et CHANTIERS MODERNES SUD ainsi que leur dissolution sans liquidation, au profit de la société GTM SUD. La société GTM SUD se substitue donc aux sociétés CAMPENON BERNARD SUD EST et CHANTIERS MODERNES SUD pour les droits et obligations découlant du présent protocole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La Lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le marché n° 13/158 relatif aux travaux de gros œuvre et fondations, étanchéité, aménagements extérieurs, assainissements, charpentes métalliques, serrurerie, revêtements des sols et murs pour la création Pôle d'échanges dans le cadre du prolongement de la ligne 2 du Métro de Marseille, de Bougainville au Boulevard Capitaine Gèze ;
- La réclamation définitive présentée par le groupement Travaux du Midi (mandataire) / Chantiers Modernes Sud / Campenon Bernard Sud Est, le 29 avril 2016, concernant le marché susvisé ;
- L'avis du CCIRAL du 28 Septembre 2017 notifié à la Métropole AMP le 02 octobre 2017 concernant l'affaire n° 2016-25, concernant la réclamation du groupement Travaux du Midi (mandataire) / Chantiers Modernes Sud / Campenon Bernard Sud Est, portant sur le marché de travaux n° 13/158 passé avec la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et à laquelle s'est substituée la Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT**

- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Travaux du Midi (mandataire) / GTM Sud, relatif au marché dit BAT1 – Marché n°13-158.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire émet prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation d'un protocole transactionnel avec le groupement Travaux du Midi (mandataire) / GTM Sud, relatif au marché dit BAT1–Marché n°13-158.

### **PROX 056-1092/17/CT**

■ **MOB - Approbation d'un protocole transactionnel avec la société SPIE Sud Est pour des prestations de fourniture et pose d'équipements de signalisation lumineuse dans le cadre du projet de BHNS du réseau des Bus de l'Etang**

### **Information du Conseil de Territoire DPMOD 17/16090/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le Préfet des Bouches-du-Rhône a, par arrêté du 30 mars 2016, mis fin à l'exercice des compétences du Syndicat Mixte de l'Est de l'Etang de Berre à compter du 31 mars 2016 du fait de la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2016, laquelle, en application de l'article L.5215-21 du Code Général des Collectivités Territoriales est substituée de plein droit au SMITEEB, inclus en totalité dans son périmètre.

L'ex-SMITEEB a conclu un marché nommé "Fourniture et pose d'équipements de signalisation lumineuse tricolore et priorité bus" notifié le 27 avril 2015 à la société Spie Sud - Est pour un montant de 905 824,63 euros HT.

Dès la date de sa notification, le marché a pris effet pour une durée de 45 mois (comprenant 17 mois de travaux, la période de garantie de parfait achèvement et la période d'entretien et de maintenance).

En septembre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a conclu un avenant n°1 avec la société SPIE afin d'entériner la commande de prestations complémentaires au marché initial. Son montant est ainsi passé à 1 079 817,32 euros HT, soit une augmentation de 173 992,69 euros HT (19,21% du montant du marché estimatif).

Après la conclusion dudit avenant, des prestations supplémentaires ont été demandées (par OS n°8 et OS n°9) à SPIE d'un montant total de 51 193,74 euros HT.

Selon la Métropole Aix-Marseille-Provence, la prestation relative à la mise en service et l'achèvement des travaux relatifs aux carrefours 702, 703, 704, 708 et 709 n'a pas été réalisée dans les délais contractuellement prévus (82 jours de retard) et donne lieu à l'application des pénalités définies au CCAP pour un montant de 41 000 euros.

Elle considère qu'est également applicable une pénalité de 18 200 euros pour non délivrance des documents d'exécution dans les délais contractuellement prévus (91 jours de retard) ; ce retard qui n'a pas permis le fonctionnement des carrefours a compromis la bonne exploitation du BHNS.

La société Spie Sud-Est ne conteste pas le retard constaté quant à la date d'achèvement des travaux, mais est en désaccord concernant le montant des pénalités qui lui sont applicables.

Afin d'éviter tout contentieux et de transiger sur leurs obligations réciproques, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Spie Sud-Est ont décidé de se rapprocher et de conclure un protocole transactionnel.

C'est dans cette perspective que le Bureau de la Métropole est invité, par la présente délibération, à adopter le protocole transactionnel entre la société Spie Sud-Est et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Territoire de Marseille Provence doit être informé de ce projet de délibération.

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet prend acte de ce projet de délibération.

#### **PROX 057-1093/17/CT**

■ **MOB - Présentation du rapport d'activité 2016 du Déléataire de Service Public pour le parc de stationnement Blancarde à Marseille DSP n° 07 180 - Indigo**

#### **Information du Conseil de Territoire DPMOD 17/15954/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis sa création la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 4/1078/CC du 18 décembre 2006, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du délégataire et du contrat d'affermage de la convention de Délégation de Service Public et ses

annexes n°07/180 relatifs à l'exploitation du parking Blancarde à Marseille. Ainsi, le contrat d'une durée de douze ans a démarré en 2007 et s'achèvera en janvier 2020.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit être informé du rapport d'activité du délégataire.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport d'activité du délégataire.

### **PROX 058-1094/17/CT**

■ **MOB - Présentation du rapport d'activité 2016 du délégataire de service public pour le parc de stationnement Centre et Vieux Port à la Ciotat - DSP n 06 123 Indigo**

### **Information du Conseil de Territoire DPMOD 17/15965/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis sa création la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 6/424/CC du 22 mai 2006, le Conseil de Communauté a approuvé le choix de la Société Sogeparc France en tant que Délégataire de Service Public, pour la réalisation et l'exploitation dans le cadre d'une concession, de deux parcs de stationnement souterrains à La Ciotat, Source du Pré et Jardin de la Ville. La Société « Sogeparc », titulaire du contrat de concession, est une filiale du groupe « Vinci Park » devenu Indigo depuis 2015. Afin d'améliorer l'attractivité et la visibilité, les deux parkings ont été renommés parking du Centre et parking Vieux-Port. Le parking du Centre (427 places) et le parking Vieux-Port (579 places) ont respectivement été mis en service le 1er août 2008 et le 15 mai 2009.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des

services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit être informé du rapport d'activité du délégataire.

## **DELIBERE**

### **Article unique:**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport d'activité du délégataire.



## **PROX 059-1095/17/CT**

### **■ MOB - Présentation du rapport d'activité 2016 du Déléataire de service public pour le parc de stationnement Espercieux et Arvieux à Marseille DSP 07 136 - Société Marseillaise de Stationnement QPark**

#### **Information du Conseil de Territoire DPMOD 17/15966/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis sa création la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 2/684/CC du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du Groupement QPark France/Gagneraud Construction en tant que Déléataire de Service Public, pour l'exploitation dans le cadre d'un affermage des parkings Espercieux et Arvieux. Pour une durée de douze ans. La Société dédiée « Société Marseillaise de Stationnement » a été constituée pour porter ce contrat.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit être informé du rapport d'activité du délégataire.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport d'activité du délégataire.

## **PROX 060-1096/17/CT**

### **■ MOB - Présentation du rapport d'activité 2016 du Déléataire de service public pour le parc de stationnement Estienne d'Orves à Marseille - DSP n 87 042 Q-PARK France**

#### **Information du Conseil de Territoire DPMOD 17/15968/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis sa création la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement

Par délibération DTUP 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 13/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, le parc de stationnement Estienne D'Orves a été transféré à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

La société Gagneraud Père et Fils, délégataire de ce parking souterrain depuis le 23 février 1987 pour une durée de trente ans a transféré le contrat de concession n° 87/042 à la Société par Actions Simplifiées Massilia Park par avenant n°5 du 9 octobre 2009.

Le 16 juin 2016, la Société dédiée QPark s'est substituée dans les droits et obligations, à la Société Massilia Park pour la gestion de ce contrat de concession.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du rapport d'activité du délégataire.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport d'activité du délégataire.

#### **PROX 061-1097/17/CT**

#### **■ MOB - Présentation du rapport d'activité 2016 du délégataire de service public pour le parc de stationnement République à Marseille DSP 07 143 - Indigo**

#### **Information du Conseil de Territoire DPMOD 17/15950/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence, exerce la compétence la réalisation et la gestion des parcs de stationnement sur l'ensemble de son territoire.

Le parc de stationnement République est un ouvrage situé sous la rue de la République, comprenant, sur cinq niveaux enterrés, environ 800 places de stationnement pour les véhicules. Ce parc de stationnement a été réalisé par la Communauté Urbaine dans le cadre général de la requalification urbaine du quartier, initié par les collectivités locales, en cohérence avec le projet Euroméditerranée et en

préalable à la réalisation du Tramway dans le secteur de la rue de la République à Marseille (2ème arrondissement).

Par délibération, TRA 3/685/CC du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté a approuvé le choix de la Société Vinci Park France devenue Indigo en 2015, en tant que Déléataire de Service Public, pour l'exploitation dans le cadre d'un affermage du parking République. Le contrat, d'une durée de douze ans, a démarré le 9 octobre 2007.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit être informé du rapport d'activité du délégataire.

#### **DELIBERE**

##### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport d'activité du délégataire.

#### **PROX 062-1098/17/CT**

**■ MOB - Présentation du rapport d'activité 2016 du Déléataire de service public pour le parc de stationnement Vallier à Marseille DSP 08 024 - Société du Park Vallier**

#### **Information du Conseil de Territoire DPMOD 17/15969/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis sa création la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération TRA 5/423/CC du 22 mai 2006, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du groupement Fayat SA/Bec de Construction Provence/Jean Michel Battesti Architectes et Associés/Beterem Ingénierie, en tant que délégataire de Service Public, pour la réalisation et l'exploitation dans le cadre d'une concession, du Parking Vallier. Conformément à l'article 10.1 du contrat de concession, le groupement concessionnaire pour mener à bien la réalisation et l'exploitation du parc de stationnement, a créé une société dédiée, dénommée la Société du Park Vallier.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des

services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

##### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du rapport d'activité du délégataire.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport d'activité du délégataire.

#### **PROX 063-1099/17/CT**

#### **■ MOB - Présentation du rapport d'activité 2016 du Délégataire de service public pour le parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville à Marseille DSP 14 005 Société Vieux-Port Hôtel de Ville - QPARK**

#### **Information du Conseil de Territoire DPMOD 17/15967/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis sa création la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement

Par délibération DTUP 015/-856/13CC du 13 décembre 2013, le Conseil de communauté a approuvé le choix de la société QPark en tant que délégataire de service public, pour l'exploitation dans le cadre d'un contrat d'affermage d'une durée de 6 ans, du parc de stationnement Vieux-Port Hôtel de Ville à Marseille.

En date du 28 janvier 2015, la Société dédiée QPark Marseille Hôtel de Ville, s'est substituée dans les droits et obligations, à la Société QPark, pour la gestion de ce contrat d'affermage.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

##### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit être informé du rapport d'activité du délégataire.

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport d'activité du délégataire.

#### **PROX 064-1100/17/CT**

**■ MOB - Présentation du rapport d'activité 2016 du Délégataire de service public pour les parcs de stationnement Baret-Saint Ferréol Corderie Cours Julien Gambetta Monthyon Phocéens et Timone à Marseille - DSP n 91 354 - QPark**

#### **Information du Conseil de Territoire DPMOD 17/15956/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis sa création la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération 02-749-DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, les parcs de stationnement Baret, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Monthyon, Phocéens et Timone ont été transférés à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

La Ville de Marseille avait, en 1973, confié à la société d'économie mixte Marseille Parc Auto, la concession de ces sept parkings. Dans le cadre d'une politique de valorisation du stationnement, la Ville de Marseille a confié le 2 décembre 1991 cette concession à la Société Scetauparc devenue la Société Provençale de Stationnement (SPS). La Société Provençale de Stationnement a été rachetée par le groupe Épolia en 2006 et par QPark en juin 2008. Ce contrat de concession s'achèvera en décembre 2021.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit être informé du rapport d'activité du délégataire.

**Délibère**

**Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport d'activité du délégataire.

**PROX 065-1101/17/CT**

**■ MOB - Présentation du rapport d'activité 2016 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement Castellane et Préfecture à Marseille**

**DSP n 91 342 - Indigo**

**Information du Conseil de Territoire  
DPMOD 17/15960/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis sa création la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la

réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, les parcs de stationnement Castellane et Préfecture ont été transférés à Marseille Provence Métropole.

La Société Méditerranéenne de Stationnement (SMS), concessionnaire de ces parkings souterrains pour une durée de cinquante ans, dont la gestion est assurée par la Société Vinci Park Services, appartient au groupe Vinci Park devenu Indigo depuis 2015. Ce contrat de concession s'achèvera en 2043.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit être informé du rapport d'activité du délégataire.

#### **DELIBERE**

##### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport d'activité du délégataire.

##### **PROX 066-1102/17/CT**

■ **MOB - Présentation du rapport d'activité 2016 du délégataire de service public pour les parcs de stationnement de Gaulle et Jean-Jaurès à Marseille - DSP 91 343 - Indigo**

##### **Information du Conseil de Territoire DPMOD 17/15955/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis sa création la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille et FAG 16/356/CC du 20 décembre 2002 de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, les parcs de stationnement Charles De Gaulle et Jean Jaurès ont été transférés à Marseille Provence Métropole. La Sogeparc devenue Vinci Park depuis juillet 2006, puis Indigo depuis 2015, est délégataire de ces parkings souterrains pour une durée de 50 ans. Son contrat s'achèvera le 15 décembre 2043.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du

délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit être informé du rapport d'activité du délégataire.

#### **DELIBERE**

##### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport d'activité du délégataire.

**PROX 067-1103/17/CT**

**■ MOB - Présentation du rapport d'activité 2016 du Déléataire de Service Public pour les parcs de stationnement en ouvrage Viguerie et Mimosas et enclos Madie Daudet et Bestouan à Cassis - DSP n 14 026 Effia Stationnement Cassis**

**Information du Conseil de Territoire  
DPMOD 17/15971/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis sa création la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération DTUP 001/047/14/CC du 21 février 2014, le Conseil Communautaire a approuvé le choix de la Société Effia Stationnement en tant que délégataire de service public pour l'exploitation, dans le cadre d'un contrat d'affermage d'une durée de 10 ans, des parkings en ouvrage Viguerie, Mimosas et des parcs en enclos Madie, Bestouan et Daudet à Cassis.

Le 30 mars 2014, la Société dédiée Effia Stationnement Cassis s'est substituée dans les droits et obligations à la Société Effia Stationnement, pour la gestion de ce contrat d'affermage.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit être informé du rapport d'activité du délégataire.

**DELIBERE**

**Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport d'activité du délégataire.

**PROX 068-1104/17/CT**

**■ MOB - Présentation du rapport d'activité 2016 du Déléataire de Service Public pour le parc de stationnement Vieux-Port - Fort-Saint Jean à Marseille 2ème arrondissement**

**Information du Conseil de Territoire  
DIFRA 17/15855/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :



Dans le cadre des dispositions de l'article L5218.7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour information du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait la compétence réalisation et gestion des parcs de stationnement, sur l'ensemble de son territoire.

A ce titre, par délibération TRA 1/683/C du 29 juin 2007, le Conseil de Communauté avait approuvé le principe d'une délégation de service sous la forme d'une concession, en vue de la réalisation et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain situé sous l'Esplanade du J4 situé à Marseille (2<sup>ème</sup> arrondissement).

Par délibération DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009, le Conseil de Communauté avait approuvé le choix de la Société Vinci Park France en tant que délégataire de service public, pour la réalisation et l'exploitation, dans le cadre d'une concession, du parc de stationnement souterrain située sous l'esplanade du J4 à Marseille (2<sup>ème</sup> arrondissement).

Le parc Vieux-Port-Fort Saint Jean est un ouvrage en superstructures de 700 places réparties sur quatre niveaux de sous-sol, 60 places aux niveaux -1 et -2 sont réservées à la Direction de la Propreté Urbaine du Conseil de Territoire Marseille-Provence.

La société délégataire a pris le nom de société Indigo Infra France, le 5 novembre 2015.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, en application des transferts de compétences, le 1<sup>er</sup> janvier 2016, date de sa création et de la dissolution, à la même date, de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole : elle devient l'autorité délégante dans le cadre du contrat de concession n° 09/149 relatif au parc de stationnement Vieux-Port Fort Saint Jean.

Conformément à l'article L.1411.3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année avant le 1<sup>er</sup> juin un rapport comportant notamment les données comptables retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public, et dont le contenu est précisé à l'article R.1411-7 du même code et au chapitre 6 (articles 6.1 à 6.4) du contrat de Délégation de Service Public.

Le rapport annuel du délégataire au titre de 2016, a fait l'objet d'une analyse de la part des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Ce rapport annuel contient l'essentiel des informations exigées par le contrat de concession de service public et par le Code Général des Collectivités Territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTUP 008-1544/09/CC du 2 octobre 2009 du Conseil de Communauté, autorisant le Président de la Communauté urbaine à signer le contrat de concession de service public et ses annexes du parking Vieux-Port-Fort Saint Jean ;
- Le contrat de concession n°09/149 du 29 octobre 2009 dont est le titulaire, à ce jour, la Société Indigo Infra France ;
- Le rapport d'activité afférent à l'année 2016, produit par la Société Indigo Infra France concessionnaire ;
- La synthèse et l'analyse de ce rapport effectuées par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

## **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du rapport d'activité du délégataire.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence prend acte du rapport d'activité du délégataire.

#### **PROX 069-1105/17/CT**

#### **■ MOB - Présentation du rapport d'activité 2016 du Délégataire de Service Public pour les parcs en enclos de Marseille - DSP 15 1623 Effia Stationnement Marseille**

#### **Information du Conseil de Territoire DPMOD 17/15970/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis sa création la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence concernant la réalisation et la gestion des aires et parcs de stationnement.

Par délibération DTM 001-1317/15/CC du 25 septembre 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le choix du délégataire et la convention de délégation de service public sous la forme d'un affermage n° 15/1623, pour l'exploitation des parcs en enclos de Marseille des plages (7 parcs) et des parcs Providence, Tilleuls et Beaugeard, confiée à la Société Effia Stationnement pour une durée de 7 ans. En janvier 2015 la Société dédiée Effia Stationnement Marseille est substituée dans les droits et obligations de la Société Effia Stationnement pour la gestion de ce contrat d'affermage

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

### **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit être informé du rapport d'activité du délégataire.

### **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport d'activité du délégataire.

#### **PROX 070-1106/17/CT**

#### **■ MOB - Présentation du rapport d'activité 2016 du Délégataire de Service Public pour le Tunnel Prado Carénage à Marseille Information du Conseil de Territoire DIFRA 17/15857/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218. 7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour information du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

Le Maire de la Ville de Marseille, autorisé à signer par délibération n°90/163/E du 5 mars 1990 du Conseil Municipal, a conclu le contrat de concession de service public avec la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage (SMTPC), et confié à cette dernière le financement, la construction et l'exploitation du Tunnel Prado Carénage pour une durée de 32 ans.

La Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole en application des règles relatives aux transferts de compétences, s'est substituée à la Ville de Marseille en 2003 et jusqu'au 31 décembre 2015.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, en application de ces mêmes règles, s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, date de sa création.

Elle exerce, à ce jour, la compétence voirie et signalisation sur l'ensemble du territoire du Conseil de Territoire de Marseille Provence. A ce titre, il lui revient la gestion des tunnels routiers sur ce même territoire.

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit, chaque année, avant le 1<sup>er</sup> juin, un rapport comportant notamment les données comptables retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et dont le contenu est précisé à l'article R.1411-7 du même code et au chapitre VII (articles 48 à 53 du contrat de concession).

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services de la Métropole Aix-Marseille-Provence dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Le rapport annuel relatif à l'exercice 2016 contient les informations exigées par le contrat de concession de service public et par le code général des collectivités territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°90/163/E du 5 mars 1990 du Conseil Municipal de la Ville de Marseille, autorisant le Maire de Marseille à signer le contrat de concession du Tunnel Prado Carénage ;
- Le contrat de concession n°90-493 du 27 septembre 1990 dont est titulaire la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage ;
- Le rapport d'activité afférent à l'année 2016, produit par la Société Marseillaise du Tunnel Prado Carénage (SMTPC) ;
- La synthèse et l'analyse de ce rapport effectuées par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

#### **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du rapport d'activité du délégataire.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence prend acte du rapport d'activité du délégataire.

#### **PROX 071-1107/17/CT**

**■ MOB - Présentation du rapport d'activité 2016 du Délégué de Service Public pour le Tunnel Prado Sud à Marseille 8ème et 10ème arrondissements**

**Information du Conseil de Territoire  
DIFRA 17/15856/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218.7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour information du rapport au Conseil de la Métropole.

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole exerçait la compétence voirie et signalisation sur l'ensemble de son territoire. A ce titre, il lui revenait la gestion des tunnels routiers sur le territoire communautaire.

Par délibération VOI 001-242/08/CC du 8 février 2008 ont été approuvés le choix du délégataire de service public (la Société Prado Sud) ainsi que le contrat de concession n° 08/030 relatif à la réalisation et à l'exploitation du Tunnel Prado sud.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, en application des transferts de compétences, s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, date de sa création.

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année, avant le 1<sup>er</sup> juin, un rapport comportant notamment les données comptables retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et dont le contenu est précisé à l'article R.1411-7 du même code et au chapitre 6 (articles 6.1 à 6.3 du contrat de concession).

Le rapport du délégataire pour l'exercice 2016, a fait l'objet d'une analyse de la part des services communautaires dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Le rapport annuel relatif à l'exercice 2016 contient les informations exigées par le contrat de concession de service public et par le code général des collectivités territoriales.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 001-242/08/CC du 8 février 2008, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de concession de service public concernant le Tunnel Prado Sud à Marseille (8<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> arrondissements) ;
- Le contrat de concession n°08/030 du 6 mars 2008, notifié au titulaire, la Société Prado Sud, le 14 mars 2008 ;
- Le rapport d'activité afférent à l'année 2016, produit par la Société Prado Sud ;
- La synthèse et l'analyse de ce rapport effectuées par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

## **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du rapport d'activité du délégataire.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence prend acte du rapport d'activité du délégataire.

## **PROX 072-1108/17/CT**

**■ MOB - Transition énergétique du parc de bus et cars de la Métropole - enjeux et perspectives pour le territoire métropolitain**

## **Information du Conseil de Territoire**

**DAJA 17/16101/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Face à la mauvaise qualité chronique de l'air du territoire, l'Agenda de la Mobilité, adopté le 16 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole, se fixe comme objectif ambitieux de sortir progressivement du diesel dans les transports en commun.

Cette démarche volontaire de la Métropole renforce les obligations légales de la loi de Transition énergétique pour la croissance verte, en les appliquant aussi aux flottes de cars de notre réseau de transports publics. Les lignes de bus et de cars express seront ainsi support d'exemplarité de la Métropole pour l'amélioration de la qualité de l'air et équipées en priorité par des véhicules non polluants et décarbonés.

Deux énergies sont déjà retenues pour le futur « mix énergétique de la Métropole » : l'électricité, en priorité pour les zones urbaines les plus denses, et le gaz GNV (Gaz Naturel pour Véhicule). Ces motorisations permettent une baisse des émissions de gaz polluants (quasi-disparition des particules fines, diminution des oxydes d'azote ou NOx..) et une amélioration du confort et du bruit, pour les passagers et les conducteurs, mais également pour les riverains et passants.

En parallèle, la Métropole sera attentive aux nouvelles énergies à faibles émissions qui apparaissent sur le marché et particulièrement le bio-carburant HVO (Huile Végétale Hydro-traitée) et l'hydrogène.

## **I. Les enjeux**

### **A. La forte pollution chronique de l'air sur le territoire de la Métropole**

Les enjeux liés à la qualité de l'air au niveau national et local sont sanitaires, économiques, et réglementaires. Selon « Santé Publique France », 48 000 décès prématurés par an étaient directement liés à la pollution atmosphérique en France en 2016 et le coût de la pollution atmosphérique est évalué entre 68 et 97 milliards d'euros selon le rapport du Sénateur Husson de 2015.

**Cette exposition chronique aux polluants présents dans l'air – l'ozone, les particules fines et l'oxyde d'azote principalement – est particulièrement importante pour les habitants de nos centres urbains et a des effets à long terme sur la santé des habitants de la Métropole Aix-Marseille-Provence estimés à sept mois d'espérance de vie en moins.**

Une part très importante des habitants du département est ainsi soumise en permanence à des niveaux de pollution chronique supérieurs aux seuils sanitaires recommandés par l'Organisation Mondiale de la Santé. Cela est particulièrement le cas pour les pollutions à l'ozone (100 % des habitants), aux particules en suspension (58 %) et dans une moindre mesure aux oxydes d'azote (4 %).

**Les habitants des centres urbains de notre territoire sont particulièrement exposés par cette pollution chronique avec 220 000 personnes exposées pour le centre urbain de Marseille, et 7000 personnes dans les quartiers sud-ouest d'Aix en Provence. Les bordures des autoroutes et grands axes de la Métropole sont aussi particulièrement affectés par la pollution.**

En plus de la pollution chronique, le territoire est également concerné par des pics de pollution qui se caractérisent par une augmentation temporaire et conséquente de la concentration de polluants dans l'air pour atteindre des seuils reconnus par les autorités sanitaires comme des limites à ne pas dépasser au risque de préjudices pour la santé humaine.

Les mesures d'urgence mis en place lors des pics de pollution sont gérées dans le cadre d'un dispositif préfectoral mis en place par les arrêtés préfectoraux du 20 et 21 juin 2017 pour la Région PACA et le Département des Bouches-du-Rhône.

### **B. Une obligation d'achat ou renouvellement des flottes de bus et de cars par des véhicules à faibles émissions : 50% dès 2020 puis 100% en 2025**

La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV) a pour ambition un changement de paradigme énergétique en France, tous secteurs confondus, et révisé pour cela les objectifs de la politique énergétique nationale. Il s'agit de favoriser l'émergence d'une économie compétitive et « verte », assurer la sécurité d'approvisionnement, maintenir un prix de l'énergie compétitif, préserver la santé humaine et l'environnement et lutter contre la précarité énergétique. L'Etat et les collectivités doivent notamment veiller à maîtriser la demande d'énergie, diversifier les sources d'énergie et réduire le recours aux énergies fossiles.

Les dispositions de la loi relatives au secteur des transports fixent un ensemble d'orientations qui visent à transformer ce secteur, et qui sont ensuite déclinées en mesures concrètes. Parmi celles-ci, figurent notamment la priorité donnée au développement des transports en commun à faibles émissions de gaz à effet de serre (GES) et de polluants atmosphériques.

Selon l'article 37 de la loi TECV (Art. L. 224-8 du code de l'environnement) :

« L'Etat, ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements, le Syndicat des transports d'Ile-de-France et la métropole de Lyon, lorsqu'ils gèrent directement ou indirectement un parc de plus de vingt autobus et autocars pour assurer des services de transport public de personnes réguliers ou à la demande, acquièrent ou utilisent **lors du renouvellement du parc**, dans la proportion minimale de **50 % de ce renouvellement à partir du 1er janvier 2020 puis en totalité à partir du 1er janvier 2025, des autobus et des autocars à faibles émissions** définis en référence à des critères fixés par décret selon les usages desdits véhicules, les territoires dans lesquels ils circulent et les capacités locales d'approvisionnement en sources d'énergie. »

Le décret no 2017-23 du 11 janvier 2017 pris pour l'application de l'article L. 224-8 du code de l'environnement définit les critères caractérisant les autobus et autocars à faibles émissions prévus par l'article 37 de la loi TECV. Ce décret précise les critères à respecter par ces véhicules à faibles émissions selon les usages et les territoires dans lesquels ils circulent et définit deux groupes de véhicules :

- ✓ Groupe 1 : Véhicules dont la motorisation est électrique, y compris les véhicules alimentés par une pile à combustible à hydrogène, ou utilise un carburant gazeux si une fraction du gaz consommé est d'origine renouvelable.  
Cette fraction de gaz renouvelable est au minimum de 20 % à partir du 1er janvier 2020 et de 30 % à partir du 1er janvier 2025.
- ✓ Groupe 2 : Véhicules dont la motorisation est électrique-hybride, ou utilise un carburant gazeux ou les véhicules dont les moteurs sont conçus pour ne fonctionner qu'avec des carburants très majoritairement d'origine renouvelable.
- ✓ Et pour le reste les véhicules au moins norme euro 6.

Pour les véhicules non urbains et donc tous les autocars, les véhicules à faibles émissions sont à minima des véhicules de la norme euros 6.

Les flottes de bus urbains, circulant sur les territoires des communes se trouvant dans une agglomération de plus de 250 000 habitants au sens de la qualité de l'Air ont une obligation de renouvellement à minima parmi les véhicules des groupes 1 et 2.

**Selon l'arrêté du 28 juin 2016, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, la majorité des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'exception du Territoire du Pays Salonais ont donc une obligation de renouvellement parmi les**

**véhicules des groupes 1 et 2.** (Voir la carte fournie en annexe 1).

De plus, d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2020, un arrêté préfectoral, établi après concertation des AOTU et en lien avec la qualité de l'Air, devra préciser les territoires du département pour lesquelles seuls les bus du groupe 1 seront considérés comme des véhicules à faibles émissions. Sur ces territoires, les autobus GNV devront consommer **un pourcentage obligatoire de méthane d'origine renouvelable**. Produit à partir de déchets issus de l'industrie agro-alimentaire, de la restauration collective, de déchets agricoles et ménagers, ou des résidus des stations d'épuration, le biométhane est un biogaz épuré qui respecte à 100% les propriétés du gaz naturel.

Aujourd'hui, ce biométhane est injecté directement dans l'infrastructure gazière en échange de certificat appelé « garantie d'origine » à un tarif d'injection réglementé préférentiel. **Ces « garanties d'origine » sont ensuite vendues aux clients des fournisseurs de gaz souhaitant consommer du méthane d'origine renouvelable. Cette contrainte impose donc pour l'instant un surcoût à l'achat du carburant GNV.**

Plusieurs projets de méthanisation sur le traitement des boues des stations d'épuration sont actuellement à l'étude par la Métropole.

Le 13 juillet 2017, le Conseil Métropolitain a ainsi approuvé par la délibération DEA 003-2406/17/CM l'avenant n°4 au contrat de DSP de l'assainissement de zone centre, pour une valorisation en biométhane de l'usine de traitement des boues d'épuration de Marseille. Cet avenant prévoit un contrat de vente selon le tarif réglementé avec une injection du biométhane et la création de garantie d'origine pour le fournisseur achetant le gaz.

Pour l'instant, la loi ne semble pas avoir prévu de système pour que la collectivité reste propriétaire des garanties d'origine et il semble peu approprié d'installer un dépôt à côté de la station d'épuration pour consommer directement le gaz.

Néanmoins, ce programme prévoit une production de 290 Nm3/h de méthane renouvelable dès 2019. Cette production correspondant à la consommation de 150 bus roulant au GNV est une première étape vers une autonomie énergétique du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **C. les risques en cas de non-respect de ces obligations**

La loi sur la transition énergétique et la croissance verte ne prévoit pour l'instant pas de sanction en cas de non-respect de l'obligation concernant les achats ou le renouvellement du parc de bus et cars.

Néanmoins, le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence est concerné par deux procédures précontentieuses Européennes, qui visent la France,

relatives au non-respect de la directive 2008/50/CE du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe.

#### Un précontentieux relatif aux particules fines

De 2009 à 2011, la France a reçu plusieurs avertissements de la Commission européenne (mise en demeure, avis motivé, saisine de la Cour de justice de l'Union européenne) pour le non-respect des normes sanitaires de qualité de l'air fixées pour les PM<sub>10</sub>. En février 2013, la Commission européenne a adressé à la France une mise en demeure complémentaire et a élargi ses griefs contre elle. Il est reproché à la France de ne pas se conformer aux niveaux réglementaires de concentrations de particules dans l'air et de ne pas mettre en place des plans d'action répondant aux ambitions de la directive.

La France a reçu un avis motivé en avril 2015 pour 10 zones : Douai-Béthune-Valenciennes, Grenoble, Lyon, Marseille, la Martinique, Nice, Paris, Toulon, la zone urbaine régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur et la zone urbaine régionale de Rhône-Alpes.

#### Un précontentieux relatif aux oxydes d'azote

Par ailleurs, les normes sanitaires européennes de qualité de l'air concernant le NO<sub>2</sub> entrées en vigueur en 2010 sont dépassées chaque année dans plusieurs agglomérations.

La Commission européenne a envoyé le 15 février 2017 un avis motivé relatifs aux dépassements des normes sanitaires en matière de concentration du NO<sub>2</sub> et insuffisance des plans d'action en visant 13 zones et agglomérations : Paris, Lyon, Grenoble, Vallée de l'Arve, Saint-Etienne, Clermont-Ferrand, Marseille, Toulon, Nice, Strasbourg, Toulouse, Montpellier, Reims.

Dans ces deux précontentieux, il est reproché à la France de ne pas mettre en place des actions suffisantes pour restreindre la pollution. Depuis la France a prévu un dispositif pour déclencher des mesures contraignantes en cas de pic de pollution et des contraintes légales pour diminuer la pollution chronique en imposant notamment des obligations sur le renouvellement des véhicules des collectivités dont le parc des autobus et autocars des réseaux de transport public.

En cas de condamnation financière de la France, l'Etat pourrait se retourner contre les Métropoles n'ayant pas respecté leurs obligations légales.

## **II. L'état de l'art des véhicules à faibles émissions**

La Centrale d'Achat du Transport Public (CATP) a publié en septembre 2017 une étude comparative sur les différentes motorisations de bus avec des données récentes pour comparer, sur des critères objectifs, les coûts de possession des véhicules à motorisations alternatives au diesel.

L'objectif de cette étude est d'accompagner les acheteurs publics dans des achats performants, au

meilleur coût et notamment de faciliter leur arbitrage vers l'énergie la plus adaptée pour leur réseau à partir de critères environnementaux, techniques et économiques. Pour la réaliser, la CATP s'est principalement appuyée sur les données des constructeurs, obtenues dans le cadre des consultations de marchés publics qu'elle a menée depuis 2013 avec plus de 1 500 véhicules vendus, ainsi que sur les retours des techniciens qui exploitent et entretiennent les véhicules. Enfin, elle a pris en compte diverses études et documents (ADEME, Cetim, etc.).

Cette étude a ainsi permis de dégager les tendances suivantes :

- ✓ Le GNV, offre un coût de possession proche du véhicule Diesel Euro 6 (surcoût de +3% ; +7% avec installation). Les installations fixes nécessaires à son usage, notamment dans les ateliers, constituent cependant un budget conséquent à prendre en compte. Le GNV présente un intérêt écologique réel, même si à faible vitesse, les émissions de CO et CO<sub>2</sub> posent problème.
- ✓ Les nouveaux carburants substituables au diesel, tel que le HVO, permettent une alternative de transition qu'il convient de suivre avec attention.
- ✓ La filière électrique progresse rapidement à la fois d'un point de vue technique et au niveau de son industrialisation. Pour autant, les retours d'expérience restent limités et les coûts sont encore très élevés. Il faudra encore quelques années pour voir cette filière prometteuse être réellement opérationnelle à grande échelle.
- ✓ La pile à combustible (véhicule à hydrogène), qui connaît actuellement un regain d'intérêt, constitue une technologie complémentaire de la filière électrique avec une transformation en filière industrielle à vérifier.

L'étude complète est disponible en annexe 2 de cette délibération. Elle présente de façon détaillée, pour chaque type de carburant, les principes de base, les coûts d'acquisition, d'exploitation, des carburants ainsi que les polluants et les gaz à effets de serre émis.

## **III. L'objectif ambitieux d'une sortie progressive du diesel**

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine présente une gamme d'initiatives et d'investissements qui convergent vers un seul but : favoriser les déplacements en associant avec fluidité plusieurs modes. Toutes les actions de l'Agenda concourent à

proposer une alternative crédible et, ainsi, diminuer la congestion et la pollution chronique.

La Métropole se fixe comme objectif de sortir progressivement du diesel dans les transports en commun conformément aux obligations légales et réglementaires tout en maîtrisant les coûts d'exploitation de ses réseaux.

Deux énergies sont déjà retenues: l'énergie électrique destinée en priorité pour les zones urbaines les plus denses, et le gaz GNV (Gaz Naturel pour Véhicule).

En parallèle, la Métropole sera attentive aux nouvelles énergies à faible émissions qui apparaissent sur le marché et particulièrement au bio-carburant HVO (Huile Végétale Hydro-traitée) et la pile à combustible (véhicule à hydrogène).

Cette transition énergétique est un défi majeur qu'entend relever la Métropole, pour le parc de véhicules, mais aussi pour les nombreux dépôts à équiper en stations de recharge gaz ou électrique.

L'aménagement de stations GNV publiques accolées aux dépôts de transports en commun pourrait contribuer au développement de cette énergie dans les flottes de véhicules spécifiques des collectivités

(camion benne, bennes à ordures ménagères...), mais aussi pour l'activité logistique.

#### **A. Le parc de bus et de cars de la Métropole**

La loi sur la transition énergétique fait référence au « renouvellement du parc » de l'EPCI et non à chaque renouvellement de véhicules composant ce parc, on peut donc considérer qu'il suffit d'additionner tous les renouvellements intervenus sur la période 2020-2025 pour vérifier le respect du seuil de 50%. La notion de parc permettra ainsi d'opérer une compensation entre les différents renouvellements, quel que soit le mode de gestion (régie, marché, DSP), sous réserve d'atteindre le seuil de 50% pour l'ensemble du parc de la Métropole à l'issue de la période de 5 ans.

Ce parc de cars et de bus des réseaux de transports publics métropolitains représente actuellement environ 2000 véhicules dont 900 véhicules sont des bus urbains soumis à une obligation contraignante de renouvellement.

#### **Parc de bus et cars du réseau de la Métropole - Novembre 2016**



Réseaux de transport public métropolitains	Nombre total de véhicules Urbains et non urbains	Dont Bus urbains
<b><u>Transmétropole</u></b>		
Réseau RTM Marseille, Allauch, Plan de Cuques, Septèmes	612	609
Réseau Ciotabus		
Réseau Bus des Cigales		
Réseau Bus de la Côte Bleue	72	11
Réseau Bus de la Marcouline		
Réseau Bus des Collines		
<b><u>Pays d'Aix</u></b>		
Réseau Aix en Bus (urbain)	111	111
Réseau Pays d'Aix Mobilité (interurbain)	374	
<b><u>Pays Salonais</u></b>		
Réseau Libébus	47	23
<b><u>Pays d'Aubagne et de l'Etoile</u></b>		
Réseau Lignes de l'Agglo	76	32
<b><u>Istres Ouest Provence/Pays de Martigues</u></b>		
Réseau Ulysse	200	60
<b><u>Est Etang de Berre</u></b>		
Réseau Bus de l'Etang	111	54
<b><u>Lignes départementales</u></b>		
Réseau Carteize de la RDT13	393	
<b><u>TOTAUX</u></b>	1996	900

## **B. Les expérimentations déjà menées par la Métropole**

### **1. Les expérimentations électriques**

- Trois mini-lignes électriques avec les diablins (Aix en bus)

A partir de 2003, la première mini-ligne électrique dans le cœur d'Aix-en-Provence a été assurée par une diablins. Il s'agit d'un mini-bus avec un plancher bas et un pavillon haut ne pouvant rouler qu'à faible vitesse. Ce véhicule peut transporter de 6 à 8 personnes et circuler dans les rues étroites et semi-piétonnes du centre-ville aixois.

Ce service comprend désormais trois circuits d'environ 3 km. 18 véhicules sont en service avec arrêt sur demande sur les trajets des circuits. 250 000 personnes sont transportées annuellement.

La Métropole étudie actuellement les possibilités d'extension du service autour de l'hypercentre. Pour cela, il serait nécessaire d'utiliser des véhicules pouvant atteindre une vitesse plus élevée qui leur permettraient de s'insérer dans la circulation. Des véhicules accessibles aux PMR sont recherchés.

- La ligne de bus 82 à Marseille (RTM)

Depuis juin 2016, la ligne 82, emblématique à Marseille qui dessert le Pharo, le Vieux-Port, le

MuCEM et le nouveau quartier d'affaires Euroméditerranée - est équipée de 6 bus entièrement électriques.

Ces véhicules de 12 mètres sont équipés de batteries dans le toit, qui leur confèrent une autonomie de 12 à 16 heures pour 240 km d'autonomie en site urbain. Le temps de charge est de 5 à 7 heures, ce qui permet de les utiliser en exploitation en les rechargeant la nuit.

Six stations de charge de 100 kW branchées sur 2 transformateurs de 200 kVA ont été installées au dépôt d'Arenc pour permettre une recharge pendant la nuit. De plus un équilibreur de charge entre les six stations gère la cohérence des besoins en fonction de la puissance disponible.

L'exploitation de ces bus a permis d'identifier les spécificités d'exploitation et de charge des bus éclectiques. Les premiers résultats ont montré une disponibilité, une fiabilité et une autonomie satisfaisantes. Le niveau de charge restante constatée pendant la période estivale était en moyenne de l'ordre de 20% (surconsommation due à la climatisation) et de 35% en période normale. Les premiers résultats de consommation sont intéressants mais nécessitent d'être confirmés dans les prochains mois.

L'ensemble des acteurs (conducteurs, passagers, passants et voisins du dépôt) mettent en avant le silence de ces bus qui contribuent à la quiétude des déplacements urbains. De plus, 99% des passagers interrogés se déclarent satisfaits ou très satisfaits de ces bus électriques qui sont perçus comme plus agréables que les bus standards. Les conducteurs apprécient particulièrement le confort de la conduite de ces nouveaux bus et une relation à la clientèle différente due au « capital image » du véhicule.

Par ailleurs, deux autres modèles de bus électriques sont en test sur la ligne.

## 2. Les expérimentations GNV

Plusieurs expérimentations ont été réalisées avec différents constructeurs en condition réelles de circulation. L'objectif essentiel de ces tests était de vérifier les conditions d'exploitation des cars GNV sur leurs caractéristiques techniques (performances, autonomie), et de recueillir l'avis des voyageurs et des conducteurs.

- Expérimentation d'un autre autocar GNV sur le trajet Aix Marseille - janvier 2017

La RDT13 a mené une expérimentation en service commercial sur la liaison Aix-Marseille avec un car GNV pendant quatre jours.

Cette expérimentation en service commercial a permis :

- ✓ De valider un parcours de 400 km/jour sans aucun problème d'autonomie.
  - ✓ De constater des gains de consommation de carburant avec une moyenne de 24kg de GNV au 100km contre 33 litres de diesel. A noter 1 litre de Gazole = 1 kg de GNV.
  - ✓ De constater une forte diminution sonore pour les voyageurs et les riverains.
  - ✓ De constater une diminution des bruits et vibrations permettant une conduite plus agréable pour le conducteur du car mais aussi un moteur manquant de puissance.
  - ✓ D'identifier l'importance d'utiliser une station d'avitaillement adaptée à ce type de véhicule.
- Expérimentation d'un autocar GNV (octobre - décembre 2017)

Un autocar GNV va être testé en service commercial sur deux lignes scolaires et trois lignes interurbaines (la 49 entre Aix en Provence et Marseille, la 72 entre La Ciotat et Aix en Provence, et la ligne 34 entre Martigues et Marseille) pendant deux mois fin 2017. Il s'agit d'évaluer le véhicule dans plusieurs conditions de circulation et d'exploitation. Cinq opérateurs de la Métropole AMP participent à l'opération : RDT 13, Transdev, Kéolis, Burle et Trans Azur.

## **C. La mise en place d'un laboratoire de transition énergétique**

Au-delà des premières expérimentations réalisées, la Métropole se propose, en lien avec ses exploitants (au premier rang desquels la régie RTM et la régie RDT13), les constructeurs de matériels roulants et les entreprises spécialisées dans l'électricité et les nouvelles énergies, de mettre en place un véritable laboratoire pour la transition énergétique de ses réseaux de transport. Ce laboratoire de Transition Énergétique devra permettre à la Métropole et aux différents industriels de mesurer, partager et analyser des données réelles d'exploitation permettant de fiabiliser des modèles énergétiques qui pourront ensuite être répliqués.

La Métropole et ses régies RTM et RDT13 échangent régulièrement avec les exploitants des autres grandes collectivités sur les expérimentations menées dans le cadre de la transition énergétique établissant ainsi un benchmark des solutions existantes. La RTM se tient particulièrement au courant des nouveaux projets et marchés de la RATP, qui envisagent aussi une transition rapide vers des bus 100% électriques. Dans ce cadre, les premières opérations prévues sont :

1. exploiter le BHNS d'Aix avec des bus 100% électriques rechargés avec un dispositif de

recharge rapide en terminus de la ligne et sur le dépôt.

2. réaliser une "brique élémentaire" de recharge des bus et cars électriques, permettant de tester différents modes de recharge sur le réseau de la RTM, avec des bus électriques ou multi-hybrides de différents constructeurs
3. construire dans le cadre d'une DSP, une station GNV à Vitrolles pour la flotte des Bus de l'Etang (délibération du Conseil de la Métropole du 19 octobre 2017)
4. Expérimenter un biocarburant sur car interurbain en ajustant en temps réel les réglages du moteur grâce à l'utilisation d'un capteur de nouvelle génération (RDT13)
5. Mener des expérimentations novatrices : route scolaire, station-service à hydrogène, navette autonome...
6. Réaliser un bilan de ces opérations et de celles menées dans d'autres agglomérations françaises et européennes grâce à la participation à des groupes de travail nationaux.

Toutes ces opérations font l'objet d'une démarche partenariales en matière de cofinancement avec l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône et ADEME. L'Etat a notamment retenu les expérimentations portées par la RTM et la RDT13 dans le cadre du récent pacte Etat-Métropole. Les étapes ont été intégrées à la candidature de la Métropole à l'appel à projet « Territoire d'Innovation de Grandes Ambitions », financées dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA3).

#### 1 Exploitation du BHNS d'Aix avec des bus électrique et de la recharge rapide en terminus

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix a approuvé par délibération n°2015\_A204 du 8 octobre 2015 le programme général du projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre Saint-Mitre des Champs et Krypton à Aix-en-Provence.

Cette ligne de 7.2km reliera plusieurs pôles d'échanges et parcs relais, desservira les grands quartiers d'habitat social d'Aix-en-Provence, le centre-ville et les facultés. Les travaux de réalisation débuteront en 2017 pour une mise en service prévue en septembre 2019.

Afin d'exploiter cette ligne au moyen d'une flotte de véhicules propres, réduisant les émissions polluantes et autres nuisances, tout en garantissant un niveau élevé de performance énergétique, le Conseil Métropolitain du 30 mars 2017 a approuvé par la délibération TRA 010-1798/17/CM le programme suivant :

- ✓ L'acquisition de 15 autobus 100% électrique de 12m.
- ✓ La mise en place d'un dispositif de recharge pour le remisage (dépôt du Pont de l'Arc de la régie RDT13).
- ✓ La mise en place d'un dispositif de recharge rapide dit d'opportunité sur les deux terminus de la ligne
- ✓ Des travaux d'intégration sur le Centre de Maintenance.

Ces acquisitions et travaux ont été confiés à la Régie RDT13 par approbation de l'avenant n°2 au contrat d'obligation de service public de la RDT13 avec la Métropole lors du Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017 par délibération TRA 010-19/10/17.

Ce programme permettra de tester l'exploitation de bus éclectiques avec une recharge en terminus et de comparer ainsi les coûts, avantages et contraintes de cette solution avec les dispositifs de charge de la RTM.

Le kilométrage annuel de cette ligne devrait être d'environ 700 000 km.

Le budget prévisionnel de cet investissement est de 15 millions d'euros HT.

#### 2. Réalisation d'une brique élémentaire de recharge électrique par la régie RTM

Dans la continuité de la première ligne de bus électrique mis en service à Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage le basculement en électrique des flottes de bus de son territoire dans les zones très urbaines et particulièrement de la flotte du réseau Marseillais de la RTM. Néanmoins, la Métropole et la RTM souhaitent garder la possibilité de mettre en concurrence plusieurs fournisseurs en évitant les systèmes « propriétaire ». En effet, le renouvellement partiel et continu du parc de la RTM suppose que les différentes solutions qui seront successivement retenues soient interopérables. Enfin, le système global (véhicules et dispositifs de rechargement) devra être évolutif pour bénéficier des avancées technologiques au fil du temps.

Dans cette optique, la RTM a proposé à la Métropole de tester et mettre au point une brique élémentaire de recharge électrique qui deviendra l'élément à dupliquer pour électrifier l'ensemble de la flotte par étapes en rajoutant des briques au fur et à mesure des besoins.

Cette première brique comprendra les éléments suivants :

- ✓ **L'acquisition de 15 autobus 100% électrique** auprès de 3 à 5 constructeurs différents. Ces véhicules seront exploités principalement sur une même ligne sur le périmètre RTM.
- ✓ La conception et la réalisation d'une **infrastructure de recharge dans un dépôt** de la RTM. Cette infrastructure se composera d'une sous-station électrique d'environ 2 Méga Watt, de son TGBT, d'une vingtaine de stations de charge. Elle doit permettre la recharge des véhicules des différents constructeurs avec système de bascule et de gestion des modes dégradés, l'analyse comparée de différents systèmes de branchement des véhicules (pantographe, prise sol, prise aérienne), une modélisation à l'échelle d'un dépôt, ainsi que l'étude de faisabilité et d'opportunité d'un raccordement de ces installations au réseau de distribution électrique du
- ✓ La conception et le déploiement des **systèmes de supervision** et d'administration du réseau de distribution électrique du dépôt, des stations de charge et de la performance des opérations de recharge des véhicules ainsi que des modes dégradés

La mise au point de cette brique permettra d'identifier :

- ✓ les conditions permettant de garantir l'interopérabilité des différents matériels roulant.
- ✓ le modèle d'exploitation correspondant aux besoins de réseaux de transport urbain (dimensionnement des packs batteries et répartition des points de rechargement complémentaires si besoin) et les limites des différentes technologies.
- ✓ les spécifications de conception de l'infrastructure électrique permettant de garantir l'interopérabilité du système.
- ✓ l'architecture de la distribution électrique pour garantir le meilleur taux de disponibilité du système et la supervision des modes dégradés et des performances.

- ✓ les conditions permettant de garantir l'optimisation des temps de recharge et la supervision nécessaire.
- ✓ les gains potentiels par la connexion au réseau métro et l'utilisation de la récupération de l'énergie de freinage pour recharger les batteries.
- ✓ les gains potentiels issus de la revente de l'énergie stockée aux heures de pointe au réseau électrique Enedis.

De plus, parmi les nouveaux véhicules électriques qui seront intégrés à cette brique élémentaire, la RTM testera aussi un bus multi-hybride de 12m associant motorisation hydraulique, thermique et électrique dans des conditions d'exploitation. Le véhicule combine ainsi un moteur diesel de 3 cylindres de 60 KW à moteur hydraulique de 110 cm3 et à deux moteurs électriques de 103KW. Au cumul, le groupe motopropulseur est capable de délivrer jusqu'à 280 chevaux de puissance.

En fonctionnement, le bus maximisera l'utilisation du mode électrique, assisté par la motorisation hydraulique selon les besoins. De faible cylindrée, le moteur thermique agit quant à lui comme un prolongateur d'autonomie.

Avec cette expérimentation, la RTM pourra étudier les facteurs externes (température extérieure, charge du véhicule, dénivelé, comportement de conduite, ...) impactant l'autonomie des bus électriques en condition commerciale sans risque de panne grâce à la motorisation thermique qui pourra prendre le relais.

Le coût prévisionnel de cette opération est d'environ 12 millions d'euros HT sur deux ans et relève des investissements propres de la RTM.

L'objectif principal de cette opération est d'identifier les conditions d'exécution qui permettront à la Métropole de garantir la pérennité des solutions que la RTM pourrait être amenée à déployer pour électrification de l'ensemble de ses bus urbains.

### 3. Construction d'une station GNV pour la flotte des Bus de l'Etang

Dans le cadre de la construction du dépôt des Bus de l'Etang à l'Anjoly sur Vitrolles, une délibération a été prise en Conseil Métropolitain du 19 octobre 2017 pour permettre la construction et l'exploitation d'une station d'avitaillement GNV accolée au futur dépôt. Une procédure d'appel d'offre va être engagée fin 2017 par la Métropole pour aboutir à une convention de délégation de service public pour la construction, la maintenance et l'exploitation de la station d'avitaillement GNV de l'Anjoly.

**Cette station aura deux vocations : avitailler en charge lente les besoins du futur dépôt des Bus de l'Etang et fonctionner comme une station publique en charge rapide.**

Elle permettra ainsi d'avitailer d'autres véhicules de la Métropole comme les autres bus du réseau des Bus de l'Etang ainsi que les autocars des futures lignes express métropolitaines. Elle contribuera aussi à encourager les autres transporteurs et les entreprises logistiques à faire évoluer leurs flottes vers une motorisation plus propre.

La station devrait être mise en service avant fin 2020 et permettre ainsi, à l'échéance de la DSP d'exploitation et de la gestion du service public de transport urbain des Bus de l'Etang, de renouveler progressivement en GNV les 120 autobus du réseau.

La construction de la station sera réalisée sur un terrain mis à la disposition du délégataire de la DSP. Ce terrain classé au domaine public communal fera l'objet d'un transfert à la Métropole le 1er janvier 2018, au titre du transfert de la compétence des Zones d'activités.

#### 4. Expérimentation d'un nouveau biocarburant par la régie RDT13

Commercialisés depuis 2012 dans les pays du Nord de l'Europe et en Californie, le marché des biocarburants se développe pour l'instant sur des flottes captives des municipalités ou des services de l'Etat. Le facteur limitant provient du fait que le véhicule ne peut fonctionner que sur un mode unique prédéfini et non adaptable, ce qui est très pénalisant et nécessite l'usage de stations-service dédiées avec pompes privées « biocarburant ». La généralisation de l'usage des biocarburants au-delà des flottes captives passent nécessairement par la reconnaissance automatique du type de biocarburant et de la teneur en biocarburant (entre 0% et 100%). Une société locale (SP3H) a développé la brique manquante, « la fuelbox », permettant de finaliser l'automatisation et la gestion autonome du processus par les véhicules et les rendre ainsi intelligents et auto-adaptables.

Dans le cadre d'un partenariat avec SP3H, la RDT13 va tester l'intégratif de la fuelbox sur un car de la RDT13. Une première phase est prévue fin 2017. En accord avec le constructeur, la RDT13 va mettre à disposition un de ces cars pour tester l'intégration du module SP3H avec l'ajustement en temps réel des réglages du moteur en utilisant le diesel comme carburant. L'autocar circulera à vide mais en situation réelle et sera équipé de capteurs permettant de mesurer les émissions réelles de polluants. Cette 1ère phase doit permettre de valider l'intégration du capteur et de l'autocar.

En fonction des résultats de la première phase et des homologations nécessaires, une deuxième phase prévoit une expérimentation avec le capteur de SP3H et du biodiesel de type HVO (Huile Végétale Hydrotraitee) qui sera produit en 2018 à la nouvelle bio raffinerie de la Mède de TOTAL à partir d'huiles

végétales, d'huiles alimentaires usagées et d'huiles résiduelles. Il s'agira de combiner l'effet d'un nouveau carburant « bio » conforme aux Directives RED et FQD en matière de carburant renouvelable, avec l'ajustement en temps réel des réglages du moteur.

Par la suite une expérimentation sur une ligne commerciale pourrait être envisagée.

Les objectifs de ce processus d'expérimentations vise à :

- ✓ Démontrer qu'il est possible d'atteindre une réduction de 10% de la consommation réelle de carburant et donc de l'émission de CO<sub>2</sub>.
- ✓ Démontrer qu'il est possible d'atteindre une réduction des émissions polluantes de 40% pour les particules et jusqu'à 20% pour les NOx.
- ✓ Disposer de l'ensemble des éléments de prix de retrofit des véhicules incluant le prix du capteur, de la connectique et de la télémétrie et des services associés.
- ✓ Calculer le retour sur investissements et démontrer la viabilité économique de la solution.
- ✓ Identifier les conditions d'exploitation pour un déploiement de cette solution.

#### 5. Proposition d'expérimentations novatrices au titre du PIA3 - Programme d'Investissement d'Avenir 3 (Territoire d'Innovation de Grande Ambition)

Plusieurs autres projets très innovants ont aussi été proposés au titre du PIA3 par la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses exploitants. Ces projets nécessitent encore d'être approfondis et toutes les technologies ne sont pas encore mûres. Des études d'ingénierie en première phase permettront de préciser les conditions de réalisation et les coûts. Des études de simulation, de consommations énergétiques et des études juridiques devront aussi être réalisées avant la mise en œuvre des projets suivants :

- Navette modulaire à énergie propre autonome : projet de navette autonome et modulaire à énergie propre, adaptable à une variété d'usages typiques d'un territoire à vocation mixte (zone d'activité, résidentielle et commerciale). Elle reliera dans un premier temps la gare Aix TGV avec le secteur du Petit Arbois. A terme elle desservira plus largement le Pôle d'Aix-en-Provence (zone mixte avec plus de 26000 employés sur le site)

- Route à énergie positive : expérimentation d'une voie de bus électrique sur le tronçon terminal de l'autoroute A7 en entrée de Marseille avec recharge des véhicules en mouvement par de l'électricité produite sur la route elle-même (revêtement photovoltaïque). La combinaison des deux fonctions n'a jamais été testée sur la même infrastructure.
- Projet pilote de station-service à hydrogène avec un vecteur d'hydrogène liquide facile à stocker et à transporter à la gare TGV d'Aix en Provence. Ce projet pilote, extrêmement innovant, s'inscrira dans un second temps de l'action à 10 ans. L'objectif étant de développer une station-service pour la recharge de tous les véhicules alimentés en hydrogène (bus, voiture, bateaux).

#### **D. Présentation d'un bilan d'étape aux élus**

L'ensemble des programmes et des expérimentations réalisés dans le cadre du laboratoire permettra à la Métropole de préparer la transition énergétique de son parc de bus et de cars. Les retours d'exploitation avec des véhicules de différentes motorisations fourniront les éléments nécessaires pour finaliser les choix technologiques à l'horizon 2020.

Une présentation du bilan de ces opérations sera organisée auprès des élus pour rendre compte de ces retours d'expériences. Un ou plusieurs scénarios de transition seront proposés en fonction des coûts réels d'investissement, de maintenance et d'exploitation des différentes solutions. Les élus pourront ainsi statuer sur la transition énergétique des différentes flottes de bus et de cars du réseau de transport en commun de la Métropole.

Les mesures mises en place devront permettre de garantir pendant la phase de transition de 2020 à 2025 le respect des contraintes légales imposées par l'Etat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La directive 2008/50/CE du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe
- Le Code de l'Environnement ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte – article L224-8 ;
- Le décret n° 2017-23 du 11 janvier 2017 pris pour l'application de l'article L. 224-8 du code de l'environnement définissant les critères caractérisant les autobus et autocars à faibles émissions ;
- Arrêté du 28 juin 2016 établissant les listes d'agglomérations de plus de 100 000 et 250 000 habitants conformément à l'article R. 221-2 du Code de l'Environnement ;
- Arrêté préfectoral du 20 juin 2017 portant organisation du dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant sur les départements des Régions Occitanie et Provence-Alpes-Côte-D'azur ;
- Arrêté préfectoral du 21 juin 2017 portant organisation du dispositif d'urgence en cas d'épisode de pollution de l'air ambiant sur le département des Bouches-du-Rhône ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°16/2355/CM du 15 décembre 2016 portant approbation de l'Agenda de la mobilité métropolitaine ;
- La délibération du Conseil Métropolitain TRA 010-1798/17/CM du 30 mars 2017 portant approbation du programme d'investissement de 15 bus électriques pour le projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) d'Aix-en-Provence ;
- La délibération du Conseil Métropolitain DEA 003-2406/17/CM du 13 juillet 2017 portant approbation de l'avenant n°4 au contrat de délégation du service de l'assainissement collectif de la zone Centre relatif au projet de valorisation du biogaz produit à l'usine des boues de Marseille ;
- La délibération du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 octobre 2017 portant approbation de l'avenant n°2 au contrat d'obligation de service public de la RDT13 avec la Métropole ;
- La délibération du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence du 19 octobre 2017 concernant la construction et l'exploitation d'une station d'avitaillement GNV à l'Anjoly (Vitrolles) pour les besoins du dépôt des Bus de l'Etang et ouverte aux professionnels du transport ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017.

- L'élaboration du Plan de Déplacements Urbains métropolitain: prestations AMO (management de projet, concertation, communication, juridique, voirie accessibilité, publicité procédure, enquête publique) et conventions partenariales (convention AirPACA) ;
- Les schémas directeurs nécessaires à l'élaboration du PDU (transports collectifs en site propre, modes actifs, stationnement, voirie, logistique urbaine, ...) et autres études mobilité propres aux quartiers en NPNRU.

## OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

### Entendues les conclusions du rapporteur,

### DELIBERE

#### Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport « Transition énergétique du parc de bus et cars de la Métropole - enjeux et perspectives pour le territoire métropolitain ».

#### PROX 073-1109/17/CT

#### ■ MOB - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour des études structurantes de la mobilité métropolitaine

#### Information du Conseil de Territoire DAJA 17/16102/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé lors de son Conseil Métropolitain du 15 décembre 2016, son Agenda de la Mobilité Métropolitaine qui constitue le premier acte de construction du projet métropolitain relatif à la mobilité.

Dans cette perspective, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence puisse définir des orientations stratégiques en matière de mobilité.

A ce titre, il convient, tout d'abord, de réaliser les études structurantes et schémas directeurs concernant :

Par ailleurs, il est indispensable de mettre en place les outils nécessaires à l'observatoire de la mobilité métropolitaine.

Dans ce contexte, seront menées des actions pour l'acquisition de données ou l'expérimentation d'outils de type analyse de données mobilité (flux, trafic, potentiel de covoiturage,), ainsi que l'élaboration d'un modèle multimodal de déplacements sur le territoire métropolitain marseillais, permettant de répondre aussi bien à des problématiques de niveau stratégique que de niveau pré-opérationnel;

L'opération d'investissement n°2018103600, Etudes structurantes relatives à la stratégie de mobilité métropolitaine, d'un montant de 3 180 000 HT, inscrite au Budget annexe Transport dans l'autorisation de programme n°07 du programme transports urbains de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

#### Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement pour mener à bien l'ensemble des études structurantes liées à la stratégie de mobilité au sein de la Métropole.

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport « Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour des études structurantes de la mobilité métropolitaine ».

#### **PROX 074-1110/17/CT**

#### **■ MOB - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour des études d'opportunité et de faisabilité en matière de mobilité**

#### **Information du Conseil de Territoire DAJA 17/16103/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence

La Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé lors de son Conseil Métropolitain du 15 décembre 2016, son Agenda de la Mobilité Métropolitaine qui constitue le premier acte de construction du projet métropolitain relatif à la mobilité.

Dans cette perspective, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence puisse définir des orientations stratégiques en matière de mobilité.

A ce titre, il convient, tout d'abord, de réaliser les études d'opportunité et de faisabilité dans le cadre des opérations de l'Agenda de la Mobilité, dont Métroexpress, ou autres, relatives :

- aux réseaux de transports en commun (restructurations notamment) et réseaux ferroviaires;
- aux Pôles d'échanges Multimodaux et parkings relais sur le territoire de la Métropole;
- à des infrastructures de transport favorisant la circulation des bus et cars: couloirs de bus, shunts, carrefours à feux, infrastructures de BHNS, CHNS, tramway...;

ainsi que des expérimentations innovantes comme le projet de R&D retenu dans le cadre du Pacte Innovation Etat/Métropole, mené dans le cadre de la convention de partenariat avec Thecamp. Ce projet concerne la mise en place d'un service de navette électrique en direction des salariés pour des déplacements professionnels du secteur de l'Arbois, et des habitants de la Duranne. Ce service fera l'objet de développements technologiques et cas d'usage avec services innovants associés, durant sa phase d'exploitation.

L'opération d'investissement n°2018103700, Etudes d'opportunité et de faisabilité en matière de mobilité, d'un montant de 7 500 000 HT, inscrite au Budget annexe Transport dans l'autorisation de programme n°07 du programme transports urbains de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;



- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement pour mener à bien l'ensemble des études d'opportunité et de faisabilité en matière de mobilité au sein de la Métropole.

#### **DELIBERE**

##### **Article unique:**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport « Approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement pour des études d'opportunité et de faisabilité en matière de mobilité ».

#### **PROX 075-1111/17/CT**

**■ PGD - Approbation des contrats entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Eco-organisme Citeo pour les contrats relatifs à la Responsabilité Élargie du Producteur pour les emballages ménagers ainsi que pour les papiers graphiques pour la période de 2018 à 2022**

#### **Information du Conseil de Territoire DTD 17/16070/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **Exposé des motifs :**

##### **1 - Rappel du contexte**

En application de la responsabilité élargie des producteurs (REP), la gestion des déchets ménagers valorisables qui proviennent de produits commercialisés doit être assurée par les producteurs, importateurs ou toute personne responsable de la première mise sur le marché de ces produits.

Ces derniers peuvent transférer leurs obligations à un éco organisme agréé. Ce dernier perçoit alors des contributions de ses adhérents qui lui permettent de financer les collectivités territoriales qui assurent la collecte et le traitement de ces déchets ménagers.

A l'échelle de la Métropole, tous les Territoires ont déjà conclu des contrats avec les éco-organismes agréés pour la REP emballages ménagers (ex Eco Emballages) et pour la REP papiers graphiques/imprimés (ex Eco Folio).

Suite à la création de la Métropole en 2016, les contrats existants ont été regroupés en contrat unique respectivement avec Eco-Emballages et Eco-Folio en maintenant l'ensemble des engagements existants notamment en termes de contrats de reprise des matériaux d'emballages (verre, aluminium, acier, plastiques, cartons et briques alimentaires).

L'échéance de ces contrats uniques arrive à terme au 31 décembre 2017.

##### **2 - Objet de rapport**

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 rentre en application le cahier des charges du nouvel agrément relatif à la filière des emballages ménagers et à la filière des papiers graphiques.

Pour la REP emballages, l'État a agréé en mai 2017 deux éco-organismes Citeo (ex Eco-Emballages/Adelphe regroupé avec ex Eco Folio) et Leko (nouvel entrant) pour la période 2018 à 2022. L'actualité récente a confirmé que la société Leko se retirait de la concurrence car il n'était pas en mesure de proposer aux metteurs sur le marché, aux collectivités et à l'ensemble des parties prenantes une alternative en tant qu'éco-organisme de la REP Emballages.

Les enjeux du nouvel agrément s'inscrivent dans la continuité de Loi de Transition Énergétique (LTE) et de ses objectifs nationaux, en particulier la valorisation de 75 % du taux de recyclage des emballages et de 65 % de recyclage des déchets de papiers.

C'est dans ce cadre que la Métropole Aix-Marseille-Provence a choisi de contractualiser avec l'éco-

organisme agréé CITEO au travers de deux contrats : un contrat relatif aux emballages ménagers et l'autre relatif aux papiers graphiques.

Ces contrats apporteront à la Métropole Aix-Marseille-Provence des soutiens financiers liés notamment aux performances en matière de collecte sélective.

En s'engageant avec l'éco-organisme CITEO, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pour les emballages ménagers mais également pour la reprise des matériaux triés. Dans le contrat, la reprise des matériaux en option filière est proposée par l'éco-organisme assurant ainsi la garantie l'enlèvement et de recyclage ainsi qu'un prix de reprise nul ou positif départ centre de tri pour tous les matériaux : verre, aluminium, acier, plastiques (standards et issus de l'extension des consignes de tri ECT), cartons et briques alimentaires. Cependant, une article dérogatoire au Contrat pour l'Action et la Performance (CAP 2022) permettra si nécessaire la reprise des matériaux issus des déchèteries en option fédération.

Ces engagements couvrent la période du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2022.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement notamment les articles L.541-10 et R.543 à R.543-65 ;
- La loi de Transition Energétique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président

du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Les faits exposés ci-dessus.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de rapport concernant les contrats ci-annexés relatifs à la Responsabilité Élargie du Producteur (REP) pour les emballages ménagers ainsi que pour les papiers graphiques pour la période de 2018 à 2022 entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'éco organisme CITEO.

#### **PROX 076-1112/17/CT**

#### **■ PGD - Approbation d'une convention avec la Ville de Marseille pour l'entretien des espaces verts d'accompagnement de voirie sur le périmètre de la Commune de Marseille**

#### **Information du Conseil de Territoire DIDSV 17/16094/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence créée par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 et complétée par la loi NOTRe n°2015-991 du 7 août 2015, exerce de plein droit, depuis le 1er janvier 2016, en lieu et place de la Communauté Urbaine, la compétence relative à la création et à l'entretien de la voirie. Cette compétence a été transférée de plein droit à la Métropole à compter de sa création en tant que compétence

obligatoire déléguée au Conseil de Territoire Marseille Provence.

A ce titre, depuis le 1er octobre 2016, le Conseil de Territoire Marseille Provence assure l'entretien des arbres d'alignement à l'exception des espaces verts d'accompagnement de voirie.

Cependant, l'article L 5218-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales stipule qu'au premier janvier 2018, toutes les compétences qui relèvent de la Métropole devront lui être transférées par les communes, qui les avaient exercées jusqu'alors. Il en est ainsi des espaces verts d'accompagnement de voirie.

La Métropole qui ne possède pas de structure propre susceptible d'assurer cette compétence sur le périmètre de la Commune de Marseille, souhaite en confier l'exécution à la Ville de Marseille. Cette dernière dispose en effet, au sein de la Direction des Parcs et Jardins d'une part du savoir faire nécessaire et d'autre part de moyens humains et matériels partiellement mutualisables permettant d'optimiser les charges et le service rendu aux usagers. Une convention de gestion permettra d'en préciser les modalités techniques et financières.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

##### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM

du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- La nécessité pour la Ville de Marseille et la Métropole Aix Marseille Provence de conventionner pour définir les modalités techniques et financières de la gestion par la Ville de Marseille pour le compte de la Métropole AMP de la compétence relative à l'entretien des espaces verts d'accompagnement de voirie sur le périmètre de la Commune de Marseille.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de convention de gestion avec la Ville de Marseille pour l'entretien des espaces verts d'accompagnement de voirie sur le périmètre de la Commune de Marseille.

#### **PROX 077-1113/17/CT**

■ **PGD - Actualisation des conditions de prise en charge par la Métropole des déchets du Marché d'Intérêt National des Arnavaux pour les années 2018 2019 et 2020**

#### **Information du Conseil de Territoire DTD 17/16043/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La délibération DEA 034-1487/16/CM du 15 décembre 2016 a autorisé, pour 2017, la prise en charge au Centre de transfert Nord (CTN) par le Conseil de territoire Marseille Provence des tonnages de déchets issus du Marché d'Intérêt National des Arnavaux dans la limite de 80 % du maximum des tonnages de déchets accueillis pour l'année 2016.

Cette prise en charge a été décidée du fait l'importance des apports de déchets par les acheteurs usagers du MIN et ce afin que la SOMIMAR, délégataire de service public de la Métropole, ne supporte pas seule la charge de ces apports extérieurs.

Pour pallier cette situation, une tarification de ces déchets non ménagers a été proposée par la SOMIMAR, gestionnaire du MIN. Cette tarification a eu pour effet de diminuer, dès cette étape transitoire, l'importance des apports extérieurs parallèlement à l'amélioration des résultats du tri des déchets, celle de leur valorisation et celle de la propreté du site.

Afin d'intensifier le tri des déchets du MIN et ainsi diminuer la fraction de déchets ultimes, la SOMIMAR a conclu avec son nouveau prestataire de services un engagement de valorisation matière de 75 % en 2018 et de 85 % pour les exercices 2019 et 2020.

Afin d'accompagner les engagements pris par la SOMIMAR pour diminuer la production de déchets et en améliorer la valorisation, il est proposé que la Métropole prenne en charge les déchets ultimes récupérés sur le MIN, soit 25 % de l'ensemble des flux en 2018 et 15 % en 2019 et 2020. A cette fin, la SOMIMAR s'engage à transmettre à la Métropole le suivi à M+1 des flux de déchets du MIN (DND, cartons, bois, plastiques, biodéchets, ferrailles).

En tout état de cause, la Métropole ne prendra pas en charge plus de 2000 tonnes par an de déchets provenant du MIN.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Qu'il convient d'actualiser les quantités de déchets assimilés aux ordures ménagères pouvant être amenées en 2018, 2019 et 2020 par la SOMIMAR sur le Centre de Transfert Nord de Marseille pour prise en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence .

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de territoire prend acte du projet de rapport en vue de la prise en charge par la Métropole des déchets ultimes issus du Marché d'Intérêt National des Arnavaux dans la limite de 25 % du flux de déchets récupéré sur le site en 2018 et de 15 % en 2019 et 2020, sans toutefois dépasser 2000 tonnes par an.

#### **PROX 078-1114/17/CT**

**■ PGD - Approbation de l'avenant n 1 de régularisation du bail à construction du 21 mars 2005 conclu entre le Port Autonome de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole**

#### **Information du Conseil de Territoire DTD 17/16098/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La CUMPM et le Port Autonome de Marseille (devenu ultérieurement le Grand Port Maritime de Marseille)

ont conclu le 21 mars 2005 un bail à construction (« *Bail à Construction* ») sur la parcelle de terrain désignée au cadastre de la Commune de Fos-sur-Mer Section AB n°60 et d'une surface de 180.000 m², située dans la zone industrielle et portuaire de Fos, Commune de Fos-sur Mer, lieu-dit Caban Sud.

Dans le cadre du Bail à Construction, la CUMPM s'était engagée à réaliser ou faire réaliser une Unité de traitement des déchets ménagers avec valorisation énergétique d'une capacité nominale de 300.000 t/an sur ladite parcelle.

Par sa délibération AGER 001-1020/09 CC en date du 19 février 2009, reprenant intégralement les termes d'une délibération du 13 mai 2005 annulée par jugement du 18 juin 2008 du tribunal administratif de Marseille, le Conseil de Communauté de MPM a approuvé le choix du groupement URBASER SA — VALORGA, auquel s'est substituée la société EVERE (ci-après le « *Délégataire* »), en qualité de délégataire de service public pour la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un centre de traitement multifilières de déchets ménagers sur le territoire de la commune de Fos sur Mer (ci-après le « *Centre de traitement des déchets ménagers* »), ainsi que le contrat de délégation de service public (ci-après la « *Délégation de service public* ») et les conventions annexes associées, dont l'acte de cession du Bail à Construction et la promesse de rétrocession de ce bail.

Afin de permettre la réalisation du Centre de traitement des déchets ménagers, la CUMPM a cédé le Bail à Construction au groupement URBASER SA — VALORGA par acte authentique du 23 décembre 2005.

Le groupement URBASER SA — VALORGA a ensuite cédé le Bail à Construction au bénéfice d'EVERE par acte authentique du 23 décembre 2005.

Afin de permettre le financement du Centre de traitement des déchets ménagers, EVERE a conclu, le 16 juillet 2007, avec un pool de SOFERGIE (« *SOFERGIE* ») un contrat de crédit-bail (« *Crédit-bail* »).

Dans le cadre du Crédit-bail, EVERE a cédé le Bail à Construction au profit de l'indivision des SOFERGIE par acte authentique du 16 juillet 2007.

La CUMPM, EVERE et les SOFERGIE ont par la suite signé une convention tripartite visant à établir

les obligations respectives de chacune des parties dans le cadre de ce montage.

Toutefois, par un arrêt rendu le 11 mai 2016, le Conseil d'Etat a annulé la délibération n° AGER 001-1020/09 CC en date du 19 février 2009 du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole au motif de l'illégalité de la cession du Bail à Construction.

Le Conseil d'Etat a néanmoins laissé la possibilité de régulariser le Bail à Construction en le mettant en conformité avec les règles qui régissent les autorisations d'occupation du domaine public. En effet, le Conseil d'Etat a observé que la délibération n° AGER 001-1020/09 CC du 19 février 2009 « *approuve le contrat de délégation de service public et ses annexes, au nombre desquelles l'acte de cession de la convention du 21 mars 2005, dont les stipulations sont (...) entachées d'illégalités, et la promesse de rétrocession de cette convention ; que ces trois contrats forment un ensemble indivisible avec les autres stipulations approuvées par la délibération attaquée ; que par suite, sans préjudice de la possibilité pour les parties de décider de régulariser le contrat en mettant en conformité les stipulations de la convention conclue le 21 mars 2005 avec les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques aujourd'hui applicables ni de celle, pour le juge de l'exécution, s'il est saisi, après avoir pris en considération la nature de l'illégalité commise, de décider que la poursuite de l'exécution du contrat est possible sous réserve d'une telle régularisation, l'illégalité des stipulations de l'acte de cession de la convention entraîne l'annulation de la délibération attaquée dans l'ensemble de ses dispositions* ».

En conséquence, les illégalités qui entachent le Bail à Construction sont susceptibles d'être régularisées :

- Les clauses manquantes requises par le Code général de la propriété des personnes publiques (« CGPPP »), à savoir : d'une part, l'agrément préalable du bailleur à la cession par le PRENEUR des droits réels dont il dispose ; d'autre part, l'encadrement des conditions dans lesquelles le PRENEUR peut grever ces mêmes droits réels et/ou les constructions et ouvrages qu'il a édifiés de privilèges et d'hypothèques, peuvent être ajoutées.

- Quant aux clauses jugées incompatibles par le Conseil d'Etat avec le code du domaine de l'Etat (alors applicable lors de la signature du Bail à Construction), à savoir : d'une part, la faculté pour le délégataire du service public de recourir à un financement par crédit-bail ; d'autre part, de consentir, cette fois en qualité de preneur, des servitudes sur le domaine public, elles sont désormais permises par le CGPPP.

Compte tenu de la possibilité de régulariser le Bail à Construction qui s'inscrit dans un ensemble contractuel nécessaire à la continuité du service public du traitement des déchets, les parties au Bail à Construction entendent tirer les conséquences de l'arrêt précité du Conseil d'Etat au moyen d'un avenant n° 1 destiné à mettre en conformité les stipulations du Bail à Construction avec les dispositions du CGPPP.

Ainsi l'avenant n° 1 au Bail à Construction prévoit :

- le versement d'une redevance domaniale ;
- la constitution de servitudes conformes à l'affectation ;
- l'agrément du Grand Port Maritime de Marseille en cas de cession de droits réels ;
- l'accord préalable et exprès du Grand Port Maritime de Marseille pour grever le droit réel sur le titre d'occupation, les ouvrages, constructions et installations qu'il a réalisés, d'hypothèques uniquement pour la garantie des emprunts contractés en vue de financer la réalisation, la modification ou l'extension des ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier situés sur la dépendance domaniale occupée ;
- des dispositions particulières en cas de recours par l'occupant à des organismes de crédit.

Dans ce cadre, l'avenant de régularisation étant conclu en présence de la Métropole Aix-Marseille-Provence – qui s'est substituée à la CUMPM –, il y a lieu de l'approuver et d'en autoriser la signature.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La convention de délégation de service public conclue entre la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et le groupement d'entreprises composé d'URBASER SA et de VALORGA INTERNATIONAL auquel s'est substituée la société dédiée EVERE et ses avenants n°1, 2 et 3 ;
- Le crédit-bail pour le financement de la construction conclu le 16 juillet 2007 entre une indivision de SOFERGIES (SOGEFINEBERG, GENECA, DEXIA) et EVERE ;
- La cession de créance conclue entre EVERE et le crédit-bailleur ;
- La convention tripartite du 24 juillet 2007 conclue entre MPM, EVERE et le crédit-bailleur ;
- Le bail à construction du 21 mars 2005 ;
- La décision du Conseil d'Etat du 11 mai 2016 référencée n° 390118
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

**OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Que, par un arrêt rendu le 11 mai 2016, le Conseil d'Etat a annulé la délibération n°

AGER 001-1020/09 CC en date du 19 février 2009 du Conseil de Communauté de MPM au motif de l'illégalité de la cession du Bail à Construction ;

- Que, tirant les conséquences de l'arrêt précité et suivant la possibilité laissée par le Conseil d'Etat de régulariser le Bail à Construction, l'avenant n°1 au Bail à construction a pour objet de mettre en conformité ses stipulations avec les Code général de la Propriété des Personnes publiques ;
- Que l'avenant n°1 au Bail à Construction est conclu en présence de la Métropole ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de rapport en vue de l'approbation de l'avenant n°1 de régularisation du bail à construction du 21 mars 2005 conclu entre le Port Autonome de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

### **PROX 079-1115/17/CT**

■ **PGD - Présentation du rapport annuel technique et financier 2016 du Déléataire de la Délégation de Service Public portant sur la conception le financement la réalisation et l'exploitation d'un centre de traitement multifilières des déchets ménagers et assimilés**

### **Information du Conseil de Territoire DTD 17/15870/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Depuis sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « élimination et valorisation des déchets des ménages et assimilés ».

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport

annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant.

L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2016 a été remis par la société EveRé SAS conformément à l'article 37.2.2 de la convention de Délégation de Service Public n°05/1130.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire prend acte du rapport annuel technique et financier du délégataire pour l'année 2016, remis par la société EveRé SAS relatif au contrat de Délégation de Service Public n°05/1130 portant sur la conception, le financement, la réalisation et l'exploitation d'un centre de traitement multifilières des déchets ménagers et assimilés.

### **PROX 080-1116/17/CT**

### **■ PGD - Présentation du rapport annuel technique et financier 2016 du Déléataire de la Délégation de Service Public n° 12 024 portant sur la valorisation énergétique du biogaz produit sur le CSD de la CRAU**

### **Information du Conseil de Territoire DTD 17/16009/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération n°AGER 004-862/11/CC du 9 décembre 2011, la Métropole a délégué, par contrat de concession, la valorisation énergétique du biogaz produit sur le Centre de Stockage des Déchets (CSD) de la Crau, y compris l'entretien et le réglage du biogaz et le traitement des lixiviats, au groupement solidaire d'entreprises constitué des sociétés VERDESIS France devenue DALKIA Biogaz et GRS VALTECH. Conclu pour une durée de 17 ans, ce contrat a pris effet le 13 février 2012.

Conformément à l'article 27 du Contrat de Délégation de Service Public (DSP), la société La Crau Energies Vertes s'est substituée de plein droit au groupement solidaire d'entreprises susvisé, à la date de son immatriculation, soit à compter du 2 mai 2012.

Conformément à l'article L.1411-3 du CGCT, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui prend acte.

Ce rapport a fait l'objet d'une analyse par les services métropolitains dont une synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

### **Vu**

- Le Code Civil et notamment les articles 2044 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération n°AGER 004-862/11/CC du 9 décembre 2011 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le PV de la CCSPL.

### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le rapport annuel technique et financier du délégataire pour l'année 2016 a été remis par la société La Crau Energies Vertes conformément à l'article 19 de la convention N°12/024.

### **DELIBERE**



### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire prend acte du rapport annuel technique et financier du délégataire pour l'année 2016, remis par la société La Crau Energies Vertes relatif au contrat de DSP n°12/024 portant sur la valorisation énergétique du biogaz produit sur le Centre de Stockage des Déchets de La Crau, Ci-annexé.

### **PROX 105-1117/17/CT**

#### **■ PGD - Approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Urbaser Environnement SAS**

### **Information du Conseil de Territoire DIDSV 17/15927/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les perturbations qui ont affecté du 10 au 23 octobre 2017, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régi du centre-ville de Marseille (1<sup>er</sup>, 4<sup>ième</sup>, 5<sup>ième</sup>, 6<sup>ième</sup> et 7<sup>ième</sup> arrondissements) ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce, dans les meilleurs délais.

A cet effet, il a été demandé à la société URBASER ENVIRONNEMENT SAS de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées hors marché et exécutées du 18 au 20 octobre 2017.

Il convient donc de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société URBASER ENVIRONNEMENT s'élevant à un montant de 30 157. 60 euros TTC résultat d'un abattement consenti par l'entreprise de 20 % sur le prix de la prestation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

### **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Qu'il convient d'indemniser la société URBASER ENVIRONNEMENT SAS pour les prestations exceptionnelles de collecte de déchets ménagers réalisées du 18 octobre 2017 au 20 octobre 2017.

### **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de transaction envisagée avec l'entreprise URBASER ENVIRONNEMENT SAS afin de régler les sommes restant dues au titre des prestations exceptionnelles de collecte de déchets ménagers réalisées du 18 au 20 octobre 2017.

**PROX 106-1118/17/CT**

**■ PGD - Approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Onyx Méditerranée**

**Information du Conseil du Territoire  
DIDSV 17/15928/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les perturbations qui ont affecté du 10 au 23 octobre 2017, la collecte et le transfert des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régie du Centre de ville de Marseille, ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

A cet effet, il a été demandé à la société Onyx Méditerranée de procéder à des opérations ponctuelles de collecte et de transfert des déchets ménagers.

Ces prestations réalisées hors marché ont été exécutées du 19 au 20 octobre 2017 pour la collecte et du 14 au 17 octobre 2017 pour le transfert.

Il convient donc de régler par protocole transactionnel les prestations exécutées par la société ONYX MEDITERRANEE s'élevant à un montant de 15 337,21 euros TTC, résultant d'un abattement consenti par l'entreprise de 26% et décomposé comme suit :

- Prestations de collecte : 5 676,00 euros TTC,
- Prestations de transfert : 9 661,21 euros TTC résultant d'un abattement consenti par l'entreprise de 35% sur le prix de la prestation.

Seul le montant de la prestation de transfert a fait l'objet d'une négociation, le prix de la prestation de collecte proposé par l'entreprise étant celui précédemment négocié lors des grèves du mois de Mars 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Qu'il convient d'indemniser la société Onyx Méditerranée pour les prestations exceptionnelles de collecte des déchets ménagers exécutées du 19 au 20 octobre 2017.
- Qu'il convient d'indemniser la société Onyx Méditerranée pour les prestations exceptionnelles de transfert des déchets ménagers exécutées du 14 au 17 octobre 2017.

**DELIBERE**

**Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de transaction envisagée avec l'entreprise Onyx Méditerranée afin de régler les sommes restant dues au titre des prestations exceptionnelles de collecte de déchets ménagers

réalisées du 19 au 20 octobre 2017 et de transfert réalisées du 14 au 17 octobre 2017.

#### **PROX 107-1119/17/CT**

#### **■ PGD - Approbation de la revalorisation et de l'affectation de l'opération Equipements GPS du parc véhicules régie**

#### **Information du Conseil de Territoire DIDSV 17/16006/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Marseille Provence dispose sur son territoire de moyens de localisation et de suivi de ses véhicules de collecte et de nettoyage. Ces moyens comprennent l'équipement en balises GPS du parc de véhicules en régie, la collecte, la transmission et le traitement du positionnement GPS ainsi que les données techniques issus de boîtiers GPS embarqués sur les véhicules.

Le territoire Marseille Provence a accès à ces informations, via une connexion Internet à un serveur hébergé par le prestataire, serveur qui permet l'affichage des informations sur un fond cartographique.

Le marché GPS se présente sous forme d'un marché de maintenance de la solution existante de suivi GPS et du renouvellement du matériel.

Les directions opérationnelles souhaitent élargir les possibilités de la fonction exploitation de données, et notamment de procéder aux évolutions logicielles et matérielles, de renouveler les matériels défectueux, de mettre à disposition une solution mobile pour Smartphones et tablettes, ainsi que de procéder à de nombreuses évolutions techniques au sein de l'application de suivi, mais aussi sur les procédures d'intervention « terrain ». Des passerelles relationnelles vers d'autres bases de données métier liées au domaine de la propreté sont à organiser également.

Il a donc été décidé de distinguer la fonction géo localisation de la fonction exploitation des données.

Afin d'assurer la fonction géo localisation durant les prochaines années, il apparaît nécessaire de réviser l'opération pluriannuelle d'autorisation de programme

et permettre ainsi de poursuivre les opérations suivantes :

- La maintenance des équipements actuels qui seront reprogrammés,
- Le remplacement des trackers GPS en fin de vie,
- Le déploiement de nouveaux matériels (balises GPS, nomades, écrans embarqués...)
- Une fonction apte à ramener les données horodatées sur l'infrastructure informatique de la Métropole au travers de son interface et selon ses spécificités et ses préconisations.

Il est donc nécessaire de revaloriser et affecter l'opération d'investissement de 150 000 euros TTC portant le montant de l'opération de 186 000 euros TTC à 336 000 euros TTC

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération PEDD 003-295/14/CC Création d'une opération et affectation d'une autorisation de programme pour les équipements GPS, localisation et suivi du parc véhicules régie.

**OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Qu'il convient de revaloriser et d'affecter l'opération d'investissement afin de poursuivre la politique de suivi et d'équipements en GPS du parc de véhicules de la régie ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

**DELIBERE**

**Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

**PROX 081-1120/17/CT**

**■ VOI - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relatif à l'installation de panneaux de Jalonnements dynamiques sur la commune de La Ciotat**

**Avis du Conseil de Territoire  
DRM 17/15931/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après .

La rénovation du Port Vieux et de la semi piétonisation de centre ancien de la commune de La Ciotat sont projetées.

A cette occasion, un plan de déplacement est à l'étude afin de redéfinir de nouveaux itinéraires. Les panneaux de jalonnement vertical signalant les différents parkings vont devenir obsolètes du fait de ce nouveau plan de déplacement.

Par conséquent, il est proposé de remplacer ces derniers par des Panneaux à Message Variable ou Panneaux de Jalonnement Dynamique qui permettront d'indiquer la direction de ces parkings, mais également le nombre de places disponibles.

Une dizaine environ sont prévus d'être installés

A cet effet, l'opération d'investissement 2018102200, « La Ciotat : Création jalonnement dynamique », pour un montant de 180 000 euros, inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 181142 du programme 14.2 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relatif à l'installation de panneaux de Jalonnements dynamiques sur la commune de La Ciotat » dans l'autorisation de programme 181142 du programme 14.2 ».

**OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération « Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relatif à l'installation de panneaux de Jalonnements dynamiques sur la commune de La Ciotat » dans l'autorisation de programme 181142 du programme 14.2 ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

### **PROX 082-1121/17/CT**

#### **■ VOI - Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement La Ciotat - Aménagement Boulevard Urbain Multimodal Dulac**

#### **Avis du Conseil de Territoire DRM 17/15944/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

L'avenue Guillaume Dulac est un axe structurant de la commune de La Ciotat permettant de relier le centre-ville aux quartiers Nord-Est et, plus loin, la commune de Ceyreste.

En outre, dans sa configuration définitive (une fois la tranche 2 achevée) la voie douce de La Ciotat franchit l'avenue Guillaume Dulac en lieu et place de l'actuelle voie ferrée.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage la requalification de l'Avenue Guillaume Dulac en Boulevard Urbain Multimodal, en cohérence avec l'aspect stratégique de cet axe et sa vocation à être franchie et empruntée par des modes de déplacements doux.

A cet effet, l'opération d'investissement 2018100400, « La Ciotat – Aménagement Boulevard Urbain Multimodal DULAC », pour un montant de 5 000 000 euros, inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, La Ciotat - Aménagement Boulevard Urbain Multimodal DULAC » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

### **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération « Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, La Ciotat - Aménagement Boulevard Urbain Multimodal DULAC » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

## **PROX 083-1122/17/CT**

### **■ VOI - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'aménagement de l'avenue de Provence au droit du Domaine de Bagnol à Cassis**

#### **Avis du Conseil de Territoire DIFRA 17/15858/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218.7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

L'avenue de Provence est dotée d'un trottoir pour les piétons, interrompu par un mur maçonné, à l'approche du Domaine du Bagnol. Les piétons doivent alors emprunter la route pour rejoindre le trottoir existant situé plus bas.

La réalisation du trottoir nécessite, d'une part, le déplacement du mur maçonné en pierre de cassis avec le portail marquant l'entrée du Domaine du Bagnol, et d'autre part, la mise en œuvre d'un mur de soutènement au droit du trottoir créé.

La réalisation de cet aménagement permettra d'assurer la continuité du cheminement piéton. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de la sécurité de la circulation.

L'opération d'investissement 2017107500 relative au domaine de Bagnol à Cassis, s'élevant à 700 000 euros TTC, inscrite au budget principal du Conseil de Territoire Marseille Provence, enregistrée dans l'autorisation de programme n°171082 BP du programme 08 de la Métropole doit être affectée dans sa totalité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du président du Conseil de la Métropole

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 700 000 euros T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

## **PROX 084-1123/17/CT**

### **■ VOI - Approbation de la révision de l'opération d'investissement relative à la participation ouvrages d'art ligne Marseille-Aubagne**

#### **Avis du Conseil de Territoire DIFRA 17/15866/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218.7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

Dans le cadre du projet ANRU et dans l'objectif de contribuer au désenclavement de la "Cité Air Bel", il a été proposé d'augmenter l'ouverture du pont-rail existant dit porte d'Air Bel en profitant des travaux de réalisation de la troisième voie ferrée sur la ligne Marseille-Aubagne-Toulon.

Les études Projet de l'opération d'élargissement du pont-rail d'Air Bel ont fait apparaître un surcoût de l'opération par rapport aux études préliminaires. Cette opération est entièrement financée par la Métropole et réalisée par la SNCF. Les travaux seront réalisés en 2018-2019.

Aussi, une convention n°11/054 de financement et un avenant n°1 ont été approuvés respectivement par délibération VOI 002/283/10/BC du 10 décembre 2010 et VOI 036/767/13/BC du 13 décembre 2013.

Au terme des études menées au niveau projet, le coût prévisionnel de l'opération, incluant toutes les phases (EP+AVP+PRO+REA) est estimé à 2 648 092 euros H.T, (Valeur Janvier 2008), soit 3 122 649 euros H.T, CE juin 2013. Ce coût représente le surcoût pour l'opération 3ème voie Marseille/Aubagne de l'élargissement du pont-rail sous les deux voies ferrées existantes. En tenant compte de ces hypothèses et du coût de l'opération estimé aux dernières conditions économique connues et transmises par SNCF (juin 2013), le besoin de financement est ainsi évalué à 3 510 372 euros courants HT (y compris les frais de maîtrise d'ouvrage SNCF), dont 198 700 euros HT au titre du versement libératoire.

L'opération d'investissement n°2011109900 relative à la participation ouvrages d'art Ligne Marseille/Aubagne, de 3 200 000 euros inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 14082BP du programme 08 Espace Public Infrastructures de la Métropole doit être révisée pour un montant de 400 000 euros TTC.

Cette révision porte le montant de l'opération n°2011109900 de 3 200 000 euros TTC à 3 600 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 400 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 400 000 euros TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiements afférents.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

#### **PROX 085-1124/17/CT**

**■ VOI - Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement concernant la requalification des espaces publics du Centre-Ville de Marseille - Approbation du programme synthétique de la requalification des espaces publics**

#### **Avis du Conseil de Territoire DIFRA 17/16012/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218.7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

La dynamique de requalification du centre-ville de Marseille a véritablement été initiée avec le projet Vieux-Port mis en œuvre à partir de 2012. Plusieurs

axes commerciaux majeurs de l'hypercentre ont ensuite fait l'objet d'une profonde requalification : rue Saint-Ferréol, rue de Rome avec la mise en service de la ligne 3 du tramway, rue Francis Davso et la partie basse de la rue Paradis entre la Canebière et la Place Estrangin.

Dans la continuité des aménagements ainsi réalisés, l'opération globale de redynamisation « Ambition Centre-Ville » vise à poursuivre la requalification du centre-ville, afin d'améliorer le partage de l'espace public en faveur des piétons et de créer un vaste espace cohérent et lisible, propice à la déambulation.

La Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaitent définir conjointement les orientations souhaitées pour la requalification du centre-ville dans une vision globale et hiérarchisée, ainsi qu'une méthode de travail.

Le périmètre opérationnel s'inscrit à l'intérieur d'un périmètre de réflexion défini pour l'AVAP (Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine), avec l'objectif d'une première série de réalisation pour 2020.

La méthode envisagée consiste à désigner une équipe de maîtrise d'œuvre pluridisciplinaire (constituée de bureaux d'études techniques, d'architecte, de paysagiste et d'architecte du patrimoine), qui préalablement aux missions classiques de maîtrise d'œuvre, devra définir une trame circulaire cohérente mettre au point une charte de qualité urbaine (typologie des matériaux et du mobilier urbain) et proposer une programmation des investissements.

Au sein de la maîtrise d'ouvrage, une équipe projet placée sous l'autorité du Directeur général adjoint délégué aux grandes infrastructures sera constituée.

Il est précisé que la Métropole Aix-Marseille Provence interviendra pour le compte de la Ville de Marseille dans le cadre d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique pour les compétences qui la concernent, à savoir vidéo protection, stationnement intelligent, fontaines et bancs.

Afin de mener à bien cet ambitieux projet, la création de l'opération d'investissement correspondante, d'un montant de 60 000 000 euros TTC doit être approuvée au Conseil de ce jour, dans le cadre du vote du budget primitif 2018.

L'opération d'investissement n°2018102100 relative à la requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille s'élevant à 60 000 000 euros TTC inscrite au budget de l'état spécial du Territoire Marseille Provence, enregistrée dans l'autorisation de programme 08 sous le code AP n°181080BP de la Métropole, doit être affectée dans sa totalité.

Dans le cadre de cette opération importante et afin de partager l'ambition du cœur de M étropole, il sera proposé de mettre en place un partenariat ambitieux avec le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

### **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Qu'il convient d'approuver le programme de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 60 000 000 euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;



- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

### **PROX 086-1125/17/CT**

**■ VOI - Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Intervention sur murs de soutènement**

### **Avis du Conseil de Territoire DRM 17/16053/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Les voies de la Métropole disposent de murs de soutènement qui doivent être remis en état, consolidés ou à construire durant les quatre prochaines années.

Cette opération permettra de répondre à ce besoin spécifique pour les années 2018 à 2021. Des études et des travaux pourront intervenir sur cette période en fonction des événements qui surviendront et de l'état de ces derniers.

Elle vient en renouvellement d'une ancienne opération d'investissement, n°2013/00024.

A cet effet, l'opération d'investissement 2018102400, « DNL-MPM-Interventions sur murs de soutènement 2017-2021 », pour un montant de 3 000 000 euros, inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Intervention sur murs de soutènement » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Intervention sur murs de soutènement » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

#### **PROX 087-1126/17/CT**

#### **■ VOI - Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Marseille 13ème - Aménagement parking Lafferage**

#### **Avis du Conseil de Territoire DRM 17/15942/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, Le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après .

La Métropole Aix-Marseille Provence envisage la création d'un parking de proximité dans le noyau villageois des Olives (13013). Ce parking, d'une capacité de 57 places, desservira l'école et les commerces alentours.

Il implique le transfert du foncier (1830m<sup>2</sup> de la Ville de Marseille à la Métropole).

A cet effet, l'opération d'investissement 2018100600, « Marseille 13<sup>ème</sup> – Aménagement parking Lafferage », pour un montant de 450 000 euros, inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Marseille 13ème - Aménagement parking Lafferage » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

#### **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Marseille 13ème - Aménagement parking Lafferage » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

#### **PROX 088-1127/17/CT**

#### **■ VOI - Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Marseille 16ème - Aménagement de la place Maletterre**

#### **Avis du Conseil de Territoire DRM 17/15940/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Générale des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage de rénover et requalifier de manière qualitative la place Maletterre avec une organisation des circulations, des stationnements et des cheminements piétonniers.

A cet effet, l'opération d'investissement 2018100900, « MARSEILLE 16<sup>ème</sup> – Aménagement de la place Maletterre », pour un montant de 450 000 euros, inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Marseille 16ème - Aménagement de la place Maletterre » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération « Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Marseille 16ème - Aménagement de la place Maletterre » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

#### **PROX 089-1128/17/CT**

**■ VOI - Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement - Rénovation des bornes marchés forains**

#### **Avis du Conseil de Territoire DRM 17/16051/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Dans le cadre de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce de plein droit en lieu et place des communes membres, les compétences d'aménagement de l'espace métropolitain et notamment l'organisation de la mobilité et les aires de stationnement.

A ce titre, la Métropole a pris en charge le transfert de l'entretien des bornes électriques des marchés forains de la Ville de Marseille.

A cette occasion, il est nécessaire de créer une opération de rénovation des bornes électriques des marchés.

A cet effet, l'opération d'investissement 2018102300, « Rénovation bornes marchés forains », pour un montant de 500 000 euros, inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l’élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Budget principal - Approbation de la création et de l’affectation de l’opération d’investissement, Rénovation des bornes marchés forains » dans l’autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

## **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Budget principal - Approbation de la création et de l’affectation de l’opération d’investissement, Rénovation des bornes marchés forains » dans l’autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

Adoptée à l’unanimité des membres présents et représentés

**PROX 090-1129/17/CT**

**■ VOI - Budget principal - Approbation de la création et de l’affectation de l’opération d’investissement Aménagement de la voie des Capriers 13008 Marseille**

## **Avis du Conseil de Territoire DRM 17/16047/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l’article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire et saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Un projet, situé quartier Saint Giniez sur la parcelle Cadastrée A0063, dans le 8<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille, prévoit la construction de 650 logements, de bureaux ainsi que de commerces (dont le réaménagement des installations Renault).

Sur la parcelle assiette du projet est prévu au Plan Local d’Urbanisme, un emplacement réservé pour la création d’une voie reliant le Boulevard Barral et l’impasse des Câpriers.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisage l’aménagement de cette voie, qui même si elle demeurera en impasse dans un premier temps, permettra d’assurer la desserte des accès aux parkings sous-terrains des riverains et les activités commerciales de Renault.

A cet effet, l’opération d’investissement 2018100200, « Aménagement de la voie des Capriers, 13008 Marseille », pour un montant de 575 000 euros, inscrite au budget principal enregistrée dans l’autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Aménagement de la voie des Capriers, 13008 Marseille » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

## **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Aménagement de la voie des Capriers, 13008 Marseille » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

#### **PROX 091-1130/17/CT**

#### **■ VOI - Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Aménagement du Chemin du CAP Janet 13015 Marseille**

#### **Avis du Conseil de Territoire DRM 17/16049/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales le

Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La voie de liaison entre l'autoroute A55 et le chemin de la Madrague Ville, dans le 15<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille, est aujourd'hui très dégradée.

Cette voie présente un enjeu de desserte important puisqu'elle permet l'accès notamment à plusieurs équipements scolaires ainsi qu'à l'IRFSS (Institut Régional de Formation Sanitaire et Sociale) Houphouët Boigny.

Aussi, considérant son état et sa fonction, et dans le cadre de la sécurité des usagers, la Métropole Aix-Marseille Provence envisage la rénovation de cette voie.

A cet effet, l'opération d'investissement 2018100300, « Aménagement du chemin du Cap Janet, 13015 Marseille », pour un montant de 850 000 euros, inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la

Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le projet de délibération « Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Aménagement du Chemin du CAP Janet 13015 Marseille » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération «Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Aménagement du Chemin du CAP Janet 13015 Marseille » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

#### **PROX 092-1131/17/CT**

#### **■ VOI - Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Aménagement du Parking Bonne - Brise 13008 Marseille**

#### **Avis du Conseil de Territoire DRM 17/16050/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Situé Chemin de la Madrague de Montredon et Boulevard de Bonne Brise dans le 8<sup>ème</sup> arrondissement de Marseille, un terrain en friche est actuellement utilisé comme parking.

Ce terrain, d'une superficie de 4 600 m<sup>2</sup>, est propriété de la Ville de Marseille.

Afin d'améliorer la sécurité des usagers et des riverains, et de rationaliser le stationnement sur ce secteur, la Métropole Aix-Marseille Provence

envisage l'aménagement d'un parking public réglementé sur cet espace, d'une contenance de 100 places environ.

Compte tenu de la localisation de ce site, l'aménagement nécessitera notamment la réalisation de murs de soutènement, de rampes d'accès, ainsi que d'un bassin de rétention enterré pour 4 600 m<sup>2</sup> de surfaces imperméabilisées en bordure de mer.

A cet effet, l'opération d'investissement 2018100100, « Aménagement du Parking Bonne – Brise, 13008 Marseille», pour un montant de 1 300 000 euros, inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Aménagement du Parking Bonne - Brise, 13008 Marseille » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

**OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**DELIBERE**

**Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération « Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Aménagement du Parking Bonne - Brise, 13008 Marseille » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

**PROX 093-1132/17/CT**

**■ VOI - Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Marseille 13ème - Aménagement avenue Langevin**

**Avis du Conseil de Territoire  
DRM 17/15941/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Il est envisagé d'effectuer la requalification de l'avenue LANGEVIN (13013). Cette voie, située au Pôle technologique ZAC de Château Gombert est du domaine viaire de la Métropole.

Dans le cadre d'un renforcement de la sécurité des usagers, la Métropole Aix-Marseille Provence envisage de rénover et requalifier cette voie avec une organisation des circulations, des stationnements et des modes doux : pistes cyclables et cheminements des piétons.

A cet effet, l'opération d'investissement 2018100700, « MARSEILLE 13<sup>ème</sup> – Aménagement avenue LANGEVIN », pour un montant de 1 500 000 euros, inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Marseille 13ème - Aménagement avenue Langevin » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

**OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**DELIBERE**

**Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération « Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Marseille 13ème - Aménagement avenue Langevin » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

## **PROX 094-1133/17/CT**

### **■ VOI - Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Marseille 4ème - Aménagement avenue des Chartreux**

#### **Avis du Conseil de Territoire DRM 17/15943/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole souhaite effectuer la rénovation de l'avenue des Chartreux. Cette voie de liaison entre le boulevard de la Libération, St Just et vers la Rose est située sur le domaine viaire de la Métropole, qui dessert aussi plusieurs noyaux villageois.

Cette rénovation implique aussi la requalification de cette voie avec une meilleure organisation des circulations, des stationnements et des cheminements piétonniers, dans le cadre d'un renforcement accru de la sécurité des usagers.

A cet effet, l'opération d'investissement 2018100500, « MARSEILLE 4<sup>ème</sup> – Aménagement avenue des Chartreux », pour un montant de 2 700 000 euros, inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Marseille 4ème - Aménagement avenue des Chartreux » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Marseille 4ème - Aménagement avenue des Chartreux » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

## **PROX 095-1134/17/CT**

### **■ VOI - Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement Marseille 6ème - Aménagement du Cours Gouffe**

#### **Avis du Conseil de Territoire DRM 17/15984/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Dans le projet de rénovation du Domaine Public Communautaire, au centre-ville de Marseille, il convient d'envisager la rénovation et la requalification



du Cours Gouffé. L'état de cette voie sur certains de ses tronçons apparaît très dégradé. Il est ainsi prévu de réaménager ce Cours avec une organisation des circulations, des stationnements et des cheminements de piétons, et ce dans le cadre d'une sécurité accrue des usagers.

A cet effet, l'opération d'investissement 2018100800, « Marseille 6<sup>ème</sup> – Aménagement du cours Gouffé », pour un montant de 2 000 000 euros, inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Budget principal – Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Marseille 6<sup>ème</sup> – Aménagement du Cours Gouffé » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Budget principal – Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, Marseille 6<sup>ème</sup> – Aménagement du Cours Gouffé » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

#### **PROX 096-1135/17/CT**

#### **■ VOI - Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement DNL - Aménagement des espaces rétrocédés au titre des Permis de Construire**

#### **Avis du Conseil de Territoire DRM 17/15993/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Lors de l'accord d'un Permis de Construire ou lors d'une mise en demeure d'acquiescer, le pétitionnaire cède à la Métropole une partie de terrain impactée par une Emprise Réserve au PLU pour la réalisation d'un projet de voirie.

Cette disposition laisse des zones non aménagées (délaisées) sur des portions de voie dans l'attente de l'acquisition de toutes les parcelles qui permettra de réaliser l'opération prévue au PLU.

Ce budget lui permettra de sécuriser ces espaces cédés, ces derniers seront traités à minima par le déplacement des réseaux aériens et la réalisation des revêtements de surface.

A cet effet, l'opération d'investissement 2018102500, « DNL – Aménagement des espaces rétrocédés au titre des Permis de Construire – Années 2018/2021 », pour un montant de 2 000 000 euros, inscrite au budget principal enregistrée dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1 de la Métropole, doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « DNL – Aménagement des espaces rétrocédés au titre des Permis de Construire – Années 2018/2021 » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**DELIBERE**

**Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Budget principal – Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, DNL – Aménagement des espaces rétrocédés au titre des Permis de Construire – Années 2018/2021 » dans l'autorisation de programme 181141 du programme 14.1.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

**PROX 097-1136/17/CT**

**■ VOI - Budget Principal - Approbation de la révision des opérations d'investissement de l'Espace Public de la Voirie et la Circulation destinées aux opérations de voirie sur les voies métropolitaines et leurs dépendances sur le Territoire Marseille-Provence et de leurs affectations**

**Avis du Conseil de Territoire  
DRM 17/15939/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Conformément à la délibération HN 56-187/16/CM du 28 avril 2016, le Conseil de la Métropole a délégué au Conseil de Territoire Marseille-Provence, comprenant les communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, l'exercice de sa compétence en matière d'aménagement de l'espace métropolitain.

Dans le cadre de son Budget Primitif 2018, sont inscrites seize opérations d'investissement qui nécessitent une revalorisation de leurs autorisations de programme respectives.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

## OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

### Entendues les conclusions du rapporteur,

### CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 14 119 934 euros TTC des opérations d'investissement visées ci-dessous, afin de permettre leur réalisation ;
- Qu'il convient de procéder aux affectations des révisions pour un montant total de 14 119 934 euros TTC de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

### DELIBERE

#### Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération «Budget Principal - Approbation de la révision des opérations d'investissement de l'Espace Public, de la Voirie et la Circulation destinées aux opérations de voirie sur les voies métropolitaines et leurs dépendances sur le Territoire Marseille-Provence, et de leurs affectations ».

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	12

#### Adoptée

#### Se sont abstenus :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET -

José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

### PROX 108-1137/17/CT

#### ■ VOI - Approbation de l'accord de principe d'une aide financière du Conseil Départemental sur les grands projets structurants sur Marseille

### Avis du Conseil de Territoire DAJA 17/16129/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

Depuis plusieurs années, Marseille a engagé une véritable mutation de ses infrastructures routières pour apaiser son centre-ville. La mise en service de la rocade L2 Est en novembre 2016 a marqué une 1<sup>ère</sup> étape importante. A l'achèvement de la totalité de la rocade L2 envisagée mi-2018, plusieurs axes de circulation connaîtront alors une baisse de trafic significative et pourront faire l'objet d'une requalification urbaine.

Dans cette perspective, quatre grands projets sont identifiés, dont la réalisation est programmée dans les cinq prochaines années :

- **Le Boulevard Urbain Sud** dans son prolongement jusqu'à la Pointe Rouge permettra d'assurer la complétude du dispositif de contournement opéré avec la rocade L2.

Initialement conçu comme une rocade rapide, le projet du Boulevard Urbain Sud de Marseille a évolué vers un concept de boulevard urbain et paysager, utile à l'ensemble des modes de transport et s'inscrivant dans la continuité urbaine des quartiers traversés.

Le Boulevard Urbain Sud de Marseille est un axe multimodal comprenant de larges cheminements piétons, des pistes cyclables continues sur la totalité de son linéaire, des voies réservées aux transports en commun en site propre dans les deux sens, depuis la traverse Parangon jusqu'à la rue Verdillon. Ce projet est estimé à 300 M€TTC

• **La Rocade du Jarret** : actuellement la Rocade du Jarret constitue l'unique itinéraire de contournement de la ville. Cet axe supporte un volume de circulation très important et engendre ainsi de multiples nuisances (sonores ; pollution de l'air) dans l'environnement urbain traversé.

La requalification de la Rocade du Jarret a pour objectifs :

- D'apaiser la circulation automobile,
- De rééquilibrer l'espace au profit des autres modes de déplacements,
- De réaliser des aménagements ciblés en faveur des bus : sites propres, priorités aux feux, réorganisation du pôle d'échanges de la Timone,
- De reconquérir l'espace public (parvis de la Timone),
- De végétaliser en continu, les deux rives du Jarret.

Ce projet est estimé à 72 M€TTC

• **Le Cours Lieutaud** : la requalification de cet axe s'inscrit entre la Canebière et le boulevard Baille, en intégrant le boulevard Garibaldi.

Les objectifs sont :

- De créer un alignement d'arbres à hautes tiges sur chaque rive du Cours,
- D'assurer un écoulement de la circulation,
- D'organiser des espaces piétons plus confortables, un stationnement rationnel (livraisons, 2 roues, expositions de motos),
- D'offrir des itinéraires continus pour les modes doux,
- De proposer un traitement de qualité des 2 grands carrefours (Salvator / Thurner ; Cours Julien / Rue du marché des Capucins),
- De mettre en valeur le patrimoine bâti : pont de la Rue d'Aubagne, passerelle Estelle, escalier Bédarride.

Ce projet est estimé à 16 M€TTC

• **Le projet Centre-ville** : dans la continuité des aménagements précédemment réalisés sur le centre-ville au titre de la semi-piétonisation du Vieux Port et plus récemment de la requalification de la Rue Paradis, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaitent poursuivre la requalification du centre-ville dans une vision globale et hiérarchisée au travers de l'opération globale de redynamisation « Ambition Centre-Ville ». En effet, il s'agit d'améliorer le partage de l'espace public en faveur des piétons et de créer à court terme un vaste espace cohérent et lisible, propice à la déambulation. Cette réflexion s'inscrit dans le périmètre de l'aire de valorisation de l'architecture et du patrimoine (AVAP) en cours d'élaboration.

5 axes principaux sont proposés pour le projet de requalification des espaces publics du centre-ville de Marseille :

- Améliorer le fonctionnement urbain dans une perspective de centre-ville apaisé en réorganisant le dispositif des transports en commun et en assurant une continuité,
- Poursuivre la requalification des espaces publics du cœur historique,

- S'inscrire dans une démarche de développement durable,
  - Définir une cohérence de traitement des espaces publics avec l'élaboration d'une charte de qualité urbaine du centre-ville de Marseille,
  - Maîtriser la gestion urbaine.
- Ce projet est estimé à 60 M€TTC

Ainsi ces quatre grands projets contribueront à dessiner le devenir de Marseille.

Dans cette perspective, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône a fait part de son intention de soutenir pleinement ces projets notamment sur un plan financier pour garantir l'engagement entrepris par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Au-delà de l'engagement financier, l'approbation de cet accord de principe se traduira par une réflexion commune et partenariale entre les deux institutions. Les directions techniques respectives définiront conjointement toutes les modalités de travail.

Devant l'importance de l'investissement et au regard de l'intérêt de ces projets pour le fonctionnement de l'agglomération marseillaise, l'engagement du Conseil Départemental sera sollicité, à hauteur de 250 M€.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Marseille Provence du 12 décembre 2017.

**OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Qu'il convient de poursuivre les grands travaux structurants sur Marseille ;
- Qu'il convient de solliciter la participation financière du Conseil Départemental ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis favorable sur ce projet de délibération.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'accord de principe d'une aide financière du Conseil Départemental sur les grands projets structurants sur Marseille.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

### **PROX 098-1138/17/CT**

■ **VOI - Approbation des tarifs taxes et redevances applicables aux droits de voirie liés à l'occupation du domaine public métropolitain sur le Territoire Marseille-Provence pour l'année 2018**

### **Avis du Conseil de Territoire DRM 17/15937/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés.

Ainsi, la gestion de certains dispositifs installés sur le domaine public des communes membres de l'ancienne Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

En application de l'article L2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques qui dispose que « toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique (...) donne lieu au paiement d'une redevance. », la Métropole Aix-Marseille-Provence perçoit, à ce titre, des droits

d'occupation correspondant à l'occupation permanente de son domaine.

La présente tarification rassemble pour l'année 2018, diverses tarifications mises en place sur le territoire Marseille-Provence et permet d'avoir une uniformité de gestion et de traitement au sein du présent Conseil de Territoire.

Compte tenu de la situation économique générale, il apparaît opportun d'augmenter de 2% l'ensemble de ces droits applicables au territoire de Marseille Provence, par rapport aux tarifs de l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° VOI 003-1505/16/CM en date du 15 décembre 2016 portant approbation des tarifs applicables aux droits de voirie du Territoire Marseille Provence pour l'année 2017.

### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur, CONSIDERANT**

- Qu'il convient d'actualiser les tarifs, taxes et redevances applicables aux droits de voirie liés à l'occupation du domaine public métropolitain du territoire Marseille-Provence pour l'année 2018.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation des tarifs, taxes et redevances

applicables aux droits de voirie liés à l'occupation du domaine public métropolitain sur le Territoire Marseille-Provence pour l'année 2018 » dans l'autorisation de programme 181142 du programme 14.2 ».

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	12

### **Adoptée**

#### **Se sont abstenus :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

#### **PROX 099-1139/17/CT**

#### **■ VOI - Déclassement du domaine public routier métropolitain de l'extrémité désaffectée de l'impasse de la Rouguière à Marseille - 11ème arrondissement**

#### **Avis du Conseil de Territoire DAEP 17/15713/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

L'impasse de la Rouguière, située dans le 11ème arrondissement, est une voie transférée pour une longueur d'environ 128 mètres par la Ville de Marseille à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Prenant son origine sur le boulevard de la Cartonnerie, la desserte possible s'achève sur un portail situé à 58 mètres de son commencement.

Au-delà du portail, elle est encombrée par des tas de terre, des détritux et des carcasses de voiture et s'achève en cul de sac sur l'autoroute A50.

Elle n'a aucune fonction de maillage de la trame circulatoire du quartier Saint Marcel et n'a aucune destination publique future inscrite au Plan Local d'Urbanisme.

Elle dessert une seule parcelle de terrain dont le propriétaire s'est porté acquéreur de la voie pour la

partie à déclasser afin d'y développer une activité économique sur son lot cadastré 867 C49.

Après son déclassement, cette emprise désaffectée sera versée dans le domaine privé de la Métropole puis cédée au demandeur après consultation des deux autres propriétaires riverains.

Il a donc été décidé de déclasser du domaine public routier métropolitain le délaissé de l'impasse fermé à la circulation publique depuis plus d'un an et persistant sur les plans cadastraux.

Conformément au Code de la Voirie Routière, ce déclassement ne requiert pas d'enquête publique.

En effet, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

En conséquence, il convient de déclasser du domaine public routier métropolitain l'extrémité de l'impasse de la Rouguière désaffectée décrite ci-dessus qui n'est plus accessible à la circulation.

La superficie totale à déclasser est de 552 mètres carrés environ, portées sur le plan de déclassement joint.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la

Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017.

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- La désaffectation partielle de l'impasse de la Rouguière ;
- L'absence d'intérêt de cette emprise pour la trame circulaire du quartier.

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport « Declassement du domaine public routier métropolitain de l'extrémité désaffectée de l'impasse de la Rouguière à Marseille – 11<sup>ème</sup> arrondissement.

Adopté à l'unanimité des membres présents et représentés

#### **PROX 100-1140/17/CT**

■ **VOI - Approbation des conventions-types avec les riverains des travaux de la Voie U430 entre le giratoire Audoli et le boulevard de Saint Loup à Marseille 10<sup>ème</sup> arrondissement relatives à la prise en charge par la métropole des travaux d'isolation acoustique des bâtiments**

#### **Avis du Conseil de Territoire DIFRA 17/15865/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218.7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole ci-après :

En vue de l'amélioration de la qualité de vie du quartier Saint Loup, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole avait approuvé par délibération VOI 2/402/CC du 20 décembre 2002 la réalisation de la voie U430 entre le giratoire Audoli et

la traverse Chanteperdrix à Marseille (10<sup>ème</sup> arrondissement).

La Voie U430 est un boulevard urbain, constitué d'une chaussée bidirectionnelle équipée de pistes cyclables et de cheminements piétons, le tout, bordé par un alignement d'arbres.

En vertu de l'article R 571-51 du Code de l'Environnement, il revient au maître d'ouvrage d'une infrastructure nouvelle, de prendre les dispositions nécessaires afin de limiter les nuisances sonores occasionnées par cette infrastructure à l'égard des bâtiments voisins.

Une étude acoustique (2006-2007) a conduit à retenir une solution de prévention des nuisances sonores par isolation acoustique en façade, afin d'optimiser la protection sonore des pièces des logements concernés.

Dans ce cadre, des conventions de financement avec 76 propriétaires de logements bordant la voie U430 avaient été approuvées par les délibérations DDIP 002-2401/10/BC du 10 décembre 2010 et DDIP 001-082/11/BC du 28 mars 2011.

L'opération d'investissement relative au prolongement de l'opération U430 entre la traverse Chanteperdrix et le boulevard de Saint-Loup a ensuite été créée par la délibération VOI/001/1886/10/CC du 25 mars 2010.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, devenue Maître d'Ouvrage de cette voie nouvelle se doit de financer les travaux acoustiques afférents. Ainsi, chaque habitation, dont le permis de construire a été délivré avant le 30 juin 1981 et qui sera soumise à un niveau de bruit induit par le trafic routier supérieur à 60 (dB (A)) à la suite de la mise en service de la voie U430, réunira les deux conditions qui donnent droit à la protection acoustique qui s'applique à cette voie nouvelle.

Dans cette deuxième phase, cinq immeubles collectifs et sept maisons individuelles sont concernés.

Il convient donc d'approuver de nouvelles conventions types ci-annexées prévoyant trois cas de figure :

- Une convention de délégation de paiement entre la Métropole et le propriétaire sera conclue dès lors que l'ensemble des travaux reste à réaliser : le propriétaire mandate ainsi la collectivité afin que celle-ci règle directement l'entreprise en charge des travaux.
- Une convention de remboursement permettra de financer le propriétaire d'éventuels travaux réalisés antérieurement, sur présentation des factures à son nom et après vérification minutieuse du respect des niveaux sonores imposés par la réglementation.

- Enfin, une convention mixte pourra regrouper les deux cas de figure.

Afin de contrôler rigoureusement ce dispositif de prise en charge financière, la Métropole s'est entourée d'un assistant à maîtrise d'ouvrage, chargé d'évaluer pour chaque habitation concernée les financements qui devront être mis en place au regard des isolations acoustiques à configurer.

Dès que ce travail d'évaluation aura été effectué, le Conseil de la Métropole approuvera un tableau synthétique recensant les propriétaires et logements impactés par la mesure de protection acoustique et avec lesquels, il conviendra de conventionner selon les modalités définies dans les 3 cas de figure sus-exposés.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Environnement, notamment l'article R 571-51 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 2/402/CC du 20 décembre 2002 du Conseil de la Métropole de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération VOI/001/1886/10/CC du 25 mars 2010 ;
- La délibération DDIP 002-2401/10/BC du 10 décembre 2010 du Bureau de la Métropole de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération DDIP 001-082/11/BC du 28 mars 2011 du Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

#### **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Qu'il convient de prendre en charge les aménagements de protection acoustique en façade des logements le long de la Voie U430 conformément à l'article R571-51 du Code de l'Environnement ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis sur de projet de délibération.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

#### **PROX 101-1141/17/CT**

**■ VOI - Approbation de la convention relative aux études et aux travaux de dévoiement et de modification du réseau de distribution publique de gaz naturel de GRDF dans le cadre des travaux du Boulevard Urbain Sud - Section Echangeur Florian Chemin du Vallon de Toulouse à Marseille - 9ème et 10ème arrondissements**

#### **Avis du Conseil de Territoire DIFRA 17/15444/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218.7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

Par délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du BUS.

D'une longueur totale de 8,5 km, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue une opération essentielle pour l'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise. En reliant le secteur de la Pointe-Rouge à l'autoroute A50 et à la rocade L2 au niveau de l'échangeur Florian, il vise à compléter



la trame viaire en raccordant les quartiers Sud de la ville aux réseaux structurants de l'agglomération marseillaise.

D'une logique de contournement du centre-ville sous forme de voie rapide urbaine, le projet a évolué progressivement vers un boulevard urbain, plus conforme aux préoccupations d'insertion environnementale, de desserte en transports en commun et de développement des modes doux.

Par ailleurs, le projet du Boulevard Urbain Sud a été déclaré d'Utilité Publique, par Arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 08 septembre 2016. Par délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, désormais maître d'ouvrage de l'opération, a déclaré d'intérêt général la réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la Traverse Parangon et l'échangeur Florian, à Marseille (8<sup>ème</sup>, 9<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> arrondissements).

Lors des études de conception, le maître d'œuvre de l'opération a réalisé les enquêtes réseaux sur la totalité de l'itinéraire du BUS.

Les concessionnaires, et notamment GRDF, dont les infrastructures sont situées dans l'emprise du projet du BUS ont été contactés et plusieurs réunions de travail ont été organisées afin de définir les conditions techniques et financières des dévoiements et protections de réseaux.

Après analyse des plans réseaux fournis par GRDF dans le périmètre de l'opération, il apparaît qu'une partie du réseau de distribution publique de gaz naturel situé dans l'emprise du projet était impactée par les travaux de réalisation du Boulevard Urbain Sud.

La réalisation du BUS nécessite donc le dévoiement ou la modification d'une partie du réseau de distribution publique de gaz naturel de GRDF, afin de le rendre compatible avec les aménagements projetés.

Pour ce faire, GRDF doit réaliser les études relatives aux dévoiements et aux modifications de son réseau, en vue de la réalisation des travaux correspondants.

La maîtrise d'ouvrage de ces travaux de réseaux, préalables indispensables aux travaux de voirie du Boulevard Urbain Sud, est portée par GRDF.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisageant la réalisation d'une première phase de travaux entre l'échangeur Florian et le Chemin du Vallon de Toulouse, la présente convention ne porte que sur cette section du projet. Les autres sections seront traitées ultérieurement, par des conventions spécifiques.

Le coût total des travaux de réseaux sur la section «Florian/Chemin du Vallon de Toulouse» du BUS est évalué à 603 700 euros HT (dont 8% pour les frais d'études) et est principalement pris en charge par GRDF.

Pour sa part, la Métropole remboursera uniquement à GRDF le coût des travaux de dévoiement induits par la création du BUS, pour un montant total de 160 810 euros HT.

Afin d'acter ces dispositions entre les parties concernées, il a été établie la convention, ci-annexée, qui précise les modalités de réalisation des études et des travaux de dévoiement et de modifications du réseau de distribution publique de gaz naturel de GRDF et de leur prise en charge financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole ;
- L'Arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 08 septembre 2016 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

#### **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

## CONSIDERANT

- Qu'en préalable aux travaux de la section du Boulevard Urbain Sud comprise entre l'échangeur Florian et le Chemin du Vallon de Toulouse, il est nécessaire que GRDF dévie et modifie une partie de son réseau de distribution publique de gaz naturel ;
- Que la maîtrise d'ouvrage de ces travaux sur le réseau de gaz est portée par GRDF ;
- Qu'il convient de rembourser GRDF de la part des études et des travaux effectués à proximité de la place du Mignanier (13 010 Marseille), pour un montant total de 160 810 euros HT ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

## DELIBERE

### Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

### PROX 102-1142/17/CT

■ **VOI - Approbation de la convention entre la Ville de Marseille et la Métropole relative à la mise à disposition de fibres optiques pour la réalisation du raccordement des équipements de station et de signalisation lumineuse tricolore du Bus à Haut Niveau de Service Castellane Luminy - Secteur Mazargues-Luminy à Marseille 6ème 8ème et 9ème arrondissements**

### **Avis du Conseil de Territoire DIFRA 17/15917/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218.7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

Par délibération n° DTUP 003-2285/10/CC du 1<sup>er</sup> octobre 2010, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Bus à Haut Niveau de Service Castellane/Luminy.

Dans le cadre des mesures d'accompagnement sur le Plan Campus, la Communauté Urbaine s'est engagée à améliorer la desserte de l'université de Luminy. D'une longueur totale de 9,7 kilomètres, la ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) Castellane/Luminy permettra de relier plus rapidement le pôle universitaire au réseau métro-tramway du centre-ville de Marseille. Il est réalisé sur l'itinéraire de l'actuelle ligne de bus n°21.

L'objectif de cette ligne de Bus à Haut Niveau de Service est de garantir un service de transport en commun performant qui réponde à l'attente des usagers : fréquence élevée, régularité, rapidité, plages horaires étendues, temps de parcours optimisés.

Par ailleurs, par délibération n° DTUP 002-843/13/CC du 13 décembre 2013 la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, a approuvé la déclaration de projet portant sur l'intérêt général de la réalisation de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service Castellane/Luminy (6<sup>ème</sup>, 8<sup>ème</sup> et 9<sup>ème</sup> arrondissements).

Les travaux de cette opération consistent notamment à créer une infrastructure multitubulaire (assemblage de plusieurs fourreaux) permettant d'accueillir tous les réseaux nécessaires au bon fonctionnement de la ligne, et principalement les réseaux connectant les feux tricolores, le système de priorité aux feux, et les équipements des stations BHNS (Borne d'Information Voyageurs, Distributeurs Automatiques de Tickets, etc.). Toutes les stations de la ligne BHNS sont ainsi connectées entre elles, et reliées au Poste de Commande des Equipements de Trafic de la Métropole, et au Poste de Commande et de Régulation de la RTM.

Lors des études, la liaison des stations de la ligne BHNS aux Postes de Commande a été conçue en considérant la totalité de l'itinéraire du Bus à Haut Niveau de Service : les stations sont raccordées entre elles par la multitubulaire, et la liaison aux Postes de Commande est établie depuis la station de métro Castellane vers le PC Scott (infrastructure existante) et vers le PCR de la Rose (infrastructure existante).

Or, depuis le lancement des phases opérationnelles du projet du Bus à Haut Niveau de Service Castellane/Luminy, la Métropole (venant aux droits de la Communauté urbaine à compter du 01 janvier 2016) a souhaité séquencer les travaux en secteurs géographiques d'intervention, de sorte à échelonner les chantiers dans le temps.

Aussi, l'opération fait l'objet de cinq secteurs de travaux décomposés comme suit :

- Secteur 1 : rond-point Castellane/rond-point du Prado

- Secteur 2 : rond-point du Prado/rond-point de l'Obélisque de Mazargues
- Secteur 3A : rond-point de l'Obélisque de Mazargues/pont Mireille
- Secteur 3B : pont Mireille/rond-point Pierrien
- Secteur 4 : rond-point Pierrien/Campus de Luminy

Les travaux du secteur 3A, entre l'Obélisque de Mazargues et le pont Mireille, sont achevés depuis la fin de l'année 2016. Les marchés des secteurs 3B et 4, entre le pont Mireille et le Campus de Luminy, ont également été lancés courant 2017.

Ainsi, d'ici le milieu de l'année 2018, la totalité du réseau multitubulaire entre le rond-point de l'Obélisque de Mazargues et le Campus de Luminy sera créée.

Grâce à une fibre optique existante entre le rond-point Pierrien et le métro Dromel, appartenant à la Ville de Marseille, la Métropole Aix-Marseille-Provence a l'opportunité de réaliser la liaison entre les stations BHNS créées à la station de métro Dromel.

Depuis la station Dromel, les flux d'informations sont transmis via des fibres optiques existantes mises à disposition par la Ville de Marseille, qui cheminent dans les infrastructures de la RTM, et ce jusqu'à la station de métro Castellane.

Ce raccordement provisoire jusqu'au métro Castellane permettra de desservir le PC Scott (Equipements de Trafic de la Métropole) et le PCR de la Rose, comme il était initialement prévu dans le projet.

Cette mise à disposition des liaisons fibres optiques est accordée à titre gracieux.

Afin d'acter ces dispositions entre les parties concernées, il a été établie la convention, ci-annexée, qui précise les modalités de mise à disposition, de maintenance et d'exploitation des fibres optiques concernées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- délibération n° DTUP 003-2285/10/CC du 1<sup>er</sup> octobre 2010 ;
- La délibération n° DTUP 002-843/13/CC du 13 décembre 2013 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole ;
- L'Arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 08 septembre 2016 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

#### **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que la Ville de Marseille met à disposition de la Métropole des liaisons fibres optiques pour mettre en service un tronçon entièrement équipé en termes de Bus à Haut Niveau de Service ;
- Que la mise à disposition des fibres optiques est établie à titre gracieux ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

#### **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

### **PROX 103-1143/17/CT**

■ **VOI - Approbation de la convention de maîtrise d'ouvrage unique et de financement avec la Ville de Marseille pour la réalisation de la vidéo-protection vidéo-verbalisation l'éclairage public le réseau de lutte contre l'incendie dans le cadre de la création de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service Castellane Luminy entre le rond-point Pierrien et le Pôle universitaire de luminy secteur 4 à Marseille 9ème arrondissement**

### **Avis du Conseil de Territoire DIFRA 17/15012/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218.7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

Par délibération DTUP 002-843/13/CC du 13 décembre 2013, le Conseil de Communauté a approuvé la déclaration de projet sur l'intérêt général de l'opération de réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre la place Castellane et le pôle universitaire de Luminy à Marseille (6<sup>ème</sup>, 8<sup>ème</sup> et 9<sup>ème</sup> arrondissements).

L'objectif de cette opération est de garantir un service performant de transports en commun entre le campus de Luminy et la place Castellane, qui répond à l'attente des usagers : fréquence élevée, régularité, plages horaires étendues, temps de parcours optimisés.

Cette ligne de BHNS s'inscrit également dans le cadre du Plan Campus engagé par l'Etat pour lequel la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole s'était associée à la réponse des universités d'Aix-Marseille, apportant ainsi une contribution déterminante sur le volet «transports en commun» du Plan Campus en améliorant la desserte du pôle universitaire de Luminy et en le reliant plus rapidement au réseau métro-tramway du centre-ville.

Par délibération DTM 001-25/09/15 BC du 25 septembre 2015, le Bureau de Communauté a approuvé la convention 15/1937 de maîtrise d'ouvrage unique et de financement avec la Ville de

Marseille et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône relative à la réalisation de la ligne de BHNS Castellane/Luminy entre l'Obélisque de Mazargues et le rond-point Pierrien (secteur 3).

Cette convention avait pour objets de confier à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole la maîtrise d'ouvrage de conception et de réalisation d'équipements de compétence communale, de définir les conditions administratives de la répartition financière des études et travaux entre les maîtres d'ouvrages concernés et de définir, à l'issue des travaux, les conditions de reprise en gestion des ouvrages par la Ville de Marseille et le Département.

Dans la continuité de cette convention, pour des raisons d'efficacité technique et financière, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence, désormais maître d'ouvrage, souhaitent renouveler le recours à une maîtrise d'ouvrage unique pour l'exécution des études et des travaux relevant des compétences de chaque collectivité, pour la section de la ligne de BHNS Castellane/Luminy comprise entre le rond-point Pierrien et le pôle universitaire de Luminy (secteur 4).

En effet, outre les travaux de voirie liés à la réalisation du BHNS sur ce secteur 4, il est envisagé d'implanter 8 caméras de vidéo-protection et de vidéo-verbalisation, afin d'assurer la surveillance des espaces publics. Le projet prévoit également le remplacement de l'éclairage existant, ainsi que sa mise aux normes sur une partie de son linéaire, et sa mise en place le long de la voie verte créée dans le cadre du projet. Enfin, le remplacement de 2 poteaux et bornes incendie devenus vétustes, de sorte à renforcer le réseau de défense incendie, est intégré à l'opération.

Ainsi, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise pour le compte de la Ville de Marseille les équipements et ouvrages du secteur 4 du BHNS Castellane/Luminy, qui relèvent des compétences communales et pour lesquels la concomitance de maîtrises d'ouvrage rend opportune une maîtrise d'ouvrage unique.

Les études et travaux concernés sont décrits dans la convention annexée à la présente délibération.

Ils consistent principalement en :

- la surveillance de l'espace public par vidéo-protection / vidéo-verbalisation ;
- la requalification de l'éclairage public le long du tracé du BHNS et sa mise en place le long de la voie verte créée dans le cadre du projet ;
- le repositionnement de poteaux et bornes incendie (réseau de lutte contre l'incendie).

La participation financière prévisionnelle de la Ville de Marseille a été estimée à 1 378 241,72 euros TTC, comprenant à la fois les études et les travaux liés à

ses compétences sur la section du BHNS Castellane/Luminy comprise entre le rond-point Pierrien et le pôle universitaire de Luminy (secteur 4).

Il convient par conséquent de conclure une convention pour une maîtrise d'ouvrage unique entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence, afin de fixer les modalités de réalisation des études et des travaux relatifs au secteur 4 du BHNS Castellane/Luminy, entre le rond-point Pierrien et le pôle universitaire de Luminy, ainsi que de leur remboursement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret N° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation de limites des territoires de la MAMP ;
- La délibération DTUP 002-843/13/CC du 13 décembre 2013 ;
- La délibération DTM 001-25/09/15 BC du 25 septembre 2015 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

#### **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

##### **CONSIDERANT**

- Qu'il convient, pour des raisons d'efficacité technique et financière, que la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise pour le compte de la Ville de Marseille les travaux de la section du BHNS-Castellane/Luminy comprise entre le rond-point Pierrien et le pôle universitaire de Luminy (secteur 4) ;
- Qu'il convient que la Ville de Marseille rembourse financièrement la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les prestations relevant de sa compétence ;

- Que le Conseil de territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

#### **DELIBERE**

##### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire de Marseille émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

#### **PROX 104-1144/17/CT**

■ **VOI - Approbation de l'avenant n 1 à la convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement de travaux avec la commune de Roquefort-la-Bédoule pour l'aménagement du boulevard Emile Zola**

##### **Avis du Conseil de Territoire DAEP 17/15848/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

En 2013, la Commune de Roquefort-la-Bédoule et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) ont été toutes deux signataires de la convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement de travaux, n°13/1329, relative à l'aménagement du boulevard Emile Zola.

Suite à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence issue de la Loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 portant modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence (AMP) s'est substituée aux droits et obligations de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM).

L'opération d'aménagement mentionnée ci-dessus, est destinée à :

- Assurer la sécurité des usagers piétons
- Matérialiser des poches de stationnement

Par souci d'efficacité, et pour assurer la cohérence d'ensemble, il a été décidé de procéder par maîtrise d'ouvrage unique pour cette opération par le biais de

la convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement de travaux, n°13/1329, confiant à la Métropole désormais ce rôle.

Cette convention précise notamment la nature et le montant des études et des travaux préfinancés par la Métropole AMP faisant l'objet du calcul du remboursement des travaux par la Ville. (Article 5 : Condition de remboursement par la commune de Roquefort-la-Bédoule).

- 40 000 euros TTC pour les travaux et études concernant le pluvial, relevant de la compétence de la Commune,
- 600 000 euros TTC pour les travaux et études relevant de la compétence de la Métropole AMP.

A la demande de la Ville, le programme des travaux a été modifié suite à des investigations sur la qualité des fourreaux existants d'éclairage public qui ont conclu à la nécessité de leur renouvellement partiel. De plus, la convention initiale avait notamment pour objectif de déléguer temporairement la maîtrise d'ouvrage des prestations relatives à l'assainissement pluvial. Or cette compétence est désormais métropolitaine. Enfin, la valeur des prestations ont subies une évolution positive de depuis mars 2013.

En conséquence, ces évolutions de programme portant notamment sur des compétences communales, les parties ont donc, d'un commun accord, arrêté les stipulations suivantes qui constituent l'avenant n° 1 à la convention n°13/1329.

Ainsi, le coût prévisionnel de l'opération a évolué suite à l'augmentation du programme des travaux nécessaire au renouvellement du génie civil du réseau d'éclairage public et à.

Ainsi le coût prévisionnel de l'opération (valeur mai 2017) est fixé à 720 000 € toutes taxes comprises.

Il est réparti de la façon suivante :

- 20 000 euros TTC, pour les travaux de génie civil d'éclairage public, relevant de la compétence de la Commune,
- 700 000 euros TTC, pour les études, les travaux et leur suivi relevant de la compétence de la Métropole AMP comprenant notamment le pluvial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération VOI 002-155/13/CC du 22 mars 2013 approuvant l'autorisation de programme pour l'opération 2011/00108 ;
- La délibération du Conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI001-521/13/BC du 25 octobre 2013 portant sur l'approbation d'une convention de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la commune de Roquefort-La-Bédoule relative à l'aménagement du boulevard Emile Zola.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Qu'il est nécessaire de réaliser l'aménagement du boulevard Emile Zola sur la commune de Roquefort-La-Bédoule ;
- Qu'il est nécessaire d'approuver l'avenant n°1 à la convention n°13/1329 de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement de travaux avec la commune de Roquefort-la-Bédoule pour l'aménagement du boulevard Emile Zola.

**DELIBERE**

**Article unique :**

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport « Approbation de l'avenant n°1 à la convention n°13/1329 de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement de travaux

avec la commune de Roquefort-la-Bédoule pour l'aménagement du boulevard Emile Zola».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

\*\*\*\*\*  
**Commission "Vie Economique"**  
\*\*\*\*\*

VECO 001-1145/17/CT

■ CULT - Définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction aménagement entretien et fonctionnement d'équipements culturels socio-culturels et socio-éducatifs

**Avis du Conseil de Territoire**  
**DAJA 17/16112/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Aux termes de l'article L.5217-2 du CGCT, l'intérêt métropolitain doit être défini au plus tard deux ans après la création de la métropole, soit au 1er janvier 2018 pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour les compétences obligatoires suivantes :

- Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- Définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme ;
- Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain.

A défaut, la Métropole exerce l'intégralité des compétences soumises à la définition de l'intérêt métropolitain.

La définition de l'intérêt métropolitain doit permettre de distinguer dans chaque domaine de compétences concernées, celles dont l'exercice relève de la Métropole et celles dont l'exercice reste aux communes

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est énoncé que « la métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération

intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du présent code ».

Il résulte de ces dispositions, que sont notamment concernés, dans ce cadre, les équipements qui étaient d'intérêt communautaire avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016, et dont l'intérêt métropolitain est à présent à réévaluer dans l'environnement des enjeux métropolitains. Sont également concernés les équipements communaux susceptibles de revêtir un intérêt métropolitain dans les conditions énoncées par la délibération cadre n° MET 17/3162/CM du 30 mars 2017.

Il convient de rappeler que la déclaration d'intérêt métropolitain d'un équipement entraîne :

- la substitution de la Métropole à la commune dans les actes, délibérations et contrats y afférents ;
- le transfert en pleine propriété des biens meubles et immeubles ;
- le transfert des personnels et les moyens affectés à leur bon fonctionnement ;
- la valorisation financière des transferts via une évaluation des charges transférées, retenues sur l'attribution de compensation, basée sur le principe de la neutralité.

L'absence de critères prédéfinis par la loi permet à chaque EPCI, et en particulier aux métropoles, de faire évoluer, au-delà du 1er janvier 2018, la définition de l'intérêt métropolitain. En effet, hormis cet aspect formel, le législateur n'a pas fixé de méthodes ou critères permettant de définir l'intérêt métropolitain.

Ainsi, le périmètre de l'intérêt métropolitain ici défini pourra être réexaminé par le Conseil de la Métropole et reconsidéré selon les modalités de consultation et de majorité requises.

Conformément aux principes posés par le Pacte de Gouvernance Financier et Fiscal, la définition des équipements et des opérations d'intérêt métropolitain a fait l'objet d'une consultation formalisée auprès de chaque Maire qui a été invité à proposer les équipements et opérations d'aménagement pouvant revêtir un intérêt métropolitain situés sur le périmètre de sa commune, aucun transfert n'étant envisageable sans son accord préalable.

La conférence des maires du 28 juin 2017 a été amenée à examiner et débattre des orientations résultant de ces consultations, mettant en évidence des divergences importantes d'appréciation.

Ce débat a conduit le Président de la Métropole à la constitution d'une commission spécifique dont la présidence a été confiée à Mr Nicolas Isnard, permettant ainsi de travailler, en présence des Vice-Présidents délégués, des Présidents de Territoire et

des représentants des groupes politiques, à la mise en œuvre de propositions cohérentes, partagées et soutenables au regard des grandes priorités de notre établissement.

Dans le cadre de ce processus de travail engagé, qu'il convient de poursuivre au regard des enjeux forts, tant en terme d'orientations à venir du projet métropolitain, de ses priorités, que de soutenabilité financière, il apparaît nécessaire de soumettre au présent Conseil de Métropole une délibération à caractère conservatoire permettant de respecter les échéances réglementaires tout en préservant notre capacité d'élaboration de notre projet pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est ainsi proposé de reconnaître d'intérêt métropolitain les équipements culturels qui étaient d'intérêt communautaire avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et qui relèvent de la compétence de la Métropole jusqu'au 31 décembre 2017.

Ces équipements sont mentionnés dans la liste jointe en annexe 1, qui intègre les équipements existants, ou relevant d'opérations engagées, au sens des articles L5215-29 et R5215-3 du CGCT.

Par ailleurs ne sont pas mentionnées les opérations de requalification qui n'avaient pas données lieu à transfert effectif de propriété.

Par conséquent, suite à la volonté exprimée lors de la concertation territoriale, et conformément au cadre législatif applicable, il est proposé de saisir la CLECT de la liste des équipements retenus d'intérêt métropolitain (annexe 1) afin qu'elle puisse, le cas échéant, procéder à l'évaluation des charges à transférer.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille émet un avis favorable au projet de délibération « définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction aménagement entretien et fonctionnement d'équipements culturels socio-culturels et socio-éducatifs ».

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	12

#### **Adoptée**

#### **Se sont abstenus :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

#### **VECO 002-1146/17/CT**

#### **■ CULT - Politique culturelle métropolitaine**

#### **Avis du Conseil de Territoire DAJA 17/16113/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.



La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, la compétence "construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs « *d'intérêt métropolitain* » selon l'article L5217-2 du CGCT.

Dès la naissance de la Métropole Aix-Marseille-Provence, issue de la fusion des six anciens EPCI, cette compétence obligatoire a permis de mettre en place un processus de définition de l'intérêt métropolitain des équipements culturels. Cette définition de l'intérêt métropolitain des équipements culturels est soumise au vote du présent Conseil métropolitain dans le cadre d'une délibération spécifique.

En complément de cette compétence et pour permettre de participer à la construction de notre projet métropolitain, il apparaît souhaitable d'engager la Métropole Aix-Marseille-Provence, comme l'ont fait la plupart des grandes métropoles françaises, dans la définition et la mise en œuvre d'une politique culturelle. L'action culturelle, compétence partagée entre les différents échelons de collectivités, contribue au lien et à la cohésion sociale, renforce l'attractivité d'un territoire et participe activement au développement économique

Pour travailler sur ces différents sujets, le Vice-Président délégué à la Culture et aux équipements culturels a initié, dès juin 2016, un véritable processus de concertation avec les maires dans le cadre du groupe de travail de la conférence métropolitaine des maires, entre autres.

Cette concertation a dégagé un consensus autour de l'intérêt de mettre en réseau les équipements culturels qu'ils relèvent d'un parc métropolitain (issu de la définition de l'intérêt métropolitain) ou qu'ils soient communaux prioritairement dans le domaine de la lecture publique. Cette mise en réseau pourrait revêtir plusieurs formes avec, notamment, des conventions de mise en réseau avec les communes qui le souhaitent (pour les équipements communaux).

Une assistance à maîtrise d'ouvrage a été missionnée pour accompagner la Métropole dans ce processus de développement de la lecture publique à l'échelle métropolitaine.

Les premiers retours de cette mission montrent clairement le potentiel et l'intérêt d'une collaboration à ce niveau pour structurer une action de mise en réseau des informations (portail numérique, manifestations, catalogue, groupement de commandes, formations partagées...).

Afin de réaliser ces objectifs, et de construire une démarche culturelle d'ambition métropolitaine, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'intégrer une compétence de politique culturelle.

Dans le cadre du processus de montée en compétences de la Métropole Aix-Marseille-Provence, entre le 1er janvier 2016 et le 1er janvier 2020, il doit être décidé avant le 1er janvier 2018, à la majorité simple, de l'éventuelle restitution aux communes de tout ou partie des compétences facultatives qu'elle exerce aujourd'hui de façon différenciée sur le territoire des anciens EPCI ou au contraire de les étendre à la totalité du territoire métropolitain (III de l'article L. 5211-41-3 CGCT).

Afin de permettre à la Métropole de définir une politique culturelle et après identification de toutes les compétences déléguées aux Conseils de Territoire par le Conseil de la Métropole (délibération HN088-219/16/CM du 28 avril 2016), et dans le respect des règles et objectifs fixés par ce dernier, il apparaît nécessaire d'étendre la compétence facultative intitulée « définition de la politique culturelle communautaire » à l'ensemble de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette extension permettra, d'une part, de poursuivre la richesse des actions et initiatives qui se déroulent aujourd'hui dans chaque territoire et d'autre part, de construire la politique culturelle métropolitaine, notamment de mise en réseau des équipements culturels, mais aussi de renforcement des pôles d'excellence au regard du projet métropolitain.

Ainsi, cette politique culturelle métropolitaine, pleinement ancrée dans l'ambition du projet métropolitain et s'appuyant sur l'expérience et l'expertise de l'ensemble des acteurs des territoires qui la composent (Département des Bouches-du-Rhône, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Direction Régionale des Affaires Culturelles et Aix-Marseille Université seront des partenaires incontournables) se décline de la façon suivante :

#### 1. Les grands principes

Afin d'apporter aux habitants des 92 communes la plus-value de la Métropole dans le domaine de la Culture, trois grands principes guident la politique culturelle métropolitaine :

- La mise en réseau et la mutualisation des ressources culturelles et artistiques ainsi que des moyens à l'échelle métropolitaine et/ou par bassins de vie ;
- La contribution à l'attractivité du territoire et à l'amélioration sensible de la qualité de vie ;
- Le renforcement de l'identité métropolitaine.

#### 2. Les objectifs

Les premiers objectifs opérationnels de cette politique culturelle à moyen terme sont :

- Le développement et la mise en réseau de la lecture publique sur l'ensemble de la Métropole ;
- L'intégration du numérique avec comme objectif de réduire la fracture numérique, en mettant au

centre de cette action les médiathèques/bibliothèques et le développement des arts numériques ;

- L'accessibilité à la Culture et la participation active de tous les publics et habitants du territoire métropolitain.
- La valorisation des actions des communes et des territoires, des initiatives locales, des propositions métropolitaines et des potentialités culturelles et artistiques du territoire auprès des publics (habitants et touristes) ;
- La transversalité de la culture dans les autres domaines d'intervention métropolitains (numérique, économie, rayonnement, attractivité, tourisme, environnement, etc.).

### 3. Les équipements culturels

La définition de l'intérêt métropolitain concourt de façon importante à la politique culturelle de la Métropole. Les équipements qui seront déclarés d'intérêt métropolitain formeront le parc culturel métropolitain. Les actions, animations et missions des équipements du parc métropolitain seront un socle important de la politique culturelle métropolitaine. Par exemple, l'action culturelle des médiathèques dépasse le cadre de la gestion de l'équipement et participe de la politique culturelle. Les programmations des lieux de spectacle, de concerts, la résidence ou la production ou co-production d'artistes à partir des équipements relèvent aussi de la politique culturelle.

Dans un souci constant de plus-value pour les habitants, la Métropole permettra des échanges de bonnes pratiques, des expériences de mutualisation et des coopérations renforcées entre les équipements du parc métropolitain dans le respect des objectifs définis ci-dessus.

Ces axes de mise en réseau pourront aussi conventionnellement être partagés avec les équipements restés communaux dans la mesure de la volonté des communes de participer au réseau métropolitain.

Ces principes permettront de poursuivre notamment les activités de la Régie Culturelle Scènes et Cinés qui s'inscrit et fonctionne pleinement dans ce cadre de mutualisations et de mise en réseau de structures culturelles et artistiques.

### 4. Les critères de soutien aux projets

Au-delà des équipements culturels, il appartiendra à la Métropole, de soutenir des projets artistiques et culturels dans le cadre de partenariats guidés par les orientations culturelles métropolitaines. Ces projets, relevant précisément des domaines de la lecture publique, du spectacle vivant, des musiques ou des arts visuels/numériques, du débat d'idées, du livre et de l'édition, du cinéma et de l'audiovisuel, pourront

être soutenus à partir des critères suivants (au moins deux de ces critères sont nécessaires pour solliciter un soutien métropolitain) :

- Le périmètre d'intervention considérant l'implication de plusieurs communes de la Métropole (au minimum 5).
- Les grands événements ou festivals affirmant une identité métropolitaine (programmations déconcentrées privilégiant un équilibre urbain/rural et leur circulation sur plusieurs territoires et bassins de vie à l'échelle de la Métropole Aix-Marseille Provence).
- Le rayonnement à l'échelle régionale, nationale et/ou internationale, la dimension européenne et/ou méditerranéenne participant à la promotion culturelle et artistique du territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence et de son institution.

En outre, les projets culturels sollicitant une labellisation métropolitaine devront s'assurer en amont d'une collaboration avec les communes où ils se déroulent. Les communes concernées seront consultées sur ces soutiens afin d'être associées à la décision.

Le soutien métropolitain sera basé sur une convention de partenariat intégrant les éléments d'évaluation à court, moyen et long terme de l'initiative soutenue.

La mise en œuvre de la politique culturelle métropolitaine s'effectue dans le cadre des objectifs et critères ainsi définis et dans la limite, pour les territoires, des actions qui étaient conduites par les ex-EPCI conformément à leurs délibérations.

En outre, les territoires n'intervenant pas précédemment dans ce domaine, pourront développer des actions culturelles de portée territoriale, s'ils le souhaitent dans le cadre de leur état spécial.

En toute hypothèse, ces actions s'inscrivent dans le respect de la programmation et la stratégie budgétaire et financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

De plus, les dispositions prévues par la délibération du 30 juin 2016, relatives aux modalités d'attribution des subventions accordées aux associations, garantiront le suivi et la cohérence des subventions accordées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

## OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

### Entendues les conclusions du rapporteur,

### DELIBERE

#### Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Politique culturelle métropolitaine ».

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	12

#### Adoptée

#### Se sont abstenus :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

## VECO 003-1147/17/CT

### ■ CULT - Définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction - aménagement - entretien et fonctionnement d'équipements sportifs

#### Avis du Conseil de Territoire DAJA 17/16114/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Aux termes de l'article L.5217-2 du CGCT, l'intérêt métropolitain doit être défini au plus tard deux ans après la création de la métropole, soit au 1er janvier 2018 pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour les compétences obligatoires suivantes :

- Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- Définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L.300-1 du Code de l'Urbanisme ;
- Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain.

A défaut, la Métropole exerce l'intégralité des compétences soumises à la définition de l'intérêt métropolitain.

La définition de l'intérêt métropolitain doit permettre de distinguer dans chaque domaine de compétences concernées, celles dont l'exercice relève de la Métropole et celles dont l'exercice reste aux communes.

Aux termes du I de l'article L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est énoncé que « la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en application du I de l'article L. 5218-1 du présent code ».

Il résulte de ces dispositions, que sont notamment concernés, dans ce cadre, les équipements qui étaient d'intérêt communautaire avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016, et dont l'intérêt métropolitain est à présent à réévaluer dans l'environnement des enjeux métropolitains. Sont également concernés les équipements communaux susceptibles de revêtir un intérêt métropolitain dans les conditions énoncées

par la délibération cadre n° MET 17/3162/CM du 30 mars 2017.

Il convient de rappeler que la déclaration d'intérêt métropolitain d'un équipement entraîne :

- la substitution de la Métropole à la commune dans les actes, délibérations et contrats y afférents ;
- le transfert en pleine propriété des biens meubles et immeubles ;
- le transfert des personnels et les moyens affectés à leur bon fonctionnement ;
- la valorisation financière des transferts via une évaluation des charges transférées, retenues sur l'attribution de compensation, basée sur le principe de la neutralité.

L'absence de critères prédéfinis par la loi permet à chaque EPCI, et en particulier aux métropoles, de faire évoluer, au-delà du 1er janvier 2018, la définition de l'intérêt métropolitain. En effet, hormis cet aspect formel, le législateur n'a pas fixé de méthodes ou critères permettant de définir l'intérêt métropolitain.

Ainsi, le périmètre de l'intérêt métropolitain ici défini pourra être réexaminé par le Conseil de la Métropole et reconsidéré selon les modalités de consultation et de majorité requises.

Conformément aux principes posés par le Pacte de Gouvernance Financier et Fiscal, la définition des équipements et des opérations d'intérêt métropolitain a fait l'objet d'une consultation formalisée auprès de chaque maire qui a été invité à proposer les équipements et opérations d'aménagement pouvant revêtir un intérêt métropolitain situés sur le périmètre de sa commune, aucun transfert n'étant envisageable sans son accord préalable.

La Conférence des Maires du 28 juin 2017 a été amenée à examiner et débattre des orientations résultant de ces consultations, mettant en évidence des divergences importantes d'appréciation.

Ce débat a conduit le Président de la Métropole à la constitution d'une commission spécifique dont la présidence a été confiée à Mr Nicolas Isnard, permettant ainsi de travailler, en présence des Vice-Présidents délégués, des Présidents de Territoire et des représentants des groupes politiques, à la mise en œuvre de propositions cohérentes, partagées et soutenables au regard des grandes priorités de notre institution.

Dans le cadre de ce processus de travail engagé, qu'il convient de poursuivre au regard des enjeux forts, tant en terme d'orientations à venir du projet métropolitain, de ses priorités, que de soutenabilité financière, il apparaît nécessaire de soumettre au présent Conseil de Métropole une délibération à caractère conservatoire permettant de respecter les échéances réglementaires tout en préservant notre

capacité d'élaboration de notre projet pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est ainsi proposé de reconnaître d'intérêt métropolitain les équipements sportifs qui étaient d'intérêt communautaire avant le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et qui relèvent de la compétence de la Métropole jusqu'au 31 décembre 2017.

Ces équipements sont mentionnés dans la liste jointe en annexe 1, qui intègre les équipements existants, ou relevant d'opérations engagées, au sens des articles L5215-29 et R5215-3 du CGCT.

Par ailleurs ne sont pas mentionnées les opérations de requalification qui n'avaient pas données lieu à transfert effectif de propriété.

Par conséquent, suite à la volonté exprimée lors de la concertation territoriale, et conformément au cadre législatif applicable, il est proposé de saisir la CLECT de la liste des équipements retenus d'intérêt métropolitain (annexe 1) afin qu'elle puisse, le cas échéant, procéder à l'évaluation des charges à transférer.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

**OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

## **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Définition de l'intérêt métropolitain en matière de construction - aménagement - entretien et fonctionnement d'équipements sportifs ».

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	12

#### **Adoptée**

#### **Se sont abstenus :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

#### **VECO 004-1148/17/CT**

#### **■ CULT - Politique sportive métropolitaine**

#### **Avis du Conseil de Territoire**

#### **DAJA 17/16115/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, la compétence "construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs « d'intérêt métropolitain » selon l'article L5217-2 du CGCT.

Dès la naissance de la Métropole Aix-Marseille-Provence, issue de la fusion des six anciens EPCI, cette compétence obligatoire a permis de mettre en place un processus de définition de l'intérêt métropolitain des équipements sportifs. Cette définition de l'intérêt métropolitain des équipements sportifs est soumise au vote du présent Conseil métropolitain dans le cadre d'une délibération spécifique.

En complément de cette compétence et pour permettre de participer à la construction de notre projet, il apparaît souhaitable d'engager la Métropole Aix-Marseille-Provence, comme l'ont fait la plupart des grandes métropoles françaises, dans la définition et la mise en œuvre d'une politique sportive. L'action sportive, compétence partagée entre les différents échelons territoriaux, contribue au lien et à la cohésion sociale, renforce l'attractivité d'un territoire et participe activement au développement économique

Pour travailler sur ces différents sujets, le Vice-Président délégué aux Sports et aux équipements sportifs a initié, dès septembre 2016, un véritable processus de concertation avec les maires dans le cadre du groupe de travail de la conférence métropolitaine des maires, entre autres.

Une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage a été missionnée pour accompagner la Métropole dans ce processus de développement de la politique sportive à l'échelle métropolitaine.

Compte tenu de ces éléments, il est proposé à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'intégrer une compétence de politique sportive.

Par ailleurs, dans le cadre du processus de montée en compétences de la Métropole Aix-Marseille-Provence, entre le 1er janvier 2016 et le 1er janvier 2020, il doit être décidé avant le 1er janvier 2018, à la majorité simple, de l'éventuelle restitution aux communes de tout ou partie des compétences facultatives qu'elle exerce aujourd'hui de façon différenciée sur le territoire des anciens EPCI ou au contraire de les étendre à la totalité du territoire métropolitain (III de l'article L. 5211-41-3 CGCT).

*Afin de permettre à la Métropole de définir une politique sportive et après identification de toutes les compétences déléguées aux Conseils de Territoire par le Conseil de la Métropole (délibération HN088-219/16/CM du 28 avril 2016), et dans le respect des règles et objectifs fixés par ce dernier, il apparaît nécessaire d'étendre la compétence facultative intitulée « définition de la politique sportive communautaire » à l'ensemble de la Métropole Aix-Marseille Provence.*

Cette extension permettra, d'une part, de poursuivre la richesse des actions et initiatives qui se déroulent aujourd'hui dans certains territoires et d'autre part, de construire la politique sportive métropolitaine, en renforçant l'émergence de pôles d'excellence au regard du projet métropolitain.

*Dans l'attente de la poursuite du processus de concertation engagé avec les communes et des propositions qui seront formalisées par l'AMO, il vous est proposé de donner un premier contenu à cette politique sportive permettant d'ores et déjà et de*

*manière maîtrisée de répondre aux attentes exprimées sur la base des propositions suivantes :*

### 1. Les grands principes

Afin d'apporter aux habitants des 92 communes la plus-value de la Métropole dans le domaine du sport, deux grands principes guident la politique sportive métropolitaine :

- Le rayonnement du territoire métropolitain, générateur de notoriété, d'attractivité, et également de retombées économiques, médiatiques et touristiques,
- La complémentarité et la mise en cohérence des actions et des interventions avec les territoires et les communes dans le cadre d'une politique sportive publique partagée.

### 2. Les objectifs

Ainsi, dans une logique d'identité métropolitaine dans le domaine du sport, eu égard aux politiques menées par les communes du territoire et autres institutions, la politique sportive s'articulera autour des quatre axes suivants :

- Soutenir et accueillir les grandes manifestations internationales,
- Favoriser l'émergence du sport pour tous et du sport nature notamment par le développement des nouvelles technologies numériques et digitalisées,
- Mettre en place un réseau sport favorisant les enjeux de bien-être, de santé, d'inclusion sociale et la volonté d'identifier le sport et les pratiques sportives comme un levier au service des publics éloignés des activités physiques,
- Encourager l'émergence de manifestations métropolitaines concourant au dynamisme et l'attractivité de la Métropole.

### 3. Les critères de soutien aux projets

*Au-delà des équipements sportifs, il appartiendra à la Métropole de soutenir des événements répondant aux objectifs ainsi définis à partir des critères suivants (au moins deux de ces critères sont nécessaires pour solliciter un soutien métropolitain) :*

- La valorisation de l'identité et de la notoriété de la Métropole à l'international,
- La dimension européenne et/ou mondiale participant à la promotion sportive et au dynamisme du territoire d'Aix-Marseille-Provence Métropole et de son institution.
- Le périmètre d'intervention considérant l'implication de plusieurs communes de la Métropole (au minimum 5).

La mise en œuvre de la politique sportive métropolitaine s'effectue dans le cadre des objectifs et critères ainsi définis et dans la limite, pour les territoires, des actions qui étaient conduites par les ex-EPCI conformément à leurs délibérations.

En outre, les territoires n'intervenant pas précédemment dans ce domaine, pourront développer des actions sportives de portée territoriale, s'ils le souhaitent dans le cadre de leur état spécial.

En toute hypothèse, ces actions s'inscrivent dans le respect de la programmation et la stratégie budgétaire et financière de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

De plus, les dispositions prévues par la délibération du 30 juin 2016, relatives aux modalités d'attribution des subventions accordées aux associations, garantiront le suivi et la cohérence des subventions accordées.

A l'issue des travaux engagés en lien avec l'assistant à maîtrise d'ouvrage et le groupe de travail de la Conférence des Maires, une délibération complémentaire viendra préciser le contenu et l'ambition de cette politique sportive.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la



Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « Politique sportive métropolitaine ».

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	12

### **Adoptée**

#### **Se sont abstenus :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

## **VECO 005-1149/17/CT**

### **■ CULT - Approbation du règlement intérieur du Centre Sportif de Fontainieu - 13014 Marseille**

#### **Information du Conseil de Territoire DGEDPSV 17/15964/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Conformément à l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département des Bouches du Rhône se sont prononcés par des délibérations concordantes en date du 30 juin 2016 sur le transfert de la compétence concernant le Centre Départemental Sportif de Fontainieu au titre du groupe de compétences n°7 « Tourisme en application du chapitre II du titre III du livre Ier du code du tourisme, culture et construction, exploitation et entretien des équipements et infrastructures

destinés à la pratique du sport, ou une partie de ces compétences ».

Le centre sportif de Fontainieu a pour vocation de mettre à disposition des scolaires et des associations sportives locales ses installations de façon récurrentes ou ponctuelles. Il permet également d'accueillir le grand public en accès libre ou dans le cadre d'animations et de stages.

Par la délibération n°FAG 077-1357/16/CM du 15 décembre 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé le transfert de cette compétence au 1<sup>er</sup> janvier 2017 et a pris acte du règlement intérieur en vigueur au sein du conseil départemental des Bouches du Rhône.

Suite au transfert du centre sportif, il convient désormais d'établir et d'approuver un règlement intérieur propre à la Métropole.

Ce règlement intérieur vise à définir les modalités de mise à disposition et d'utilisation de tous les équipements du centre sportif de Fontainieu.

Il rappelle également aux usagers la vocation de l'équipement mais aussi son mode de fonctionnement au quotidien ainsi que les modalités d'accès et de réservation.

Enfin, il constitue l'outil présentant les droits et les devoirs des usagers permettant par conséquent de faciliter la tâche des agents chargés de l'accueil au public.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 062-544/16/CM du Conseil de la Métropole en date du 30 juin 2016 relative à la répartition et aux

modalités d'exercice par la Métropole Aix-Marseille-Provence des compétences départementales ;

- La délibération n°FAG 077-1357/16/CM du 15 décembre 2016 relative au transfert conventionnel des compétences par le département des Bouches du Rhône ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 juillet 2017.

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Qu'il convient d'établir un règlement intérieur propre à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération relatif au règlement intérieur du Centre Sportif de Fontainieu.

#### **VECO 006-1150/17/CT**

**■ CULT - Octroi d'une subvention à l'association Centre Méditerranéen de la Communication Audiovisuelle pour l'organisation du PRIMED DCOM 17/16093/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Centre Méditerranéen de la Communication Audiovisuelle (CMCA) est un réseau méditerranéen de Coopération audiovisuelle qui regroupe des organismes de télévision ainsi que des producteurs et des acteurs audiovisuels appartenant à l'aire culturelle méditerranéenne.

Le Centre Méditerranéen de la Communication Audiovisuelle a mis en place les structures et les

outils indispensables pour développer un espace d'échange ouvert à tous les opérateurs audiovisuels publics ou privés, intéressés par la valorisation des cultures méditerranéennes.

Le CMCA a plusieurs missions. Il est :

- Producteur d'informations et d'offres de services en ligne sur l'audiovisuel et son environnement, le cinéma et les festivals, en Méditerranée.
- Coordinateur de séries documentaires et d'émissions ayant la Méditerranée comme dénominateur commun, dans son rayonnement culturel et ses problématiques de société.
- Promoteur d'œuvres documentaires des deux rives du bassin et de leur diffusion.
- Organisateur du PRIMed - Prix International du Documentaire et du Reportage Méditerranéen.

Le PriMed, festival de la Méditerranée en images, a fêté en novembre 2017 sa 21ème édition. Installé depuis 2009 à Marseille et organisé depuis sa création par le CMCA, il s'agit d'une manifestation consacrée aux documentaires, reportages et web-documentaires tournés en Méditerranée, ou sur des thématiques qui ont rapport aux pays bordant le bassin méditerranéen. Cette manifestation est co-organisée par France Télévisions, 2M (Maroc), la Rai (Italie) et l'ASBU (union des diffuseurs des Etats arabes).

Sur les 350 à 550 films reçus par le CMCA, 24 sont sélectionnés pour participer à la compétition du PriMed. Un jury de professionnels invités à Marseille se réunit durant la semaine du festival pour les départager dans 6 catégories distinctes : Enjeux méditerranéens, Mémoire, Art Patrimoine et Cultures, Première oeuvre, Court méditerranéen, et Multimédia.

Durant toute une semaine, les films en compétition, soit une trentaine d'heures de projections, sont proposés gratuitement au public marseillais. Les réalisateurs, venant du monde entier, sont invités à Marseille pour présenter leurs films et répondre aux questions du public à la fin des séances.

Outre ces projections, la semaine du PriMed accueille deux autres événements majeurs :

- une conférence-débat autour d'un thème d'actualité touchant la Méditerranée, en présence d'experts, de journalistes et de réalisateurs;
- la grande cérémonie de remise des Prix, durant laquelle une dizaine de récompenses est attribuée aux lauréats du PriMed 2017 Elle se tient en présence des réalisateurs, des membres du jury, des représentants des collectivités, et du prestigieux parrain du PriMed (parrains des précédentes éditions : Biyouna, Yasmina Khadra, Yann Arthus-Bertrand, Rachid Arhab...).

Parmi les récompenses, il est à noter : le Prix Jeune Public attribué par des lycéens (en 2015, ils étaient 600 de la région PACA, de Croatie et de Suisse), et



un Prix du Public décerné par les spectateurs du PriMed au meilleur court-métrage.

Il est proposé d'octroyer une subvention d'un montant de 5000 euros TTC pour l'organisation du PRIMED.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

Qu'il est opportun de soutenir les actions de l'association du Centre Méditerranéen de la Communication Audiovisuelle.

#### **DELIBERE**

##### **Article 1 :**

Est approuvé le versement de la subvention pour un montant de 5000 euros TTC à l'association Centre

Méditerranéen de la Communication Audiovisuelle dans le cadre de l'organisation du PRIMED .

##### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget BG EST CT1 A 710-6574-022.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	12
Abstentions	0

##### **Adoptée**

##### **Ont voté contre :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

##### **VECO 007-1151/17/CT**

##### **■ DEEN - Approbation du Contrat Régional d'Equilibre Territorial DAJA 17/16116/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Le dessein d'Aix-Marseille Métropole s'inscrit pleinement dans la réalité d'un territoire métropolitain équilibré et de ses spécificités. Il s'agit de passer d'une logique propre à chaque territoire qui la compose à une logique pleinement métropolitaine, guidée à la fois par l'amélioration du fonctionnement d'ensemble et la valorisation des diversités.

Presque deux ans après sa création, la métropole a déjà répondu aux urgences du territoire en réalisant des « agendas » de la mobilité et du développement économique. Elle s'est engagée par ailleurs dans la formalisation de son Projet métropolitain et diverses politiques sectorielles : Programme Local de l'Habitat, Plan Climat Air Energie, Schéma de Cohérence Territoriale, Plans locaux d'Urbanisme, Livre Bleu et Projet Alimentaire Territorial sont en cours d'élaboration.

Le Contrat Régional d'Equilibre Territorial (CRET) conclu entre la Métropole Aix Marseille Provence et la Région a vocation à constituer une déclinaison opérationnelle des principaux schémas prospectifs et stratégiques métropolitains tout en tenant compte des problématiques spécifiques de chacune des entités qui la compose.

A travers le Contrat Régional d'Equilibre Territorial (CRET), la Région entend accompagner la Métropole dans sa stratégie d'aménagement et de développement ainsi organiser au mieux la rencontre entre priorités locales et régionales. Le CRET permettra de mieux articuler les politiques régionales et métropolitaines, en les mobilisant sur les actions structurantes en favorisant les effets leviers de l'intervention régionale sur les projets métropolitains.

La dynamique métropolitaine est donc essentielle pour le développement, le rayonnement et l'attractivité du territoire régional, et les enjeux métropolitains sont à la mesure de son poids démographique et économique.

A ce titre, Les Conseils de la Région et de la Métropole ont délibéré respectivement le 7 Juillet et le 13 juillet 2017 afin approuver le lancement de la démarche pour l'élaboration de ce contrat.

Ce dispositif contractuel entre les institutions va permettre d'avancer de concert sur les grands projets structurants du territoire métropolitain, il sera l'un des cadres d'une cohérence porteur d'ambitions et de partage d'objectifs communs.

Ce nouveau partenariat entre la Région et la Métropole s'est inscrit dans une collaboration et une co-construction avec les Conseils de territoire afin de garantir une grande équité entre tous les échelons territoriaux.

Jusqu'à 120 millions d'euros vont ainsi être alloués au financement des projets structurants et décisifs dans les domaines de l'aménagement, de la transition énergétique, du développement économique et de la mobilité sur le territoire métropolitain. Dans la continuité des Accords de Paris, signés en décembre 2015, la transition écologique et le développement énergétique seront le principe directeur de ce CRET métropolitain.

A ce titre, la Métropole Marseille Provence et la Région ont décidé de retenir dans la contractualisation proposée des projets qui présenteront une dimension environnementale avérée et une amélioration de la performance énergétique, notamment pour les opérations d'aménagement et d'habitat.

L'environnement est en effet un enjeu majeur pour la qualité de vie des habitants (eau, énergie, biodiversité, risques naturels, mer) et la Métropole, tout comme la Région, souhaitent faire du territoire un lieu d'expérimentation déterminant sur ces questions.

Dans le cadre de son Plan Climat-Air-Energie, la métropole mettra en œuvre de façon opérationnelle la transition énergétique sur son territoire, afin de lutter contre les émissions de gaz à effet de serre, développer la part de production des énergies renouvelables, réduire la consommation d'énergie et diminuer les émissions et l'exposition des populations aux polluants atmosphériques. Par ailleurs, un plan d'adaptation aux changements climatiques sera produit pour permettre au territoire de se préparer et affronter les bouleversements à venir. La métropole a souhaité intégrer la problématique des nuisances sonores par souci de cohérence.

Pour que le Plan Climat soit ambitieux, concret, efficace et pérenne, sa conduite doit prendre en compte les deux échelles territoriales complémentaires qui composent la Métropole : au niveau central métropolitain pour les enjeux stratégiques, et au niveau de ses conseils de territoires pour l'opérationnalité des actions.

Il est à noter que 5 Plans climat territoriaux sont en cours actuellement dans l'attente du Plan climat métropolitain, et leurs actions (près de 400 recensées) suivent leur progression. Ainsi, la dynamique de lutte contre l'effet de serre est bien active sur le territoire métropolitain.

Par ailleurs, l'adoption d'un Agenda Mobilité, lors de son Conseil métropolitain le 15 décembre 2016, a fixé l'ambition d'une amélioration significative et durable de l'offre de mobilité, en réponse à l'enjeu des déplacements sur ce grand territoire. Engageant une réelle rupture dans la stratégie publique à l'égard de la mobilité, il porte un projet ambitieux et pragmatique : doubler l'usage des transports en commun en réalisant progressivement un système de transport métropolitain intégré, tenant compte des spécificités d'Aix-Marseille-Provence (étendue et faible densité).

L'Agenda de la Mobilité décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française. Il se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

Ce document stratégique prévoit une série d'opérations de nature technique très variées permettant d'améliorer toutes les composantes du système de mobilité depuis les outils numériques du système d'information voyageurs aux infrastructures de transports et Pôles d'échanges.

Une première phase de l'Agenda porte sur la période 2017-2025 dans laquelle il est prévu de développer l'un des plus vastes réseau d'Europe de cars premium sur autoroute, créer de nouveaux pôles

d'échanges, développer de nouveaux projets urbains de tram/bus à haut niveau de service, renouveler les rames de métro de Marseille et encourager l'innovation.

La seconde phase porte sur la période 2025-2035 pour développer les extensions du réseau de métro de Marseille, intégrer de nouvelles dessertes ferrées et réaliser le plateau sous terrain en gare Saint Charles.

Le réseau MétroExpress, réseau premium d'échelle métropolitaine, intégrera les modes routiers (cars rapides sur autoroute) et ferré (TER). Il sera conçu pour favoriser des correspondances entre eux et organiser des échanges optimisés avec les parcs relais attenants et les lignes urbaines.

Au total, l'enveloppe financière de l'Agenda représente près de 13 milliards d'euros.

Au regard des moyens financiers à mobiliser et des enjeux pour le territoire, l'Agenda Mobilité appelle un soutien des partenaires.

La Région s'est déjà engagée sur le territoire Métropolitain à travers le Contrat de Plan Etat Région qui finance une partie des priorités de l'Agenda Mobilité.

Le CRET 2018-2020 prévoit l'inscription de plusieurs opérations de la 1<sup>ère</sup> phase de l'Agenda Mobilité notamment :

- Des Bus à Haut Niveau de Service sur le territoire de la Métropole (BHNS d'Aix, BHNS Istres, BHNS Miramas, BHNS Martigues-Port de Bouc, BHNS Zenibus Plan de Campagne) ainsi que le projet du ValTram à Aubagne ;
- Une dizaine de pôles d'échanges et parc relais répartis sur l'ensemble du territoire métropolitain favorisant les correspondances entre les réseaux de transport ;
- Un volet d'études pour des projets d'infrastructure en préfiguration des phases travaux débutant après 2020 (Tramway Nord Sud à Marseille, les lignes de bus structurantes, le BHNS B4 Gèze - la Fourragère, le BHNS Chronobus à Aubagne) et les études structurantes à lancer par la Métropole d'ici 2020 (PDU ...) ;
- Des projets de grande voirie et de pistes cyclables donnant une place importante aux modes doux de déplacement et aux transports en commun avec en premier lieu le Boulevard Urbain Sud qui permettra de désenclaver les quartiers sud de Marseille et d'améliorer l'accessibilité aux transports en communs. Prévu pour être un axe multimodal, le BUS intégrera des

cheminements piétons et des pistes cyclables sur l'ensemble de son linéaire. Les projets de requalification du Jarret et du cours Lieutaud, la piste cyclable sur la Corniche Kennedy sont également inscrits au CRET ;

- Le programme d'innovation numérique ICAR visant à doter la Métropole d'outils numériques d'information et de vente autour de la mobilité (calcul d'itinéraire multimodal prédictif, vente dématérialisée)

Dotée de compétences très étendues en matière de développement économique, en lien avec la Région, la Métropole s'est attelée à définir les axes stratégiques de son projet, avec l'affirmation d'objectifs prioritaires clairs et l'établissement des partenariats qui l'accompagnent.

En partant d'un constat étayé des nombreuses études et rapports de diagnostic établis au cours de ces dernières années, la Métropole Aix Marseille Provence a ainsi adopté le 30 mars 2017 son Agenda du Développement économique Métropolitain reposant notamment sur la définition des priorités et l'élaboration d'un plan d'actions.

Le diagnostic présenté, recensant les principales forces, faiblesses et grands enjeux métropolitains, démontre que la Métropole Aix-Marseille-Provence possède de réels atouts économiques sur lesquels capitaliser. Il conforte la volonté politique d'engager une stratégie plus ambitieuse au service d'un objectif prioritaire, l'emploi pour tous, et d'avancer en partenariat avec l'ensemble des parties prenantes du développement métropolitain.

Il en ressort que l'Agenda du Développement économique s'attache à répondre aux grands enjeux communs qui attendent la Métropole :

- La création d'emplois sur le territoire métropolitain,
- Le renforcement de l'attractivité du territoire, en particulier pour les investisseurs et talents internationaux,
- Le développement de l'entrepreneuriat innovant en favorisant davantage l'innovation ouverte et collaborative, l'expérimentation et les opportunités d'affaires,
- Le déploiement d'une politique volontariste de reconquête du foncier en faveur du développement économique
- Le soutien d'un développement économique plus équilibré.

Pour relever ces grands défis, la métropole a construit un plan d'actions opérationnel, articulé autour de 5 orientations stratégiques, 10 objectifs et plus d'une centaine d'actions, en s'attachant à poursuivre les actions qui ont fait leur preuve tout en impulsant de nouvelles dynamiques dans certains domaines.

Concomitamment, elle s'est attachée à faire converger en toute cohérence sa stratégie de développement économique et les priorités régionales.

A l'instar, les enjeux métropolitains ont été également pris en compte dans le cadre du Schéma Régional de Développement économique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) défini et approuvé par la Région le 17 mars dernier, dont la concentration de moyens sur les filières stratégiques et segments différenciant, avec les 12 Opérations d'Intérêt Régional comme bras armé, en constitue un axe majeur.

C'est dans ce droit fil que s'est opérée la sélection des projets économiques de dimension métropolitaine susceptibles d'être financés dans le cadre du Contrat d'Equilibre Territorial (CRET), et selon les partis pris fondateurs qui guident la politique économique métropolitaine, en particulier la volonté de prioriser l'action et cibler les investissements sur des domaines d'activités prioritaires afin de conforter ou développer leur masse critique, concentrer les investissements et optimiser la création d'emplois induite.

Etre dans l'action signifiant bien qu'il s'agit de concrétiser la mise en œuvre des plans d'actions opérationnels et pour ce faire d'en mobiliser les moyens, ce sont donc au total une quinzaine de projets de court/moyen terme pour lesquels la participation financière de la Région est sollicitée au titre du CRET.

Enfin, la qualité du cadre de vie est un élément fort de l'attractivité du territoire. Elle peut être préservée par la maîtrise de l'urbanisation et les choix d'aménagement et de développement cohérents à l'échelle du territoire métropolitain. La métropole multipolaire est ici un grand atout, avec 92 centres de villes et de villages, dont chacun offre une identité, une ambiance, un cadre de vie ou de travail spécifiques.

La gestion des espaces représente un défi pour l'entité métropolitaine. Elle nécessite une bonne articulation entre différentes politiques sectorielles ainsi qu'une bonne connaissance et maîtrise de l'usage et de l'évolution des sols pour promouvoir un développement territorial intégré et une gestion économe de l'espace. Les démarches d'éco-quartiers / éco-cités et/ou d'habitat participatif, ont vocation à être soutenus.

A ce titre, la Métropole Marseille Provence et la Région ont décidé de retenir dans la contractualisation proposée des projets qui présenteront une dimension environnementale avérée et une amélioration de la performance énergétique, notamment pour les opérations d'aménagement et d'habitat.

Pour relever les défis de l'attractivité et du fonctionnement du territoire, la métropole doit poursuivre ses efforts de production de logements et « recentrer son développement ». Il s'agit de miser sur les centres urbains, qui peuvent constituer une « clef de voûte » du territoire à renforcer.

Le Programme Local de l'Habitat, qui sera approuvé fin 2019, va définir la politique de l'habitat de la Métropole, incarnée dans un programme territorialisé de production de logements, en réponse aux besoins des habitants, et tenant compte des enjeux transversaux de déplacements et de transition énergétique.

Des équipements structurants dans les domaines culturel et sportif ainsi que des projets d'aménagements d'espaces publics seront soutenus dans le cadre de ce contrat.

L'élaboration du Schéma de cohérence territoriale métropolitain, la métropole d'Aix Marseille Provence se donne comme objectif de définir son projet stratégique de territoire, pour construire un avenir durable et partagé jusqu'en 2040. Pour cela 3 grands objectifs sont poursuivis :

- Affirmer le positionnement du territoire métropolitain et garantir son rayonnement,
- Structurer le développement et limiter la consommation d'espace,
- Privilégier la qualité et le cadre de vie, et préserver les spécificités et identités des territoires.

L'enveloppe contractualisée proposée au titre du Contrat Régional d'Equilibre Territorial est de 120 millions d'euros sur trois ans et sera prioritairement orientée sur le programme pluriannuel d'investissement de la Métropole. Il prévoit une clause de revoyure à mi-parcours et peut faire l'objet d'avenants afin de revoir la programmation, de la réorienter en fonction de la maturité des projets ou d'intégrer de nouvelles opérations.

Ce bilan à mi-parcours sera pour la Région et la Métropole l'occasion d'ajuster ses engagements au regard de l'évolution de ses dispositifs et de ses politiques. Ces éléments seront transmis au Comité de pilotage sur proposition de la Métropole, avec l'appui des services régionaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Contrat Régional d'Equilibre Territorial.

Adopté à l'unanimité des membres présents et représentés

#### **VECO 008-1152/17/CT**

■ **DEEN - Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour l'acquisition d'un terrain situé rue Barbaroux à Châteauneuf-les-Martigues**

**Avis du Conseil de Territoire  
DPEATSV 17/15863/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain et de Développement Economique, a engagé la programmation d'opérations d'aménagement destinées au développement de l'action économique.

Dans ce cadre, un terrain d'une superficie d'environ 2 hectares, a été identifié situé sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues, qui pourrait accueillir un programme immobilier destiné à l'accueil d'entreprises artisanales et petites industries.

Ce terrain situé rue Barbaroux, sur la commune de Châteauneuf les Martigues, s'avérant très bien desservi, puisqu'accessible directement par la rue Barbaroux et classé au PLU actuel en zonage UD2, permet la réalisation d'activités économiques.

L'accueil de locaux d'activités économiques pour des PME-PMI pourrait avoir un effet de levier très favorable pour la revitalisation de l'actuelle petite zone d'activité.

En accord avec le Maire de Châteauneuf les Martigues, l'opération visée, qui pourrait prendre la forme d'un « Village d'entreprises », s'inscrit dans l'agenda du développement économique de la métropole.

En outre dans le contexte du CVDES (Convention Volontaire de Développement Economique et Social) elle appuierait la volonté de Total de créer un développement économique en permettant la réalisation de ce « Village d'entreprises ».

Ledit terrain est actuellement la propriété de la société TOTAL, qui serait prête à le céder au prix de 60 euros le m2 soit un prix global de 1 200 000 euros.

Des études et sondages de sols sont en cours. La dépollution éventuelle sera à la charge de la société Total

La Métropole Aix-Marseille-Provence désignera par la suite un opérateur qui sera chargé de réaliser un programme immobilier destiné à l'accueil de ces entreprises.

Il est en conséquence proposé la création et l'affectation d'une opération pour l'acquisition de ce terrain, situé rue Barbaroux, pour un montant de 1 200 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

## **CONSIDERANT**

- La nécessité de disposer d'une opération d'investissement sur le Budget Principal pour procéder à l'acquisition du terrain situé rue Barbaroux, situé sur la commune de Châteauneuf-les-Martigues.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence « Approbation de la création et de l'affectation d'une opération pour l'acquisition d'un terrain, situé rue Barbaroux à Châteauneuf-les-Martigues.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

**VECO 009-1153/17/CT**

**■ DEEN - Approbation de la révision de l'opération d'investissement relative aux acquisitions foncières études et travaux de voirie sur le secteur du Brégadan à Cassis en vue de la**

## **réalisation d'une zone d'activités artisanales et de son affectation**

### **Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 17/15880/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales le Conseil de Territoire est saisi du rapport présenté ci-après :

L'opération d'investissement relative aux acquisitions foncières, études et travaux de voirie sur le secteur du Brégadan à Cassis en vue de la réalisation d'une zone d'activités artisanales, d'un montant de 1 300 000 euros T.T.C inscrite au budget de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole enregistrée dans l'autorisation de programme 2013107500 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 370 000 euros T.T.C.

En effet, l'estimation du coût des travaux, à l'issue de la phase AVP, se révèle plus importante, du fait notamment de la topographie du secteur qui implique la réalisation de bassins de rétention en cascade et de la nécessaire création d'un carrefour giratoire adapté aux gros gabarits qui permettra de sécuriser les différents accès aux entreprises existantes au sud de l'opération.

Par ailleurs, une régularisation des emprises foncières est à engager notamment au droit du giratoire où la voie existante et le projet de voirie requalifiée empiètent sur des parcelles privatives (en sus de l'acquisition de l'assiette foncière de la zone artisanale pour un montant de 235 000 euros ).

Enfin, des études complémentaires (géomètre, diagnostic amiante et structure de chaussée, ...) sont nécessaires dans le cadre de la mission de Maîtrise d'œuvre.

Cette révision porte le montant de l'opération 2013107500 de 1 300 000 euros T.T.C avant révision à 1 670 000 euros T.T.C.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La délibération n° DEV 003-147/13/CC du 22 mars 2013 approuvant la création et l'affectation d'une autorisation de programme relative aux acquisitions foncières, études et travaux sur le secteur du Brégadan à Cassis pour la réalisation d'une zone artisanale ;
- La délibération n° DEV 006-037/14/BC du 21 février 2014 approuvant l'acquisition à titre onéreux auprès de la société Lafarge Granulats Sud de terrains pour la réalisation d'une zone d'activités artisanales à Cassis ;
- La délibération n° DEV 003-1173/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la revalorisation et l'affectation des crédits de l'opération d'investissement relatifs aux acquisitions foncières, études et travaux de voirie sur le secteur du Brégadan à Cassis en vue de la réalisation d'une zone d'activités artisanales .

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

## **CONSIDERANT**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant total de 370 000 euros T.T.C de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant total de 370 000 euros T.T.C ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole « Budget 2017 – Approbation de la révision de l'opération d'investissement relative aux acquisitions foncières, études et travaux de voirie sur le secteur du Brégadan à Cassis en vue de la réalisation d'une zone d'activités artisanales, et de son affectation ».

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

### **VECO 010-1154/17/CT**

#### **■ DEEN- Approbation de la révision de l'opération d'investissement relative aux travaux d'immobiliers d'entreprises et de son affectation**

### **Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 17/15899/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'opération d'investissement n°2011111700 relative aux travaux d'immobiliers d'entreprises d'un montant de 500 000 euros HT inscrite au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence doit être révisée pour un montant de 1 500 000 euros HT.

La Métropole en qualité de propriétaire d'immobiliers d'entreprises est tenue d'entretenir ses bâtiments répartis sur 5 sites du CT1 :

- Hôtel d'entreprises de Luminy Biotech (7 700 m²),

- Bâtiment ex-BRGM (plateforme technologique MI-mAbs) à Luminy (1 534 m²),
- Village d'activités de St-Henri (3 790 m²),
- Hôtel Technologique (3 360 m²), Maison du Développement Industriel (1 315 m²) et Hôtel Technoptic (3 200 m²) sur le Technopole de Château-Gombert,
- Pôle de création d'entreprises de la Cabucelle, le Carburateur, (1 749 m²),
- Bâtiment ex-Fralib à Aubagne.

Ces bâtiments dont certains sont vieillissants nécessitent régulièrement des interventions techniques et des travaux divers (réparation toitures, travaux d'étanchéité, installation de climatisation, PAC chaudières...).

Ces immobiliers qui représentent une surface globale d'environ 33 000 m², accueillent une soixantaine d'entreprises locataires (bureaux, ateliers et laboratoires de recherche) et 3 pépinières d'entreprises innovantes, acteurs du développement économique et générateurs d'emplois dans la région, elles même hébergeant près de 70 startups).

Le coût en travaux est évalué à 350 000 euros par an en moyenne.

Les recettes de loyers issues de ces immeubles s'élèvent à environ 1 500 000 euros TTC par an.

Cette révision porte le montant de l'opération n° 2011111700 de 500 000 euros HT à 2 000 000 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017.

#### **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de 1 500 000 euros HT de l'opération d'investissement, soit une AP totale de 2 000 000 euros HT afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de la révision pour un montant de 1 500 000 euros H.T de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents .

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant la révision de l'opération d'investissement relative aux travaux d'immobiliers d'entreprises et de son affectation.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

#### **VECO 011-1155/17/CT**

**■ DEEN - Approbation d'une convention pour l'année 2018 avec l'association du PLIE MPM Ouest pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi MP Ouest - Attribution d'une subvention pour l'année 2018**  
**DPEATSV 17/15873/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :



Depuis sa création, le 1<sup>er</sup> Janvier 2016, la Métropole, compétente dans le domaine, développe une stratégie métropolitaine en matière d'insertion par l'économique à l'échelle de chacun de ces 6 territoires.

Au niveau du Conseil de Territoire Marseille Provence, cette intervention repose sur trois Plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) développés selon les spécificités des trois bassins qui composent le territoire :

- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Est (PLIE MP Est),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP Centre),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP Ouest).

L'objectif est de stabiliser en emploi durable des personnes qui en sont écartées par leurs difficultés sociales ou professionnelles.

Les PLIE, en coordonnant les acteurs du développement économique et ceux du développement social d'un même territoire, permettent de mettre en place des parcours individualisés avec un accompagnement personnalisé et différentes étapes pour le retour ou l'accès à des emplois de premier niveau de qualification. Le Conseil de Territoire soutient les structures associatives gestionnaires de ces PLIE, conformément aux protocoles d'accord qui définissent pour chacun d'entre eux leur mise en œuvre et les engagements financiers des différents partenaires.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, qui a succédé à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, est désormais organisme intermédiaire (OI) pour la gestion du Fonds Social Européen des trois PLIE du territoire. Cela permet une gestion et un contrôle centralisé des opérations cofinancées par le FSE, dans le respect d'un pilotage propre à chaque PLIE et adapté aux enjeux spécifiques de chaque territoire, constitue une avancée pour la sécurisation des opérateurs.

Entre 2015 et 2017, 3 conventions de financement ont été élaborées entre le Conseil de Territoire et chacun des 3 PLIE faisant référence au montant de sa participation ainsi que celle du Département par le biais d'une subvention de fonds de concours pour une période analogue.

Sans réaliser un bilan exhaustif sur la période de l'engagement, le PLIE MP Ouest, qui intervient sur les communes de Carry-le-Rouet, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gignac-la-Nerthe, le Rove, Marignane, Saint Victoret et Sausset-les-Pins, a pu réaliser les résultats suivants :

	Du 01/01/2015 au 30/06/2017	
Villes	Nombre d'accompagnements	Insertions Professionnelles Réussies / Sorties positives
Carry le Rouet	34	6
Châteauneuf les Martigues	166	40
Ensuès la Redonne	27	4
Gignac la Nerthe	73	23
Le Rove	25	9
Marignane	458	124
Saint Victoret	53	19
Sausset les Pins	35	8
<b>TOTAL PLIE-MP-Ouest</b>	<b>1121</b>	<b>233</b>

En 2017, de nouveaux protocoles ont été élaborés pour les trois PLIE du territoire Marseille Provence. Ces protocoles qui couvrent la période 2018-2022 et fixent entre autres les modalités de participation des différents financeurs des PLIE et du FSE, ont été approuvés par le Conseil de Territoire Marseille Provence en décembre 2017.

Le PLIE MP Ouest qui concerne les communes Carry-le-Rouet, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gignac-la-Nerthe, le Rove, Marignane, Saint Victoret et Sausset-les-Pins devra accueillir 540 personnes éloignées de l'emploi parmi lesquelles 60% de bénéficiaires du RSA ; 20% habitants les quartiers prioritaires de la politique de la ville et, pour la moitié d'entre eux l'intégration dans un emploi durable d'une durée d'au moins 6 mois.

Prochainement, la Métropole Aix-Marseille-Provence, devenant Organisme Intermédiaire (OI) pour la gestion du Fonds Social Européen (FSE) au 1<sup>er</sup> Janvier 2018, gèrera une subvention globale FSE pour l'ensemble des 6 PLIE de son territoire dont les 3 PLIE du Territoire Marseille Provence.

En début d'année 2018, un appel à projet PLIE désignera les 3 prochaines associations gestionnaires des 3 PLIE du territoire pour la période 2018-2020 (3 ans).

Pour maintenir les obligations liées à l'accompagnement des demandeurs d'emploi les plus éloignés et la relation avec le monde économique, l'association du PLIE MPM OUEST, actuel gestionnaire du PLIE MP Ouest continuera d'accueillir le public et l'orienter vers un emploi durable dans le respect du protocole d'accord PLIE 2018-2022.

Les objectifs spécifiques sont :

- OS1 : Augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale.
- OS2 : Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion.
- OS3 : Développer des projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire.

Ainsi que la mise en œuvre du PLIE sur le bassin Ouest du territoire de Marseille Provence.

Cette convention a pour objet de fixer les modalités de versement de la subvention accordée pour l'année 2018, sous réserve de l'approbation du budget, qui s'élève à 135.000 euros .

Enfin, le budget devra être compléter ultérieurement par le Conseil Départemental (par le biais d'une subvention de fonds de concours préparée par le DGA Insertion) et par les crédits du FSE à l'issue de l'appel à projet PLIE qui sera lancé par la Métropole Aix-Marseille-Provence en début d'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix Marseille- Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- Les instructions relatives aux modalités de financement des PLIE au titre du Fonds Social Européen pour la période 2014-2020, et les règlements et supports de gestion y afférent et à venir ;
- La délibération du 19 Octobre 2017, PON FSE 2014-2020 – Avis de principe relatif à la désignation de la Métropole Aix-Marseille-Provence en qualité d'Organisme Intermédiaire et de contrôle du FSE pour le compte des PLIE du territoire métropolitain,
- La délibération du 19 octobre 2017 du Bureau de Métropole concernant la demande de fonds de concours au Conseil Départemental des Bouches du Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain ;
- La délibération de décembre 2017 approuvant le protocole d'accord du PLIE MP Ouest 2018-2022.

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

## **Entendues les conclusions du rapporteur,**

## **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est compétent pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économie ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui a succédé à la communauté urbaine Marseille-Provence Métropole, est devenue

Organisme Intermédiaire (OI) gestionnaire des crédits du FSE ;

- Qu'il existe une demande de fonds de concours au Conseil Départemental des Bouches du Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain ;
- Que la Métropole est signataire du protocole d'accord du PLIE MP Ouest ;
- Que le Conseil de Territoire est signataire du protocole d'accord du PLIE MP Ouest.

## **DELIBERE**

### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant de 135 000 euros pour l'année 2018 à «association du PLIE MPM Ouest».

### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association du PLIE MPM Ouest gestionnaire du PLIE MP Ouest.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que ses avenants favorisant la réalité d'exécution des activités prévues par le protocole 2018-2022.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2018 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence – Chapitre 65 - Nature 6574 - Fonction 65 – Sous-politique E 120.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	12

### **Adoptée**

### **Se sont abstenus :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

**VECO 012-1156/17/CT**

**■ DEEN - Approbation d'une convention pour l'année 2018 avec l'association Ciotat Emploi Initiatives pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi MP Est - Attribution d'une subvention pour l'année 2018**  
**DPEATSV 17/15872/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis sa création, le 1<sup>er</sup> Janvier 2016, la Métropole, compétente dans le domaine, développe une stratégie métropolitaine en matière d'insertion par l'économie à l'échelle de chacun des 6 territoires. Au niveau du Conseil de Territoire Marseille Provence, cette intervention repose sur trois Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) développés selon les spécificités des trois bassins qui composent le territoire :

- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Est (PLIE MP Est),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP Centre),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP Ouest).

L'objectif est de stabiliser en emploi durable des personnes qui en sont écartées par leurs difficultés sociales ou professionnelles. suivants :

Du 01/01/2015 au 30/06/2017		
Villes	Nombre d'accompagnements	Insertions Professionnelles Réussies / Sorties positives
La Ciotat	681	141
Carnoux-en-Provence	46	18
Cassis	62	17
Ceyreste	29	5
Gémenos	43	9
Roquefort la Bédoule	37	13
<b>TOTAL PLIE-MP-Est</b>	<b>898</b>	<b>207</b>

En 2017, de nouveaux protocoles ont été élaborés pour les trois PLIE du territoire Marseille Provence. Ces protocoles qui couvrent la période 2018-2022 et fixent entre autres les modalités de participation des différents financeurs des PLIE et du FSE, ont été approuvés par le Conseil de Territoire Marseille Provence.

PLIE MP Est, qui intervient sur les communes de Carnoux-en-Provence, Cassis, Ceyreste, Gémenos, La Ciotat, Roquefort-la-Bédoule devra accueillir 450 personnes éloignées de l'emploi parmi lesquelles 60% de bénéficiaires du RSA ; 20% habitants les

Les PLIE, en coordonnant les acteurs du développement économique et ceux du développement social d'un même territoire, permettent de mettre en place des parcours individualisés avec un accompagnement personnalisé et différentes étapes pour le retour ou l'accès à des emplois de premier niveau de qualification. La Métropole soutient les structures associatives gestionnaires de ces PLIE, conformément aux protocoles d'accord qui définissent pour chacun d'entre eux leur mise en œuvre et les engagements financiers des différents partenaires.

Entre 2015 et 2017, 3 conventions de financement ont été élaborées entre le Conseil de Territoire et chacun des 3 PLIE faisant référence au montant de sa participation ainsi que celle du Département par le biais d'une subvention de fonds de concours pour une période analogue.

Sans réaliser un bilan exhaustif sur la période de l'engagement, le PLIE MP Est, qui intervient sur les communes de Carnoux-en-Provence, Cassis, Ceyreste, Gémenos, La Ciotat, Roquefort-la-Bédoule, a pu réaliser les résultats

\*

quartiers en veille active et, pour la moitié d'entre eux l'intégration dans un emploi durable d'une durée d'au moins 6 mois.

Prochainement, la Métropole Aix-Marseille-Provence, devenant Organisme Intermédiaire (OI) pour la gestion du Fonds Social Européen (FSE) au 1<sup>er</sup> Janvier 2018, gèrera une subvention globale FSE pour l'ensemble des 6 PLIE de son territoire dont les 3 PLIE du Territoire Marseille Provence.

En début d'année 2018, un appel à projet PLIE désignera les 3 prochaines associations gestionnaires des 3 PLIE du territoire pour la période 2018-2020 (3 ans).

Pour maintenir les obligations liées à l'accompagnement des demandeurs d'emploi les plus éloignés et la relation avec le monde économique, l'association « Ciotat Emploi Initiatives », actuel gestionnaire du PLIE MP Est continuera d'accueillir le public et l'orienter vers un emploi durable dans le respect du protocole d'accord PLIE.

Les objectifs spécifiques sont :

- *OS1 : Augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale.*
- *OS2 : Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion.*
- *OS3 : Développer des projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire.*

Ainsi que la mise en œuvre du PLIE sur le bassin Est du territoire de Marseille Provence.

Cette convention a pour objet de fixer les modalités de versement de la subvention accordée pour l'année 2018, sous réserve de l'approbation du budget, qui s'élève à 130.000 euros.

Enfin, le budget devrait être complété ultérieurement par le Conseil Départemental (par le biais d'une subvention de fonds de concours préparée par le DGA Insertion) et par les crédits du FSE à l'issue de l'appel à projet PLIE qui sera lancé par la Métropole Aix-Marseille-Provence en début d'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- Les instructions relatives aux modalités de financement des PLIE au titre du Fonds Social Européen pour la période 2014-2020, et les règlements et supports de gestion y afférent et à venir ;
- La délibération du 19 Octobre 2017, PON FSE 2014-2020 – Avis de principe relatif à la désignation de la Métropole Aix-Marseille-Provence en qualité d'Organisme Intermédiaire et de contrôle du FSE pour le compte des PLIE du territoire métropolitain ;
- La délibération du 19 octobre 2017 du Bureau de Métropole concernant la demande de fonds de concours au Conseil Départemental des Bouches du Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain ;
- La délibération de décembre approuvant le protocole d'accord du PLIE MP Est 2018-2022.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est compétent pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économique ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui a succédé à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, est devenue Organisme Intermédiaire (OI) gestionnaire des crédits du FSE ;
- Qu'il existe une demande de fonds de concours au Conseil Départemental des Bouches du Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est signataire du protocole d'accord du PLIE MP Est;
- Que le Conseil de Territoire est signataire du protocole d'accord du PLIE MP Est.

## **DELIBERE**

### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant de 135 000 euros pour l'année 2018 à l'association « Ciotat Emploi Initiatives ».

### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association Ciotat Emploi Initiatives gestionnaire du PLIE MP Est.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que ses avenants favorisant l'exécution des activités prévues par le protocole 2018-2022.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2018 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille-Provence – Chapitre 65 – Nature 6574 - Fonction 65 – Sous-politique E 120.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	12

### **Adoptée**

#### **Se sont abstenus :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

#### **VECO 013-1157/17/CT**

#### **■ DEEN - Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Centre - Approbation d'un protocole d'accord 2018-2022**

#### **Avis au Conseil de Territoire DPEATSV 17/15867/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération concernant le Protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Centre satisfait les conditions de l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération d'un protocole.

Depuis sa création, le 1<sup>er</sup> Janvier 2016, la Métropole, compétente dans le domaine, développe une stratégie métropolitaine en matière d'insertion par l'activité économique.

A l'échelle du Conseil de Territoire Marseille Provence, cette intervention repose sur trois Plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE) développés selon les spécificités des trois bassins qui composent le territoire :

- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Est (PLIE MP Est),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP Centre),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP Ouest).

L'objectif est de stabiliser en emploi durable des personnes qui en sont écartées par leurs difficultés sociales ou professionnelles.

Les PLIE, en coordonnant les acteurs du développement économique et ceux du développement social d'un même territoire, permettent de mettre en place des parcours individualisés avec un accompagnement personnalisé et différentes étapes pour le retour ou

l'accès à des emplois de premier niveau de qualification. La Métropole soutient les structures associatives gestionnaires de ces PLIE, conformément aux protocoles d'accord qui définissent pour chacun d'entre eux leur mise en œuvre et les engagements financiers des différents partenaires.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, qui a succédé à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, est désormais organisme intermédiaire (OI) pour la gestion du Fonds Social Européen des trois PLIE du territoire. Cela permet une gestion et un contrôle centralisé des opérations cofinancées par le FSE, dans le respect d'un pilotage propre à chaque PLIE et adapté aux enjeux spécifiques de chaque territoire, constitue une avancée pour la sécurisation des opérateurs.

Les partenaires des 3 PLIE (l'Etat, la Région PACA, le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole, les communes concernées, la DIRECCTE-FSE), qui ont confié le soin aux instances partenariales de chacun des 3 PLIE d'élaborer ces nouveaux projets, ont souhaité, lors d'un comité stratégique du 27 octobre 2017, mettre en œuvre pour la période 2018-2022 les trois nouveaux protocoles PLIE du territoire Marseille Provence.

L'objectif général de ces nouveaux protocoles étant, d'une part de poursuivre l'action engagée dans le cadre des PLIE en l'adaptant au contexte économique et social actuel de chacun des territoires tel que défini dans le diagnostic de chacun des trois PLIE et, d'autre part d'harmoniser la mise en œuvre des trois PLIE du territoire Marseille Provence en cohérence avec les politiques de l'emploi des partenaires et les exigences du Fonds Social Européen (FSE)\*.

A cela, les adhérentes des 3 PLIE devront rassembler 60% de personnes allocataires du RSA ainsi qu'une proportion de personnes issus de territoires Politiques de la Ville répartie comme suit :

- PLIE MP Est : 20% en Quartier de Veille Active,
- PLIE MP Centre : 50% en Quartier Politique de la Ville,
- PLIE MP Ouest : 20% en Quartier Politique de la Ville.

Le protocole d'accord actuel du PLIE MP Centre concerne les communes d'Allauch, Marseille, Plan-de-Cuques et Septèmes-les-Vallons et se termine au 31 décembre 2017.

En terme de bilan, ce dernier aura permis l'accueil de 6 000 personnes éloignées de l'emploi parmi lesquelles 50% de bénéficiaires du RSA et, pour la moitié d'entre eux l'intégration dans un emploi durable d'une durée d'au moins 6 mois.

- *Programme Opérationnel National FSE 2014-2020 / Axe prioritaire 3 « Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion » / Priorité d'Investissement 9.1 « l'inclusion active y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi » / Objectifs Spécifiques (OS) qui sont : OS1 : Augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale – OS2 : Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion – OS3 : Développer des projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire.*

Les objectifs quantitatifs et qualitatifs du PLIE MP Centre, pour 2018 à 2022, tels que décrits au nouveau protocole sont les suivants : d'apporter un accompagnement individuel, personnalisé et renforcé à

11 990 personnes, soit en moyenne 2160 par an dont 960 nouvelles entrées annuelles et contribuer à la sortie positive vers l'emploi de 440 personnes par an.

Ces objectifs ont fait l'objet d'un échange par les partenaires des trois PLIE lors du comité stratégique du 27 Septembre 2017.

Les contributions financières annuelles des différents partenaires sont les suivantes :

- L'Etat s'engage à favoriser la mobilisation de l'ensemble des moyens de droit commun au titre de l'emploi dont il dispose.
- La participation de la Région sera définie ultérieurement dans le cadre de son assemblée délibérante.
- Le Conseil Départemental intervient à hauteur de 380 000 euros pour 2018.
- La Ville de Marseille pourra intervenir par le biais de subventions dans des actions spécifiques au titre de ses interventions en tant que service instructeur principal des dossiers de la thématique emploi de la Politique de la ville. Des subventions dites de libéralités pourront être versées par la Ville à l'association d'animation du PLIE pour la réalisation d'actions spécifiques au titre du droit commun et après validation du Conseil Municipal,
- Le Fonds Social Européen (FSE) ; par le biais des OS1, OS2, OS3 ; intervient à hauteur de 2.006.200 euros à titre indicatif pour 2018, en sus du soutien financier à l'assistance technique mise en place par le Conseil de Territoire et aux actions transverses. L'attribution effective de ces subventions est indicative et sera définitive après accord par l'autorité de gestion, l'Etat,

- et certification par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP),
- En ce qui concerne le Conseil de Territoire, son concours annuel est défini sous réserve de l'annualité budgétaire. Il s'élève pour les trois PLIE de son territoire au montant de 1.330.000 euros dont une subvention accordée pour la mise en œuvre sur le bassin Centre de l'accompagnement à l'emploi, d'actions en direction des acteurs économiques, notamment l'introduction de clauses d'insertion dans les marchés, d'un montant annuel maximum de 1.065.000 euros.

La répartition de cette enveloppe globale sur ces postes de dépenses est indicative et pourrait être précisée à l'occasion de la préparation de la programmation annuelle.

Le Président du Conseil de Territoire ou son mandataire assure la présidence du Comité de Pilotage. Le Préfet ou son mandataire copréside ce Comité. Ce dernier sera constitué comme suit :

- Le territoire Marseille Provence est représenté par 6 conseillers territoriaux,
- Les communes d'Allauch, Marseille, Plan-de-Cuques et Septèmes-les-Vallons disposent chacune d'1 représentant,
- La Région et le Département sont représentés par le/la Président (e) ou son/sa représentant (e) l'Etat, par 2 représentants
- La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par son conseiller délégué à l'emploi, l'insertion, l'économie sociale solidaire
- Enfin, l'association d'animation du PLIE « Emergence(s) Compétences Projet ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

##### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix Marseille- Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- Les instructions relatives aux modalités de financement des PLIE au titre du Fonds Social Européen pour la période 2014-2020, et les règlements et supports de gestion y afférent et à venir ;
- La délibération du 19 Octobre 2017, PON FSE 2014-2020 – Avis de principe relatif à la désignation de la Métropole Aix Marseille-Provence en qualité d'Organisme Intermédiaire et de contrôle du FSE pour le compte des PLIE du territoire métropolitain ;
- La délibération du 19 Octobre 2017, Convention du fonds de concours entre le Département Bouches-du-Rhône et de la Métropole Aix Marseille-Provence pour la mise en œuvre des PLIE du territoire métropolitain 2018-2020 ;
- La tenue de comité stratégique des 3 PLIE du territoire Marseille Provence du 27 Septembre 2017 ;
- L'avis favorable du comité de pilotage du PLIE MP Centre.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est compétent pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économique ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui a succédé à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, est devenue Organisme Intermédiaire (OI) gestionnaire des crédits du FSE ;
- Qu'il y a lieu de poursuivre l'action des trois PLIE du territoire Marseille Provence en l'adaptant au contexte économique et social actuel des territoires, aux politiques de l'emploi des partenaires et aux exigences du FSE ;
- Qu'il existe une demande de fonds de concours au Conseil Départemental des



Bouches du Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le protocole d'accord 2018-2022 du PLIE Marseille Provence Centre.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	12

### **Adoptée**

#### **Se sont abstenus :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

#### **VECO 014-1158/17/CT**

#### **■ DEEN - Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Est - Approbation d'un protocole d'accord 2018-2022**

#### **Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 17/15868/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence

dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération concernant le Protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Est satisfait les conditions de l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération d'un protocole.

Depuis sa création, le 1<sup>er</sup> Janvier 2016, la Métropole, compétente dans le domaine, développe une stratégie métropolitaine en matière d'insertion par l'activité économique.

A l'échelle du Conseil de Territoire Marseille Provence, cette intervention repose sur trois Plans Locaux pour l'Insertion et l'emploi (PLIE) développés selon les spécificités des trois bassins qui composent le territoire :

- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Est (PLIE MP Est),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP Centre),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP Ouest).

L'objectif est de stabiliser en emploi durable des personnes qui en sont écartées par leurs difficultés sociales ou professionnelles.

Les PLIE, en coordonnant les acteurs du développement économique et ceux du développement social d'un même territoire, permettent de mettre en place des parcours individualisés avec un accompagnement personnalisé et différentes étapes pour le retour ou l'accès à des emplois de premier niveau de qualification. La Métropole soutient les structures associatives gestionnaires de ces PLIE, conformément aux protocoles d'accord qui définissent pour chacun d'entre eux leur mise en œuvre et les engagements financiers des différents partenaires.

La Métropole, qui a succédé à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, est désormais organisme intermédiaire (OI) pour la gestion du Fonds Social Européen des trois PLIE du territoire. Cela permet une gestion et un contrôle centralisé des opérations cofinancées par le FSE, dans le respect d'un pilotage propre à chaque PLIE et adapté aux enjeux spécifiques de chaque territoire, constitue une avancée pour la sécurisation des opérateurs.

Les partenaires des 3 PLIE (l'Etat, la Région PACA, le Département des Bouches-du-Rhône, la

Métropole, les communes concernées, la DIRECCTE-FSE), qui ont confié le soin aux instances partenariales de chacun des 3 PLIE d'élaborer ces nouveaux projets, ont souhaité, lors d'un comité stratégique du 27 Octobre 2017, mettre en œuvre pour la période 2018-2022 les trois nouveaux protocoles PLIE du territoire Marseille Provence.

L'objectif général de ces nouveaux protocoles étant, d'une part de poursuivre l'action engagée dans le cadre des PLIE en l'adaptant au contexte économique et social actuel de chacun des territoires tel que défini dans le diagnostic de chacun des trois PLIE et, d'autre part d'harmoniser la mise en œuvre des trois PLIE du territoire Marseille Provence en cohérence avec les politiques de l'emploi des partenaires et les exigences du Fonds Social Européen (FSE)\*.

A cela, les adhérentes des 3 PLIE devront rassembler 60% de personnes allocataires du RSA ainsi qu'une proportion de personnes issus de territoires Politiques de la Ville répartie comme suit :

- PLIE MP Est : 20% en Quartier de Veille Active,
- PLIE MP Centre : 50% en Quartier Politique de la Ville,
- PLIE MP Ouest : 20% en Quartier Politique de la Ville.

Le protocole d'accord actuel du PLIE MP Est concerne les communes de Carnoux-en-Provence, Cassis, Ceyreste, Gémenos, La Ciotat, Roquefort-la-Bédoule et se termine au 31 décembre 2017. En terme de bilan, ce dernier aura permis l'accueil de 962 personnes (au 31/05/2017) éloignées de l'emploi parmi lesquelles 50% de bénéficiaires du RSA et, pour la moitié d'entre eux l'intégration dans un emploi durable d'une durée d'au moins 6 mois.

*\* Programme Opérationnel National FSE 2014-2020 / Axe prioritaire 3 « Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion » / Priorité d'Investissement 9.1 « l'inclusion active y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi » / Objectifs Spécifiques (OS) qui sont : OS1 : Augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale – OS2 : Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion – OS3 : Développer des projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire.*

Les objectifs quantitatifs et qualitatifs du PLIE MP Est, pour 2018 à 2022, tels que décrits au nouveau protocole sont les suivants : d'apporter un accompagnement individuel, personnalisé et renforcé à

1.375 personnes (dont 250 personnes issues du précédent protocole), soit en moyenne 450 par an dont 225 nouvelles entrées annuelles et contribuer à

la sortie positive vers l'emploi de 112 personnes par an.

Ces objectifs ont fait l'objet d'un échange par les partenaires des trois PLIE lors du comité stratégique du 27 Septembre 2017.

Les contributions financières annuelles des différents partenaires sont les suivantes :

- L'Etat s'engage à favoriser la mobilisation de l'ensemble des moyens de droit commun au titre de l'emploi dont il dispose.
- La participation de la Région sera définie ultérieurement dans le cadre de son assemblée délibérante.
- Le Conseil Départemental intervient à hauteur de 210 000 euros pour 2018.
- La Ville de La Ciotat apporte au PLIE des contributions sous forme de mise à disposition de locaux d'une superficie d'environ 171 m²,
- Le Fonds Social Européen (FSE) ; par le biais des OS1, OS2, OS3 ; intervient à hauteur de 319.707 euros à titre indicatif pour 2018, en sus du soutien financier à l'assistance technique mise en place par la Métropole et aux actions transverses,
- En ce qui concerne la Métropole, son concours annuel est défini sous réserve de l'annualité budgétaire. Il s'élève pour les trois PLIE de son territoire au montant de 1.330.000 euros dont une subvention accordée pour la mise en œuvre sur le bassin Est de l'accompagnement à l'emploi, d'actions en direction des acteurs économiques, notamment l'introduction de clauses d'insertion dans les marchés, d'un montant annuel maximum de 130.000 euros.

La répartition de cette enveloppe globale sur ces postes de dépenses est indicative et pourrait être précisée à l'occasion de la préparation de la programmation annuelle.

Le comité de Pilotage est co-présidé et co-animé par l'Etat représenté par le Préfet ou son représentant et par la Ville de La Ciotat représentée par le Maire ou son représentant. Ce dernier sera constitué comme suit :

- Le territoire Marseille Provence est représenté par son Président ou son représentant,
- La Ville de La Ciotat représentée par le Maire ou son représentant,
- La Région et le Département sont représentés par le/la Président(e) ou son/sa représentant(e)
- l'Etat, par 2 représentants,
- La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par son conseiller délégué à

- l'emploi, l'insertion, l'économie sociale solidaire
- Pôle Emploi représenté par son Directeur Territorial ou son représentant,
- Enfin, La structure d'animation du PLIE.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- Les instructions relatives aux modalités de financement des PLIE au titre du Fonds Social Européen pour la période 2014-2020, et les règlements et supports de gestion y afférent et à venir ;
- La délibération 19 Octobre 2017, PON FSE 2014-2020 – Avis de principe relatif à la désignation de la Métropole Aix-Marseille Provence en qualité d'Organisme Intermédiaire et de contrôle du FSE pour le compte des PLIE du territoire métropolitain ;
- La délibération du 19 Octobre 2017, Convention du fonds de concours entre le Département Bouches-du-Rhône et Métropole Aix Marseille Provence pour la mise en œuvre des PLIE du territoire métropolitain 2018-2020 ;

- La délibération du 19 octobre 2017 du Bureau de Métropole concernant la demande de fonds de concours au Conseil Départemental des Bouches du Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain ;
- La tenue de comité stratégique des 3 PLIE du territoire Marseille Provence du 27 Septembre 2017 ;
- L'avis favorable du comité de pilotage du PLIE MP Est.

#### **OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que la Conseil de Territoire Marseille Provence est compétent pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économique ;
- Que la Métropole, qui a succédé à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, est devenue Organisme Intermédiaire (OI) gestionnaire des crédits du FSE ;
- Qu'il y a lieu de poursuivre l'action des trois PLIE du territoire Marseille Provence en l'adaptant au contexte économique et social actuel des territoires, aux politiques de l'emploi des partenaires et aux exigences du FSE ;
- Qu'il existe une demande de fonds de concours au Conseil Départemental des Bouches du Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain.

#### **DELIBERE**

#### **Article Unique :**

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le protocole d'accord 2018-2022 du PLIE Marseille Provence Est.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	12

#### **Adoptée**

Se sont abstenus :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

**VECO 015-1159/17/CT**

**■ DEEN - Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi  
Marseille Provence Ouest - Approbation d'un  
protocole d'accord 2018-2022**

**Avis du Conseil de Territoire  
DPEATSV 17/15869/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération concernant le Protocole d'accord 2018-2022 du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille-Provence Ouest satisfait les conditions de l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération d'un protocole.

Depuis sa création, le 1<sup>er</sup> Janvier 2016, la Métropole, compétente dans le domaine, développe une stratégie métropolitaine en matière d'insertion par l'activité économique.

A l'échelle du Conseil de Territoire Marseille Provence, cette intervention repose sur trois Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) développés selon les spécificités des trois bassins qui composent le territoire :

- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Est (PLIE MP Est),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP Centre),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP Ouest).

L'objectif est de stabiliser en emploi durable des personnes qui en sont écartées par leurs difficultés sociales ou professionnelles.

Les PLIE, en coordonnant les acteurs du développement économique et ceux du développement social d'un même territoire, permettent de mettre en place des parcours individualisés avec un accompagnement personnalisé et différentes étapes pour le retour ou l'accès à des emplois de premier niveau de qualification. La Métropole soutient les structures associatives gestionnaires de ces PLIE, conformément aux protocoles d'accord qui définissent pour chacun d'entre eux leur mise en œuvre et les engagements financiers des différents partenaires.

La Métropole, qui a succédé à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, est désormais organisme intermédiaire (OI) pour la gestion du Fonds Social Européen des six PLIE de son territoire.

Cela permet une gestion et un contrôle centralisé des opérations cofinancées par le FSE, dans le respect d'un pilotage propre à chaque PLIE et adapté aux enjeux spécifiques de chaque territoire, constitue une avancée pour la sécurisation des opérateurs.

Les partenaires des 3 PLIE (l'Etat, la Région PACA, le Département des Bouches-du-Rhône, la Métropole, les communes concernées, la DIRECCTE-FSE), qui ont confié le soin aux instances partenariales de chacun des 3 PLIE d'élaborer ces nouveaux projets, ont souhaité, lors d'un comité stratégique du 27 Octobre 2017, mettre en œuvre pour la période 2018-2022 les trois nouveaux protocoles PLIE du territoire Marseille Provence.

L'objectif général de ces nouveaux protocoles étant, d'une part de poursuivre l'action engagée dans le cadre des PLIE en l'adaptant au contexte économique et social actuel de chacun des territoires tel que défini dans le diagnostic de chacun des trois PLIE et, d'autre part d'harmoniser la mise en œuvre des trois PLIE du territoire Marseille Provence en cohérence avec les politiques de l'emploi des partenaires et les exigences du Fonds Social Européen (FSE)\*.

A cela, les adhérentes du PLIE devront rassembler 60% de personnes allocataires du RSA ainsi qu'une

proportion de personnes issus de territoires Politiques de la Ville répartie comme suit :

- PLIE MP Est : 20% en Quartier de Veille Active,
- PLIE MP Centre : 50% en Quartier Politique de la Ville,
- PLIE MP Ouest : 20% en Quartier Politique de la Ville.

Le protocole d'accord actuel du PLIE MP Ouest concerne les communes Carry-le-Rouet, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gignac-la-Nerthe, le Rove, Marignane, Saint-Victoret et Sausset-les-Pins et se termine au 31 décembre 2017. En terme de bilan, ce dernier aura permis l'accueil de 1 367 personnes éloignées de l'emploi parmi lesquelles 82% de bénéficiaires du RSA et, près de la moitié d'entre eux l'intégration dans un emploi durable d'une durée d'au moins 6 mois.

*\* Programme Opérationnel National FSE 2014-2020 / Axe prioritaire 3 « Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion » / Priorité d'Investissement 9.1 « l'inclusion active y compris en vue de promouvoir l'égalité des chances, la participation active et une meilleure aptitude à l'emploi » / Objectifs Spécifiques (OS) qui sont : OS1 : Augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale – OS2 : Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion – OS3 : Développer des projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire.*

Les objectifs quantitatifs et qualitatifs du PLIE MP Ouest, pour 2018 à 2022, tels que décrits au nouveau protocole sont les suivants : d'apporter un accompagnement individuel, personnalisé et renforcé à 1 500 personnes (300 personnes étant issues du précédent Protocole), soit en moyenne 540 par an dont 240 nouvelles entrées annuelles et contribuer à la sortie positive vers l'emploi de 120 personnes par an.

Ces objectifs ont fait l'objet d'un échange par les partenaires des trois PLIE lors du comité stratégique du 27 Septembre 2017.

Les contributions financières annuelles des différents partenaires sont les suivantes :

- L'Etat s'engage à favoriser la mobilisation de l'ensemble des moyens de droit commun au titre de l'emploi dont il dispose.
- La participation de la Région sera définie ultérieurement dans le cadre de son assemblée délibérante.
- Le Conseil Départemental intervient à hauteur de 160.000 euros pour 2018.
- Le Fonds Social Européen (FSE) ; par le biais des OS1, OS2, OS3 ; intervient à hauteur de 337.245 euros à titre indicatif

pour 2018, en sus du soutien financier à l'assistance technique mise en place par la Métropole et aux actions transverses. L'attribution effective de ces subventions est indicative et sera définitive après accord par l'autorité de gestion, l'Etat, et certification par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP),

- En ce qui concerne la Métropole, son concours annuel est défini sous réserve de l'annualité budgétaire. Il s'élève pour les trois PLIE de son territoire au montant de 1.330.000 euros dont une subvention accordée pour la mise en œuvre sur le bassin Centre de l'accompagnement à l'emploi, d'actions en direction des acteurs économiques, notamment l'introduction de clauses d'insertion dans les marchés, d'un montant annuel maximum de 135.000 euros

La répartition de cette enveloppe globale sur ces postes de dépenses est indicative et pourrait être précisée à l'occasion de la préparation de la programmation annuelle.

Le Président du Conseil de Territoire de Marseille Provence ou son mandataire assure la présidence du Comité de Pilotage. Il peut être représenté par l'un des conseillers territoriaux concernés. Le Préfet ou son mandataire copréside ce Comité. Ce dernier sera constitué comme suit :

- Le territoire Marseille Provence est représenté par son Président ou son représentant et huit conseillers territoriaux, les maires des communes concernées,
- La Région et le Département sont représentés par le/la Président(e) ou son/sa représentant(e)
- l'Etat, par 2 représentants,
- La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par son conseiller délégué à l'emploi, l'insertion, l'économie sociale solidaire
- Enfin, l'association d'animation du PLIE « Association du PLIE MP OUEST ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- Les instructions relatives aux modalités de financement des PLIE au titre du Fonds Social Européen pour la période 2014-2020, et les règlements et supports de gestion y afférent et à venir ;
- La délibération du 19 Octobre 2017, PON FSE 2014-2020 – Avis de principe relatif à la désignation de la Métropole Aix-Marseille-Provence en qualité d'Organisme Intermédiaire et de contrôle du FSE pour le compte des PLIE du territoire métropolitain ;
- La délibération du 19 Octobre 2017, Convention du fonds de concours entre le Département Bouches-du-Rhône et Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre des PLIE du territoire métropolitain 2018-2020 ;
- La délibération du 19 octobre 2017 du Bureau de Métropole concernant la demande de fonds de concours au Conseil Départemental des Bouches du Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain ;
- La délibération du 19 octobre 2017 du Bureau de Métropole concernant la demande de fonds de concours au Conseil Départemental des Bouches du Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain ;
- La tenue de comité stratégique des 3 PLIE du territoire Marseille Provence du 27 Septembre 2017 ;
- L'avis favorable du comité de pilotage du PLIE MP Ouest.

## OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

### Entendues les conclusions du rapporteur,

### CONSIDERANT

- Que la Conseil de Territoire Marseille Provence est compétent pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économique ;
- Que la Métropole, qui a succédé à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, est devenue Organisme Intermédiaire (OI) gestionnaire des crédits du FSE ;
- Qu'il y a lieu de poursuivre l'action des trois PLIE du territoire Marseille Provence en l'adaptant au contexte économique et social actuel des territoires, aux politiques de l'emploi des partenaires et aux exigences du FSE ;
- Qu'il existe une demande de fonds de concours au Conseil Départemental des Bouches du Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain.

### DELIBERE

#### Article Unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le protocole d'accord 2018-2022 du PLIE Marseille-Provence Ouest.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	12

### Adoptée

#### Se sont abstenus :

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

### VECO 016-1160/17/CT

■ DEEN - Approbation d'une convention pour l'année 2018 avec l'association - Emergence Compétences Projets pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi MP Centre - Attribution d'une subvention pour l'année 2018

## DPEATSV 17/15871/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis sa création, le 1<sup>er</sup> Janvier 2016, la Métropole, compétente dans le domaine, développe une stratégie métropolitaine en matière d'insertion par l'activité économique à l'échelle des 6 territoires.

Au niveau du Conseil de Territoire Marseille Provence, cette intervention repose sur trois Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) développés selon les spécificités des trois bassins qui composent le territoire :

- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Est (PLIE MP Est),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Centre (PLIE MP Centre),
- Le Plan local pour l'insertion et l'emploi Marseille Provence Ouest (PLIE MP Ouest).

L'objectif est de stabiliser en emploi durable des personnes qui en sont écartées par leurs difficultés sociales ou professionnelles.

Les PLIE, en coordonnant les acteurs du développement économique et ceux du développement social d'un même territoire, permettent de mettre en place des parcours individualisés avec un accompagnement personnalisé et différentes étapes pour le retour ou l'accès à des emplois de premier niveau de qualification. La Métropole soutient les structures associatives gestionnaires de ces PLIE, conformément aux protocoles d'accord qui définissent pour chacun d'entre eux leur mise en œuvre et les engagements financiers des différents partenaires.

Entre 2015 et 2017, 3 conventions de financement ont été élaborées entre le Conseil de Territoire et chacun des 3 PLIE faisant référence au montant de sa participation ainsi que celle du Département par le biais d'une subvention de fonds de concours pour une période analogue.

Sans réaliser un bilan exhaustif sur la période de l'engagement, le PLIE MP Centre, qui intervient sur les communes d'Allauch, Marseille, Plan-de-Cuques et Septèmes-les-Vallons, a pu réaliser les résultats suivants :

Arrondissements / Villes	Du 01/01/2015 au 30/06/2017	
	Nombre d'accompagnements	Insertions Professionnelles Réussies / Sorties positives
Territoire 1 <sup>er</sup> arrondissement	364	73
Territoire 2 <sup>ème</sup> arrondissement	297	59
Territoire 3 <sup>ème</sup> arrondissement	722	141
Territoire 4 <sup>ème</sup> arrondissement	192	35
Territoire 5 <sup>ème</sup> arrondissement	142	34
Territoire 6 <sup>ème</sup> arrondissement	115	39
Territoire 7 <sup>ème</sup> arrondissement	93	19
Territoire 8 <sup>ème</sup> arrondissement	111	24
Territoire 9 <sup>ème</sup> arrondissement	111	22
Territoire 10 <sup>ème</sup> arrondissement	136	31
Territoire 11 <sup>ème</sup> arrondissement	228	51
Territoire 12 <sup>ème</sup> arrondissement	111	25
Territoire 13 <sup>ème</sup> arrondissement	428	87
Territoire 14 <sup>ème</sup> arrondissement	545	100
Territoire 15 <sup>ème</sup> arrondissement	642	128
Territoire 16 <sup>ème</sup> arrondissement	109	27
Territoire Allauch	27	4
Territoire Plan-de-Cuques	8	1
Territoire Septèmes-Les Vallons	111	28
<b>TOTAL PLIE-MP-Centre</b>	<b>4501</b>	<b>928</b>

En 2017, de nouveaux protocoles ont été élaborés pour les trois PLIE du territoire Marseille Provence dont celui du PLIE MP Centre. Son protocole qui couvre la période 2018-2022 (5 ans) et fixe entre autres les modalités de participation des différents financeurs des PLIE et du FSE, ont été approuvés par le Conseil de Territoire Marseille Provence.

Le PLIE MP Centre qui intervient sur les communes d'Allauch, Marseille, Plan de Cuques et Septèmes-les-Vallons devra accueillir 2200 personnes éloignées de l'emploi parmi lesquelles 60% de bénéficiaires du RSA ; 50% habitants les quartiers prioritaires de la politique de la ville et, pour la moitié d'entre eux l'intégration dans un emploi durable d'une durée d'au moins 6 mois.

Prochainement, la Métropole Aix-Marseille-Provence, devenant Organisme Intermédiaire (OI) pour la gestion du Fonds Social Européen (FSE) au 1<sup>er</sup> Janvier 2018, gèrera une subvention globale FSE pour l'ensemble des 6 PLIE de son territoire dont les 3 PLIE du Territoire Marseille Provence.

En début d'année 2018, un appel à projet PLIE désignera les 3 prochaines associations gestionnaires des 3 PLIE du territoire pour la période 2018-2020 (3 ans).

Pour maintenir les obligations liées à l'accompagnement des demandeurs d'emploi les plus éloignés et la relation avec le monde économique, l'association « Emergence(s) Compétences Projets », actuel gestionnaire du PLIE MP Centre continuera d'accueillir le public et l'orienter vers un emploi durable dans le respect du protocole d'accord PLIE 2018-2022.

Les objectifs spécifiques sont :

- *OS1 : Augmenter le nombre de parcours intégrés d'accès à l'emploi des publics très éloignés de l'emploi en appréhendant les difficultés rencontrées de manière globale.*
- *OS2 : Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion.*
- *OS3 : Développer des projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire.*

Ainsi que la mise en œuvre du PLIE sur le bassin Centre du territoire de Marseille Provence.

Cette convention a pour objet de fixer les modalités de versement de la subvention accordée pour l'année 2018, sous réserve de l'approbation du budget, qui s'élève à 1.065.000 €.

Enfin, le budget devrait être complété ultérieurement par le Conseil Départemental (par le biais d'une subvention de fonds de concours préparée par le DGA Insertion) et par les crédits du FSE à l'issue de l'appel à projet PLIE qui sera lancé par la Métropole Aix-Marseille-Provence en début d'année 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le décret n°2014-580 du 3 juin 2014 relatif à la gestion de tout ou partie des fonds européens pour la période 2014-2020 ;
- Les instructions relatives aux modalités de financement des PLIE au titre du Fonds Social Européen pour la période 2014-2020, et les règlements et supports de gestion y afférent et à venir ;
- La délibération du 19 Octobre 2017, PON FSE 2014-2020 – Avis de principe relatif à la désignation la Métropole Aix-Marseille-Provence en qualité d'Organisme Intermédiaire et de contrôle du FSE pour le compte des PLIE du territoire métropolitain ;
- La délibération du 19 octobre 2017 du Bureau de Métropole concernant la demande de fonds de concours au Conseil Départemental des Bouches du Rhône relative au financement des



6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain ;

- La délibération de décembre 2017 approuvant le protocole d'accord du PLIE MP Centre 2018-2022.

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est compétent pour l'animation des dispositifs en matière d'insertion par l'économique ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui a succédé à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, est devenue Organisme Intermédiaire (OI) gestionnaire des crédits du FSE ;
- Qu'il existe une demande de fonds de concours au Conseil Départemental des Bouches du Rhône relative au financement des 6 Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi du territoire métropolitain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est signataire du protocole d'accord du PLIE MP Centre ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence est signataire du protocole d'accord du PLIE MP Centre.

## **DELIBERE**

### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention d'un montant de 1 065 000€ pour l'année 2018 à l'association «Emergence(s) Compétences Projets».

### **Article 2 :**

Est approuvée la convention ci-annexée conclue avec l'association Emergence(s) Compétences Projets gestionnaire du PLIE MP Centre.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que ses avenants favorisant l'exécution des activités prévues par le protocole 2018-2022.

### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2018 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 65 - Nature 6574 - Fonction 65 – Sous-politique E 120.

Présents	110
Représentés	27
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	12

### **Adoptée**

### **Se sont abstenus :**

René AMODRU - Jacques BESNAÏNOU - Michel CATANEO - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Maryvonne RIBIERE - Jocelyne TRANI

### **VECO 017-1161/17/CT**

■ **DDA - Budget Etat Spécial du Territoire - Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Programme Sirius Frais Vallon**

### **Information au Conseil de Territoire** **DGDU 17/15938/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Ce projet porté par le Conseil de Territoire Marseille Provence (lancé par l'ancienne Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en septembre 2015) est lauréat de l'AMI, l'action "Ville durable et solidaire" pilotée par l'ANRU avec des fonds du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA "Ville et Territoires Durables).

Le projet Sirius, pour Stratégie d'Innovation par les Réseaux d'Intelligence Urbaine (REI) et de Services" comporte 3 volets:

- Energie : il s'agira notamment d'expérimenter sur ce quartier le concept en émergence "d'autoproduction - autoconsommation" photovoltaïque
- Nudges : développement du concept de l'économie comportementale appelée NUDGE articulée avec des dispositifs de participation citoyenne

- Nouveaux Services Urbains : il s'agira de mettre en place de nouveaux services urbains au service des habitants pour optimiser le bien-être dans le quartier et réduire l'empreinte carbone

Afin de permettre la réalisation de ces études, l'opération d'investissement n°2017107000 « Programme Sirius – Frais Vallon » inscrite au budget pour un montant initial de 300 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 171180BP du programme 18, doit être affectée d'une revalorisation de 335 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 635 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement « Programme Sirius – Frais Vallon ».

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport « Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement « programme Sirius Frais Vallon ».

#### **VECO 018-1162/17/CT**

#### **■ DDA - Présentation du Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville de Marignane 2016**

#### **Information au Conseil de Territoire**

#### **DEE 17/15951/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Commune de Marignane et GRDF ont signé le 15 septembre 1998, avec prise d'effet au 6 octobre 1998, pour une durée de 30 ans, une convention de concession pour la distribution publique de gaz sur l'ensemble du territoire communal.

La communauté urbaine Marseille Provence Métropole a pris sur son territoire, à titre obligatoire, la compétence de concession de la distribution publique de gaz, conformément à l'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) à l'entrée en vigueur de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles. La substitution de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole à la commune de Marignane pour la convention de concession n'a pas été formalisée par un avenant.

A sa création au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique de gaz sur le périmètre de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, conformément aux articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du CGCT.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte-Rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service.

L'examen de ce compte-rendu est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Le Compte-Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique de gaz sur la Commune de Marignane pour l'année 2016 a été transmis dans les délais par GRDF et a fait l'objet d'une analyse des services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération métropolitain « Présentation du Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville de Marignane 2016 ».

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du projet de délibération métropolitain « Présentation du Compte-Rendu d'Activité de Concession de

distribution publique de gaz de la Ville de Marignane 2016».

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitain « Présentation du Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville de Marignane 2016 ».

#### **VECO 019-1163/17/CT**

#### **■ DDA - Présentation du Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville de Marseille 2016**

#### **Information du Conseil de Territoire DEE 17/15949/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération n° 11/0024/FEAM du 7 février 2011, la Ville de Marseille a approuvé le traité de concession pour la distribution publique de gaz naturel passé avec GRDF le 4 avril 2012 pour une durée de 30 ans.

La délibération n° FCT 012-1248/15/CC du 23 septembre 2015 a approuvé l'avenant de transfert de plein droit du traité de concession de la Ville de Marseille conclu avec GRDF et la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A sa création au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique de gaz sur le périmètre de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, conformément aux articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du CGCT.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte-Rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service.

L'examen de ce compte-rendu est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Le Compte-Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique de gaz sur la Commune de Marseille pour l'année 2016 a été transmis dans les délais par GRDF et a fait l'objet d'une analyse des services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

##### **Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération métropolitain « Présentation du Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution de gaz de la Ville de Marseille 2016 ».

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du projet de délibération métropolitain « Présentation du Compte-Rendu d'Activité de Concession de

distribution de gaz de la Ville de Marseille 2016 ».

#### **DELIBERE**

##### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitain « Présentation du Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution de gaz de la Ville de Marseille 2016 ».

#### **VECO 020-1164/17/CT**

##### **■ DDA - Présentation du Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville d'Ensues-la-Redonne 2016**

##### **Information au Conseil de Territoire DEE 17/15952/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Commune d'Ensues-la-Redonne et GRDF ont signé le 18 novembre 2014, pour une durée de 30 ans, un traité de concession pour la distribution publique de gaz sur l'ensemble du territoire communal, entrant en vigueur à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2014.

La communauté urbaine Marseille Provence Métropole a pris sur son territoire, à titre obligatoire, la compétence de concession de la distribution publique de gaz, conformément à l'article L. 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) à l'entrée en vigueur de la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles. La substitution de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole à la commune d'Ensues-la-Redonne pour la convention de concession n'a pas été formalisée par un avenant.

A sa création au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique de gaz sur le périmètre de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, conformément aux articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du CGCT.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte-Rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service.

L'examen de ce compte-rendu est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Le Compte-Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique de gaz sur la Commune d'Ensuès-la-Redonne pour l'année 2016 a été transmis par GrDF dans les délais prévus et a fait l'objet d'une analyse des services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération métropolitain « Présentation du Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville d'Ensuès-la-Redonne 2016 ».

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du projet de délibération métropolitain « Présentation du Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville d'Ensuès-la-Redonne 2016 ».

#### **DELIBERE**

##### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitain « Présentation du Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique de gaz de la Ville d'Ensuès-la-Redonne 2016 ».

#### **VECO 021-1165/17/CT**

##### **■ DDA - Présentation du Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille 2016**

##### **Information du Conseil de Territoire DEE 17/15948/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération n° 94/842/E du 21 novembre 1994, la Ville de Marseille a approuvé la convention de concession sur la distribution d'électricité passée avec Electricité de France le 21 novembre 1994 pour une durée de 30 ans. Cette convention a ensuite été transférée à Electricité Réseau Distribution France en 2008, conformément aux directives européennes.

Par délibération n° 08/0406/FEAM du 30 juin 2008 et en réponse aux exigences européennes ayant conduit EDF à créer une filiale en charge de la gestion de la distribution d'électricité, la Ville de Marseille a acté le transfert de plein droit de la partie distribution du contrat de concession à cette nouvelle société ErDF. La société ErDF a changé son nom au 1<sup>er</sup> juin 2016 et s'appelle désormais Enedis.

La mission d'autorité concédante du réseau de distribution publique d'électricité comprend également certaines attributions relatives à la fourniture d'électricité, en vertu des articles L.121-5 du Code de l'Energie et L.2224-31 du Code Général des Collectivités Territoriales. Dans le cadre du contrat de concession de la Ville de Marseille, le

concessionnaire de fourniture est la Société Electricité de France (EDF).

La délibération n° FCT 013-1249/15/CC du 23 septembre 2015 a approuvé l'avenant de transfert de la Ville de Marseille conclu avec ErDF et EDF à la communauté urbaine Marseille Provence Métropole.

A sa création au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a repris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de concession de la distribution publique d'électricité sur le périmètre de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole, conformément aux articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du CGCT.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte-Rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service et ce, avant le 30 juin.

L'examen de ce compte-rendu est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Le Compte-Rendu d'Activité de la Concession de distribution publique d'électricité sur la Commune de Marseille pour l'année 2016 a été transmis dans les délais par ENEDIS et EDF et a fait l'objet d'une analyse des services métropolitains dont la synthèse est jointe en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération métropolitain « Présentation du Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille 2016 ».

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du projet de délibération métropolitain « Présentation du Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille 2016 ».

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitain « Présentation du Compte-Rendu d'Activité de Concession de distribution publique d'électricité de la Ville de Marseille 2016 ».

#### **VECO 022-1166/17/CT**

**■ POR - Présentation du rapport d'activité de l'année 2016 du Cercle Nautique et Touristique du Lacydon délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du Vieux Port de Marseille - Périmètre 1**

#### **Information du Conseil de Territoire DIPORSV 17/15953/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1<sup>er</sup> janvier 2016 ; c'est ainsi qu'elle gère 24 ports de plaisance représentant 8500 postes à flot et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 2/1087/CC du 18 décembre 2006 et convention de Délégation de Service Public n°06/191, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a délégué au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, association régie par la loi du 1er juillet 1901, « la gestion, l'animation et le développement du pôle : grande et moyenne plaisance, l'accueil des professionnels du nautisme ainsi que l'animation d'un pôle aviron » de la partie du plan d'eau et des terre-pleins du Vieux-Port de Marseille identifiée sous la dénomination de « périmètre 1 ». Ce contrat a été conclu pour une durée de 10 ans à compter du 1er janvier 2007.

Conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante du délégant qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services intercommunaux dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération POR 2/1087/CC du 18 décembre 2006 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de

Service Public à la « gestion, l'animation et le développement du pôle grande et moyenne plaisance, motonautisme, accueil des professionnels du nautisme et animation d'un pôle aviron » « périmètre 1 » ;

- La délibération MER 003-897/16/CM en date du 19 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n°3 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) sur le périmètre 1 du Vieux Port de Marseille ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Service Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2016 du Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du Vieux-Port de Marseille – Périmètre 1.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2016 du Cercle Nautique et Touristique du Lacydon, délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du Vieux-Port de Marseille – Périmètre 1.

#### **VECO 023-1167/17/CT**

■ **POR - Présentation du rapport d'activité de l'année 2016 du Yachting Club de la Pointe Rouge délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du port de la Pointe Rouge à Marseille - Périmètre 3**

**Information du Conseil de Territoire  
DIPORSV 17/15958/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille Provence s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016 ; c'est ainsi qu'elle gère 24 ports de plaisance représentant 8500 postes à flot et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 4/1089/CC du 18 décembre 2006 et convention de Délégation de service public n°06/192, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a délégué au Yachting Club de la Pointe Rouge (YCPR), association régie par la loi du 1er juillet 1901, la « gestion, animation et développement d'un pôle multisports nautiques, école de pêche sportive, accueil de grands événements, école de voile et de glisse », sur une partie du plan d'eau et des terre-pleins du port de la Pointe-Rouge, à Marseille. Ce contrat a été conclu pour une période de dix ans à compter du 1er janvier 2007.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services intercommunaux dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération POR 4/1089/CC du 18 décembre 2006 approuvant la convention de Délégation de Service Public relative à « la gestion, l'animation et le développement d'un pôle multisports nautiques, école de pêche sportive, accueil de grands événements, école de voile et de glisse », sur une partie du plan d'eau et des terre-pleins du port de la Pointe-Rouge ;
- La délibération MER 005-899/16/CM en date du 19 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n°4 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public consentie au Yachting Club de La Pointe Rouge (YCPR) au sein du port de La Pointe Rouge de Marseille – Périmètre 3,
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe.

**OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2016 du Yachting Club de la Pointe-Rouge, délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du port de la Pointe-Rouge à Marseille – Périmètre 3.

**DELIBERE**

**Article unique:**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2016 du



Yachting Club de la Pointe-Rouge, délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du port de la Pointe-Rouge à Marseille – Périmètre 3.

#### **VECO 024-1168/17/CT**

■ **POR - Présentation du rapport d'activité de l'année 2016 de la Société Nautique de Marseille SNM délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du Vieux Port de Marseille - Périmètre 2**

#### **Information du Conseil de Territoire DIPORSV 17/15957/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille Provence s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016 ; c'est ainsi qu'elle gère 24 ports de plaisance représentant 8500 postes à flot et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Par délibération POR 3/1088/CC du 18 décembre 2006 et convention de Délégation de Service Public n° 06/190, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a délégué à la Société Nautique de Marseille (SNM), « la gestion, l'animation d'un pôle de voiliers, bateaux de tradition et multicoques, la promotion et la valorisation de la culture et du patrimoine nautique, la mise en place de partenariats socioéducatifs pour faciliter l'accès à la plaisance » sur la partie du plan d'eau et des terres pleins du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de « périmètre 2 ». Ce contrat a été conclu pour une durée de 10 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport retraçant l'exécution qualitative, technique et financière du service.

L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport a fait l'objet d'une analyse par les services intercommunaux dont la synthèse est jointe en annexe pour l'année 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération POR 3/1088/CC du 18 décembre 2006 approuvant le choix du délégataire et le contrat de Délégation de Service Public à la « la gestion, l'animation d'un pôle de voiliers, bateaux de tradition et multicoques, la promotion et la valorisation de la culture et du patrimoine nautique, la mise en place de partenariats socioéducatifs pour faciliter l'accès à la plaisance » sur la partie du plan d'eau et des terres pleins du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de « périmètre 2 » ;
- La délibération MER 004-898/16/CM en date du 19 septembre 2016 portant approbation de l'avenant n°2 de prolongation d'un an de la Délégation de Service Public consentie à La Société Nautique de Marseille (SNM) au sein du Vieux Port de Marseille-Périmètre 2 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- Le procès-verbal de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La synthèse jointe en annexe.

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2016 de la Société Nautique de Marseille SNM, délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du Vieux-Port de Marseille – Périmètre 2.

#### **DELIBERE**

##### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur la présentation du rapport d'activité de l'année 2016 de la Société Nautique de Marseille SNM, délégataire de service public en charge de la gestion portuaire d'une partie du Vieux-Port de Marseille – Périmètre 2.

#### **VECO 025-1169/17/CT**

■ **POR - Approbation de l'avenant n 4 de prolongation de la Délégation de Service Public de Gestion Portuaire consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon au sein du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 1**

#### **Avis du Conseil de Territoire DIPORSV 17/15876/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, qui s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016, gère 24 ports de plaisance représentant 8500 postes à flot et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, la Communauté urbaine avait décidé, par délibération du 13 mai 2005, de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois périmètres portuaires correspondant à 2250 postes à flot, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge.

Ces contrats ont pris effet le 1er janvier 2007 pour une durée de 10 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Les délais nécessaires à la mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence, n'ont pas permis le lancement en 2016 d'une procédure de mise en concurrence pour leur renouvellement ; aussi un avenant a permis de reporter le terme du contrat d'1 an, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

Parallèlement, la Métropole a dû envisager les conséquences d'une éventuelle désignation de Paris comme ville organisatrice des Jeux Olympiques de 2024 associant la Ville de Marseille pour l'accueil des épreuves de voile. Le cahier des charges de la future délégation de service public a été adapté en ce sens.

Ainsi, pour accompagner les manifestations nautiques durant l'année 2024 et promouvoir l'évènement dès 2020 ou 2021, et compte tenu des nouveaux investissements mis à la charge du délégataire, le Conseil de la Métropole a, par délibération du 18 mai 2017, approuvé le principe du recours à une délégation de service public sous forme d'un affermage d'une durée de dix ans.

La procédure de mise en concurrence a été lancée en juin 2017 et les candidatures ont été ouvertes par la Commission de Délégation de Service Public du 22 septembre 2017. Au mois de novembre suivant, la Commission de Délégation de Service Public a procédé à l'analyse des candidatures et a ouvert les offres des candidats admis.

Compte tenu des délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence, la Métropole n'est pas en mesure d'attribuer le futur contrat de délégation de service public au 1er janvier 2018.

Ainsi, afin de garantir la continuité du service public, il est proposé par avenant, de prolonger le contrat de délégation de service public pour une période de six mois, temps strictement nécessaire pour mener à bien la procédure de passation.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales et du décret n°2016-86 du 1er février 2016, il convient de préciser que cet avenant ne modifie pas substantiellement le contrat initial et peut donc être conclu après avoir été soumis à l'avis la Commission de délégation de service public eu égard à son impact financier évalué à environ 6,5 % du total des produits initialement prévu au contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération POR/1/431/CC du 13 mai 2005 portant approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation de la partie du plan d'eau et des terre-pleins du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de périmètre 1 ;
- La délibération POR 2/1087/CC du 18 décembre 2006, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de Délégation de Service Public et de ses annexes pour la gestion, l'animation et le développement du périmètre 1 du Vieux-Port de Marseille ;
- La délibération POR 004-212/11/CC du 28 mars 2011 portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public susvisé ;
- La délibération POR 004-833/12/CC du 14 décembre 2012 portant approbation de l'avenant n°2 au contrat de Délégation de Service Public susvisé ;
- La délibération MER 003-897/16/CM du 19 septembre 2016 portant approbation d'un avenant de prolongation de la Délégation de Service Public de Gestion Portuaire consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) au sein du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 1
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- L'avenant joint en annexe ;

- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public.

## **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

## **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°4 de prolongation de la Délégation de Service Public de Gestion Portuaire consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) au sein du Vieux-Port de Marseille – Périmètre 1.

## **DELIBERE**

### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°4 de prolongation de la Délégation de Service Public de Gestion Portuaire consentie au Cercle Nautique et Touristique du Lacydon (CNTL) au sein du Vieux-Port de Marseille – Périmètre 1.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

## **VECO 026-1170/17/CT**

**■ POR - Approbation de l' avenant n 3 de prolongation de la Délégation de Service Public de gestion portuaire consentie à La Société Nautique de Marseille au sein du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 2**

## **Avis du Conseil de Territoire DIPORSV 17/15877/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, qui s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016, gère 24 ports de plaisance représentant 8500 postes à flot et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, la Communauté urbaine avait décidé, par délibération du 13 mai 2005, de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois périmètres portuaires correspondant à 2250 postes à flot, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge.

Ces contrats ont pris effet le 1er janvier 2007 pour une durée de 10 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Les délais nécessaires à la mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence, n'ont pas permis le lancement en 2016 d'une procédure de mise en concurrence pour leur renouvellement ; aussi un avenant a permis de reporter le terme du contrat d'1 an, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

Parallèlement, la Métropole a dû envisager les conséquences d'une éventuelle désignation de Paris comme ville organisatrice des Jeux Olympiques de 2024 associant la Ville de Marseille pour l'accueil des épreuves de voile. Le cahier des charges de la future délégation de service public a été adapté en ce sens.

Ainsi, pour accompagner les manifestations nautiques durant l'année 2024 et promouvoir l'évènement dès 2020 ou 2021, et compte tenu des nouveaux investissements mis à la charge du délégataire, le Conseil de la Métropole a, par délibération du 18 mai 2017, approuvé le principe du recours à une délégation de service public sous forme d'un affermage d'une durée de dix ans.

La procédure de mise en concurrence a été lancée en juin 2017 et les candidatures ont été ouvertes par la Commission de délégation de service public dans sa séance du 22 septembre 2017. Au mois de novembre suivant, la Commission de Délégation de Service Public a procédé à l'analyse des candidatures et a ouvert les offres des candidats admis.

Compte tenu des délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence, la Métropole n'est pas en mesure d'attribuer le futur contrat de délégation de service public au 1er janvier 2018.

Ainsi, afin de garantir la continuité du service public, il est proposé par avenant, de prolonger le contrat de délégation de service public pour une période de six mois, temps strictement nécessaire pour mener à bien la procédure de passation.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales et du décret n°2016-86 du 1er février 2016, il convient de préciser que cet avenant ne modifie pas substantiellement le contrat initial et peut donc être conclu après avoir été soumis à l'avis de la Commission de Délégation de Service Public eu égard à son impact financier évalué à

environ 5 % du total des produits initialement prévu au contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération POR/2/432/CC du 13 mai 2005 portant approbation du principe d'une Délégation de Service Public pour la gestion et l'animation de la partie du plan d'eau et des terre-pleins du Vieux-Port de Marseille, identifiée sous la dénomination de périmètre 2 ;
- La délibération POR 3/1088/CC du 18 décembre 2006, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de Délégation de Service Public et de ses annexes pour la gestion, l'animation et le développement du périmètre 2 du Vieux-Port de Marseille ;
- La délibération POR 005-834/12/CC du 14 décembre 2012 portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public susvisé ;
- La délibération MER 004-898/16/CM du 19 septembre 2016 portant approbation d'un avenant de prolongation de la Délégation de Service Public de Gestion Portuaire consentie à la Société Nautique de Marseille (SNM) au sein du Vieux-Port de Marseille - Périmètre 2 ;

- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- L'avenant joint en annexe ;
- L'avis de la Commission de Délégation de Service Public.

## **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de l'avenant n° 3 de prolongation de la Délégation de Service Public de gestion portuaire consentie à la Société Nautique de Marseille (SNM) au sein du Vieux-Port de Marseille – Périmètre 2.

### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n° 3 de prolongation de la Délégation de Service Public de gestion portuaire consentie à la Société Nautique de Marseille (SNM) au sein du Vieux-Port de Marseille – Périmètre 2.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

#### **VECO 027-1171/17/CT**

**■ POR - Approbation de l'avenant n 5 de prolongation de la Délégation de Service Public de gestion portuaire consentie au Yachting Club de La Pointe Rouge au sein du Port de La Pointe Rouge - Périmètre 3**

#### **Avis du Conseil de Territoire DIPORSV 17/15878/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, qui s'est substituée à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole le 1er janvier 2016, gère 24 ports de plaisance représentant 8500 postes à flot et figure au second plan des sites de plaisance européens.

Dans le cadre de la modernisation des modes de gestion des ports, la Communauté urbaine avait décidé, par délibération du 13 mai 2005, de déléguer la gestion, l'animation et le développement portuaire de trois périmètres portuaires correspondant à 2250 postes à flot, deux périmètres au sein du Vieux-Port et un situé au port de la Pointe-Rouge.

Ces contrats ont pris effet le 1er janvier 2007 pour une durée de 10 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

Les délais nécessaires à la mise en place de la Métropole Aix-Marseille-Provence, n'ont pas permis le lancement en 2016 d'une procédure de mise en concurrence pour leur renouvellement ; aussi un avenant a permis de reporter le terme du contrat d'1 an, soit jusqu'au 31 décembre 2017.

Parallèlement, la Métropole a dû envisager les conséquences d'une éventuelle désignation de Paris comme ville organisatrice des Jeux Olympiques de 2024 associant la Ville de Marseille pour l'accueil des épreuves de voile. Le cahier des charges de la future délégation de service public a été adapté en ce sens.

Ainsi, pour accompagner les manifestations nautiques durant l'année 2024 et promouvoir l'évènement dès 2020 ou 2021, et compte tenu des nouveaux investissements mis à la charge du délégataire, le Conseil de la Métropole a, par délibération du 18 mai 2017, approuvé le principe du recours à une délégation de service public sous forme d'un affermage d'une durée de dix ans.

La procédure de mise en concurrence a été lancée en juin 2017 et les candidatures ont été ouvertes par la Commission de Délégation de Service Public du 22 septembre 2017. Au mois de novembre suivant, la Commission de Délégation de Service Public a procédé à l'analyse des candidatures et a ouvert les offres des candidats admis.

Compte tenu des délais incompressibles de la procédure de mise en concurrence, la Métropole n'est pas en mesure d'attribuer le futur contrat de délégation de service public au 1er janvier 2018.

Ainsi, afin de garantir la continuité du service public, il est proposé par avenant, de prolonger le contrat de délégation de service public pour une période de six mois, temps strictement nécessaire pour mener à bien la procédure de passation.

Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales et du décret n°2016-86 du 1er février 2016, il convient de préciser que cet avenant ne modifie pas substantiellement le contrat initial et peut donc être conclu après avoir été soumis à l'avis de la Commission de Délégation de Service Public eu égard à son impact financier évalué à environ 6% du total des produits initialement prévu au contrat.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération POR/3/433/CC du 13 mai 2005 portant approbation du principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'animation d'une partie du plan d'eau et des terre-pleins du port de la Pointe-Rouge à Marseille ;
- La délibération POR 4/1089/CC du 18 décembre 2006, portant approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public et de ses annexes pour la gestion, l'animation et le développement d'une partie du port de la Pointe Rouge à Marseille ;
- La délibération POR 001-943/08/CC du 19 décembre 2008 portant approbation de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public susvisé ;
- La délibération POR 006-1252/09/CC du 26 mars 2009 portant approbation de l'avenant

n°2 au contrat de délégation de service public susvisé ;

- La délibération POR 004-471/13/CC du 28 juin 2013 portant approbation de l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public susvisé ;
- La délibération MER 005-899/16/CM en date du 19 septembre 2016 portant approbation d'un avenant de prolongation de la Délégation de Service Public de Gestion Portuaire consentie au Yachting Club de La Pointe Rouge (YCPR) au sein du port de La Pointe Rouge de Marseille – Périmètre 3 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- L'avenant joint en annexe ;
- L'avis de la Commission de délégation de service public.

#### **OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

#### **Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°5 de prolongation de la Délégation de Service Public de gestion portuaire consentie au Yachting Club de La Pointe Rouge au sein du Port de la Pointe-Rouge - Périmètre 3.

#### **DELIBERE**

#### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation de l'avenant n°5 de prolongation de la Délégation de Service Public de gestion portuaire consentie au Yachting Club de La Pointe Rouge au sein du Port de la Pointe-Rouge - Périmètre 3.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

**VECO 028-1172/17/CT****■ POR - Approbation des Redevances d'Occupation du Domaine Public Maritime Portuaire et Prestations Annexes pour l'année 2018****Information du Conseil de Territoire  
DIPOR 17/16061/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L'occupation des terrains et plans d'eau situés sur le domaine public portuaire transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi que les prestations annexes, donnent lieu au paiement de redevances par les usagers dont les montants sont fixés annuellement par cette dernière après consultation du Préfet et des Conseils Portuaires. Ces tarifs sont exprimés en euros hors taxes.

Ces redevances participent à hauteur de 80% au budget annexe des ports.

L'équilibre du budget annexe des ports est aujourd'hui déficitaire pour deux raisons : un niveau de redevances trop faible et une augmentation significative des taxes foncière (de 500.000€ en 2012 à 1.250.000€ aujourd'hui).

C'est pourquoi, depuis 2016, afin de combler ce déficit, une démarche de recherche d'économie et de recettes supplémentaires a été engagée. Malgré des économies substantielles réalisées (environ 1 000 000 €) sur le budget de fonctionnement (réorganisation du travail, redéploiement de

personnel, non remplacement de certains départs à la retraite, etc....) et malgré la récupération de plusieurs recettes supplémentaires (suppression de gratuité, perception de recettes d'occupation supplémentaires, etc..), une augmentation substantielle des tarifs reste indispensable.

Cette situation est liée à une faiblesse des tarifs mise en avant par le dernier rapport de la chambre régionale des comptes, publié en Juin 2017 qui stipulait «... le budget annexe des ports se caractérise par un déséquilibre chronique en fonctionnement et par un besoin à la fin de chaque exercice d'une avance de trésorerie du budget principal. La nécessaire optimisation des ressources de ce budget annexe passe donc par une revalorisation des tarifs des redevances à des niveaux plus conformes à leur juste valeur ».

Afin d'équilibrer ce budget et d'absorber le coût de la taxe foncière en la répartissant au maximum sur tous les usagers, il est proposé d'augmenter le tarif des postes à flot des plaisanciers de 8 € par m2 pour tous les ports en régie. Ce travail de répercussion de la taxe foncière se poursuivra lors du renouvellement des contrats de DSP et des AOT des sociétés nautiques en 2018 et 2019.

Cette augmentation permettra dès 2018 d'obtenir des recettes supplémentaires d'environ 350 000 €. A la suite de cette première étape, une démarche de revalorisation de certains tarifs d'occupation sera mise en œuvre et une harmonisation des tarifs sera également poursuivie pour faire converger les prix des postes à flots dans tous les ports vers un « tarif cible ».

Les augmentations proposées pour l'année 2018 portent essentiellement sur :

- 1) Une augmentation de 8€ sur l'ensemble des postes à flot gérés en régie directe

	Pointe-Rouge (hors DSP3)	Frioul	La Ciotat	Carry le Rouet	Sausset-les-Pins Nouveau port	Sausset-les-Pins Ancien Port	Petits ports *	Petits ports saisonniers**
Tarif actuel	49,24 €	39,29 €	48,68 €	51,04 €	47,05 €	44,74 €	21.64 €	12.16 €
	57,24€	47,29€	56,68€	59,04€	55,05 €	52,74€	29,64€	20,16€

- 2) Terre-plein bâti et non bâti à caractère commercial ou associatif : + 4 %
- 3) Habitations : + 4 %
- 4) Autres redevances (carénage, manutentions, remorquage...) : + 4 %
- 5) Terrasses : + 4 %
- 6) Création de diverses pénalités liées aux surcoûts de gestion de dossiers

\* Petits ports : Neptune, Capucins, Saint-Jean (La Ciotat), Vallon des Auffes, Madrague de Montredon, UNG, La rascasse des Goudes (Marseille).

\*\*Petits ports saisonniers : Grand Méjean, Petit Méjean, Figuières, Rouet plage, La Vesse (Côte Bleue), Ste Nautique Corniche, Goelands de Malmousque, Sormiou, Morgiou, Cap Croisette, Escalette, Callelongue (Marseille).

Les redevances appliquées aux sociétés nautiques et aux usagers des délégataires augmentent en fonction d'une formule détaillée dans leur contrat.

De même, l'ensemble de ces redevances a été présenté lors des Conseils Portuaires des 11 et 12 décembre 2017 ; les observations émises ont été prises en compte.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le projet de délibération métropolitain « Redevances d'Occupation du Domaine Public Maritime Portuaire et Prestations Annexes pour l'année 2018 ».

**OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

**CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire doit être informé du projet de délibération métropolitain « Redevances d'Occupation du Domaine Public Maritime Portuaire et Prestations Annexes pour l'année 2018 ».

**DELIBERE**

**Article unique:**

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération métropolitain « Redevances d'Occupation du Domaine Public Maritime Portuaire et Prestations Annexes pour l'année 2018 ».

**VECO 029-1173/17/CT**

**■ POR - Approbation d'une convention relative à l'événement Red Bull Crashed Ice organisé par la Société Solala Evènement dans le cadre de la Cérémonie d'ouverture de MP 2017 capitale européenne du sport**

**Information du Conseil de Territoire  
DIPORSV 17/16064/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération n°12/1237/SOSP, le Conseil Municipal a approuvé le principe de la Candidature de la Ville de Marseille auprès de l'Association des Capitales Européennes du Sport (ACES), pour le titre de la capitale Européenne du Sport pour l'année 2017.

Le 17 novembre 2014, Marseille a été officiellement désignée Capitale Européenne du Sport en 2017 par le jury européen ACES. En obtenant ce label, Marseille a ainsi saisi une nouvelle opportunité de développer l'attractivité nationale et internationale de son territoire ainsi que la cohésion sociale de nos concitoyens.

Ce label a été envisagé comme l'occasion de mobiliser dans le temps le mouvement sportif, les



acteurs institutionnels, le monde économique ainsi que le milieu éducatif dans une démarche de cohésion, de solidarité et de développement du sport pour tous. Entre les projets phares du territoire pouvant s'inscrire dans le projet MP2017 et les propositions diverses de projets et événements, près de 900 projets et actions ont été identifiés.

Afin d'asseoir le rayonnement de cette année capitale, une cérémonie d'ouverture a été organisée avec une parade de cirque, un spectacle pyrotechnique et une compétition internationale de descente en patins à glace, la « Red Bull Crashed Ice » portée par la société Solala Evènement.

Compte tenu du caractère spectaculaire, des enjeux en terme de notoriété et de la taille des surfaces occupées de par la complexité technique du projet, il est proposé une convention de partenariat permettant une remise de 50 % sur les redevances d'occupations portuaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire Marseille Provence,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La convention de partenariat « Red Bull Crashed Ice » jointe en annexe.

#### **OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,**

**Entendues les conclusions du rapporteur,**

#### **CONSIDERANT**

- Que le Conseil de Territoire envisage d'adopter une délibération portant sur une convention conclue avec la société Solala Evènement pour l'organisation du « Red Bull Crashed Ice » à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de MP 2017 Capitale Européenne du sport.

#### **DELIBERE**

##### **Article unique :**

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération portant sur « l'Approbation d'une convention relative à l'événement « Red Bull Crashed Ice » organisé par la Société Solalal Evènement dans le cadre de la Cérémonie d'ouverture de MP 2017, capitale européenne du sport ».